



ANALYSES | 5
2021

RAPPORT TRAVAIL ET COHÉSION SOCIALE

**DES INÉGALITÉS DE REVENUS INCHANGÉES
MALGRÉ LA CRISE COVID-19**

STATEC

IMPRESSUM

Responsable de la publication
Dr Serge Allegrezza

@ Photos: Shutterstock et
Freepik

Rédaction
Fofo Senyo Ametepe
Anne Hartung
Jérôme Hury
Charlie Klein
Johann Neumayr
Guillaume Osier
François Peltier
Paul Reiff
Ioana Cristina Salagean
Marco Schockmel
Huyen Tran

La reproduction totale ou
partielle est autorisée à
condition d'en citer la source.

Date de clôture statistique:
Juin 2021
ISSN: 2658-963X

STATEC

Institut national de la statistique et des études économiques

Centre Administratif Pierre Werner
13, rue Erasme
L - 1468 Luxembourg-Kirchberg

+352 247 - 84219
info@statec.etat.lu
www.statec.lu

statec.lu

Table des matières

Préface	2
Partie 1 Population	6
1.1 L'impact du COVID-19 sur les mouvements démographiques	8
1.2 En 2020, un excès de mortalité modéré est observé au Luxembourg	18
Partie 2 Le marché du travail	36
2.1 Coup de frein sur la création d'emploi en 2020	38
2.2 Chômage: nette augmentation en 2020 avant un retour à la normale en 2021, mais pas pour tous!	43
2.3 Quo vadis télétravail? Une analyse de sa percée durant la pandémie et de son potentiel	54
2.4 Accidents et problèmes de santé liés au travail – atténuation grâce au COVID-19	68
2.5 Le travail atypique	85
Partie 3 Conditions de vie	98
A Les effets du COVID-19 sur les conditions de vie	100
3.1 Impacts contenus sur les revenus, la pauvreté et les inégalités en 2020	100
3.2 Inégalités importantes en matière de santé des résidents au Luxembourg	105
3.3 Le ressenti des ménages a souffert durant la pandémie	107
B Une vue structurelle sur les revenus, leurs inégalités et la pauvreté	115
3.4 Les revenus et leurs inégalités en 2019	115
3.5 La pauvreté et l'exclusion sociale avant le COVID-19	129
3.6 La pauvreté multidimensionnelle	139

Préface

Le taux de risque de pauvreté est resté stable malgré la pandémie

La pandémie a porté un coup dur aux enquêtes auprès des ménages: en raison des mesures de protection contre la propagation du virus, la collecte de données en face-à-face par questionnaire a pris du retard. En contrepartie, des enquêtes en ligne ont été mises en place mais elles ne sont pas – pour l'heure – un substitut parfait au travail de persuasion, d'assistance et de contact direct avec les enquêteurs[trices]. Pour estimer les revenus des ménages pour 2020, le STATEC a donc recouru, comme l'y enjoint sa loi constitutive, à une source administrative provenant de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), dont le secours s'est révélé très précieux.



Dr Serge Allegrezza

Le résultat de l'exercice est que les inégalités de revenus sont restées stables en 2020, de même que le taux de risque de pauvreté qui stagne à 17.2%. Il faut préciser qu'il s'agit d'une estimation basée sur une méthode différente des années précédentes et qu'elle n'est donc pas directement comparable.

Le résultat de la stabilité de l'inégalité n'est pas évident. En effet, les études historiques sur les pandémies nous suggèrent deux résultats contrastés: tout d'abord, lorsque la pandémie était très grave – en nombre de morts et de destruction de richesses – comme la "peste noire" au XIV^e siècle, les inégalités avaient tendance à diminuer, alors que lorsque la pandémie était moins mortelle comme la "grippe espagnole" du début du XX^e siècle, les inégalités avaient plutôt tendance à augmenter¹. Dans ce sens, les enquêtes d'opinion que le STATEC avait faites en début de confinement (mai 2020) laissaient penser qu'une proportion non négligeable de la population allait subir une baisse de son niveau de vie et un accroissement des inégalités.

¹ Alfani, Guido. 2021. "Economic Inequality in Preindustrial Times: Europe and Beyond." *Journal of Economic Literature*, 59 (1): 3-44.

Cette stabilité suggère que les aides massives consenties par l'État sous forme notamment de chômage partiel, ont permis de contenir la baisse des revenus des ménages et l'inégalité. La santé a primé sur l'économie, l'État étant intervenu massivement au niveau sanitaire, économique et social, au prix d'un accroissement notable de la dette publique.

Il existe plusieurs versions de l'indicateur de risque de pauvreté selon les éléments de richesses pris en compte ou la plage de la distribution que l'on veut privilégier. Par exemple, le taux de risque de pauvreté UE2020 ajoute la proportion des ménages à faible intensité de travail et ceux en situation de privation matérielle grave. Cela fait monter l'indicateur de pauvreté à 21% environ. En revanche, si on tient compte d'éléments de patrimoine et de consommation, le taux de pauvreté tombe à 5% environ.

L'inégalité devant le COVID-19

"Nous n'avons pas tous été exposés de la même manière au virus" titrait Le Quotidien du 21 septembre 2021. Le projet "Santé pour tous", lancé par Madame la ministre de la Santé Paulette Lenert, est une commande confiée au LISER et au STATEC et vise à appréhender l'inégalité des citoyens face au COVID-19². Les données fournies par l'IGSS, avec le soutien de la Direction de la santé, ont permis d'examiner pour la première fois les données [anonymisées] sur les résidents, inscrits à la sécurité sociale, contenant les résultats des tests au COVID-19, les épisodes d'hospitalisation ou en soins intensifs, voire les décès. La base de données a permis pour la première fois de procéder à une analyse fine des facteurs influençant la probabilité d'être infecté par le virus comme par exemple le genre, l'âge, le revenu, la taille du ménage, la nationalité, la branche d'activité, le statut face au marché du travail, le fait d'être actif ou chômeur, bénéficiaire d'aide sociale ou marqué par des comorbidités. Les résultats préliminaires ont été présentés et discutés à l'Université du Luxembourg à Belval en présence d'un panel de chercheurs comme le professeur Michael Marmot, expert mondial de santé publique. Les résultats montrent, malgré le système de santé gratuit et accessible à tous, des inégalités socioéconomiques marquées.

²
https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2021/09-septembre/20-lenert-sante-pour-tous.html

Le STATEC a publié régulièrement les statistiques de surmortalité, considérées comme les données les plus complètes sur l'effet direct et induit de la pandémie. Comme dans beaucoup d'autres pays, il y a bien eu une surmortalité au cours de l'année 2020, représentant 1 280 années de vie perdues (5.1 années en moyenne). Cependant, l'excès de décès est resté limité en comparaison avec d'autres pays, ce qui tendrait à illustrer la bonne gestion de la crise sanitaire.

Peut-on combattre l'inégalité?

Thomas Piketty³ répond, sur base de ses recherches, que la marche vers l'égalité n'est guère linéaire mais plutôt chaotique, dépendant des luttes sociales, des représentations du fonctionnement de l'économie, de la volonté réformatrice des gouvernants et des élites. La fiscalité est un instrument efficace si on veut bien l'appliquer globalement.

À l'opposé, l'historien Walter Scheidl⁴, professeur à l'université de Princeton, montre dans son livre que, sur le temps long, les inégalités ne diminuent significativement qu'après que les "quatre cavaliers du nivellement" aient sévi: révolution, guerre totale, effondrement de l'État, pandémie meurtrière. Il n'y a pas de déterminisme ni de marche inexorable vers l'égalité.

La méthode communautaire ne s'est pas encore traduite par des résultats probants, alors que la baisse de la pauvreté figure parmi les grands objectifs UE2020. Les statistiques publiées dans les rapports Travail et cohésion sociale successifs, au cours des dix dernières années, montrent que l'objectif de réduction du nombre absolu de personnes en risque de pauvreté n'a pas été atteint, loin s'en faut. Sans que cela n'émeuve les décideurs ni l'opinion publique! Il y a un hiatus entre les objectifs quantitatifs et la politique dans le domaine social, fiscal et de l'emploi. Il faut craindre qu'il en ira pareillement avec les objectifs de pauvreté du développement durable adoptés par l'Union européenne dans la foulée des recommandations de l'ONU.

³ <https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-idees/viendrons-nous-un-jour-a-bout-des-inegalites>

⁴ Une histoire des inégalités. De l'Âge de pierre au XXI^e siècle. Walter Scheidl, préfacé par Louis Chauvel. Actes Sud. 2021

L'avenir nous dira dans quelle mesure il est possible d'infléchir significativement les inégalités de revenu, de patrimoine et d'opportunités après la pandémie. Cette dernière n'est que le prodrome des conséquences annoncées du dérèglement climatique, rendues palpables par les inondations de cet été au Luxembourg. Les contraintes drastiques de la décarbonation de la production à l'horizon 2050 annoncent une transformation profonde de la société, appelée à devenir plus "sobre". La question des inégalités, notamment en matière de consommation d'énergie, de qualifications et d'emploi, vont gagner en importance. Ce rapport Travail et cohésion sociale illustre quelques indicateurs de précarité énergétique comme le Taux d'effort énergétique (TEE), appelés à devenir populaires avec la transition climatique qui s'annonce.

Le marché du travail continue de porter les stigmates de la crise du COVID-19. La crise a révélé l'importance des travailleurs en première ligne ("essentiels") versus les emplois non essentiels. Mais elle a surtout creusé un fossé entre les employés qui peuvent recourir au télétravail (41% de la force travail) et ceux dont les jobs ne sont pas "télétravaillables".

Dr Serge Allegrezza





Partie 1

Population

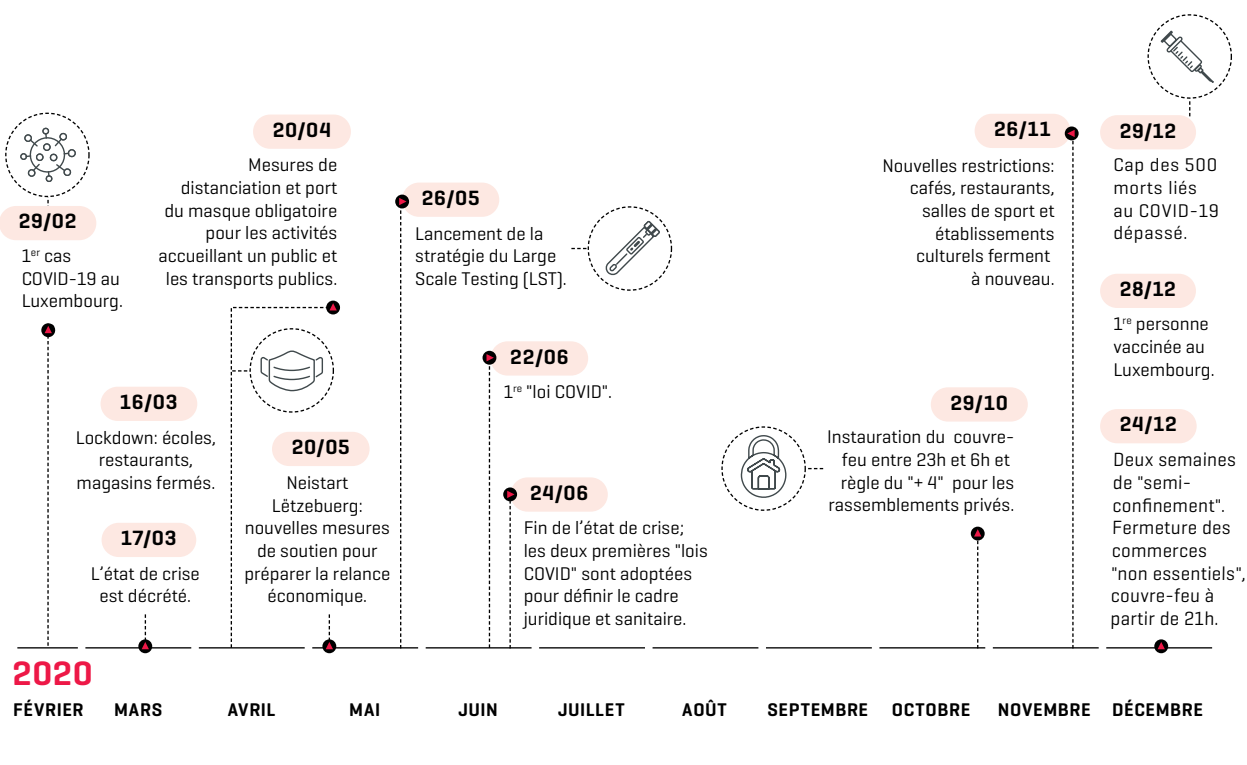
1.1 L'impact du COVID-19 sur les mouvements démographiques

1.1.1 La croissance démographique freinée par la crise du COVID-19¹

Au 1^{er} janvier 2021, le Luxembourg compte 634 730 habitants, soit environ 8 600 de plus que l'année précédente (+1.4%). En 2019, la population augmentait encore d'un peu plus de 13 000 personnes (2.0%) alors qu'en 2018 elle s'est accrue d'approximativement 12 200 personnes (+2.0%).

Bien que plus faible que les années précédentes, la croissance démographique est toujours principalement due au solde migratoire (arrivées - départs) de +7 620 personnes alors que le solde naturel (naissances - décès) n'est que de +1 850². L'augmentation de la population luxembourgeoise est donc, comme dans les décennies passées, davantage tirée par les personnes provenant des autres pays que par le solde naturel. Par ce dynamisme démographique dû aux migrations internationales, le Luxembourg se démarque clairement des autres pays européens.

Figure 1 Historique des mesures et lois COVID-19



Source: STATEC

¹ Acronyme anglais de "Corona Virus Disease 19" ou encore SARS-CoV-2, acronyme anglais du "Severe Acute Respiratory Syndrom - Corona Virus 2".

² À noter qu'il existe un ajustement statistique de -848, consistant à un nettoyage informatique du Registre national des personnes physiques.

La forte croissance démographique des années précédentes a été considérablement freinée par la crise sanitaire liée au COVID-19. Bien que le nombre de naissances ait augmenté de 3.7% par rapport à la moyenne de la période de 2017 à 2019, l'important surplus de décès liés au COVID-19 [+7.5%] explique l'excédent naturel peu élevé par rapport aux années précédentes. Il en est de même pour l'excédent migratoire qui a fortement chuté en 2020. Le ralentissement des immigrations de -10.9% par rapport à la moyenne de 2017 à 2019 s'explique par les mesures sanitaires et la restriction des mouvements qui en découle dans les différents pays du monde. Il est intéressant de constater par contre que le nombre d'émigrations n'a pas baissé par rapport à la moyenne des trois années précédentes [+2.8%].

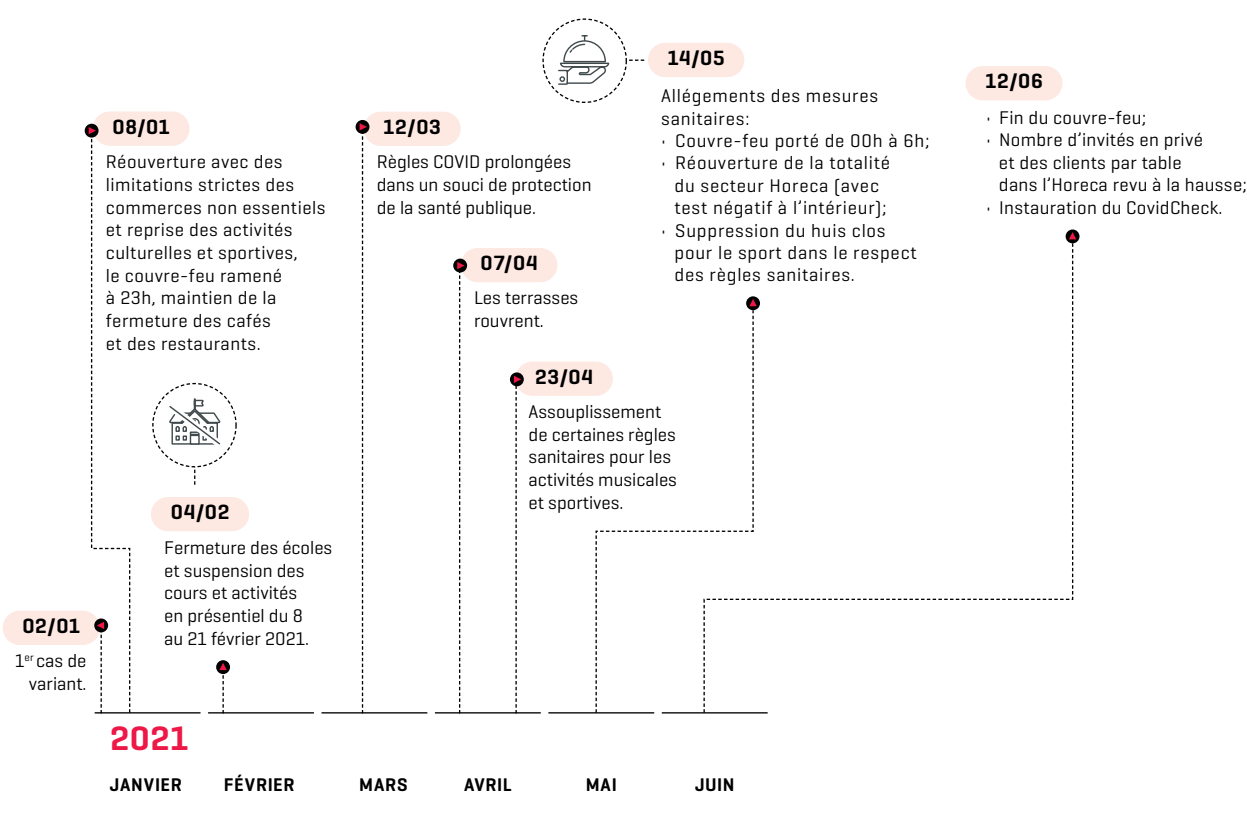


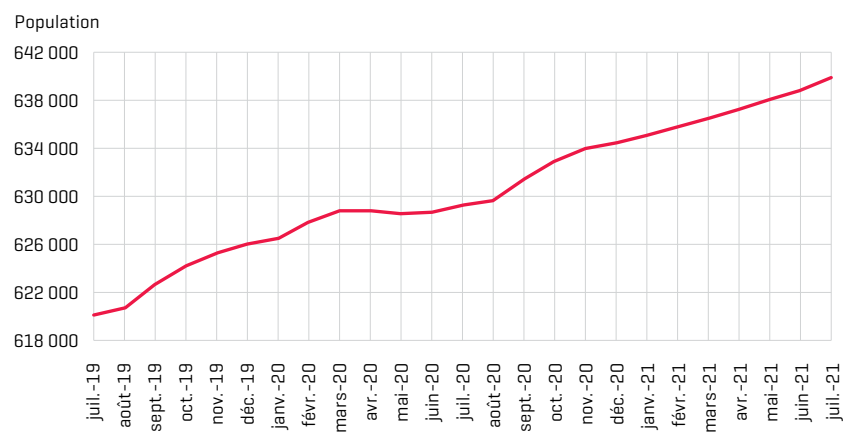
Tableau 1 **Le COVID-19 bouleverse aussi profondément les mouvements de la population**

	2000	2010	Moyenne 2017-2019	2020	Par rapport à moyenne 2017-2019
Naissances	5 723	5 874	6 226	6 459	3.7%
Décès	3 754	3 760	4 288	4 609	7.5%
Solde naturel	1 969	2 114	1 938	1 850	-4.5%
Immigrations	11 765	16 962	25 230	22 490	-10.9%
Émigrations	8 121	9 302	14 470	14 870	2.8%
Solde migratoire	3 644	7 660	10 761	7 620	-29.2%
Solde total	5 613	9 774	12 699	9 470	-25.4%

Sources: STATEC, CTIE

Au cours de l'année 2020, la population a augmenté d'environ 8 600 personnes, soit 4 400 unités de moins qu'en 2019. La croissance démographique s'est principalement produite entre mi-janvier et mi-mars (+ 2 200 personnes) et entre mi-août et mi-novembre (+ 4 300), avec un pic de + 1 780 personnes entre mi-août et mi-septembre. Durant les autres mois, la population n'a que très peu augmenté suite à un considérable ralentissement des migrations. Une légère diminution de la population est même survenue entre mi-avril et mi-mai, période pendant laquelle les décès dus au COVID-19 étaient les plus importants. Le phénomène coïncide avec la période de confinement généralisé (*lockdown*) dans la plupart des pays européens.

Graphique 1 **La population stagne entre mars et juin 2020 avant de repartir à la hausse**



Sources: STATEC, CTIE

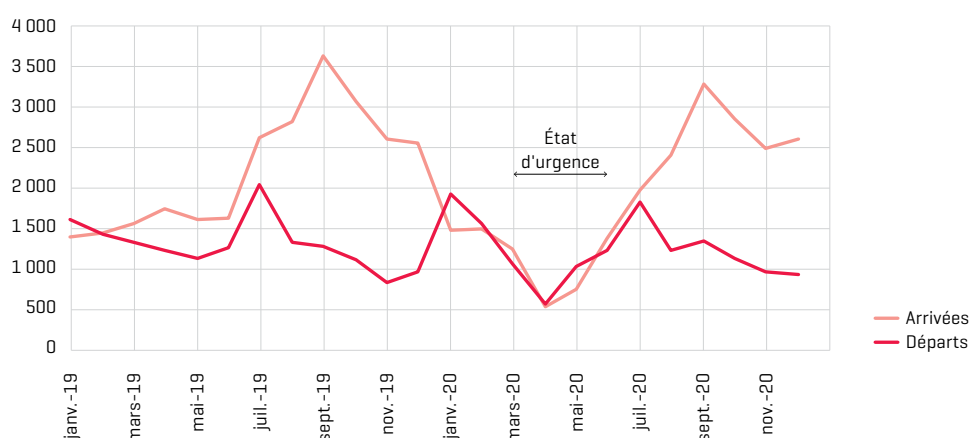
Entre mi-juillet et mi-août, période des vacances d'été, la population n'a que très peu augmenté (+ 950 personnes), phénomène qui s'est aussi manifesté les années antérieures. Le rapprochement de la rentrée scolaire et le relâchement partiel des mesures sanitaires font que la dynamique démographique reprend à partir de la mi-août jusqu'à la mi-novembre 2020. Durant ces trois mois (+ 4 300), la croissance se rapproche du niveau d'avant-crise (+ 4 600 en 2019). Depuis mi-décembre 2020, la population augmente de nouveau de manière continue (+ 732 unités par mois en moyenne), à un rythme d'ailleurs légèrement plus prononcé qu'avant la crise sanitaire. Entre mi-décembre 2020 et mi-juillet 2021, la population a augmenté d'environ 0.85%. En comparaison, la population a connu une croissance d'environ 0.63% pour la même période en 2018 et 2019.

1.1.2 Moins d'immigrations en 2020

La croissance plus faible de la population en 2020 est principalement due à la forte baisse des immigrations au début de la pandémie liée au COVID-19. Au 18 mars 2020, le gouvernement luxembourgeois a déclaré l'état d'urgence (valable jusqu'au 24 juin 2020), ce qui a considérablement compliqué l'immigration vers le Luxembourg. Les restrictions de circulation ont fortement entravé les flux migratoires entre mi-mars et mi-juin. Cette période se caractérise généralement par un grand nombre d'arrivées après une période hivernale plus calme. Un minimum de 534 immigrations est constaté en avril avant que le nombre parte de nouveau à la hausse, avec un maximum de 3 279 immigrations en septembre. Le mois de la rentrée scolaire se caractérise toujours par un dynamisme migratoire important.

Bien que le nombre d'émigrations ait augmenté par rapport à la période 2017 à 2019, il y a eu une baisse de départs durant les mois du *lockdown* généralisé dans la plupart du monde. Un minimum était atteint en avril avec 577 personnes. Puis, le nombre d'émigrations s'est accru jusqu'à atteindre les 1 349 personnes en septembre. Ainsi, les émigrations ont repris un peu plus rapidement que les immigrations.

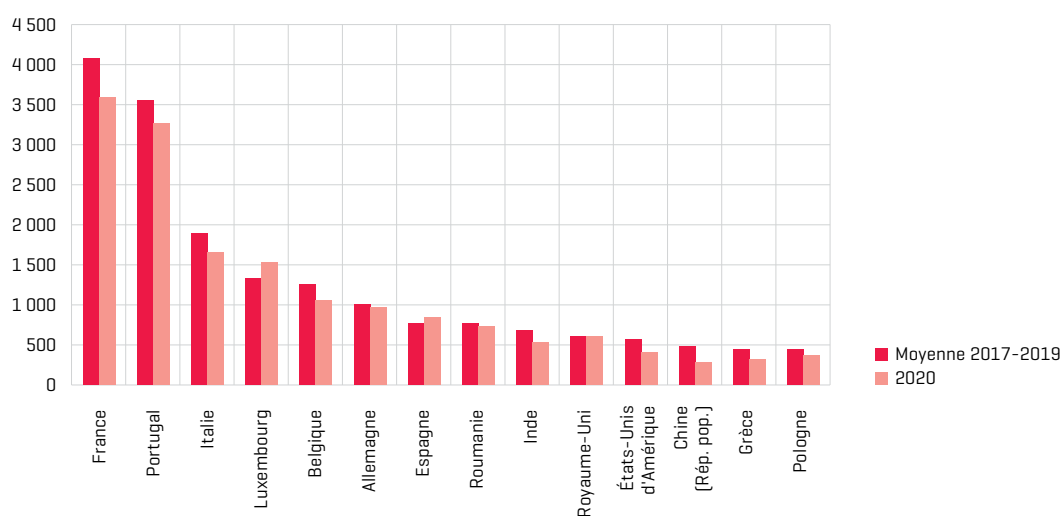
Graphique 2 **Les immigrations et les émigrations ont fortement chuté durant l'état d'urgence**



Sources: STATEC, CTIE

Avec environ 3 600 personnes, et 16.0% de l'ensemble des arrivées, les Français sont les plus nombreux à immigrer vers le Luxembourg en 2020. Ensuite viennent les Portugais (\pm 3 300, 14.6%), les Italiens (\pm 1 700, 7.4%) et les Luxembourgeois (\pm 1 500, 6.8%). L'immigration de quasi toutes les nationalités a diminué durant la pandémie de COVID-19. Parmi les 14 nationalités qui ont immigré le plus en 2020, les Chinois ont connu la baisse la plus importante par rapport à la moyenne de la période de 2017 à 2019 [- 38.4%]. Ils sont suivis des Grecs [- 28.2%] et des Américains [- 26.3%]. À l'inverse, les Luxembourgeois [+ 13.8%], les Espagnols [+ 6.8%] et les Britanniques [+ 1.2%] ont davantage migré vers le Grand-Duché.

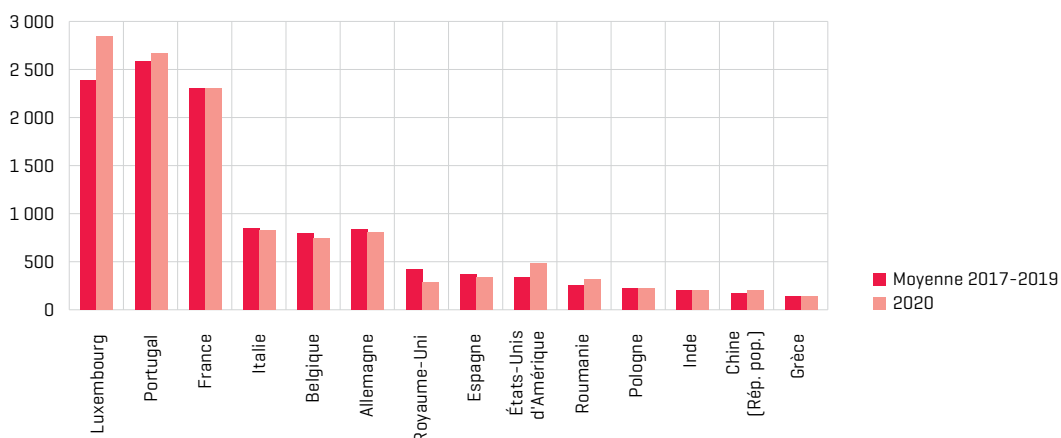
Graphique 3 **L'immigration au ralenti en 2020 pour la plupart des nationalités**



Sources: STATEC, CTIE

Quant aux départs vers l'étranger en 2020, les Luxembourgeois sont en tête avec à peu près 2 800 personnes, soit 19.0% du total des émigrations, devant les Portugais (\pm 2 700, 17.9%), les Français (\pm 2 300, 15.4%) et les Italiens (\pm 800, 5.6%). Pour la plupart des nationalités, le nombre de personnes qui ont émigré vers l'étranger a moins baissé que pour les immigrations. Nombreuses sont les nationalités qui ont même connu une hausse de leurs émigrations par rapport à la moyenne de 2017 à 2019. Les départs d'Américains ont le plus augmenté [+ 40.9%] parmi les 14 nationalités qui ont le plus quitté le Luxembourg. Ensuite viennent les Roumains [+ 27.4%], les Chinois [22.4%] et les Luxembourgeois [18.0%].

Graphique 4 **L'émigration a fortement augmenté pour certaines nationalités en 2020**



Sources: STATEC, CTIE

1.1.3 Un peu plus de naissances par rapport à la moyenne 2017-2019

En 2020, près de 6 460 bébés ont été mis au monde par des mères résidant au Luxembourg. Le nombre de naissances a donc légèrement augmenté par rapport aux années précédentes: + 3.7% par rapport à la moyenne de la période de 2017 à 2019.

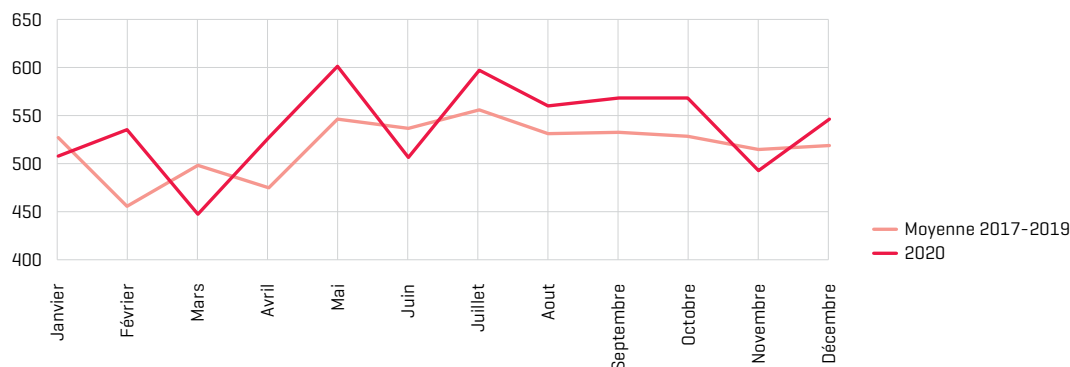
Parmi les 6 460 naissances en 2020, les bébés masculins sont légèrement surreprésentés (51.0%). 57.3% des enfants sont nés de couples mariés alors que 42.7% des naissances sont "hors mariage". La part des naissances "hors mariage" ne cesse d'augmenter. Elle était seulement de 3.4% en 1950, de 5.9% en 1980 et de 21.9% en 2000.

52.9% des nouveau-nés sont de nationalité luxembourgeoise, alors que 47.1% ont une nationalité étrangère. Parmi les bébés avec un passeport étranger, les Portugais sont les plus nombreux (730), suivis des Français (607) et des Italiens (261). Durant la période de 2017 à 2019, 51.9% des nouveau-nés étaient de nationalité luxembourgeoise, contre 48.1% de nationalité étrangère.

L'âge moyen des mères est de 32.1 ans. L'âge moyen des mères donnant naissance à leur premier enfant est de 30.9 ans alors qu'il était encore de 28.1 ans en 2000.

La question qui se pose est de savoir si la pandémie, et le confinement qui en découlait, ont contribué à une croissance ou une baisse de la natalité au Luxembourg. Certes, le nombre de naissances a augmenté sur l'ensemble de l'année 2020 par rapport à la moyenne de 2017 à 2019. Néanmoins, pour répondre à la question, il s'agit d'analyser plus en détail les naissances qui ont été enregistrées au plus tôt 9 mois après le début du confinement. L'état d'urgence ayant été déclaré le 18 mars 2020, les premières naissances qui découlent de grossesses amorcées durant le confinement ont eu lieu à partir de mi-décembre 2020. On constate qu'en décembre 2020, il y a eu 27 naissances de plus (+ 5.2%) qu'en moyenne durant la période de 2017 à 2019. Seuls les mois de janvier, mars, juin et novembre ont connu moins de naissances que lors des trois années précédentes.

En 2020, 5.2% de naissances en plus par rapport à la moyenne de 2017 à 2019



Sources: STATEC, CTIE

Les données provisoires³ montrent que durant le premier semestre 2021, le nombre de naissances est légèrement plus élevé que durant les années précédentes: +1.5% par rapport à 2020 et +5.3% par rapport à la moyenne de 2017 à 2019. Les naissances des mois de mars, avril et juin ont largement dépassé les chiffres des années précédentes. À titre d'exemple, on observe en mars 2021, 25.2% plus de naissances qu'en 2020 et 12.9% de plus que durant la période de 2017 à 2019.

D'après ces données provisoires, une légère augmentation des naissances au premier semestre 2021 peut donc être observée. Afin de prendre en compte la croissance de la population dans ce constat, il faut analyser le taux de fécondité⁴ des femmes âgées de 15 à 44 ans. Il s'élève à 23.4‰ au premier semestre 2021, niveau identique à celui de 2020. En 2019, le taux de fécondité était de 22.4‰, contre 23.4‰ en 2018 et 24.3‰ en 2017.

Dès lors, ni un "baby-boom", ni un véritable recul des naissances ne peut donc être constaté à l'heure actuelle au Luxembourg. Des recherches montrent néanmoins que la natalité a fortement chuté suite à la crise sanitaire. Une publication apparue dans la revue PNAS⁵ expose que les incertitudes économiques liées à une pandémie, ou une crise en général, ont communément des conséquences néfastes sur la natalité. La grippe espagnole de 1918, la Grande Dépression et la dernière récession de 2008 ont toutes entraîné un recul de la fécondité. Il faudra attendre les statistiques du deuxième semestre afin d'en tirer des conclusions plus approfondies.

³ Les naissances de mères résidant au Luxembourg et ayant accouché à l'étranger ne sont pas encore comptabilisées.

⁴ Le taux de fécondité à un âge donné (ou pour une tranche d'âge) est le nombre d'enfants nés vivants des femmes de cet âge au cours de l'année, rapporté à la population moyenne de l'année des femmes de même âge. Ce taux est ici exprimé en pour mille.

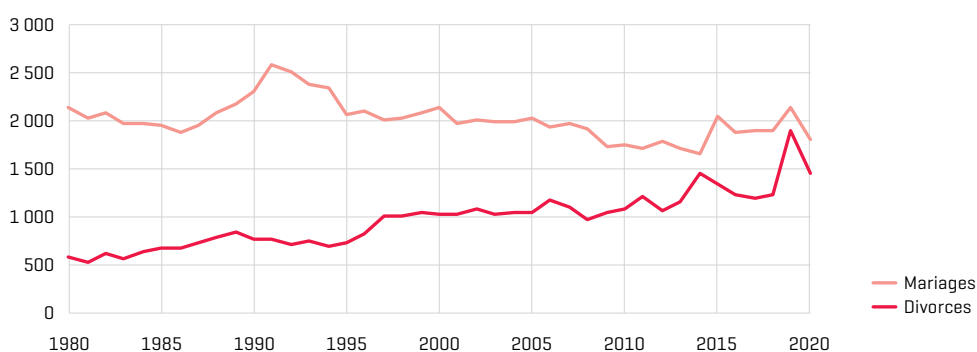
⁵ Aassve A., Cavalli N., Mencarini L., Plach S., Sanders S. [2021]. Early assessment of the relationship between the COVID-19 pandemic and births in high-income countries, PNAS

1.1.4 Grande baisse des mariages et des divorces en 2020

En 2020, environ 1 800 mariages ont été célébrés. La crise sanitaire a engendré une baisse du nombre de mariages de 9.1% par rapport à la moyenne de la période de 2017 à 2019 (presque 2 000 mariages en moyenne). Dans 97.8% des cas, il s'agit de mariages de sexe différent alors que 2.2% des mariages sont de même sexe. Parmi les mariages homosexuels, 59.0% sont entre deux hommes et 41.0% entre deux femmes.

La pandémie a également fait baisser le nombre de divorces prononcés en 2020. Environ 1 450 mariages ont été dissous, soit une diminution de 24.1% par rapport à 2019 (un peu plus de 1 900 divorces en 2019). Par rapport à la moyenne de la période de 2017 à 2019, le nombre de divorces n'a par contre pas baissé. Ceci s'explique par un pic de divorces observés en 2019. L'introduction d'une nouvelle loi instituant le juge aux affaires familiales⁶ permet d'expliquer la hausse de divorces en 2019. D'une part les affaires introduites sous l'ancienne loi ont été évacuées. D'autre part, la nouvelle loi prévoit des délais très courts, ce qui a permis de clôturer un plus grand nombre d'affaires en moins de temps que sous l'ancienne procédure.

Graphique 6 **Beaucoup moins de mariages et de divorces en temps de pandémie**



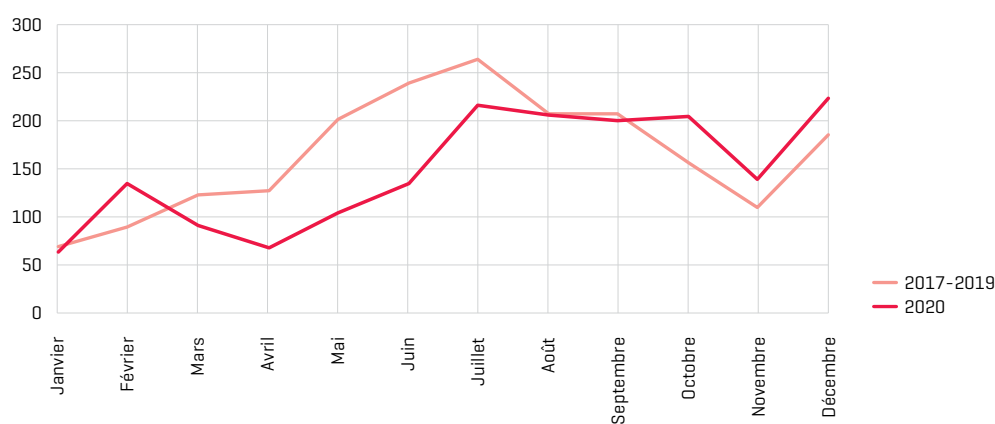
Sources: STATEC, CTIE

Avant que le coronavirus n'apparaisse au Luxembourg fin février 2020, le nombre de mariages était du même ordre de grandeur (en janvier) ou même bien supérieur (en février) à celui de la moyenne de la période de 2017 à 2019. Avec la mise en place des restrictions sanitaires par le gouvernement, le nombre de noces célébrées a fortement reculé. Devant l'impossibilité de tenir des rassemblements privés de grande ampleur, bien des couples ont décidé de reporter ou d'annuler leur projet. La baisse du nombre de mariages est particulièrement visible au tout début de la crise sanitaire. En mars 2020, il y a 25.0% moins de mariages qu'en moyenne entre 2017 et 2019. Durant les mois d'avril, mai et juin, le déclin se situe à - 45.7%, - 47.6% et - 43.1%. Dès le mois de juillet, le nombre de mariages se rapproche du niveau des années précédentes et le dépasse même à partir d'octobre.

⁶ Loi JAF: <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2018/06/27/a589/jjo>

Même si un rebond est remarqué dès le mois de mai, une forte baisse du nombre de mariages peut être observée durant les premiers mois de la pandémie. À partir de la rentrée scolaire, un phénomène de rattrapage des mariages annulés pendant les premiers mois de la pandémie est constaté. Ainsi, il y a eu une augmentation de 31.2% pour les mariages célébrés en octobre 2020 par rapport à la période de 2017 à 2019, +28.2% en novembre 2020 et +20.8% en décembre 2020. Le faible nombre de mariages durant le mois de novembre est traditionnellement suivi par un pic en décembre. En général, l'augmentation des mariages au mois de décembre par rapport aux mois qui précèdent est en partie expliquée par les vacances de fin d'année mais aussi par une incitation fiscale au mariage. En effet, un couple marié paie moins d'impôts que les personnes vivant seules ou habitant ensemble mais de façon non officielle. Il est dès lors financièrement intéressant pour un couple de commencer une nouvelle année fiscale [1^{er} janvier] sous un statut plus favorable d'un point de vue fiscal.

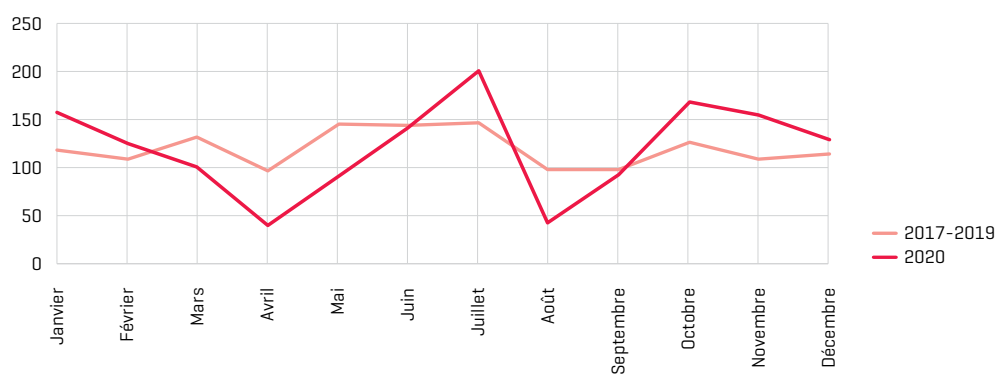
Graphique 7 **Très peu de mariages durant les mois de mars, avril et mai 2020**



Source: STATEC

L'impact du coronavirus sur le nombre de divorces est également bien visible pour les mois de mars, avril et mai 2020. Alors qu'en janvier 2020, il y a encore une hausse de 33.1% de divorces par rapport à la période de 2017 à 2019, le mois d'avril en connaît une baisse de 59.0%. Un phénomène de rattrapage peut être observé avant et après le creux du mois d'août qui va généralement de pair avec les congés d'été des tribunaux. C'est surtout durant les mois d'octobre [+ 33.0%], novembre [+ 41.3%] et décembre [+ 14.0%] que plus de mariages ont été dissous en comparaison avec les années précédentes.

Graphique 8 **Recul des divorces en mars, avril et mai 2020**



Source: STATEC



1.2 En 2020, un excès de mortalité modéré est observé au Luxembourg

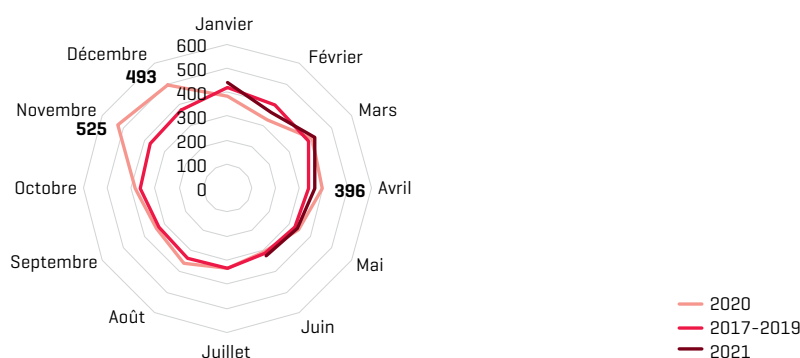
En raison de l'épidémie de COVID-19, le nombre de décès a augmenté en 2020 avec 4 609 décès⁷ enregistrés toutes causes confondues, soit 326 décès de plus qu'en 2019. Le taux de mortalité observé en 2020 n'a pas été aussi élevé depuis une dizaine d'années. Cette hausse des décès a été un peu plus marquée pour les hommes et concerne surtout les personnes âgées de plus de 75 ans.

En 2020, 4 609 décès ont été dénombrés parmi les résidents dont 94.7% ont eu lieu au Luxembourg.

Avant le premier décès dû au COVID-19 [le 13 mars 2020], la mortalité de l'année 2020 a suivi les tendances antérieures. Le Luxembourg, comme beaucoup d'autres pays, connaissait au fil du temps une mortalité moins importante. Cette mortalité plus faible en début d'année est principalement due à un hiver particulièrement doux qui n'a pas connu de véritables épisodes grippaux. Ceci est particulièrement vrai pour le mois de février et la première moitié du mois de mars.

Le nombre de décès survenus entre janvier et mi-mars est de 899 en 2020, contre 1 072 décès en 2018 et 966 en 2019. Ce nombre moins élevé de décès est, en partie, dû au fait que le mois de février 2020 [330 décès enregistrés] a connu une mortalité moindre par rapport aux années précédentes alors que ce mois comptait un jour supplémentaire, 2020 étant une année bissextile. On observe une baisse de -26.5% par rapport à 2018 [449 décès en février 2018] et de -16.4% par rapport à l'année 2019 [395 décès en février 2019].

Graphique 9 **Un excès de décès observés principalement en novembre et décembre 2020**



Source: STATEC

NB: données 2021: provisoires, 2017-2019 correspond à la moyenne de ces trois années.

⁷ Les décès repris ici concernent les décès de droit, c.-à-d. les décès de toute personne résidant au Luxembourg, que cette personne soit décédée au Luxembourg ou à l'étranger.

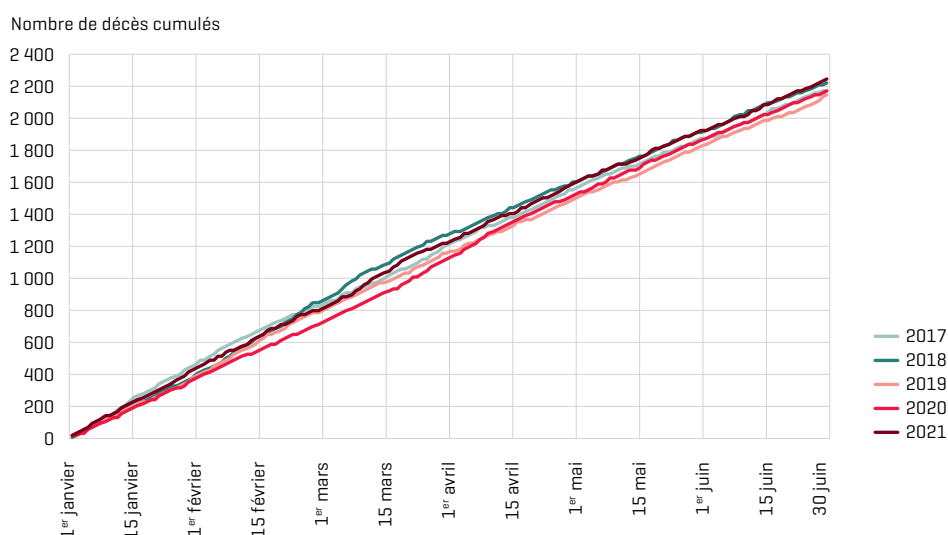
Depuis la déclaration du premier décès dû au COVID-19 jusqu'à la fin décembre 2020, 3 749 décès sont dénombrés, ce qui correspond à un surplus moyen de décès de 438 par rapport aux deux années précédentes [3 350 décès pour cette période en 2019 et 3 272 en 2018]. Ce nombre supplémentaire de décès coïncide en grande partie avec le nombre de décès officiellement dus au COVID-19 pendant cette période au Luxembourg.

Si le nombre de décès enregistrés en janvier, février, juin et juillet 2020 sont inférieurs ou comparables à ceux enregistrés en moyenne lors des trois dernières années, un nombre plus élevés de décès est observé durant les autres mois. Ainsi, en novembre 2020, on dénombre 155 décès supplémentaires par rapport à la moyenne de 2017 à 2019.

1.2.1 2 247 décès survenus lors du premier semestre 2021

Lors du premier semestre 2021⁸, le STATEC enregistre 2 247 décès. Le STATEC dénombre 440 décès en janvier 2021, 362 en février et 421 en mars. Ce nombre de décès est supérieur par rapport à celui enregistré lors du 1^{er} trimestre 2020 (1 125 décès, +8.7%) mais inférieur aux chiffres de 2018. Cette augmentation est également à mettre en lien avec la croissance de la population qui est de 1.4% durant cette période. Lors du second trimestre, on compte 364 décès en avril, 337 en mai et 323 en juin, soit un total de 1 024. Ce nombre de décès correspond à celui enregistré au second semestre 2020 (1 047 décès).

Graphique 10 **Le nombre de décès enregistrés au premier semestre 2021 légèrement supérieur à celui des années précédentes**

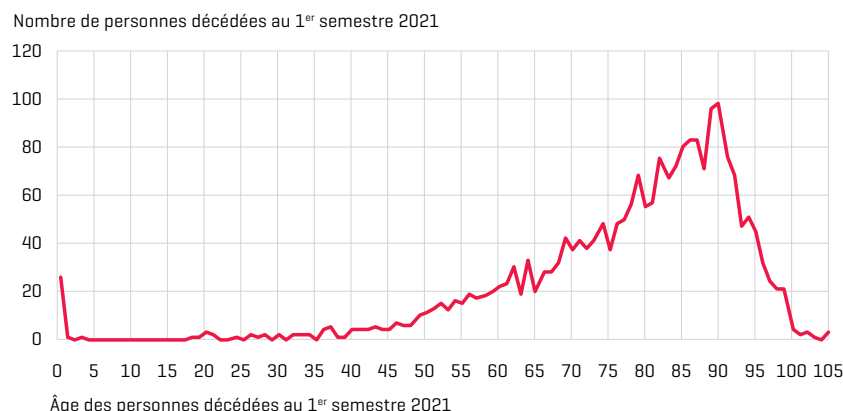


Sources: STATEC, CTIE
NB: données 2021: provisoires

⁸ Les décès observés jusqu'en 2020 se basent sur les bulletins de l'état civil émis par les différentes administrations communales du Grand-Duché de Luxembourg. Ces données sont habituellement publiées annuellement une fois l'année écoulée. Afin d'appréhender de manière plus rapide le nombre de décès suite à la crise du COVID-19, le STATEC recourt, pour l'année 2021, aux données issues du Registre national des personnes physiques géré par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). Ces données sont encore considérées comme provisoires par le STATEC et pourront éventuellement être soumises à de légères révisions.

Parmi les décès observés au premier semestre 2021, les hommes sont un peu plus représentés (50.5%) que les femmes. L'âge moyen des personnes décédées est de 80.7 ans pour les femmes et de 74.2 ans pour les hommes. Durant ce premier semestre 2021, un quart des décès concernent des personnes âgées de moins de 70 ans tandis qu'un quart sont des personnes âgées de minimum 89 ans.

Graphique 11 **La moitié des décès survenus après l'âge de 82 ans**



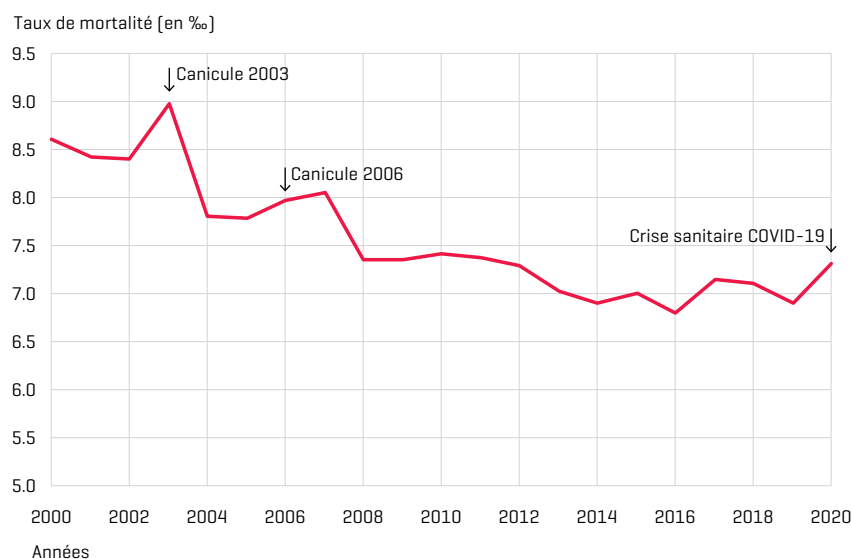
Sources: STATEC, CTIE

NB: année 2021: données provisoires: le nombre de décès de 0 an devrait être revu à la baisse une fois les données définitives calculées car la source de données actuelles ne permet pas de distinguer les décès de moins d'un an des mort-nés.

1.2.2 Taux de mortalité: un recul d'une dizaine d'années

La population évoluant d'année en année, l'évolution de la mortalité doit être analysée à travers le taux de mortalité qui rapporte le nombre de décès d'une année à la population moyenne de la même année.

Graphique 12 **Bien qu'en diminution dans le temps, une hausse du taux de mortalité est observée en 2020**



Source: STATEC

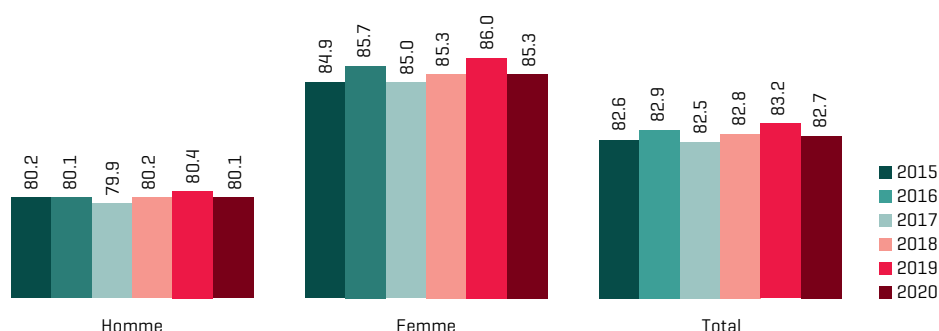
Ce taux est de 7.3‰ en 2020. Ce taux est le plus élevé durant les dernières années et il faut remonter au début des années 2010 pour trouver un taux de mortalité comparable. Il est à noter que le taux de mortalité observé en 2020 aurait pu être encore plus élevé si nous avions connu un épisode grippal au début de l'année 2020.

1.2.3 L'impact du COVID-19 sur l'espérance de vie est limité

Calculée sur une base annuelle afin d'appréhender au mieux l'impact du COVID-19, l'espérance de vie à la naissance est en diminution en 2020 par rapport à l'année 2019 et ce aussi bien pour les hommes que pour les femmes. En 2020, l'espérance de vie à la naissance pour les femmes est de 85.3 ans et de 80.1 ans pour les hommes. Par rapport à 2019, cette espérance de vie diminue de 0.3 ans pour les hommes et de 0.7 ans pour les femmes.

Graphique 13 Une espérance de vie en légère diminution en 2020

Espérance de vie à la naissance, en années



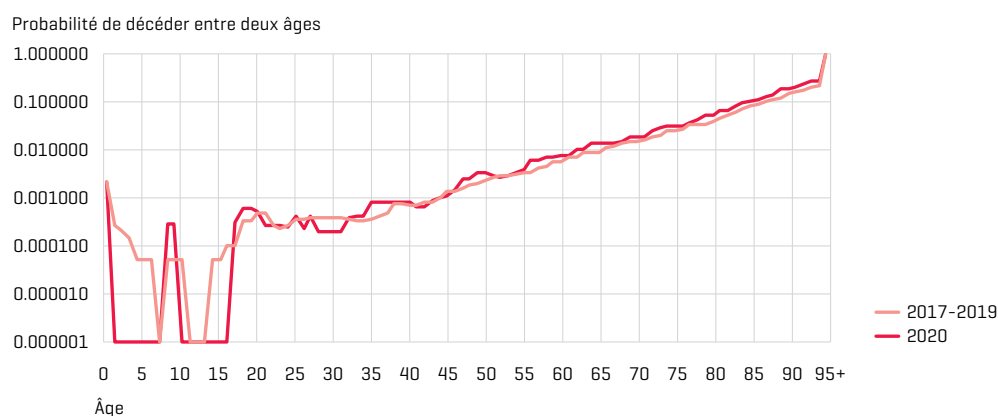
Source: STATEC

Le STATEC estime que sans la crise sanitaire observée en 2020, l'espérance de vie à la naissance aurait augmenté entre 2019 et 2020 et qu'elle serait de 86.1 ans pour les femmes et de 80.8 ans pour les hommes.

L'espérance de vie ne suffit pas à donner une vue exhaustive sur l'évolution de la mortalité. L'étude des quotients de mortalité⁹ est importante dans ce contexte. Ces quotients représentent la probabilité de décéder entre deux âges. Comme le montre le graphique suivant, la mortalité n'évolue pas de façon linéaire.

⁹ Le quotient de mortalité à un âge mesure la probabilité, pour les personnes survivantes à cet âge, de décéder avant l'âge suivant.

Graphique 14 Une augmentation de la probabilité de décéder en 2020



Source: STATEC

La probabilité de décéder est plus importante lors de la première année de vie que durant le reste de l'enfance, où la mortalité est faible. La probabilité de décéder augmente, de façon importante, au début de l'adolescence pour se stabiliser par la suite. À partir de quarante ans, la courbe croît de façon linéaire jusqu'au-delà de 90 ans.

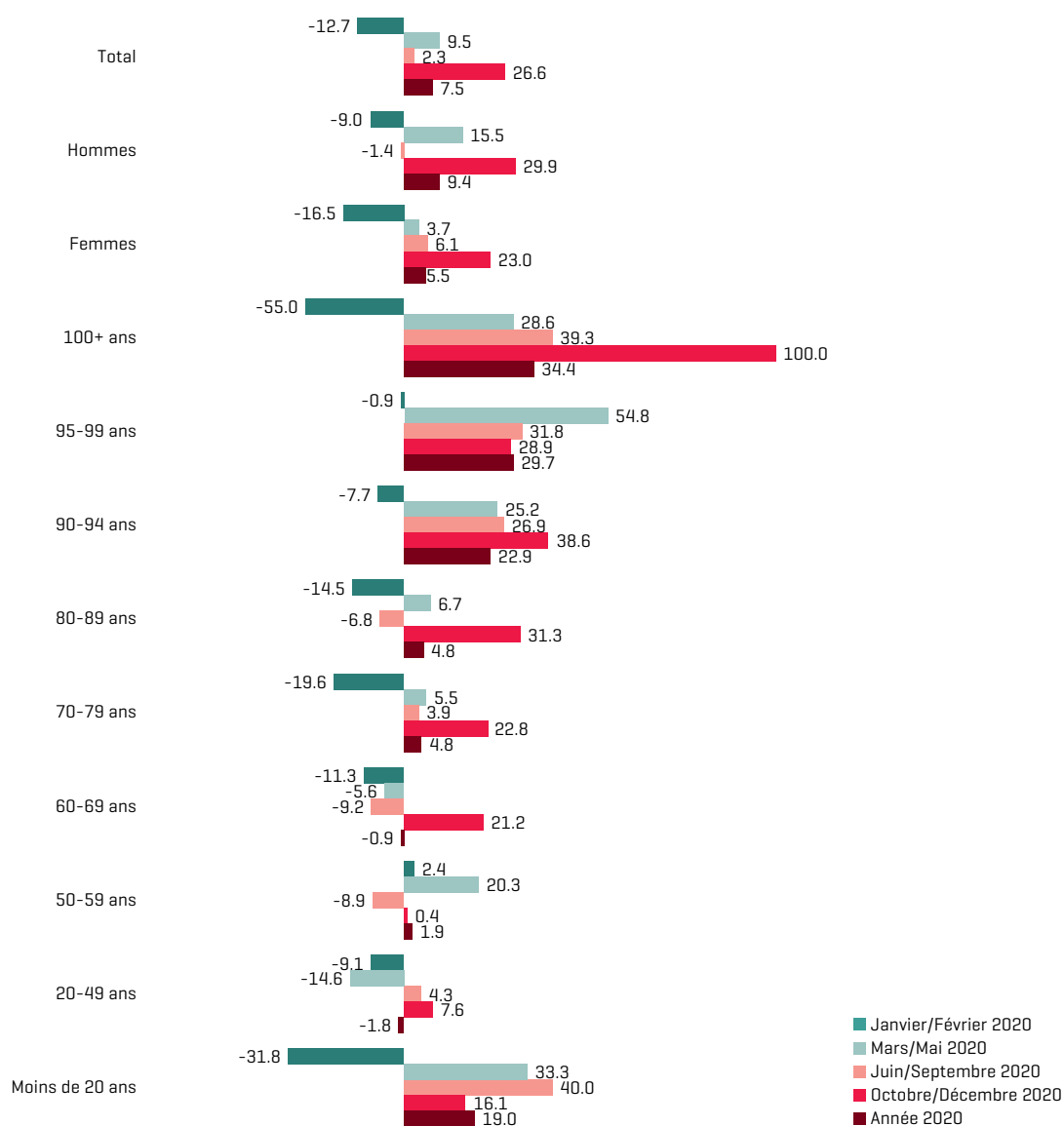
Suite à l'apparition de la crise sanitaire du COVID-19, les probabilités de décéder sont globalement plus élevées en 2020 par rapport à celles observées quelques années auparavant à l'exception des personnes âgées de moins de 30 ans où les probabilités de décéder semblent un peu moins élevées en 2020.

1.2.4 Une augmentation de la mortalité plus importante pour les hommes et les personnes âgées

L'excédent de décès en 2020 par rapport à la moyenne de 2017 à 2019 a été un peu plus prononcé pour les hommes (+9.4%) que pour les femmes (+5.5%). Il a aussi été d'autant plus élevé que les personnes étaient âgées. Parmi les plus âgés, la hausse des décès demeure limitée entre 70 et 89 ans (+4.8%), mais elle est très nette à partir de 90 ans. Elle bondit à 23% entre 90 et 94 ans, et se situe encore à des niveaux plus élevés après 95 ans.

Lors de la première vague (mars à mai 2020), une baisse de la mortalité est observée parmi les personnes décédées âgées de 20 à 49 ans (-14.6%) tout comme pour les 60-69 ans (-5.6%). Lors de la seconde vague (octobre à décembre 2020), un excès de mortalité par rapport à la moyenne de 2017 à 2019 est observé parmi les décès de personnes âgées de 60 ans et plus.

Graphique 15 **Une hausse de la mortalité plus marquée chez les hommes et durant la seconde vague**



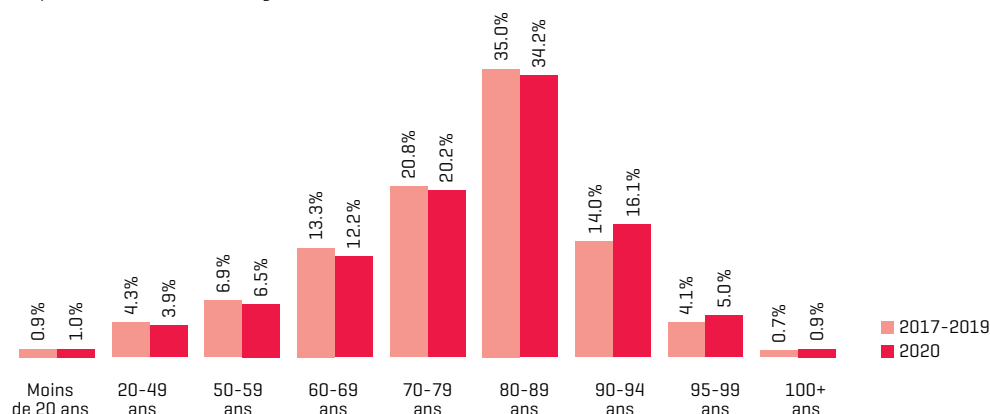
Évolution en % entre 2017/2019 et 2020 des décès par sexe et âge, selon les périodes de l'année

Source: STATEC

Malgré l'augmentation des décès, la structure des décès observés en 2020 est peu modifiée, surtout pour les moins de 90 ans par rapport à la période de 2017 à 2019. La part de ces personnes parmi les personnes décédées est même légèrement inférieure en 2020 [78.0%] par rapport à la période de 2017 à 2019 [81.1%].

Parmi les personnes décédées, la part des personnes âgées est plus élevée en 2020

Répartition des décès selon l'âge



Source: STATEC

Après 90 ans, on observe proportionnellement plus de décès en 2020. Ainsi, la part des personnes décédées âgées de 90 à 94 ans est de 16.1% en 2020 contre 14.0% en moyenne de 2017 à 2019 et celle des 95 à 99 ans 5.0% en 2020 contre de 4.1% en moyenne de 2017 à 2019.

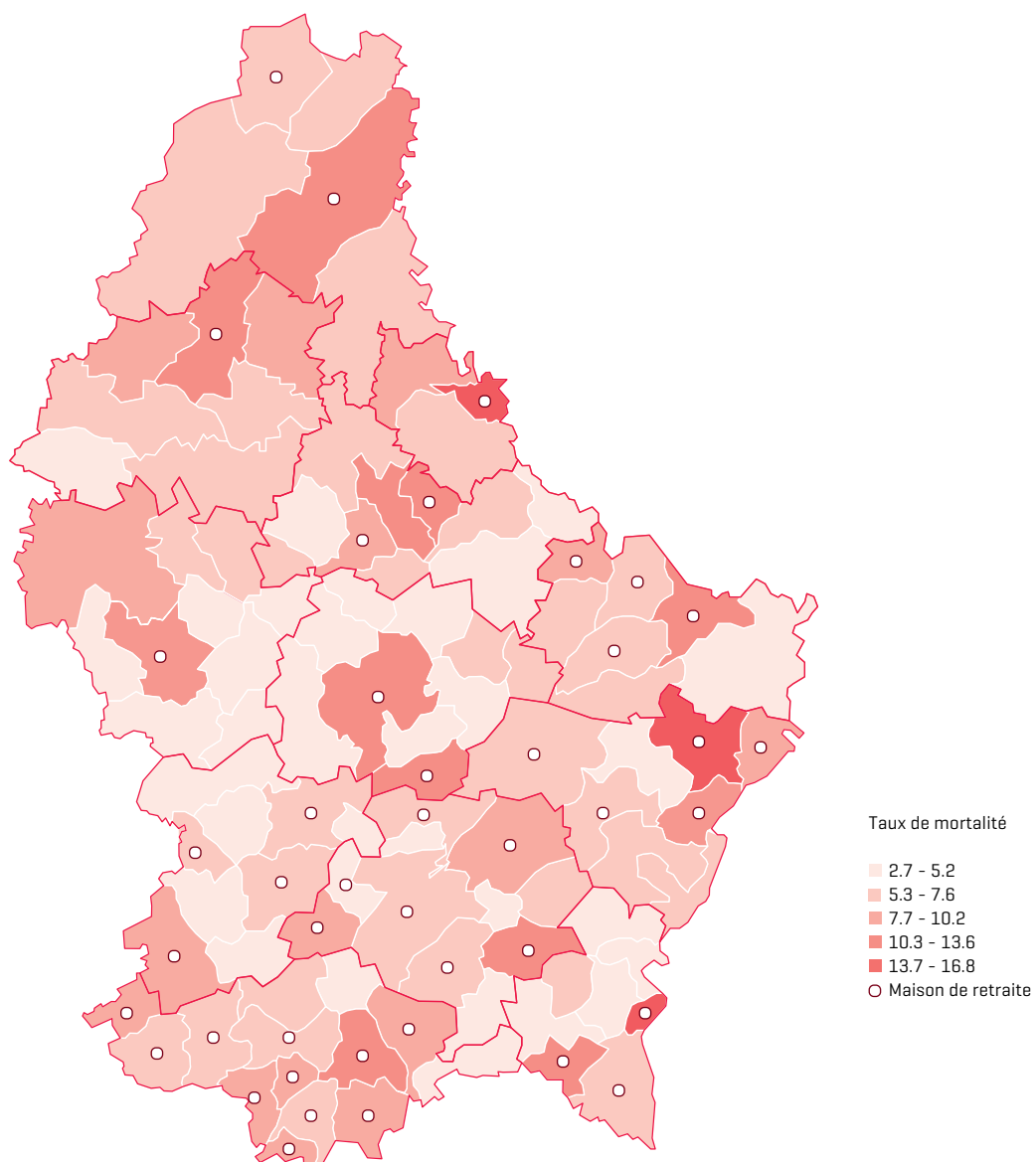
1.2.5 Les disparités spatiales sont dues à la structure démographique de la population

Le taux de mortalité observé en 2020 au niveau national est de 7.3‰. Au niveau communal, ce taux varie de 2.7‰ à 16.8‰. Ces disparités spatiales doivent être étudiées en tenant compte de différents éléments: par exemple, structure d'âge de la population, présence ou non d'une maison de retraite, de soins.

Pour le Luxembourg, quels pourraient être les facteurs expliquant les disparités spatiales en termes de mortalité? Quatre modèles ont été retenus en incorporant au fur et à mesure de nouvelles variables explicatives par commune:

- Modèle 1: part des personnes âgées de 80+ ans;
- Modèle 2: part des personnes âgées de 80+ ans et l'indice socio-économique;
- Modèle 3: part des personnes âgées de 80+ ans, l'indice socio-économique et la densité de la population;
- Modèle 4: part des personnes âgées de 80+ ans, l'indice socio-économique, la densité de la population et la présence d'au moins une maison de retraite.

Carte 1 Taux de mortalité par commune, année 2020



Source: STATEC

Tableau 2 **Déterminants sociodémographiques de la mortalité par commune: statistiques descriptives**

Variable	Observations	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum	Année	Source
Taux de mortalité pour 1 000 personnes	102	7.31	3.10	2.71	16.76	2020	STATEC
Part des personnes âgées de 80+ ans [%]	102	3.67	1.25	1.46	7.19	2021	STATEC
Indice socioéconomique	102	0.45	0.18	0.14	0.94	2021	STATEC
Densité de la population [par km ²]	102	302.85	433.32	35.74	2 517.91	2021	STATEC
Présence d'au moins une maison de retraite	102	0.36	0.48	0.00	1.00	2021	STATEC

Note de lecture: Le taux de mortalité a été observé pour les 102 communes, en moyenne il est de 7.31 pour toutes les communes, l'écart-type est de 3.10, la commune qui possède le taux le plus élevé affiche un taux de mortalité qui s'élève à 16.76 alors que pour la commune où il est le plus faible il se situe à 2.71.

Source: STATEC

Ces modèles ont été testés sur l'année 2020, et ce pour l'ensemble des décès liés au COVID-19 ou non.

Parmi ces quatre modèles, le R² ajusté issu de la régression linéaire indique que le modèle 4 est le plus explicatif avec un R² ajusté de 0.675.

Les résultats de la régression linéaire expliquant les disparités en termes de mortalité au niveau communal, prenant en compte les caractéristiques sociodémographiques, indiquent que, toutes choses égales par ailleurs, quand la situation socioéconomique est la plus défavorable, le taux de mortalité est plus élevé. De même, lorsque la part des personnes âgées de plus de 80 ans augmente d'un point de pourcentage au sein d'une commune, le taux de mortalité pour 1 000 personnes est augmenté de 1.5. La présence de maisons de retraite joue également un rôle en termes de mortalité: la présence d'au moins une maison de retraite entraîne une augmentation du taux de mortalité de 1.5 pour 1 000.

Un autre facteur significatif mais de manière marginale explique également les différences territoriales en termes de mortalité, une augmentation de 1 000 personnes par km² [densité de la population] diminue de deux le taux de mortalité pour 1 000 habitants.

Tableau 3 **Déterminants sociodémographiques de la mortalité: résultats de la régression**

Variable	TOTAL			
	M1	M2	M3	M4
Part des personnes âgées de 80+ ans dans la commune	1.905*** (0.159)	1.782*** (0.154)	1.875*** (0.154)	1.527*** (0.192)
Indice socioéconomique de la commune		3.957*** 1.068	4.594*** (1.068)	4.189*** (1.040)
Densité de la population de la commune			-0.001** (0.000)	-0.002*** (0.000)
Présence de maisons de retraite dans la commune				1.496** 0.521
Constante	0.073 (0.618)	-1.259* (0.684)	-1.535** (0.000)	-0.547 (0.733)
Observations	102	102	102	102
R ² ajusté	0.584	0.631	0.651	0.675

Les valeurs indiquées sont les risques relatifs et les écarts-types sont entre parenthèses.

*** p<0.01, ** p<0.05

Source: STATEC

1.2.6 Un excès de mortalité principalement pour les personnes âgées de 75 ans et plus

Quel aurait été le nombre de décès attendus en 2020 sans l'apparition de la crise sanitaire du COVID-19? En appliquant la mortalité observée durant la période de 2017 à 2019, il est possible d'estimer le nombre de décès qui aurait pu être attendu en 2020. En appliquant les probabilités de décéder par âge et sexe observées durant les années de 2017 à 2019, on estime que le nombre de décès aurait été de 4 356 en 2020. Selon cette estimation, une surmortalité de l'ordre de 5.8% est donc observée en 2020 [4 609 décès].

Tableau 4 **Mortalité attendue vs mortalité observée en 2020, par âge**

Âge	Décès observés en 2020	Décès attendus en 2020	Différence
0-4 ans	29	18	+
5-9 ans	4	0	+
10-14 ans	0	0	=
15-19 ans	13	6	+
20-24 ans	9	13	-
25-29 ans	12	17	-
30-34 ans	13	19	-
35-39 ans	33	28	+
40-44 ans	34	38	-
45-49 ans	78	74	+
50-54 ans	102	130	-
55-59 ans	198	177	+
60-64 ans	238	266	-
65-69 ans	326	334	-
70-74 ans	422	423	-
75-79 ans	511	500	+
80-84 ans	714	673	+
85-89 ans	860	798	+
90-94 ans	740	627	+
95-99 ans	230	182	+
100+ ans	43	33	+
Total	4 609	4 356	+

Source: STATEC

Le nombre de décès observés en 2020 est supérieur à celui attendu pour les personnes âgées de 75 ans et plus. Ceci est particulièrement vrai pour les groupes d'âge les plus élevés: +18.0% pour les 90 à 94 ans, +26.4% pour les 95 à 99 ans et +30.3% pour les 100 ans et plus. À l'inverse, pour les personnes âgées de moins de 75 ans, globalement, le nombre de décès observés en 2020 est moindre que celui attendu en appliquant les taux de mortalité moyens de 2017 à 2019.

1.2.7 Excès de mortalité en 2020: 1 280 années de vie perdues

Afin de déterminer dans quelle mesure le surplus de décès observé en 2020 a été prématuré ou non, un indicateur peut être calculé: les années de vie perdues. Cet indicateur est obtenu en multipliant le nombre de décès supplémentaires (par âge et genre), par l'espérance de vie par âge et genre. Les résultats présentés ici se réfèrent à l'excès de mortalité toutes causes confondues, et non uniquement à la mortalité causée par le COVID-19. Cependant, l'excès de mortalité observé en 2020 étant en grande partie expliqué par le COVID-19, cet indicateur peut être assimilé à un indicateur de décès prématurés causés par le COVID-19.

Le nombre total de décès toutes causes confondues en 2020 est de 4 609. En utilisant les probabilités de mourir par âge et genre qui prévalent en temps normal, le nombre total de décès aurait été estimé à 4 356 en 2020. La surmortalité en 2020 représente environ 250 personnes. En multipliant ce nombre de décès excédentaires, par âge et genre, par l'espérance de vie par âge et genre en 2020, tout en faisant abstraction de la crise sanitaire, on obtient un nombre total de 1 280 années de vie perdues. En divisant ce nombre par les 253 décès excédentaires, on peut en conclure que ces personnes décédées auraient encore pu vivre 5.1 ans en moyenne.

Cet indicateur utilise les espérances de vie par âge et genre. Or, les personnes décédées à la suite du COVID-19 pouvaient avoir une espérance de vie plus faible, indépendamment du COVID-19, en raison de facteurs de comorbidité déjà présents. Cet élément pourrait amener à une surestimation du nombre d'années de vie perdues. Cette limite de la méthode est cependant valable quelle que soit la cause de décès étudiée. Ces chiffres doivent donc être analysés avec un regard critique, en fonction des choix méthodologiques retenus. Notons cependant que les quotients de mortalité utilisés pour le calcul de l'espérance de vie se basent sur l'ensemble de la population résidente. Ils représentent donc l'état de santé moyen de la population "en temps normal", y compris les facteurs de comorbidité.

1.2.8 Quatre mois où une surmortalité modérée est observée

Basé sur un indicateur de mortalité standardisé (voir la méthodologie ci-dessous), on observe, depuis l'apparition de la crise sanitaire, une surmortalité modérée lors de quatre mois: avril 2020, novembre 2020, décembre 2020 et avril 2021. Pour les autres mois, il n'existe pas de surmortalité par rapport à la période de référence (années 2015 à 2019).

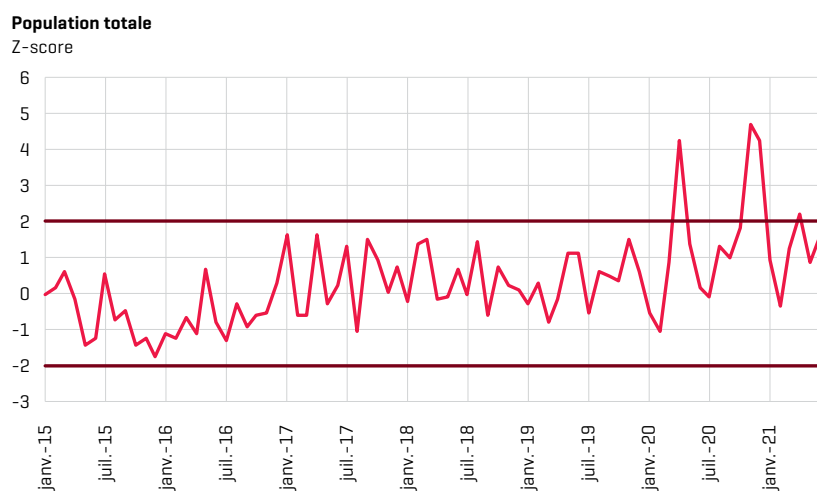
Méthodologie

L'évaluation d'une éventuelle surmortalité s'appuie sur le calcul d'un indicateur standardisé [Z-score]. Le Z-score est calculé par la formule suivante: $[\text{nombre observé de décès} - \text{nombre attendu de décès}] / \text{écart-type du nombre de décès attendu}$.

Les cinq catégories d'excès sont définies de la façon suivante:

- pas d'excès: indicateur standardisé de décès [Z-score] <2;
- excès modéré de décès: indicateur standardisé de décès [Z-score] compris entre 2 et 4.99;
- excès élevé de décès: indicateur standardisé de décès [Z-score] compris entre 5 et 6.99;
- excès très élevé de décès: indicateur standardisé de décès [Z-score] compris entre 7 et 11.99;
- excès exceptionnel de décès: indicateur standardisé de décès [Z-score] supérieur à 12.

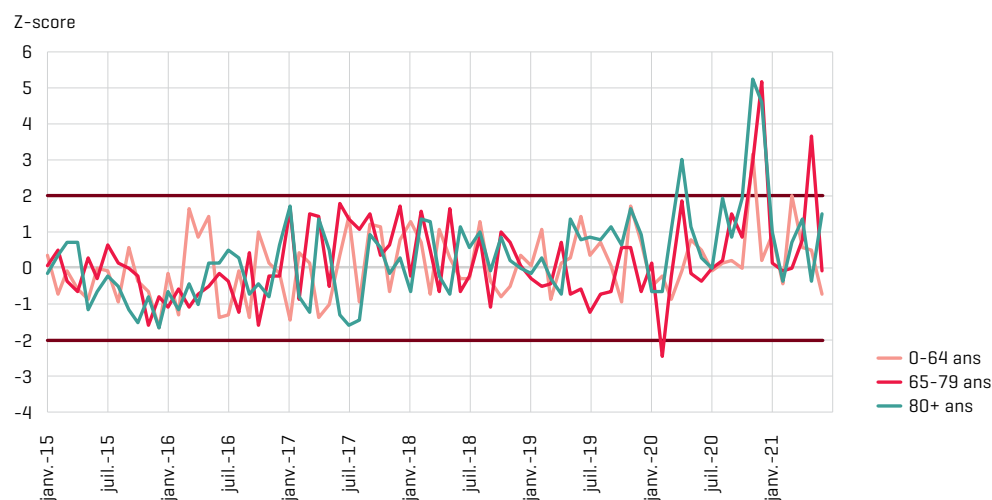
Graphique 17 **En 2020, une surmortalité modérée observée durant un quart de l'année**



Sources: STATEC, CTIE

Une différence en termes de surmortalité existe également durant certains mois entre les grands groupes d'âge: 0-64 ans, 65-79 ans et 80+ ans.

Graphique 18 **Une surmortalité observée principalement lors de la deuxième vague**



Sources: STATEC, CTIE

Lors de la première vague du COVID-19, une surmortalité modérée est observée en avril pour les 65-79 ans ainsi que pour les 80 ans et plus.

Lors de la deuxième vague, les mois de novembre, et de décembre sont marqués par une surmortalité importante, et ce dans les différents groupes d'âge:

- en novembre 2020, une surmortalité modérée est observée parmi les personnes décédées âgées de 0 à 79 ans. Pour les 80 ans et plus, une surmortalité élevée est même constatée;
- en décembre 2020, une surmortalité élevée est observée parmi les personnes décédées âgées de 65 ans et plus;
- une surmortalité modérée est observée en mai 2021 pour les 65 à 79 ans.

1.2.9 Par rapport aux autres pays européens, l'excès de mortalité au Luxembourg est contenu

La comparaison du nombre de décès en 2020 avec les données de la période de 2016 à 2019 a montré la situation exceptionnelle au cours des premiers mois de 2020 dans toute l'UE. Alors que d'importantes disparités existaient entre les pays, les premières semaines de l'année ont montré des valeurs inférieures à celles observées les années précédentes [par exemple -8.0% et -11.1% au Luxembourg en janvier et février 2020]. Au cours du mois de mars 2020, le nombre de décès a augmenté rapidement dans certains pays européens suite à l'apparition du COVID-19. Dans certains pays de l'UE-27, les décès étaient exceptionnellement élevés par rapport au taux de mortalité moyen de la période de 2016 à 2019. La pandémie de COVID-19 a touché l'ensemble des pays de l'UE-27. Cependant, l'impact n'a pas été uniformément réparti entre les différents territoires.

Méthodologie

Dans cette partie, la surmortalité désigne le nombre de décès toutes causes confondues mesuré en 2020 et 2021, et ce en comparaison avec ce qui pourrait être observé dans des conditions "normales", c.-à-d. avant la pandémie de COVID-19. Cet indicateur de surmortalité attire l'attention sur l'ampleur de la crise sanitaire en fournissant une comparaison complète des décès supplémentaires parmi les pays européens. La surmortalité est exprimée en pourcentage de décès supplémentaires par rapport au nombre moyen de décès au cours du même mois de la période de 2016 à 2019 [dite de référence]. Plus la valeur est élevée, plus il y a de décès supplémentaires par rapport à la période de référence. Si l'indicateur est négatif, cela signifie que moins de décès sont survenus au cours d'un mois donné par rapport à la période de référence.

Au tout début de l'apparition du COVID-19, les excès de mortalité les plus élevés de l'UE ont été enregistrés en Espagne et en Italie: respectivement + 54.1% et +49.6% en mars 2020. En avril 2020, trois pays présentaient une surmortalité supérieure à 50%: l'Espagne (80.5%), la Belgique (73.1%) et les Pays-Bas (53.8%). Quatre autres pays ont dépassé une augmentation de 35 % de la mortalité en avril, à savoir l'Italie (41.7%), la Suède (38.2%), l'Irlande (37.1%) et la France (36.4%). En avril 2020, le Luxembourg a connu une surmortalité de 18.5%, l'Autriche de 11.0% et l'Allemagne de 9.0%. Plusieurs pays ont toutefois enregistré une surmortalité élevée au cours d'autres mois de 2020: Malte (16.7%) en mars, Chypre (25.0%) en mai, la Lituanie (8.2%) et la Slovaquie (9.5%) en juin, et le Portugal (25.8%) en juillet. Dans tous ces pays, une période relativement stable (par rapport à la référence de 2016 à 2019) a suivi la forte augmentation de la mortalité au printemps 2020. En Belgique, on note même une baisse significative (-7.1%) en juillet.

Ensuite, une deuxième forte augmentation de la surmortalité a eu lieu dans la plupart des États membres, même dans ceux qui ne sont pas particulièrement concernés par les pics du printemps 2020. Une augmentation de plus de 10%, par rapport au scénario de référence, a été enregistrée pour la première fois en Roumanie en juillet (11.8%), en Pologne en août (11.3%), et en République tchèque (11.4%) et en Grèce (10.3%) en septembre 2020.

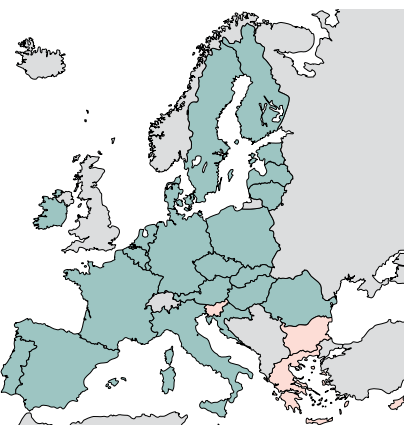
À partir de septembre 2020, la hausse est devenue plus forte et plus généralisée, atteignant de nouveaux pics en novembre, avec des taux significativement élevés en Pologne (97.0%), en Bulgarie (94.0%), en Slovaquie (91.3%), en République tchèque (75.8%), en Roumanie (62.6%) et en Hongrie (59.1%). Dans l'UE, les pays qui étaient déjà fortement touchés au printemps 2020 ont vu la surmortalité augmenter à nouveau à un niveau élevé en novembre: Belgique (58.8%), Italie (51.6%), Autriche (47.8%), Luxembourg (45.2%), Malte (38.3%), France (31.3%) et Espagne (24.2%).

CARTE 2 Une surmortalité relativement modérée au Luxembourg en comparaison avec les autres pays européens

Excès de mortalité en janvier 2020



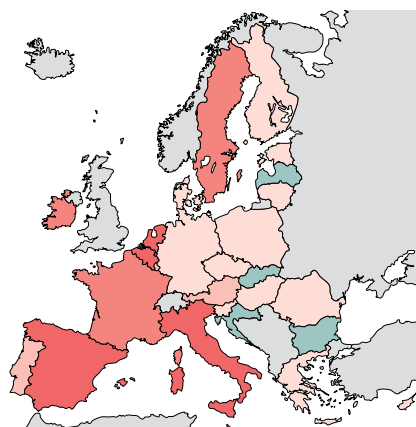
Excès de mortalité en février 2020



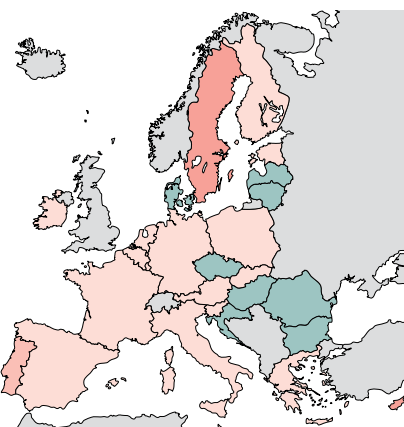
Excès de mortalité en mars 2020



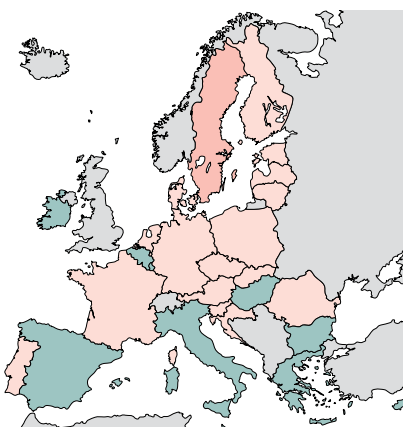
Excès de mortalité en avril 2020



Excès de mortalité en mai 2020



Excès de mortalité en juin 2020



Taux de mortalité en % de décès supplémentaires par rapport à la moyenne 2016/2019

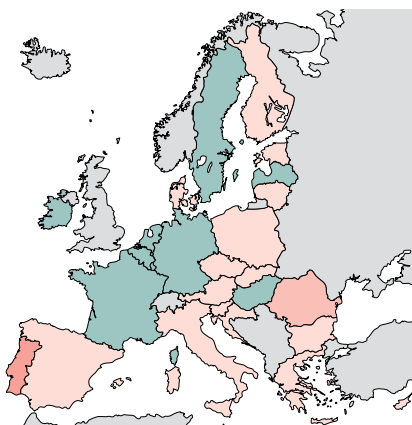
■ ≤ 0
 ■ 0 - < 10
 ■ 10 - < 20
 ■ 20 - < 30
 ■ 30 - < 40
 ■ ≥ 40
 ■ Pas de données

NB: données au 15/08/2021

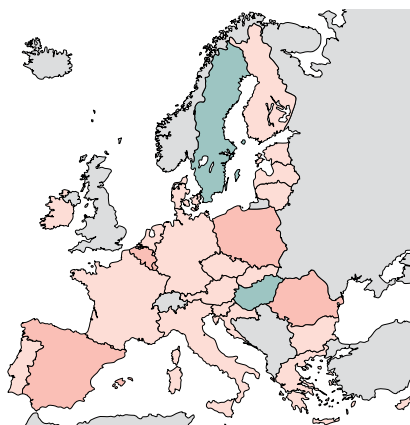
Source: Eurostat

En janvier et février 2021, une légère baisse de la surmortalité est observée dans la plupart des pays, poursuivant la tendance de la fin de l'année 2020. Un nouveau pic, plus petit, a ensuite été observé en mars et avril 2021, atteignant 20 % de surmortalité [moyenne UE-27] par rapport à la période de référence de 2016 à 2019. Lors de ce troisième pic, certains pays avaient des taux très élevés, supérieurs à 50 %, par exemple en Bulgarie [75.7% en avril 2021], en Pologne [65.2% en avril 2021], en République tchèque [61.3% en mars 2021], en Slovaquie [54.4% en mars 2021] et en Hongrie [50.3% en mars 2021]. A contrario, dans d'autres pays [par exemple le Portugal, le Danemark, la Suède et la Finlande] aucun excès de mortalité n'a été observé. Au Luxembourg, cet excès de mortalité est contenu et est au maximum de 9.5% en mars 2021 et 8.1% en avril 2021.

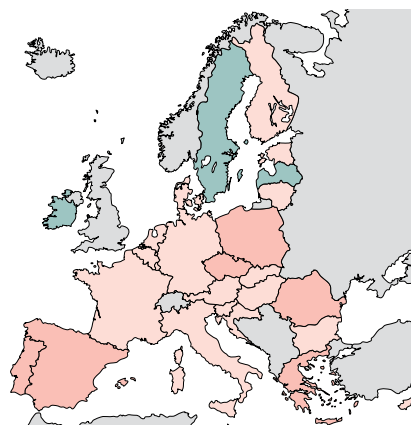
Excès de mortalité en juillet 2020



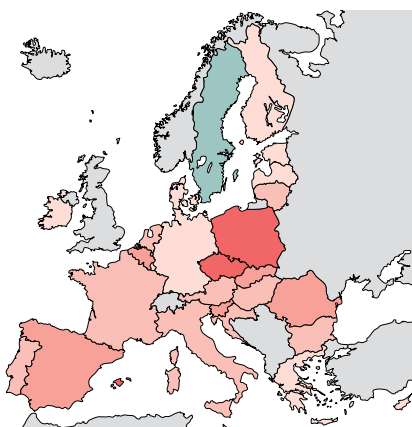
Excès de mortalité en août 2020



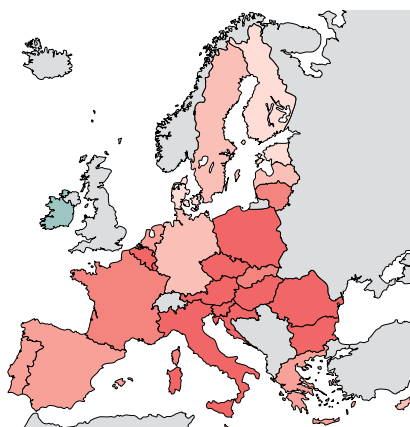
Excès de mortalité en septembre 2020



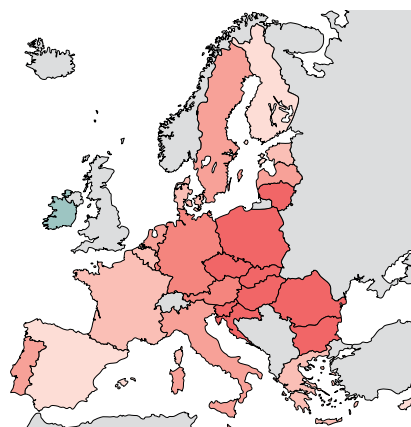
Excès de mortalité en octobre 2020



Excès de mortalité en novembre 2020



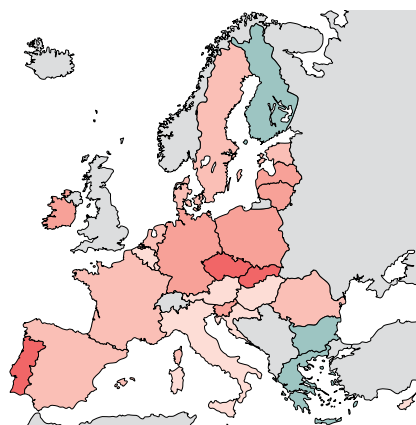
Excès de mortalité en décembre 2020



Fin avril et en mai 2021, la tendance est globalement à la baisse, le nombre de décès se rapprochant du niveau de référence enregistré entre 2016 et 2019. En juin 2021, le nombre de décès a encore baissé, atteignant un taux global de 5.8% au niveau de l'EU-27, soit à peu près le même qu'en février 2021. Néanmoins, il existe encore des différences importantes entre pays. Par exemple, l'Estonie, la Grèce, la Croatie, la Lettonie, la Lituanie, l'Autriche, la Pologne et la Slovaquie enregistrent toujours des taux de surmortalité compris entre 12% et 20% tandis que la Belgique, la République tchèque, la France, le Portugal et la Suède enregistrent un excès de mortalité légèrement au-dessus de 1.0%, voire une légère sous-mortalité. Au Luxembourg, une surmortalité de 6.3% est enregistrée durant le mois de juin 2021.

Carte 3 Une surmortalité observée principalement lors de la deuxième vague

Excès de mortalité en janvier 2021



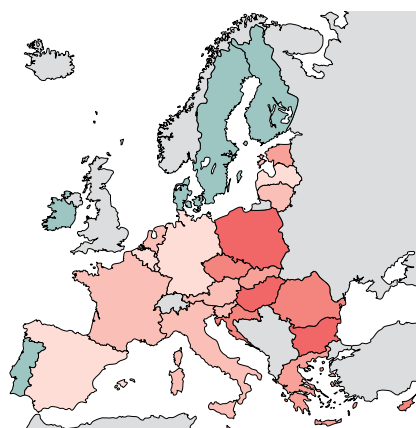
Excès de mortalité en février 2021



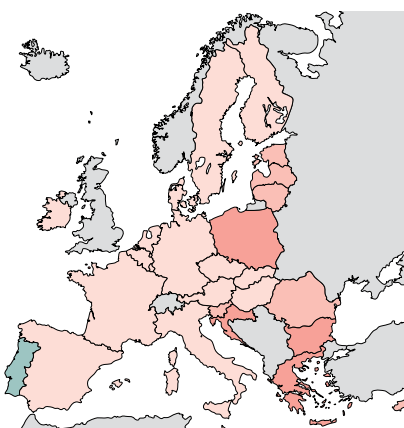
Excès de mortalité en mars 2021



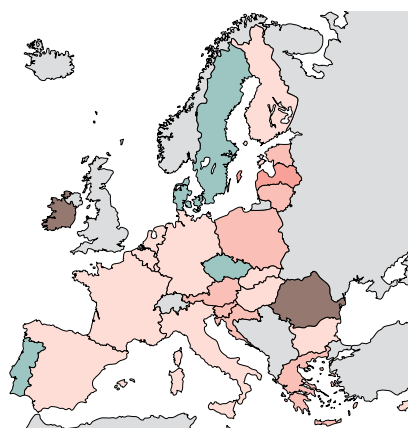
Excès de mortalité en avril 2021



Excès de mortalité en mai 2021



Excès de mortalité en juin 2021



Excès de mortalité en % de décès supplémentaires par rapport à la moyenne 2016/2019

■ ≤ 0
 ■ 0 - < 10
 ■ 10 - < 20
 ■ 20 - < 30
 ■ 30 - < 40
 ■ ≥ 40
 ■ Pas de données

NB: données au 15/08/2021

Source: Eurostat

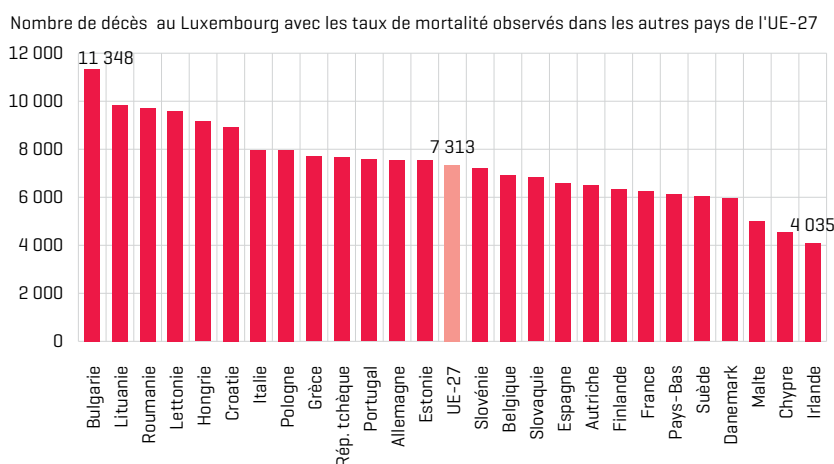
1.2.10 Nombre de décès au Luxembourg avec les taux de mortalité des autres pays de l'UE-27

En appliquant les taux de mortalité observés en 2020 dans les autres pays européens à la population moyenne observée au Luxembourg au cours de cette même année, il est possible de calculer le nombre de décès qui auraient été observés au Luxembourg avec ces niveaux de mortalité.

Les différences entre pays en termes de structure d'âge, de situation socioéconomique, de système de santé font que les chiffres mentionnés doivent être analysés avec un certain recul, tous les pays n'étant pas exactement comparables.

Pour rappel, 4 609 décès ont été observés au Luxembourg en 2020. Ce nombre de décès est "relativement" bas comparé à la mortalité observée dans les autres pays de l'UE-27, notamment avec nos pays voisins. Si le Luxembourg avait connu les niveaux de mortalité de l'Allemagne, le Luxembourg aurait enregistré 7 502 décès (soit 2 893 décès de plus), avec les taux de mortalité de la Belgique, 2 326 décès de plus auraient été comptabilisés, avec les taux de mortalité de la France, 1 632 décès de plus auraient été observés tandis que 1 506 décès de plus auraient été dénombrés au Luxembourg avec les taux de mortalité des Pays-Bas observés en 2020.

Graphique 19 **Au Luxembourg, un nombre de décès relativement faible en comparaison avec les autres pays européens**



Source: Eurostat, calculs STATEC

Seul les niveaux de mortalité observés en Irlande et à Chypre auraient amené un nombre légèrement inférieur de décès: respectivement 574 et 30 décès de moins.

À l'inverse, si le Luxembourg avait connu les niveaux de mortalité observé dans certains pays de l'Est, le nombre de décès aurait pu être beaucoup plus élevé: 11 348 décès avec le niveau de mortalité observé en Bulgarie (soit 6 739 décès de plus), 9 835 décès avec le niveau de mortalité observé en Lituanie (+ 5 226 décès) et 9 708 décès avec le niveau de mortalité observé en Roumanie (+ 5 099 décès).





Partie 2

Le marché du travail

2.1 Coup de frein sur la création d'emploi en 2020

2.1.1 L'évolution de l'emploi salarié au Luxembourg, fortement impactée par le confinement au deuxième trimestre 2020

Si l'on considère la période de 2016 jusqu'au 1^{er} trimestre 2021, le marché de l'emploi au Luxembourg n'a connu que des variations trimestrielles positives du nombre de salariés, à l'exception du 2^e trimestre 2020 où les mesures de confinement prises en mars 2020 ont impacté toute l'économie luxembourgeoise. Celles-ci ont entraîné une baisse de -0.6% de l'emploi salarié pour ce trimestre. Après cette période néfaste pour le marché de l'emploi, l'évolution a de nouveau été positive: la forte reprise au 3^e trimestre (+1.5%) est due au redémarrage d'une grande partie des activités économiques. Au 1^{er} trimestre 2021, la croissance du marché de l'emploi salarié a été de +0.5% [contre seulement +0.2% au même trimestre de l'année 2020]. Mais on remarque tout de même que le niveau des variations trimestrielles depuis le confinement n'atteint plus les taux de croissance observés avant la crise sanitaire.

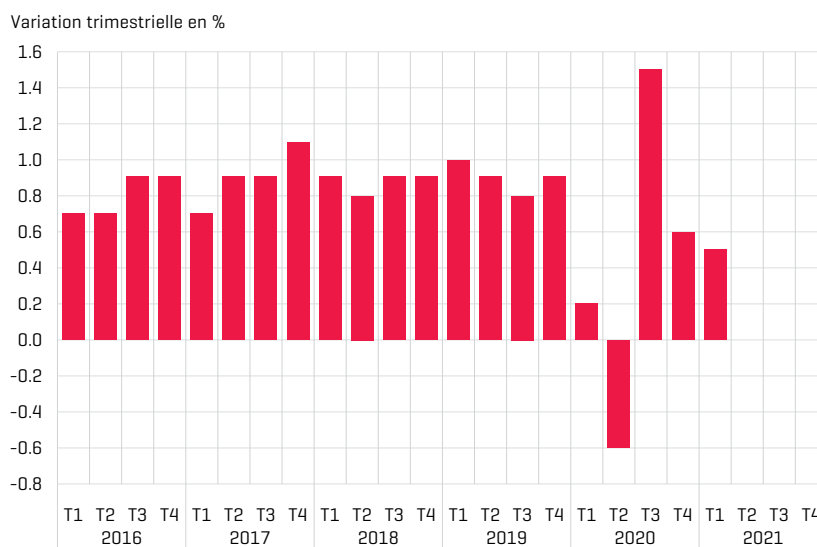
En 2020, le marché de l'emploi au Luxembourg a ainsi connu un taux de croissance annuel de +2%¹. La pandémie a frappé le Grand-Duché, pour le marché de l'emploi, de manière beaucoup moins forte que pour la plupart des autres pays européens [au niveau de l'Union européenne, le marché de l'emploi a connu une contraction de -1.5%]. De nombreux facteurs ont ainsi contribué à une évolution plus favorable de l'emploi en 2020 au Luxembourg comparativement aux autres pays européens²:

- l'activité a mieux résisté, bénéficiant notamment de moindres restrictions sanitaires;
- un marché du travail traditionnellement plus dynamique [avec une croissance de l'emploi plus forte];
- moins d'emplois vulnérables, grâce à un potentiel élevé de télétravail et moins de contrats temporaires;
- une structure de l'économie favorisant ces précédents facteurs et la croissance de l'emploi total;
- des mesures de soutien telles que le chômage partiel ont aidé à garder des personnes en emploi.

¹ Regards 14/2021: évolution de l'emploi en 2020: le Luxembourg très bien positionné en Europe.

² Regards 14/2021: évolution de l'emploi en 2020: le Luxembourg très bien positionné en Europe, page 7

Graphique 1 **Reprise du moteur de l'emploi après le confinement au 2^e trimestre 2020**



Source: STATEC, Comptes nationaux, données corrigées des variations saisonnières

Tableau 1 **Des emplois détruits uniquement au deuxième trimestre 2020**

Emploi salarié intérieur									
2020					2021				
T1	T2	T3	T4	T2	T1	T2	T3	T4	T1
Variation en % sur un trimestre*					Variation en % sur un an**				
0.2	-0.6	1.5	0.6	0.5	2.8	1.3	2.0	1.7	2.0
Nombre d'emplois*					Nombre d'emplois**				
443 955	441 152	447 750	450 341	452 737	444 136	443 352	445 608	450 051	452 961

* données corrigées des variations saisonnières

** données brutes

Source: STATEC, Comptes nationaux

Le **tableau 1** montre une reprise de la croissance du marché de l'emploi après le 2^e trimestre 2020. Le nombre d'emplois salariés atteint 453 000 unités au début de 2021. Si l'on considère la variation annuelle, un taux de croissance de 2% a été observé pour le 1^{er} trimestre 2021, en 2020 ce taux était encore de +2.8%. Les taux de croissance annuels sont donc bien en deçà de la tendance historique (+3.4% par an en moyenne de 1995 à 2019). Les mesures de soutien à l'emploi et notamment le chômage partiel ([→ Chapitre 2.2.7](#)) ont permis de maintenir des personnes en emploi qui travaillaient peu ou pas du tout. Ainsi, la situation sur le marché du travail a été moins dramatique que dans les pays voisins.

2.1.2 L'impact de la crise diffère selon les branches

La crise du COVID-19 n'a pas eu le même impact sur toutes les branches de l'activité économique [→ [Tableau 2](#)].

Tableau 2 **Les activités de l'industrie et du commerce, transport, hébergement et restauration présentent des taux de variation annuels négatifs pendant 4 trimestres consécutifs**

	2020				2021	2020				2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T1	T2	T3	T4	T1
Emploi salarié par branche d'activité (NACE Rév. 2)	Variation en % sur un trimestre*					Variation en % sur un an**				
Industrie (extractive, manufacturière, énergie et déchets)	0.6	-0.9	-0.7	-0.3	-0.2	0.7	-0.4	-0.7	-1.3	-1.9
Construction	1.0	0.2	1.6	0.8	0.9	3.7	3.2	3.9	3.5	3.5
Commerce, transport, hébergement et restauration	0.4	-2.3	1.0	-0.1	-0.4	3.0	-0.5	-0.2	-1.0	-1.8
Information et communication	0.8	-0.2	1.2	0.6	1.2	3.4	2.2	2.9	2.4	2.8
Activités financières et d'assurance	0.3	-0.1	0.5	0.7	0.5	2.5	1.4	1.4	1.5	1.6
Activités spécialisées et services de soutien	-1.5	-2.9	4.8	1.5	0.9	0.7	-2.5	1.2	1.7	4.3
Administration et autres services publics	1.1	1.9	0.9	1.0	1.5	4.8	5.5	5.2	5.0	5.4
Autres activités	0.3	0.4	0.1	0.1	0.6	2.8	2.2	1.6	0.9	1.2

* données corrigées des variations saisonnières

** données brutes

Source: STATEC, Comptes nationaux

Dans le [tableau 2](#), on voit que la branche de l'industrie enregistre une perte des emplois salariés à partir du 2^e trimestre 2020. Une variation annuelle de -1.9% est observée au 1^{er} trimestre 2021. De la même manière, les activités du commerce, transport, hébergement et restauration ont connu une diminution des effectifs pendant 4 trimestres consécutifs (en variation annuelle). Ces deux branches sont les seules à présenter des variations négatives du nombre de salariés. Les autres activités économiques continuent à créer des emplois.

Au 1^{er} trimestre 2021, ce sont l'administration et les services publics qui présentent les taux de variation annuels les plus élevés: +5.4% par rapport au 1^{er} trimestre 2020. L'État a continué à créer des postes, même pendant la crise sanitaire. Les activités spécialisées et de services de soutien [+4.3% par rapport à l'année précédente] ainsi que les activités de construction [+3.5%] sont également des branches très dynamiques, même durant cette période tendue.

2.1.3 Les frontaliers plus touchés par le ralentissement de l'emploi

La crise sanitaire a des répercussions différentes selon le pays de résidence des salariés.

Tableau 3 **Les frontaliers sont plus touchés par la crise sanitaire que les résidents**

	2020				2021				2020		2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T1	T2	T3	T4	T1	
	Variation en % sur un trimestre*							Variation en % sur un an**			
Emploi salarié intérieur	0.2	-0.6	1.5	0.6	0.5	2.8	1.3	2.0	1.7	2.0	
Pays de résidence et nationalité											
Résidents au Luxembourg	0.4	-0.4	1.0	0.3	0.5	2.6	1.4	1.8	1.3	1.4	
Luxembourgeois	0.7	0.7	0.4	0.0	0.7	2.7	2.7	2.4	1.7	1.7	
Communautaires (UE)	-0.1	-1.4	1.4	0.4	0.1	1.2	-0.6	0.4	0.3	0.5	
Non communautaires	1.6	-1.8	2.8	2.2	1.3	9.6	4.8	5.4	4.8	4.4	
Frontaliers	0.1	-1.0	2.0	0.9	0.6	3.1	1.1	2.2	2.1	2.7	
Belgique	0.0	-0.6	1.7	0.7	0.4	1.8	0.7	1.7	1.8	2.2	
Allemagne	0.6	0.2	1.1	0.9	0.7	3.6	2.8	3.0	2.8	2.9	
France	-0.1	-1.6	2.7	1.0	0.6	3.5	0.6	2.1	1.9	2.7	
Sexe											
Hommes	0.0	-0.6	1.7	0.6	0.4	2.3	0.9	1.9	1.6	2.1	
Femmes	0.6	-0.7	1.2	0.6	0.7	3.5	1.8	2.1	1.8	1.8	

	2020				2021				2020		2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T1	T2	T3	T4	T1	
	Nombre d'emplois*							Nombre d'emplois**			
Emploi salarié intérieur	443 955	441 152	447 750	450 341	452 737	444 136	443 352	445 608	450 051	452 961	
Pays de résidence et nationalité											
Résidents au Luxembourg	240 192	239 321	241 768	242 454	243 578	240 549	240 373	240 166	242 631	243 947	
Luxembourgeois	118 122	118 911	119 360	119 316	120 186	118 370	119 178	118 561	119 597	120 428	
Communautaires (UE)	103 476	102 023	103 480	103 892	103 969	103 514	102 788	102 813	103 739	104 026	
Non communautaires	18 691	18 346	18 854	19 266	19 523	18 665	18 407	18 792	19 294	19 494	
Frontaliers	203 780	201 834	205 958	207 892	209 173	203 587	202 978	205 443	207 421	209 014	
Belgique	47 879	47 599	48 386	48 736	48 942	47 948	47 689	48 223	48 732	49 023	
Allemagne	48 448	48 527	49 068	49 526	49 869	48 371	48 629	49 052	49 515	49 796	
France	107 410	105 685	108 537	109 666	110 322	107 268	106 661	108 168	109 175	110 195	
Sexe											
Hommes	262 187	260 524	265 003	266 472	267 631	262 364	262 197	263 678	265 884	267 887	
Femmes	181 821	180 562	182 759	183 880	185 143	181 772	181 155	181 931	184 167	185 074	

* données corrigées des variations saisonnières

** données brutes

Source: STATEC, Comptes nationaux

Au cours du 2^e trimestre 2020, la baisse du nombre de salariés frontaliers [-1.0% par rapport au 1^{er} trimestre 2020] a été plus importante que celle des résidents [-0.4% en variation trimestrielle]. Si l'on considère la variation annuelle, une situation exceptionnelle a été observée au 2^e trimestre 2020: le nombre de salariés résidents a augmenté plus que celui des frontaliers. À partir du 3^e trimestre 2020, cette situation s'est de nouveau inversée: l'évolution des emplois frontaliers est de nouveau plus dynamique que celle des résidents.

Au 1^{er} trimestre 2021, le nombre de salariés frontaliers a augmenté de +2.7% par rapport à l'année dernière. Par contre, le nombre d'emplois des résidents n'a augmenté que de +1.4%. Les taux de variation les plus élevés ont été enregistrés pour les frontaliers allemands [+2.9% par rapport à l'année dernière] et français [+2.7%].

Au 1^{er} trimestre 2021, le marché du travail luxembourgeois totalise 453 000 postes dont 209 000 sont occupés par des salariés frontaliers. Les résidents avec la nationalité luxembourgeoise et les frontaliers français sont avec respectivement 120 000 et 110 000 les plus nombreux sur le marché du travail luxembourgeois au début de 2021. Les frontaliers belges et allemands occupent chacun environ 50 000 emplois salariés.

Au 1^{er} trimestre 2021, le nombre de salariés masculins a augmenté de +2.1% et celui des femmes de +1.8% par rapport à 2020, alors que pendant les trimestres précédents c'était l'emploi des femmes qui était plus dynamique.



2.2 Chômage: nette augmentation en 2020 avant un retour à la normale en 2021, mais pas pour tous!

Pour résumer, en 2020

- Avec 6.8%, le taux de chômage du Luxembourg reste en dessous de la moyenne européenne (7.1%) et de la zone euro (7.9%).
- Le taux est en augmentation pour les jeunes, la différence entre les deux sexes se creuse.
- Les groupes les plus touchés restent les étrangers hors UE et les personnes à faible niveau d'éducation.

Tout au long de ce rapport, notamment dans la partie suivante consacrée à la pauvreté et l'exclusion sociale, il ressort que le statut professionnel a une incidence primordiale sur l'inclusion sociale. En effet, le taux de risque de pauvreté est quasiment quatre fois plus élevé pour un chômeur que pour une personne en emploi. Dans cette optique, ce chapitre se penche sur la composition et l'évolution du chômage au Luxembourg.

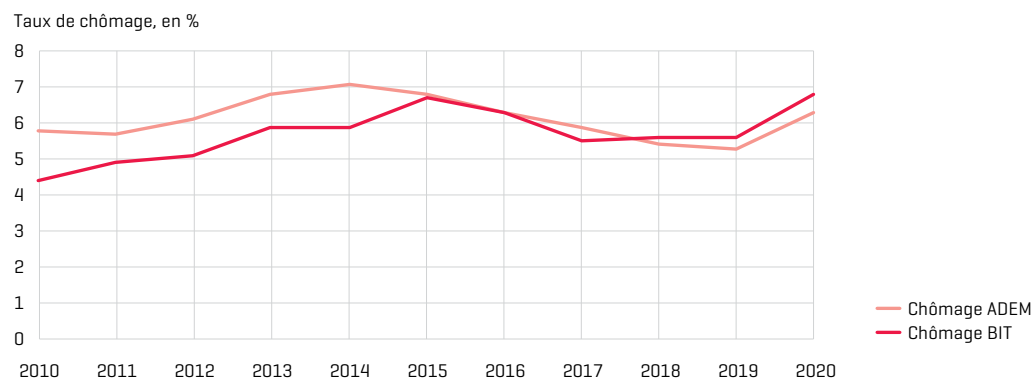
Pour bien comprendre

Le taux de chômage est défini comme étant le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. La population active se définit comme l'ensemble des personnes en âge de travailler qui sont disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient au chômage. Au Luxembourg, deux sources et deux définitions différentes sont utilisées pour calculer le taux de chômage:

1. le chômage selon la définition du Bureau international du Travail (B.I.T.) est mesuré par l'Enquête sur les forces de travail du STATEC. Le nombre de chômeurs correspond au nombre de personnes qui déclarent qu'elles sont sans emploi, disponibles pour prendre un emploi dans un délai de deux semaines et activement à la recherche d'un emploi;
2. le chômage selon l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). Le nombre de chômeurs correspond au nombre de personnes inscrites auprès du service public de l'emploi.

Étant donné que les définitions divergent, l'évolution du taux de chômage est légèrement différente selon la source utilisée, néanmoins, les deux taux se rapprochent ces dernières années et continuent à augmenter nettement en 2020. Le taux de chômage atteint 6.3% en moyenne annuelle en 2020 d'après l'ADEM et 6.8% d'après les études du BIT.

Graphique 2 **La tendance à la baisse du chômage de ces dernières années est rompue en 2020**

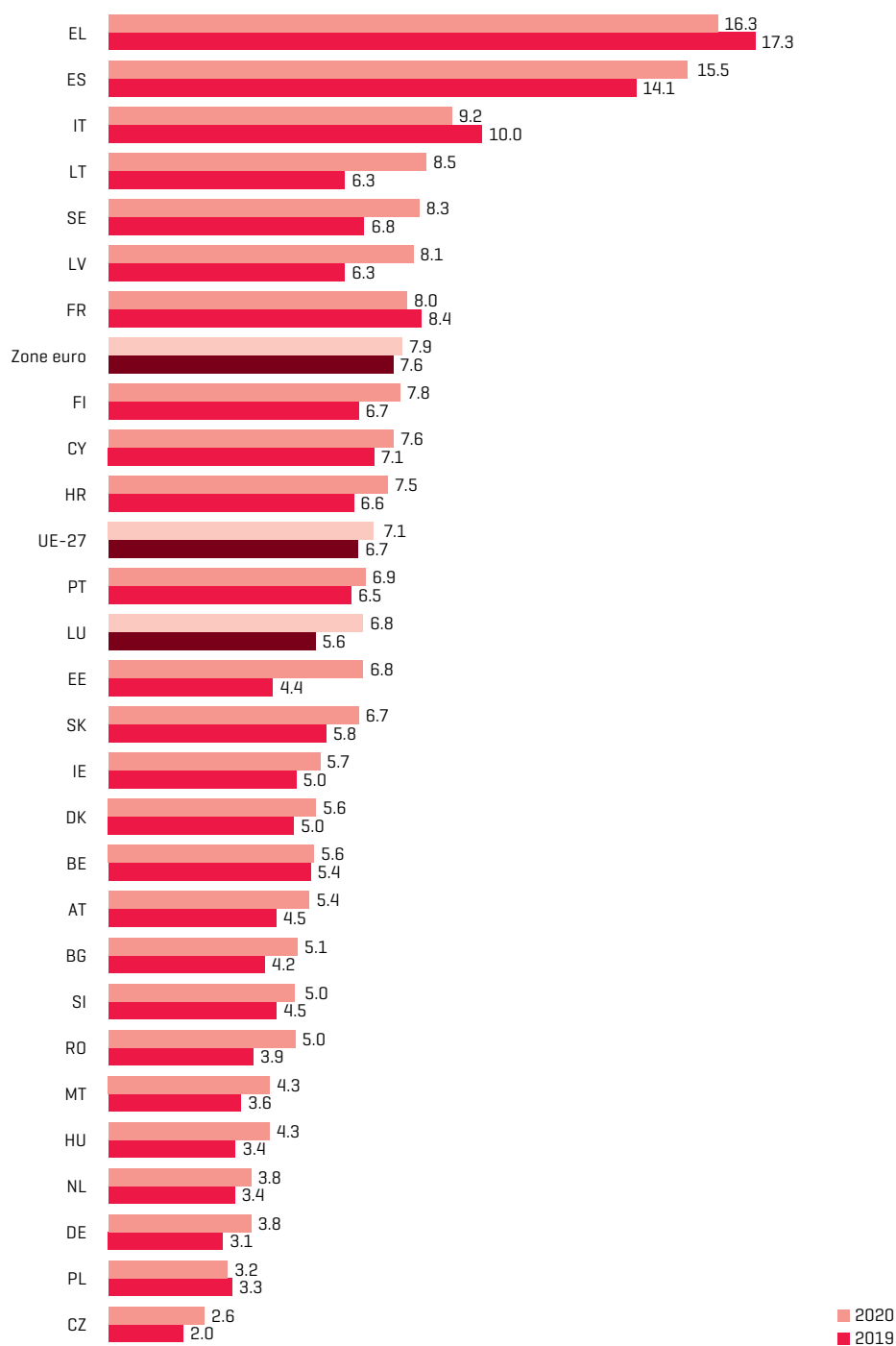


Sources: STATEC (EFT), ADEM

2.2.1 Le Luxembourg parmi les bons élèves de la classe européenne mais il peut faire mieux!

En comparaison avec le niveau européen, le Luxembourg affiche un taux de chômage plus faible par rapport à la moyenne UE-27 qui se chiffre à 7.1%. Quinze autres États membres montrent néanmoins un taux encore plus bas que le Grand-Duché (contre treize l'année précédente). Les pays de la zone euro sont plus fortement touchés par la crise de chômage déclenchée par la pandémie que les autres pays de l'UE-27. Le taux moyen de la zone atteint 7.9%. La République tchèque arrive en tête des meilleurs élèves avec un taux de seulement 2.6%, suivie par la Pologne avec 3.2%. Du côté des pays voisins, la France avec 8.0% fait face à un taux de chômage plus élevé que le Luxembourg et aussi que l'Union européenne et la zone euro. La Belgique par contre, bat le Grand-Duché avec un taux de chômage nettement plus modéré à 5.6%. Parmi les plus mauvais élèves, on retrouve la Grèce avec un chômage à 16.3% et l'Espagne à 15.5%. À part en France et en Grèce, dans tous les États membres de l'UE le taux de chômage a augmenté en 2020 par rapport à 2019. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Estonie et en Lituanie avec un accroissement de 2.4 et 2.2% respectivement.

Graphique 3 **Le taux de chômage du Luxembourg reste en 2020 juste en dessous de la moyenne européenne, mais quinze pays font mieux**

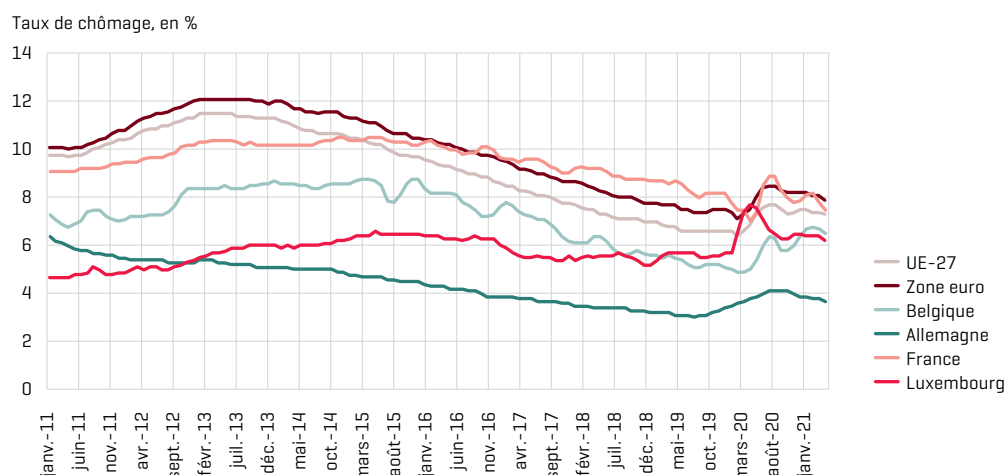


Sources: STATEC, Eurostat (EFT)

En raison des répercussions de la crise sanitaire, le taux de chômage de l'Union européenne passe de 7.3% à 7.6% en une année. Parmi nos voisins, l'Allemagne est la plus durement touchée avec un accroissement de 0.7% point de pourcentage en une année. La France par contre se maintient sur sa tendance à la baisse.

Au Luxembourg, le taux de chômage a atteint avec 5.7% un creux en février 2020 avant de décoller après la mise en œuvre des premières mesures de lutte contre la pandémie. Depuis, le chômage marque une accélération continue et culmine à 7.7% en mai 2020 avant d'entamer ensuite un repli continu, à l'exception d'un petit contrecoup en décembre 2020. De sorte qu'en avril 2021, le taux de chômage s'est stabilisé de nouveau à un niveau plus favorable de 6.4%.

Graphique 4 **La trajectoire du chômage au Luxembourg est comparable à l'étranger, mais se trouve pourtant à un niveau inférieur**

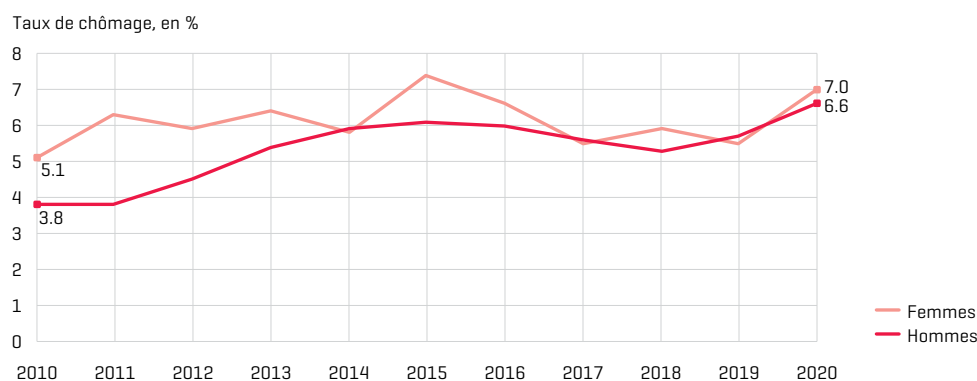


Sources: STATEC, Eurostat [EFT]

2.2.2 Une parité homme-femme enfin atteinte mais chamboulée par le virus

Si, au cours des dernières décennies, le taux de chômage des femmes a toujours été supérieur à celui des hommes au Luxembourg, les deux taux se sont toutefois sensiblement rapprochés ces dernières années. En 2017, les deux taux étaient même égaux (5.6%). À partir de 2018, le taux pour les femmes repart néanmoins à la hausse pour atteindre 7.0% en 2020, comparé à 6.6% pour les hommes. En comparaison avec l'année précédente, la différence homme-femme se creuse, elle est de 0.4 point de pourcentage en 2020 contre 0.2 point en 2019.

Graphique 5 **L'écart de chômage homme-femme se creuse de nouveau en 2020**



Source: STATEC [EFT]

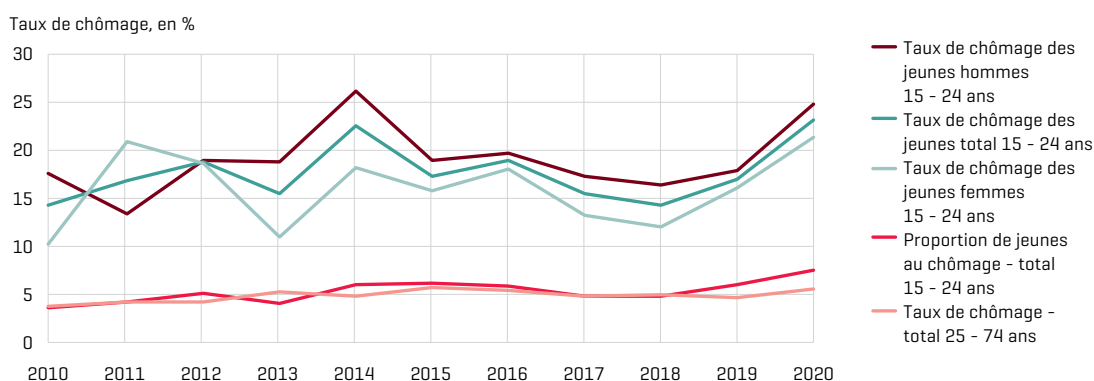
2.2.3 Les jeunes restent parmi les perdants

Les jeunes hommes sont plus touchés par le chômage que les jeunes femmes. Si l'on isole les 15 à 24 ans du reste de la population active, on constate que le taux de chômage est plus élevé chez les jeunes hommes [24.8% en 2020] que chez les jeunes femmes [21.3% en 2020]. Une explication est que la part des jeunes qui poursuivent des études est plus élevée chez les femmes alors que le taux de décrochage scolaire est plus important chez les jeunes hommes.

En général, le taux de chômage des jeunes est beaucoup plus élevé et plus volatil que celui des autres travailleurs. Si le taux de chômage paraît très élevé chez les jeunes, il faut se rappeler qu'il représente le nombre de chômeurs divisé par la population active. Or, pour la tranche d'âge des 15 à 24 ans, la population active (personnes en emploi + chômeurs) ne représente qu'une partie très réduite de la population totale, étant donné que la plus grande partie de cette classe d'âge est économiquement parlant inactive (en formation scolaire ou études supérieures). Le taux de chômage des jeunes est donc fortement tributaire du système scolaire: un rallongement des études peut diminuer la population active et ainsi relever le taux de chômage des jeunes même si le nombre absolu de jeunes chômeurs ne change pas.

Il est donc beaucoup plus parlant pour cette tranche d'âge de comparer les chômeurs non pas à la population active mais à la population totale, c'est ce que l'on appelle la proportion de jeunes au chômage [*"Youth unemployment ratio"*]. Cette proportion (en % de la population totale de cette classe d'âge) évolue autour de 7%, donc à un niveau comparable au taux de chômage des personnes plus âgées, tout en restant plus volatil.

Graphique 6 **En 2020, le taux de chômage des jeunes a atteint son plus haut niveau depuis 2015**



Note de lecture: le taux de chômage est exprimé en % de la population active; la proportion de jeunes au chômage est exprimée en % de la population totale.
Sources: STATEC, Eurostat (EFT)

Avec un taux de chômage des jeunes de 23.2%, le Grand-Duché se situe au-dessus de la moyenne de l'Union européenne [17.1%] et de la zone euro [17.7%]. Les pays européens les plus touchés par ce phénomène restent la Grèce avec 35.0% et l'Espagne avec 38.3%. Parmi nos pays voisins, l'Allemagne a observé le taux de chômage des jeunes le plus bas de l'Union européenne avec 7.4%, contre 15.3% en Belgique et 21.5% en France.

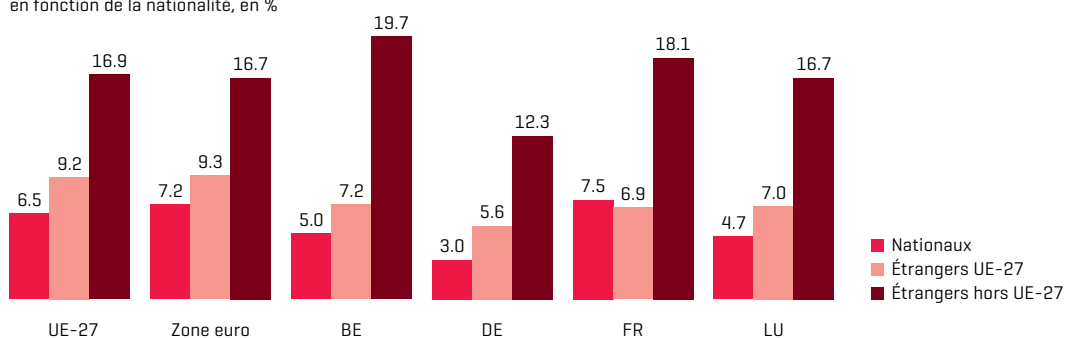
2.2.4 La nationalité, un passeport contre le chômage

Quand on compare la situation des étrangers sur le marché du travail à celle des nationaux, le Luxembourg ne fait pas figure d'exception européenne, dans le sens où le taux de chômage des nationaux est largement inférieur à celui des étrangers. Le taux de chômage en 2020 reste, avec 4.7%, très faible parmi les résidents de nationalité luxembourgeoise.

Le taux de chômage est légèrement plus élevé parmi les personnes originaires des autres pays de l'Union européenne vivant au Luxembourg [7.0%] et considérablement plus élevé pour les ressortissants de pays tiers hors Union européenne [16.7%]. Ce phénomène est observé dans la plupart des pays membres de l'Union européenne.

Graphique 7 **Comme dans les autres pays européens, les étrangers hors UE affichent le taux de chômage le plus élevé au Luxembourg en 2020**

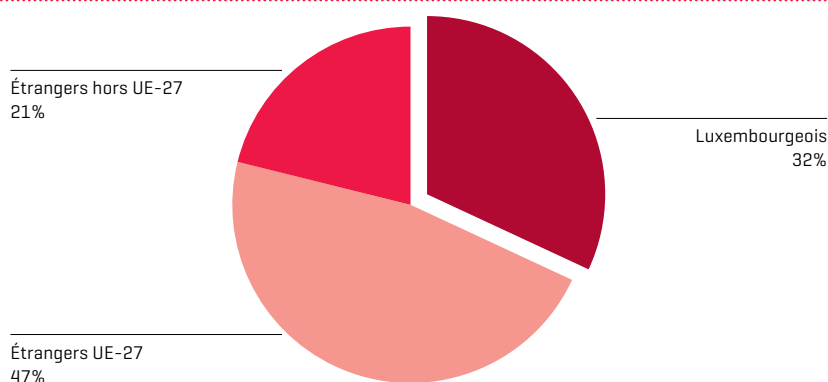
Taux de chômage dans l'UE, la zone euro, au Luxembourg et dans les pays voisins, en fonction de la nationalité, en %



Sources: STATEC, Eurostat [EFT]

Les résidents de nationalité luxembourgeoise ne représentent que 32% de tous les chômeurs, alors qu'ils représentent 49% des emplois des résidents.

Graphique 8 **Les Luxembourgeois représentent un peu moins d'un tiers des chômeurs**



Source: STATEC [EFT]

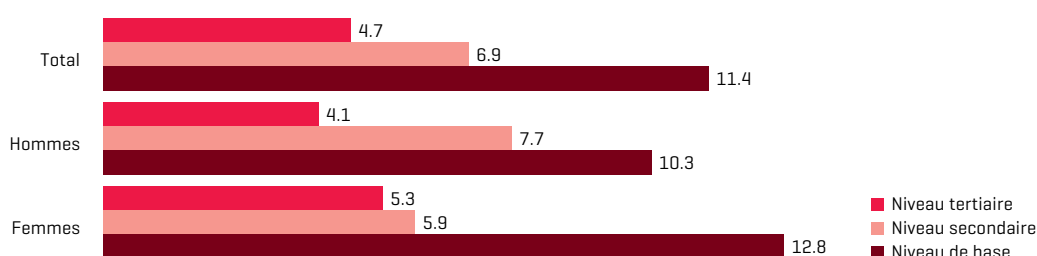
2.2.5 Le diplôme, un vaccin efficace contre le chômage

Le niveau d'éducation est un des principaux déterminants du chômage au Luxembourg comme ailleurs. Ceci est le cas aussi bien pour les hommes que pour les femmes, quoi que pour ces dernières, l'effet soit encore plus important. Avec 11.4%, le taux de chômage est le plus élevé parmi les personnes ayant atteint au maximum un niveau secondaire inférieur (niveau de base), mais se réduit à 6.9% parmi celles ayant achevé une éducation secondaire supérieure, et même à 4.7% parmi les détenteurs d'un diplôme de niveau tertiaire, bien que ce taux progresse.

Ainsi, la réduction du risque de chômage est la plus importante en passant du niveau de base au niveau secondaire, alors que la différence est moins grande entre niveau secondaire et tertiaire.

Graphique 9 **Le diplôme protège du chômage, encore plus pour les femmes que pour les hommes**

Taux de chômage en fonction du niveau d'éducation et par sexe, en %



Source: STATEC (EFT)

2.2.6 Le chômage de longue durée a fortement augmenté depuis le début de la crise sanitaire: plus d'un chômeur sur deux est concerné

Pour bien comprendre

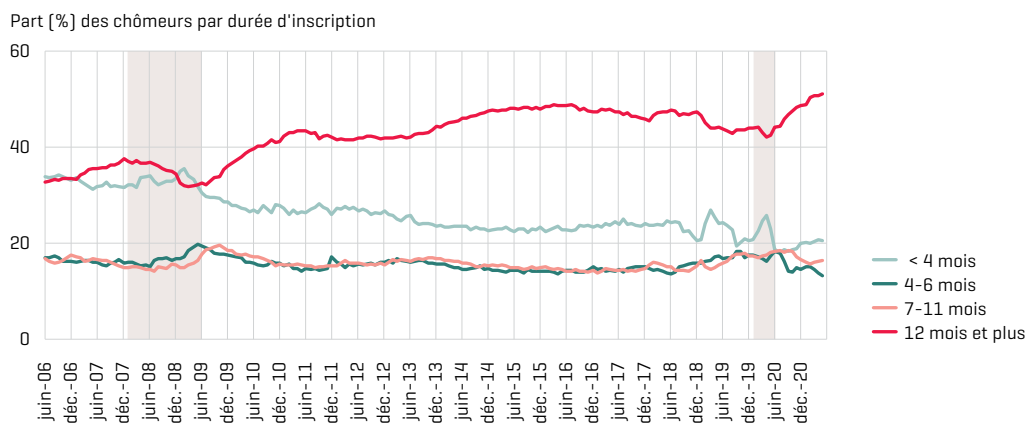
Un chômeur de longue durée est activement à la recherche d'un travail depuis plus d'un an.

À première vue, les effets de la crise sanitaire sur le marché du travail sont plutôt modérés. C'est principalement grâce au recours massif au chômage partiel que le nombre total de demandeurs d'emploi n'a augmenté que de 291 personnes, soit moins de 2 % entre mars 2020 et mars 2021.

Cependant, l'évolution des chômeurs de longue durée depuis le début de la crise sanitaire est préoccupante. En mars 2021, plus d'un chômeur sur deux est un chômeur de longue durée, soit 51% des demandeurs d'emploi résidant au Grand-Duché, contre 49.5% il y a un an. En comparaison avec mars 2019, les chômeurs de longue durée sont même 36.2% plus nombreux qu'il y a deux ans.

L'évolution du chômage de longue durée pendant la crise du COVID-19 peut être comparée à la situation de la dernière crise économique grave en 2009, quand la récession déclenchée par la crise financière a entraîné une forte augmentation de la proportion de chômeurs de longue durée. Ensuite, dans les années suivantes cette augmentation n'a pu être compensée par le marché du travail pourtant très dynamique. Avec la fin de la récession déclenchée par la crise sanitaire, le chômage de longue durée a de nouveau bondi à partir de la mi-2020. Il a atteint en 2021 une part record avec 51 % de chômeurs de longue durée sur le total des demandeurs d'emploi. Un niveau jusqu'alors jamais atteint.

Graphique 10 **Après un an de pandémie une personne au chômage sur deux l'est depuis au moins un an**



Sources: ADEM, STATEC, données désaisonnalisées

Parmi les nombreuses perturbations économiques induites par la pandémie du COVID-19, la montée inquiétante du chômage de longue durée se distingue par ses effets durables sur les carrières individuelles et l'économie. Car si le nombre global de personnes sans emploi a à peine augmenté, le nombre des personnes au chômage depuis au moins 12 mois s'est considérablement accru. De plus, malgré un nombre record de postes vacants, le chômage de longue durée reste élevé. Pour mieux comprendre cet enjeu, il est important d'examiner cette tendance plus en détail et de vérifier si ces nouveaux chômeurs de longue durée diffèrent dans leurs profils en termes d'âge, de sexe et de niveau d'éducation.

2.2.6.1 Les chômeurs de longue durée en temps de COVID: sont-ils toujours les plus âgés et les moins qualifiés?

Pour bien comprendre

Dans ce qui suit, les variations seront exprimées en pourcentages, calculés par la différence des chômeurs dans les catégories respectives entre mars 2020 lorsque le Luxembourg se trouvait dans le premier confinement et mars 2021, soit le début de la reprise sur le marché du travail.

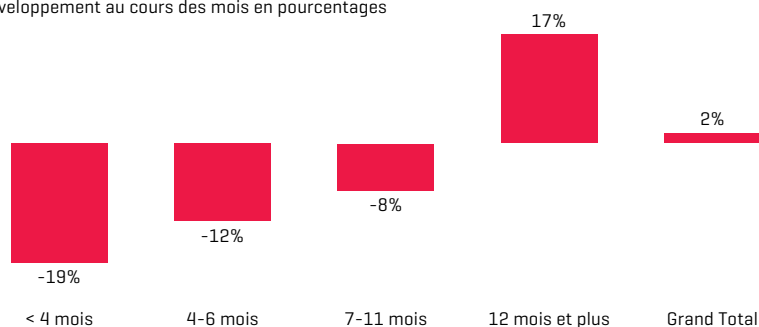
L'évolution du chômage a été différente selon la durée.

Le chômage de courte durée (<4 mois) connaît une forte baisse de -19% et tombe ainsi de 4 506 à 3 790 personnes, similaire à la catégorie de 4-6 mois (-12%) et de 7-11 mois (-8%).

Par contre, la catégorie qui compte le plus de chômeurs, celle de 12 mois et plus, augmente de manière inquiétante de 17% en passant de 7 644 à 9 219 personnes.

Graphique 11 **Envolée du chômage de longue durée**

Développement au cours des mois en pourcentages



Sources: ADEM, STATEC

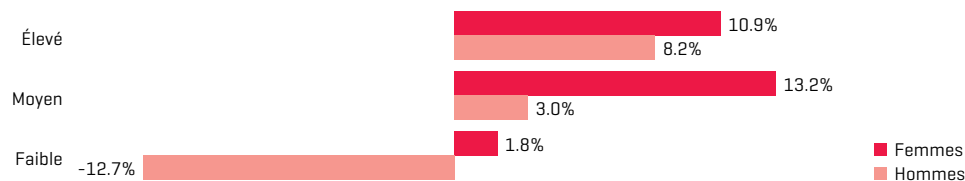
Certes, comme souvent mentionné, le chômage de longue durée est principalement lié au niveau d'éducation: la plupart des chômeurs de longue durée ont un niveau d'éducation faible (53% contre 44% pour l'ensemble des demandeurs de l'emploi). Depuis le début de la crise du COVID cependant, les taux de croissance les plus élevés ont été observés chez les personnes ayant un niveau d'éducation élevé (avec une augmentation de 10.9% pour les femmes et de 8.2% pour les hommes).

Les répercussions de la crise sanitaire sont moins prononcées pour les demandeurs d'emploi de longue durée avec un niveau d'éducation faible (+1.8% pour les femmes et même -12.7% pour les hommes).

Graphique 12

De manière exceptionnelle, durant la pandémie les chômeurs moins éduqués sont moins concernés par le chômage de longue durée

Par niveau d'éducation en pourcentages



Sources: ADEM, STATEC

Depuis le début de la crise du COVID, le chômage de longue durée a atteint des cercles plus larges de la société, notamment en termes d'âge et de sexe, qui auparavant n'étaient que relativement peu touchés [→ [Graphiques 12 et 13](#)].

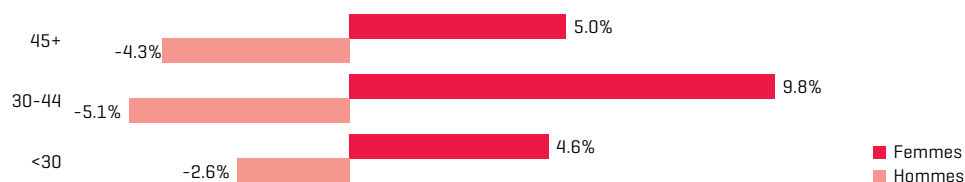
La majorité des chômeurs de longue durée [54%] appartient toujours au groupe d'âge des 45 ans et plus [pour tous les chômeurs, ce groupe représente 41%].

Toutefois, depuis le début de la crise sanitaire, la proportion de femmes à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an a augmenté dans toutes les tranches d'âge. La plus forte augmentation a été observée chez les femmes âgées de 30 à 44 ans, avec près de 10%, tandis que le nombre d'hommes dans ce groupe d'âge a diminué de 5% au cours de la dernière année. Une image similaire se dégage dans les autres catégories d'âge, quoique moins prononcée.

Graphique 13

La proportion de femmes au chômage de longue durée a augmenté dans toutes les tranches d'âge

Par âge en pourcentages



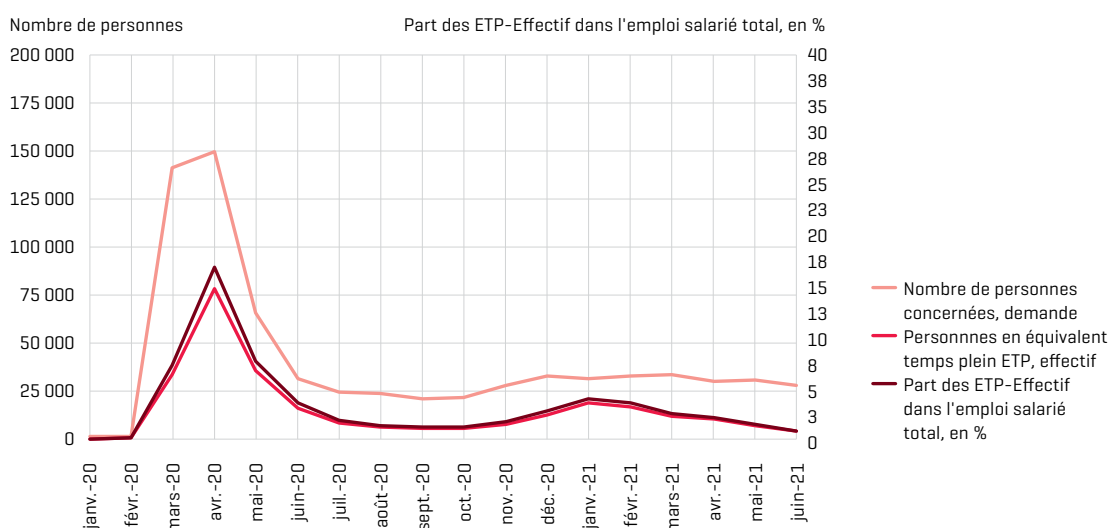
Sources: ADEM, STATEC

2.2.7 Le chômage partiel comme bouée de sauvetage pour tous

Comme évoqué plus haut, l'impact sur l'emploi et la casse sociale a été contenu par un interventionnisme de l'État, le fameux: "Et kascht, wat et kascht" du Premier ministre Xavier Bettel³.

Cette politique du gouvernement luxembourgeois, largement partagée au sein de l'Union européenne, se reflète dans le **graphique 14** qui témoigne des mesures de chômage partiel accordées durant la période de crise pandémique.

Graphique 14 **Une première vague bien plus déferlante pour le chômage partiel que la seconde**



Note: Emploi Intérieur. ETP: équivalent temps plein.
Sources: STATEC, IGSS

Le nombre de personnes concernées par une demande de chômage partiel pour cause de force majeure, liée à la crise du COVID-19, a explosé en mars et avril 2020 pour atteindre un maximum de 150 000 personnes en avril 2020 (→ **Graphique 14**). Parmi ces demandes, 79 000 personnes, exprimées en équivalent temps plein (ETP), ont été effectivement au chômage partiel en avril 2020. Puis, le nombre de demandeurs a drastiquement fléchi avec un rebond à partir de novembre 2020 (2^{de} vague), sans plus atteindre les valeurs du passé.

³ En français: le "Quoi qu'il en coûte" du Président de la République française, Emmanuel Macron

2.3 Quo vadis télétravail? Une analyse de sa percée durant la pandémie et de son potentiel

Pour résumer

- Au 2^e trimestre 2021, 41% des actifs ont effectué du télétravail. Bien qu'encore élevé, le niveau n'atteint plus les sommets du 2^e trimestre 2020 [52% des actifs].
- Par rapport à 2019, les branches de l'administration publique et des activités financières et d'assurance connaissent une envolée exceptionnelle du télétravail.
- Les cols blancs qualifiés travaillaient le plus souvent à distance, déjà avant mais surtout pendant la pandémie. Les cols blancs peu qualifiés et les cols bleus n'ont pas connu une croissance du télétravail.
- Déjà en 2019, le Luxembourg était aux premiers rangs du travail à domicile en comparaison européenne. Avec la crise, le Luxembourg a dépassé les Pays-Bas et a pris la tête du classement européen avec un pourcentage de 48% du travail à domicile [moyenne européenne 21%].
- Le haut niveau de télétravail observé et potentiel au Luxembourg s'explique en grande partie par sa structure économique, particulièrement orientée vers les services aux entreprises et les services financiers. De plus, les emplois sont caractérisés par une forte intensité en TIC.
- La "télétravaillabilité" est un concept qui décrit le potentiel en télétravail d'une économie, premièrement, en fonction du degré auquel des tâches peuvent être techniquement effectuées à distance [présence physique nécessaire ou pas] et deuxièmement, en fonction de la nécessité d'interactions sociales et de coordination.
- L'aspect technique de la "télétravaillabilité" explique bien la variation du télétravail au niveau des professions ainsi qu'au niveau des pays européens, contrairement à l'aspect d'interaction sociale.

Pendant le confinement, le télétravail a permis aux entreprises de continuer toute ou une partie de leurs activités en dehors de leurs locaux. Dans cette situation de "test" grande nature, le télétravail a donc pu montrer s'il apporte une valeur ajoutée ou non. Faisant suite à des publications antérieures⁴, ce chapitre est d'abord une mise à jour donnant un aperçu sur les tendances récentes et l'adhésion au télétravail. En outre, ce chapitre se concentre également sur un nouvel aspect qui n'a pas encore été traité: le potentiel du télétravail du point de vue des aspects techniques et sociaux ou la "télétravaillabilité". Nous donnons une vue plus détaillée sur les aspects du télétravail et de la "télétravaillabilité" au Luxembourg et puis nous les comparons en Europe.

⁴ STATEC [ed.] (2020): Analyses 6-2020: Rapport TCS - Le monde de l'emploi en mutation, STATEC, Luxembourg, <https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/analyses/2020/analyses-06-20/index.html>
Hartung, A. & Reiff, P. (2020) Le télétravail, à consommer avec modération? Regards No. 07/2020, STATEC, Luxembourg, <https://statistiques.public.lu/fr/actualites/population/travail/2020/07/20200701/index.html>

Pour bien comprendre

Le télétravail est une forme de travail durant laquelle celui-ci est effectué au moins en partie, mais de manière régulière en dehors des locaux de l'employeur. En télétravail, les moyens de communication tels que le téléphone, l'ordinateur ou le fax sont utilisés. Le télétravail concerne l'activité première et doit être effectué régulièrement pendant la période de référence, qui couvre les 4 semaines précédant l'enquête.

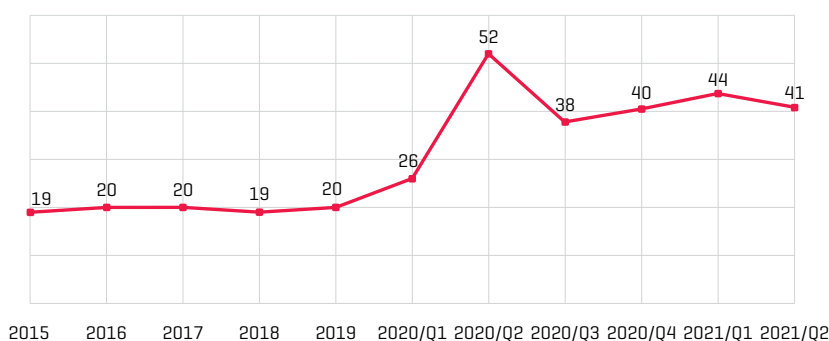
Notre indicateur du télétravail est basé sur le questionnaire de l'Enquête sur les forces de travail (STATEC-EFT), qui ne couvre que les résidents luxembourgeois. Tous les télétravailleurs frontaliers sont dès lors exclus de cette étude.

2.3.1 L'adhésion au télétravail: le recours au télétravail reste indéfectible au Luxembourg en 2021

Le télétravail a non seulement rendu possible aux entreprises de continuer une partie de leurs activités en dehors de leurs locaux pendant la crise sanitaire, mais il semble également avoir créé une percée en tant que mode de travail alternatif compte tenu de sa continuité. Le télétravail a explosé lors du confinement au 2^e trimestre 2020. Le **graphique 15** montre qu'entre 2015 et 2019, une personne sur 5 ayant un emploi a effectué du télétravail – tandis que c'était 1 personne sur 2 pendant le confinement au début de la pandémie, où le niveau du télétravail a atteint avec 52%, un record historique au 2^e trimestre 2020. Après ce pic, le pourcentage du télétravail a quelque peu diminué tout en restant à un niveau élevé, environ deux fois plus élevé qu'avant la pandémie. Au 2^e trimestre 2021, 41% des actifs ont effectué du télétravail.

Graphique 15 **2 actifs sur 5 en télétravail au 2^e trimestre de 2021**

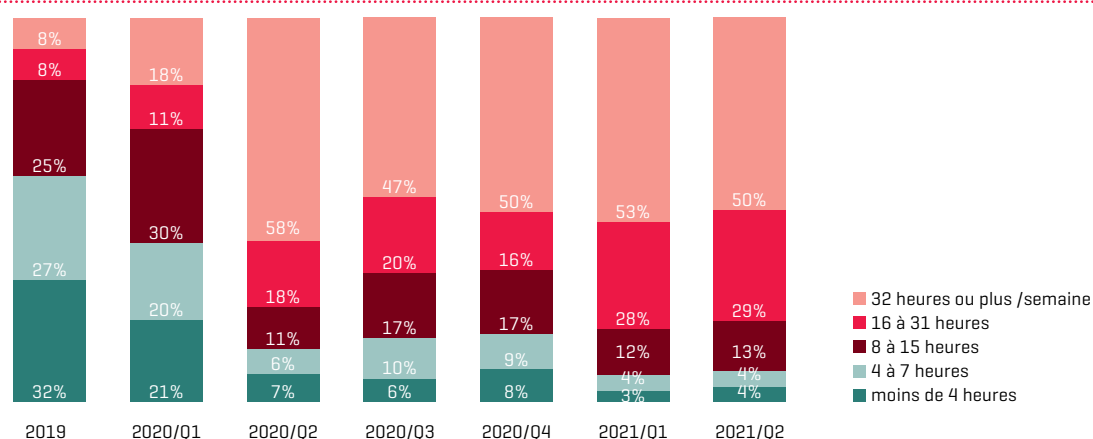
L'évolution du télétravail au Luxembourg, en %



Note: enquête couvrant uniquement les résidents et non les frontaliers.
Source: STATEC-EFT 2015-2021

Le niveau du télétravail reste donc élevé depuis le début de la crise sanitaire, mais son intensité connaît également un essor. Si on considère le nombre d'heures en télétravail par semaine, il n'est pas surprenant de constater que la plupart des personnes travaillent (presque) complètement à distance depuis le 2^e trimestre de 2020. Environ la moitié des personnes ayant un emploi à plein temps ont travaillé 4 journées (32 heures) ou plus en télétravail. En comparaison, 59% des personnes ayant effectué du télétravail travaillaient au maximum une journée par semaine en dehors des locaux de l'employeur avant la crise sanitaire en 2019. Ce taux n'était plus que de 8% en 2021 [→ Graphique 16].

Graphique 16 **8 personnes sur 10 au moins 16 heures par semaine en télétravail**



Note: heures par semaine. Personnes travaillant à plein temps seulement.
Source: STATEC-EFT 2020

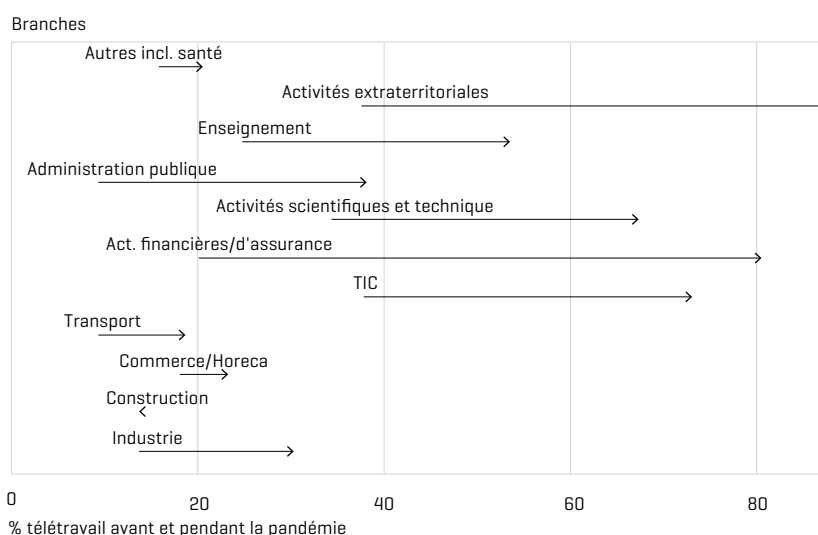
Certains secteurs ou professions ont été davantage capables de se réorganiser et de poursuivre leurs activités en travail à distance. Le [graphique 17](#) montre le pourcentage du télétravail par branche d'activité économique avant et pendant la crise sanitaire, c.-à-d. en 2019 et 2020 (trimestres 2 à 4). Les résultats ne sont pas surprenants. Dans les branches des activités extraterritoriales, des activités financières, de l'information et de la communication (TIC) et des activités scientifiques et techniques, une très grande partie des employés a travaillé à distance en 2020 après le *lockdown*. À l'opposé, le pourcentage de télétravailleurs dans le secteur de la santé et du travail social est resté très faible. Les secteurs comptant de nombreux employés de bureau (cols blancs), qui avaient déjà des niveaux élevés de télétravail avant la pandémie, ont également connu la plus forte croissance durant la pandémie. L'administration publique est une exception à cet égard. L'administration publique et aussi la branche des activités financières et d'assurance se démarquent par une croissance exceptionnelle, où le pourcentage du télétravail a plus que quadruplé.

Ce n'est cependant pas le cas par exemple pour les activités de transport, le commerce et l'horeca et la santé. Ce sont les branches qui nécessitent des interactions avec des clients ou patients où les tâches ne pouvaient pas être réalisées à distance dans la même mesure.

Si on regarde maintenant spécifiquement la croissance du télétravail pour les différents types d'emploi, nous confirmons l'hypothèse que c'est la composition cols bleus/cols blancs des secteurs qui détermine le degré de télétravail.

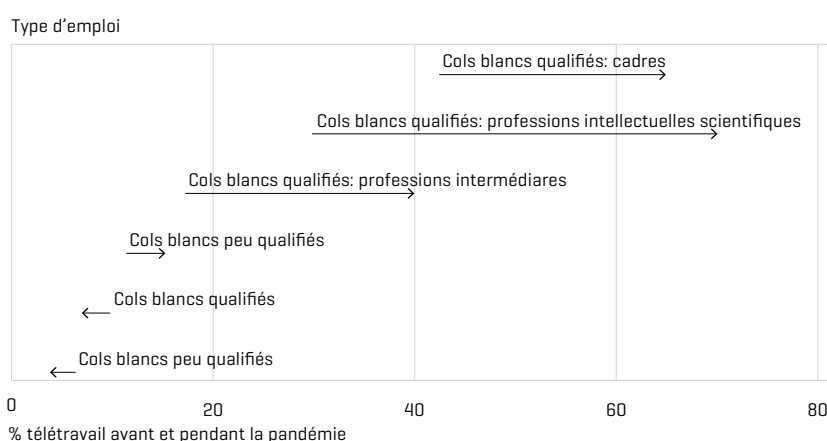
Le **graphique 18** montre que les cols blancs qualifiés, et plus spécifiquement les professions intellectuelles et scientifiques ont intensifié le télétravail. Les cols blancs peu qualifiés et les cols bleus n'ont pas connu ce développement, au contraire l'intensité du télétravail a baissé durant la pandémie.

Graphique 17 **Une croissance exceptionnelle du télétravail dans l'administration publique et les activités financières et d'assurance**



Note: les flèches indiquent le changement entre 2019 et 2020 [excluant le 1^{er} trimestre 2020].
Source: STATEC-EFT 2019 et 2020

Graphique 18 **La croissance du télétravail profite surtout aux cols blancs qualifiés suite à la pandémie**



Note: les flèches signifient le changement entre 2019 et 2020 [excluant le 1^{er} trimestre 2020].
Les groupes sont basés sur la classification des professions CIP-08, dont nous excluons les professions militaires: 1. Cadres: Directeurs généraux, cadres supérieurs, membres de l'exécutif et des corps législatifs; 2. Professions intellectuelles et scientifiques: Spécialistes des sciences techniques, de la santé, de l'enseignement, en administration d'entreprises, des technologies de l'information et des communications, de la justice, des sciences sociales et de la culture; 3. Professions intermédiaires des sciences et techniques, de la santé, finance et administration, des services juridiques, des services sociaux et assimilés, techniciens de l'information et des communications; 4. Cols blancs peu qualifiés: Employés de type administratifs, Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs; 5. Cols bleus qualifiés: Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat; 6. Cols bleus peu qualifiés: Conducteurs d'installations et de machines, ouvriers de l'assemblage, professions élémentaires.
Source: STATEC-EFT 2019 et 2020

2.3.2 Le Luxembourg au premier rang du travail à domicile en Europe pendant la pandémie

Comment se comporte le Luxembourg par rapport aux autres pays? Quels sont les pays européens où le plus de personnes ont travaillé à distance avant et pendant la crise? Ce sont des questions que nous aborderons dans la suite de ce chapitre. À noter que pour les comparaisons européennes, nous nous servons du concept de "travail à domicile" plutôt que de télétravail [→ **Encadré pour bien comprendre**]⁵.

Pour bien comprendre

Le travail à domicile

L'enquête *européenne* ne contient pas de questions sur le télétravail, mais sur le travail à domicile. Pour les comparaisons européennes, nous nous servons dès lors de cet indicateur. Bien qu'il soit souvent utilisé de manière interchangeable et congruente dans une large mesure, le travail à domicile ["home office"] n'est pas exactement synonyme de télétravail [voir Rapport TCS 2020 du STATEC et ILO 2020]. Selon la définition officielle, le télétravail est effectué en dehors des locaux de l'employeur (donc pas uniquement à la maison) et il est conditionné à l'utilisation d'outils TIC, ce qui n'est pas le cas pour le travail à domicile. Dans ce qui suit, les deux termes seront utilisés comme synonyme.

Le **graphique 19** montre la comparaison du degré de télétravail entre les États européens pendant les années 2019 et 2020.⁶ Avant le COVID-19, c'est-à-dire en 2019, le classement des pays dans le graphique était encore différent de celui observé aujourd'hui. Avant la pandémie, les Pays-Bas mènent encore le classement avec un taux de télétravail d'environ 37%, suivi de près par le Luxembourg (33%), la Finlande (32%) et la Suisse (31%). La Bulgarie ainsi que la Roumanie ferment la marche avec un taux de télétravail très faible d'environ 1%.

En 2020, on peut surtout observer le retard à combler des pays de l'Est en matière de travail à domicile. À l'exception de l'Estonie (24%), tous les pays de l'Est se trouvent en dessous de la moyenne européenne (21%). Lors de la pandémie, le classement des pays a changé: le Luxembourg dépasse les Pays-Bas et atteint ainsi un record européen sur la prévalence du travail à domicile avec un pourcentage de 48%. Avec une croissance de 14%, le Luxembourg a aussi l'augmentation la plus importante dans toute l'Union européenne. À l'opposé, la Norvège et la Lituanie ont la croissance la plus faible au niveau européen, avec une croissance de 1%.

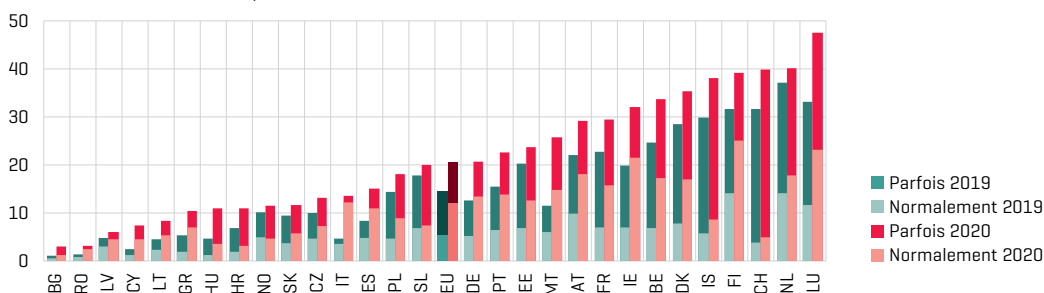
⁵ Plus de détails: ILO (2020), Defining and measuring remote work, telework, work at home and home-based work, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_747075.pdf

⁶ Voir aussi pour une comparaison de certains pays de l'OCDE: Ker, D., Montagnier, P. and Spiezia, V. (2021), "Measuring telework in the COVID-19 pandemic", OECD Digital Economy Papers, No. 314, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/0a76109f-en>.

Graphique 19

Progression généralisée du travail à domicile en Europe suite à la pandémie

% du travail à domicile en Europe, 2019 et 2020



Notes: % des personnes effectuant du travail à domicile. EU: moyenne UE-27.

Sources: STATEC, Eurostat, Ifsa_ehomp

2.3.3 La "télétravaillabilité" et la percée du télétravail au Luxembourg et en Europe

Dans la première section, l'évolution du télétravail a été présentée. Il s'agissait du pourcentage réellement observé de personnes qui ont exercé du travail à distance avant et pendant la pandémie. Dans cette deuxième section nous analysons le potentiel du télétravail en fonction des tâches et des compétences, plus concrètement, la possibilité de fournir un apport de travail à distance dans un processus économique donné.

2.3.3.1 Qu'est-ce que la "télétravaillabilité"?

La notion de "télétravaillabilité", c.-à-d. la possibilité de fournir un apport de travail à distance, touche deux aspects du travail, d'une part le processus de production des biens ou services fournis, c'est-à-dire l'aspect technique de déplacer physiquement un processus [opérations manuelles], et d'autre part l'espace collaboratif, qui a besoin d'une coordination. On s'intéresse à la faisabilité technique, ainsi qu'à l'interaction sociale nécessaire aux différentes professions. À noter cependant que, par exemple les services médicaux ou de soins qui nécessitent un contact physique sont inclus dans la première dimension **[plus d'informations dans l'encadré]**.

Plus concrètement, la "télétravaillabilité"⁷ est définie ici comme le pourcentage de salariés qui travaillent dans une profession, dont les tâches exercées et les compétences nécessaires permettraient d'effectuer du travail à distance.

⁷ Voir encadré de la page suivante et Sostero M., Milasi S., Hurley J., Fernandez-Macias E. and Bisello M. (2020), "Teleworkability and the COVID-19 crisis: a new digital divide?", JRC Working Papers Series on Labour, Education and Technology 2020/05, JRC121193, European Commission. <https://ec.europa.eu/jrc/en/publication/eur-scientific-and-technical-research-reports/teleworkability-and-covid-19-crisis-new-digital-divide> (résumé: <https://voxeu.org/article/potential-teleworking-europe-and-risk-new-digital-divide>)

Pour bien comprendre

La "télétravaillabilité" comme cadre conceptuel: le télétravail en tant que faisabilité technique et interaction sociale

Une équipe de chercheurs de la Commission européenne et d'Eurofound [Sostero et al. 2020] a développé une approche pour évaluer le potentiel du télétravail d'une économie. Il s'agit d'une classification détaillée des professions [ISCO-08] selon la possibilité technique de fournir un apport de travail à distance dans un processus économique donné en fonction des tâches et des compétences. Ce concept se concentre d'une part sur le "processus transformant" [la production ou les services] et d'autre part sur l'espace collaboratif qui a besoin d'une coordination. Les indicateurs reposent sur les tâches et les méthodes de travail [l'organisation du travail] et les outils de travail qui se rapportent aux technologies utilisées dans le processus de production.

On parle de la *faisabilité technique* pour souligner que la "télétravaillabilité" dépend des différentes formes de tâches qui peuvent être effectuées à distance avec la technologie disponible. La faisabilité technique est définie sur base d'indicateurs comme la dextérité manuelle et des doigts, la nécessité d'effectuer des activités physiques générales, la manipulation et le déplacement d'objets, l'inspection de l'équipement, des structures ou du matériel, la conduite de véhicules, de dispositifs mécanisés ou d'équipements, la nécessité de soulever ou de déplacer des personnes. Il s'agit donc des opérations manuelles qui nécessitent un contact physique y inclus les services médicaux ou de soins.

Toute profession peut également être évaluée en termes de confort social et d'efficacité de la fourniture de travail à distance, en fonction du degré d'*interaction sociale* impliqué: par exemple vendre ou influencer autrui, former et enseigner, aider et s'occuper des autres, travailler directement avec le public, coordonner le travail et les tâches des autres.

2.3.3.2 Les professions de la santé et de l'horeca sont le moins concernées, celles dans les TIC et la finance le plus

Quels sont les professions les plus "télétravaillables" par rapport aux deux dimensions que sont la faisabilité technique et l'interaction sociale? En donnant quelques exemples, le **tableau 4** classe les professions les plus importantes au Luxembourg selon leur valeur de "télétravaillabilité". Les développeurs de logiciels et les autres métiers dans le domaine des TIC, les professionnels dans le secteur financier, les commis numériques par exemple sont des professions idéales pour le télétravail en raison d'une haute faisabilité technique et d'une interaction sociale basse des tâches. Au contraire, les professions de la santé et de l'horeca sont le moins enclines à recourir au télétravail à cause de leur nécessité d'interagir avec des patients ou clients et des possibilités techniques limitées.

Tableau 4 **Classement de différentes professions par rapport aux 2 dimensions de la "télétravaillabilité"**

		Faisabilité technique	
Interaction sociale	+ d'interactions	- faisable	+ faisable
		Soignants dans la santé Infirmières et sages-femmes Serveurs et barmans Vendeurs de magasin Travailleurs en garderie	Directeurs généraux Responsables des services et de l'administration Agents de services aux entreprises Professionnels de l'administration Agents de vente et d'achat Enseignants Professionnels de la vente, du marketing et des RP Secrétaires administratives Professionnels sociaux ...
	- d'interactions	Techniciens en sciences physiques Ouvriers Mécaniciens, installateurs Conducteurs Nettoyeurs Finisseurs de bâtiment Architectes Ingénieurs Maraîchers Cuisiniers ...	Développeurs et analystes [TIC] Développeurs de bases de données et de réseaux Professionnels de la finance Professionnels associés financiers et scientifiques Secrétaires, employés de bureau Travailleurs de l'information client Commis numériques Commis au transport Auteurs, journalistes ...

Note: la couleur verte indique que les deux dimensions sont favorables pour le télétravail (supérieures à la médiane). Le rouge indique que les deux dimensions sont moins favorables (inférieures à la médiane), dans les cases jaunes une dimension est favorable et une moins favorable.
Source: Milasi et al. (2020), informations supplémentaires en ligne

2.3.3.3 Est-ce que la "télétravaillabilité" explique la prévalence du télétravail au Luxembourg?

Dans la section précédente, nous avons examiné le potentiel hypothétique de télétravail de certaines professions, en nous intéressant aux tâches ainsi qu'aux méthodes et outils qui caractérisent une profession particulière et s'ils sont tels que le travail puisse être effectué ailleurs. Cependant, le degré réel de télétravail ne peut s'approcher de ce potentiel que dans la mesure où une entreprise dispose également de l'équipement technique, des mesures organisationnelles et des politiques appropriées. Le recours réel au télétravail d'une société dépend non seulement du potentiel en "télétravaillabilité" des professions mais aussi des méthodes de travail appliquées et de l'emploi des technologies. La question se pose donc de savoir dans quelle mesure il a été effectivement recouru au télétravail dans les différentes professions en tenant compte de leur potentiel en télétravail avant et pendant la pandémie?

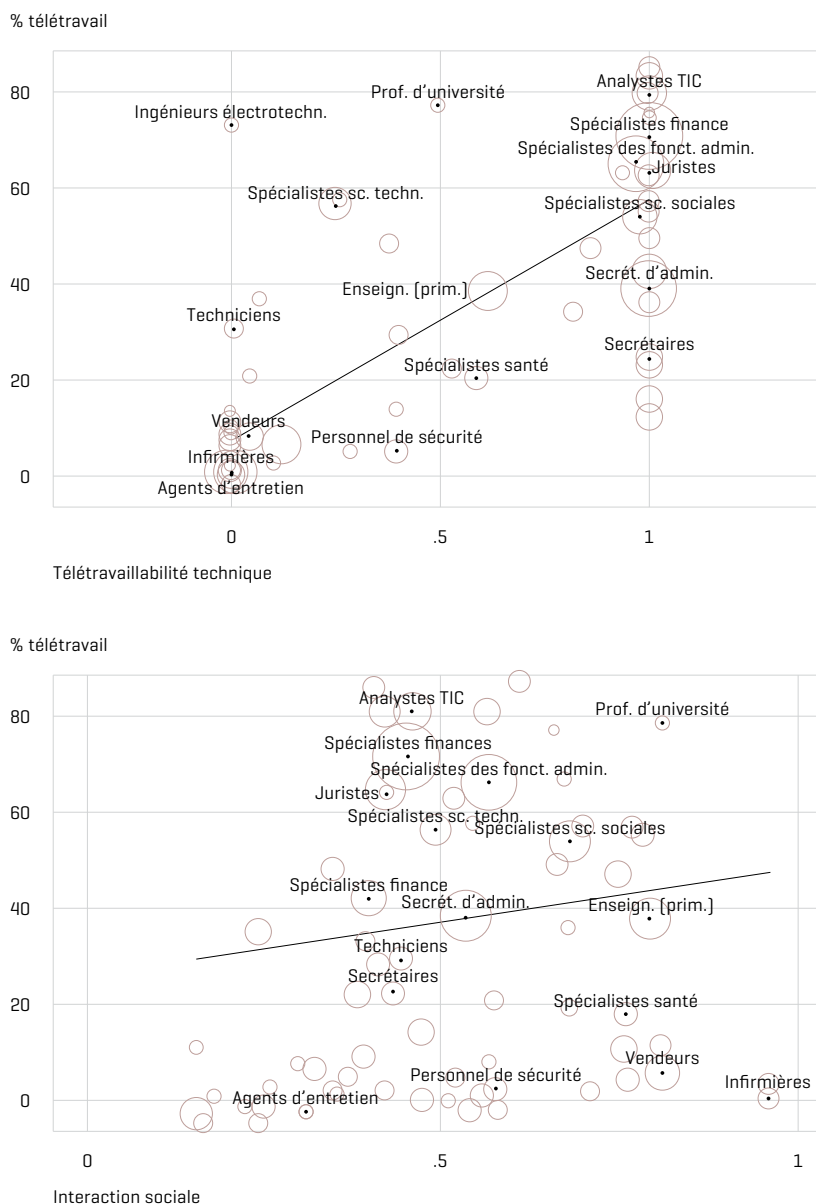
Afin d'évaluer dans quelle mesure le recours observé au télétravail des professions s'est rapproché de son potentiel pendant la pandémie, nous montrons le taux du télétravail de 2020 des professions [ISCO-08] par rapport aux deux dimensions de "télétravaillabilité" ([→ Graphique 20](#)). Les résultats montrent un constat intéressant: le pourcentage de télétravailleurs des différentes catégories de profession n'est pas lié à leur niveau d'interaction sociale. Les deux mesures ne sont pas significativement corrélées. Par contre, la corrélation est élevée pour la dimension de la faisabilité technique. En fait, la corrélation a même augmenté par rapport à 2019. Au niveau des professions, le potentiel technique explique plus de la moitié de la variation du niveau du télétravail. En d'autres termes, l'aspect technique de la "télétravaillabilité" explique bien la variation du télétravail au niveau des professions, contrairement à l'aspect d'interaction sociale, qui n'apporte rien à la compréhension de la variation du degré de télétravail entre les différents métiers en 2020. On pourrait faire valoir que cela pourrait être dû à la distanciation sociale dans le cadre des mesures de lutte contre le COVID-19, mais ce lien était déjà très faible avant la pandémie. L'aspect social semble donc subordonné à l'aspect technique.

Au niveau des professions affichées dans le [graphique 20](#), nous voyons par exemple des vendeurs et des infirmières dans le quadrant inférieur gauche du premier graphique qui s'intéresse à la faisabilité technique, qui ont un très faible niveau de télétravail potentiel et réel, principalement en raison de l'exigence d'être physiquement présents afin de pouvoir exercer leur travail. À l'opposé de ces professions se trouvent les analystes TIC, les spécialistes de la finance et les avocats, qui sont caractérisés par un fort potentiel et haut niveau réel de télétravail.

La plupart des professions ont une prévalence du télétravail conforme à leur niveau potentiel. Cependant, il y a quelques cas intéressants qui ressortent du lot, comme les professeurs d'université par exemple. Malgré leur potentiel de télétravail moyen, ils ont réussi à atteindre un niveau de télétravail extraordinaire pendant la crise. Ce fait est certainement dû à la mise en place rapide des classes virtuelles, mais cela s'explique certainement aussi par leur niveau antérieur de télétravail déjà élevé. Néanmoins, cela s'oppose au degré de télétravail parmi les enseignants des écoles, qui ont un potentiel similaire mais travaillent beaucoup moins à distance que les professeurs universitaires. Cela est certainement dû au fait que ce mode d'enseignement est perçu comme moins efficace ou souhaitable pour les élèves plus jeunes.

Graphique 20

L'aspect technique de la "télétravaillabilité" explique la variation du télétravail au niveau des professions et non l'aspect d'interaction sociale

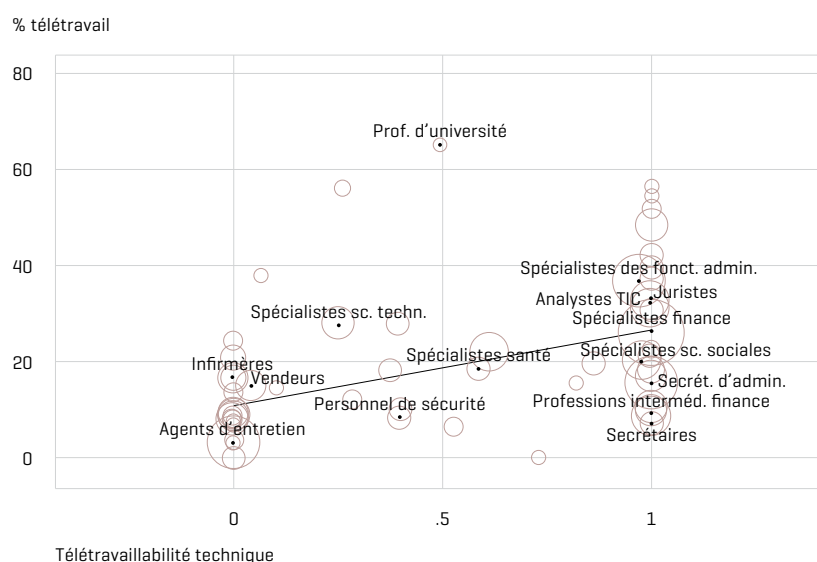


Note: l'axe des x des deux graphiques reprend dans le graphique du haut l'indice de la faisabilité technique de remplacer le contact physique alors que le graphique du bas affiche l'indice d'interaction sociale. L'indice pour la dimension technique prend une valeur comprise entre 0 et 1, une valeur plus grande signifie une meilleure faisabilité du télétravail. L'indice d'interaction sociale est aussi compris entre 0 et 1: 1 signifie un niveau haut d'interaction sociale et/ou de nécessité de coordination interpersonnelle. Donc pour cet indice une valeur élevée signifie une moindre faisabilité du télétravail. Les cercles désignent les professions CIP-08 [3 chiffres], pondérées par leur prévalence au Luxembourg [taille sur le marché du travail]. L'axe des y des deux graphiques représente le pourcentage de télétravailleurs parmi les salariés du groupe professionnel en 2020. Sources: télétravail: STATEC-EFT 2020; télétravaillabilité: Sostero et al. 2020.

Si nous comparons le premier graphique avec celui de 2019, nous pouvons constater que le degré de télétravail des professions s'est déplacé vers les "limites du [techniquement] possible" pendant la crise sanitaire. Dans le **graphique 21**, on observe principalement que les cercles avec une plus grande faisabilité technique [ceux à droite] sont remontés en 2020, ce qui signifie que pour ces professions le télétravail a progressé en 2020. Les professions avec une faible faisabilité technique de travail à distance sont restées à leur niveau initial de télétravail. En d'autres termes, là où c'était techniquement possible, le pourcentage de télétravail a augmenté suite au confinement.

Ces résultats peuvent paraître évidents mais la corrélation de la télétravaillabilité et le niveau réel du télétravail dépend en pratique de l'équipement, des infrastructures et des mesures d'organisation des entreprises en place, et particulièrement avant la pandémie.

Graphique 21 **Les dimensions de la "télétravaillabilité" prédisaient moins bien l'intensité en télétravail avant la pandémie**



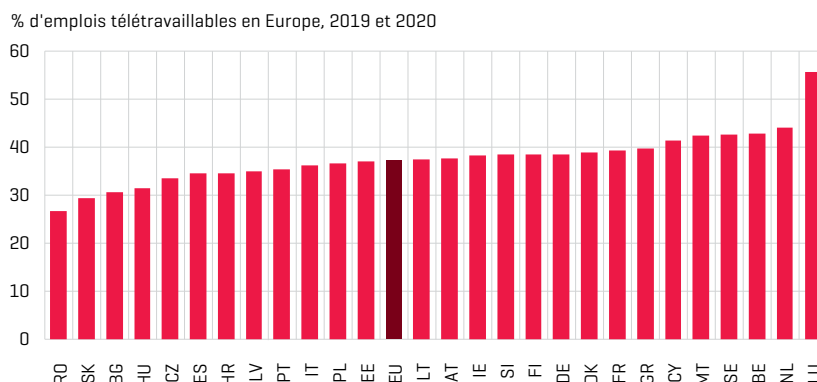
Note: voir notes du graphique précédent. Axe des y: pourcentage de télétravailleurs parmi les salariés du groupe professionnel en 2019.

Sources: télétravail: STATEC-EFT 2019; télétravaillabilité: Sostero et al. [2020]

2.3.3.4 Le potentiel du télétravail est exceptionnellement élevé au Luxembourg en comparaison européenne

Quels sont les pays européens qui ont le plus fort potentiel de télétravail? Le **graphique 22** affiche les pourcentages des salariés dans une profession télétravaillable. Le Luxembourg est au premier plan concernant la télétravaillabilité: plus de la moitié des salariés effectue un travail qui peut être effectué aussi à distance. Le pourcentage élevé de télétravailleurs potentiels (et effectifs, voir plus loin) au Luxembourg s'explique en grande partie par la structure économique du marché du travail, qui est fortement concentrée dans les services aux entreprises, particulièrement les services financiers⁸. Même au sein de ces services, le Luxembourg a des fractions plus élevées d'emplois télétravaillables, en partie du fait que le pays est plus susceptible d'héberger des emplois à forte intensité en connaissances et en TIC d'un secteur donné⁹. À l'autre bout du spectre se trouve la Roumanie, où seul un salarié sur quatre pourrait potentiellement télétravailler.

Graphique 22 **Pourcentage record de salariés dans les professions "télétravaillables" au Luxembourg**



Voir notes de bas de page 4 et 5 pour les références et l'encadré 3 pour la méthodologie.
Sources: Sostero et al. [2020] et Milasi et al. [2020]

⁸ Santo Milasi, Ignacio, González-Vázquez, and Enrique Fernández-Macías [2020], "Telework in the EU before and after the COVID-19: where we were, where we head to. Science for policy briefs", European Commission, JRC120945, https://ec.europa.eu/jrc/sites/default/files/jrc120945_policy_brief_-_covid_and_telework_final.pdf

⁹ Ibidem.

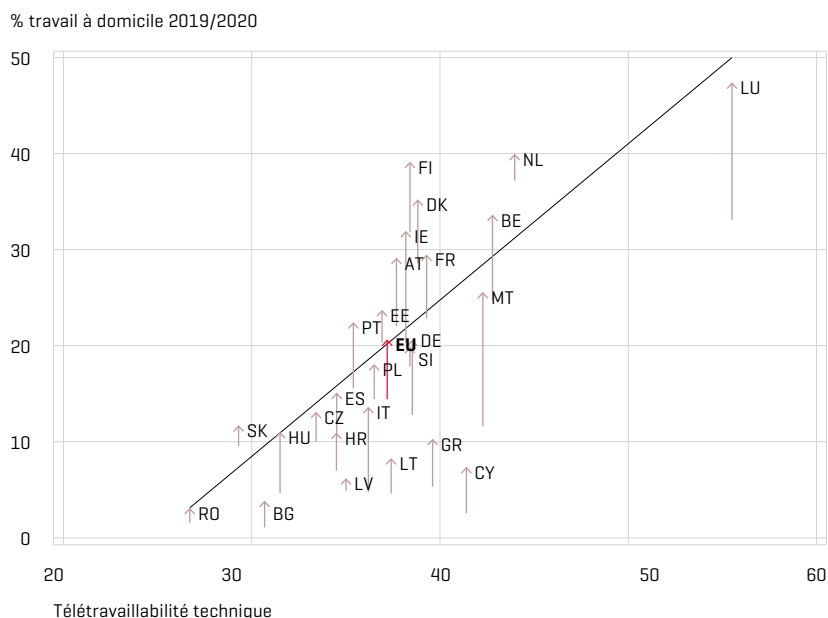
2.3.3.5 Le télétravail réel et potentiel en Europe

Ici nous nous intéressons à la question précédente au niveau européen: dans quelle mesure les pays européens ont atteint leur potentiel en télétravail avant et pendant la pandémie? Afin d'évaluer dans quelle mesure, le degré du télétravail s'est développé vers son potentiel pendant la pandémie, nous mettons (comme avant pour les professions au Luxembourg) en rapport la prévalence du télétravail effectif (présentée dans le [graphique 19](#)) avec le potentiel de télétravail (dans le [graphique 21](#)).

Les résultats du [graphique 23](#) indiquent que plus le potentiel (théorique) du télétravail est grand, plus les gens travaillent également à domicile dans la réalité. Le développement du "bureau à domicile" est donc fortement lié à la structure économique d'un pays et aux propriétés de ses emplois (coefficient de la corrélation $r=.73$).

Le Luxembourg est un cas hors du commun à cet égard. Le pays atteint non seulement des valeurs exceptionnelles dans les deux mesures, mais n'atteint pas le niveau de télétravail que son très haut potentiel de "télétravaillabilité" technique en comparaison européenne suggérerait, étant donné que la flèche se trouve en dessous de la droite de régression. Au contraire, la Finlande et le Danemark par exemple sont des pays avec des taux de télétravail réels supérieurs à ce que laisserait supposer leur potentiel de télétravail en comparaison européenne.

Graphique 23 **La "télétravaillabilité" théorique et la percée du travail à domicile en 2020 en Europe**



Notes: voir graphique précédent. Flèches beiges évolution 2019-2020. Droite de régression pour valeurs 2020 (non pondérée).
Sources: Sostero et al. [2020], Milasi et al. [2020] et Eurostat, Ifsa_ehomp.

Conclusion

Le télétravail est devenu un sujet largement répandu, non seulement parmi les employeurs et les salariés mais aussi parmi les chercheurs et les décideurs politiques. La question de la persistance de la situation "expérimentale" face au télétravail déclenchée par la pandémie se pose pour le futur et ne peut pas encore être tranchée de manière univoque. Ce chapitre a fourni des résultats originaux et offre de nouvelles connaissances qui devraient être utiles pour faire avancer le débat. Il fournit la toute première analyse de la "télétravaillabilité" au Luxembourg – le potentiel du télétravail en fonction des tâches et des compétences ou la possibilité de fournir un apport de travail à distance dans un processus économique. Sur la base de l'analyse européenne de Sostero et al. [2020] et Milasi et al. [2020], nous allons plus loin dans le détail du marché du travail luxembourgeois en montrant pour la première fois le lien entre la "télétravaillabilité" et la prévalence réelle du télétravail au niveau des professions.

Mesurer le potentiel du télétravail d'un point de vue théorique peut nous donner une idée des métiers qui peuvent être exercés à distance. Le taux de télétravail nous montre la tendance réelle pendant la pandémie, qui a poussé les entreprises aux limites du techniquement possible de manière ad hoc. L'analyse montre qu'au cours de la pandémie le degré réel de télétravail s'est rapproché du potentiel et que le potentiel hypothétique explique bien la variation de facto du taux de télétravail.

La croissance ainsi que le potentiel dépendent cependant fortement du type de travail. Les professions qui nécessitent une présence physique au travail, une forte coordination dans l'équipe ou des interactions avec des clients ou patients ne peuvent pas être réalisées à distance dans la même mesure. Avec quelques exceptions, les professions "cols blancs" et les branches économiques comptant de nombreux employés qualifiés travaillant au bureau, qui avaient déjà des niveaux élevés de télétravail avant la pandémie, ont également connu la plus forte croissance.

En conceptualisant la "télétravaillabilité" en termes de dimension technique et de dimension sociale, la faisabilité technique de déplacer les tâches d'un emploi physiquement explique une grande partie de la variation du niveau réel de télétravail au niveau des professions pendant la pandémie [2020]. Au contraire, le degré d'interaction sociale et de coordination n'est pas pertinent pour prédire la prévalence du télétravail dans une profession. On pourrait faire valoir que cela pourrait être en partie dû à la distanciation sociale dans le cadre des mesures de lutte contre le COVID-19, mais ce lien était déjà très faible avant la pandémie.

En comparaison européenne, le Grand-Duché de Luxembourg a une "télétravaillabilité" extraordinairement élevée et il est aussi un cas exceptionnel en ce qui concerne le niveau de travail à domicile réel observé durant la pandémie. Ce fait s'explique en grande partie par la structure économique du marché du travail et par une haute intensité de connaissances de TIC en comparaison européenne. Au Luxembourg, les emplois sont fortement concentrés dans les services aux entreprises, particulièrement les services financiers [Milasi et al. 2020]. Bien que le télétravail ait connu une croissance partout en Europe – et spécialement au Luxembourg – il reste néanmoins à voir si cette expérience imposée par le COVID-19 pourra se traduire par une construction plus stratégique avec une base juridique et organisationnelle solide et amènera une percée du télétravail en tant que véritable forme de travail alternative.

2.4 Accidents et problèmes de santé liés au travail – atténuation grâce au COVID-19

Résumé

- En 2020, 3.4% des travailleurs ont été victimes d'un accident de travail au cours des 12 mois précédents.
- Les problèmes de santé causés ou aggravés par le travail sont tendanciellement à la hausse, avec 10.7% des salariés touchés en 2020.
- La construction et l'industrie restent les principales branches concernées.
- Suite à la pandémie, accidents et problèmes de santé au travail ont diminué dans le courant de l'année 2020.
- Les "cols bleus" sont les plus exposés aux risques pour la santé physique, alors que les risques pour la santé psychique touchent davantage les "cols blancs".

2.4.1 Introduction

Suite à la pandémie de COVID-19, la santé est devenue un sujet transversal incontournable dans tous les domaines d'analyse des relations sociales.

Un aspect particulier de cette thématique, à savoir la santé et la sécurité au travail, est revenu sous les projecteurs grâce à la pandémie, bien qu'il ait déjà fait l'objet d'analyses et de mesures bien avant celle-ci. La lutte contre les accidents et les problèmes de santé dus au travail, ainsi que la réduction des risques pour la santé auxquels sont exposés les travailleurs, sont, et cela depuis quelque temps maintenant, des aspects importants dans la recherche du bien-être dans le cadre de l'activité professionnelle, et donc du bien-être tout court. Une série d'actions ont été menées dans ce sens au cours des dernières années, notamment la charte nationale "Vision Zéro pour la promotion de la sécurité et de la santé au travail".¹⁰

Ce chapitre présente les résultats d'un module spécial de l'Enquête sur les forces de travail pour lequel plus de 5 000 personnes ont été interrogées en 2020. Il concerne les accidents de travail subis au cours des 12 mois précédant l'interview¹¹, les problèmes de santé causés par ou aggravés par le travail au cours des 12 derniers mois précédant l'interview, ainsi que les risques pour leur santé physique et psychique auxquels elles sont exposées dans le cadre de leur travail.

¹⁰ https://visionzero.lu/wp-content/uploads/2019/07/Charte_Vision_ZERO_24_03_2016_signe%C3%81e-1.pdf

¹¹ Les interviews ayant eu lieu sur l'ensemble de l'année 2020, les accidents et problèmes de santé rapportés par les personnes interviewées ne se rapportent donc pas nécessairement à l'année calendaire 2020.

Une enquête similaire avait déjà été menée en 2007 et 2013, ce qui permet d'analyser l'évolution dans le temps de quelques indicateurs clés¹². Une comparaison des données du premier trimestre 2020 à celles des trois derniers trimestres 2020 permet de dégager pour certains de ces indicateurs un "effet COVID-19".

2.4.2 Accidents au travail: 3% des travailleurs sont touchés

En 2020, 3.4% des travailleurs rapportent qu'ils ont été victimes d'un ou de plusieurs accidents de travail au cours des 12 mois précédents (hors accidents intervenus sur le trajet domicile-lieu de travail). Ce taux est resté stable par rapport aux deux enquêtes précédentes menées en 2007 et 2013. Il était en effet de 3.4% en 2007, de 3.8% en 2013 et de 3.4% en 2020, mais la différence n'est pas statistiquement significative.

Parmi les 3.4% de travailleurs qui ont subi un accident en 2020, 0.5% en ont subi deux.

Effet bénéfique dû au *lockdown*

Le *lockdown* et le recours massif au télétravail à partir du 2^e trimestre 2020 en conséquence de la pandémie de COVID-19 ont eu un effet bénéfique sur le nombre d'accidents de travail: alors que 4.1% des travailleurs interrogés au cours du premier trimestre 2020 ont rapporté un accident au cours des 12 mois précédents, ce taux est descendu à 3.2% en moyenne pour les trimestres 2 à 4.¹³

Ce sont surtout les métiers qualifiés de l'industrie, de la construction et de l'artisanat ainsi que les professions de type "cols bleus peu qualifiés" (manœuvres et conducteurs d'engins, etc.) qui sont touchés par des accidents au travail (→ Graphique 24). Dans ces métiers, les travailleurs masculins, jeunes, de niveau d'éducation plus faible et de nationalité portugaise sont surreprésentés et apparaissent donc plus exposés aux risques d'accidents.

De manière plus générale, presque toutes les différences observées entre ces groupes peuvent s'expliquer par la profession (cols bleus contre cols blancs) qu'exerce une personne et la branche dans laquelle elle travaille. Plus précisément, en considérant ces caractéristiques simultanément (dans une régression logistique), on n'observe plus de différences démographiques significatives (sexe, nationalité, âge), à l'exception des personnes de 55-65 ans qui sont effectivement moins susceptibles d'avoir un accident.

¹² Cf. Regards sur les accidents au travail et les problèmes de santé liés au travail. Regards 05-2014, STATEC, Luxembourg

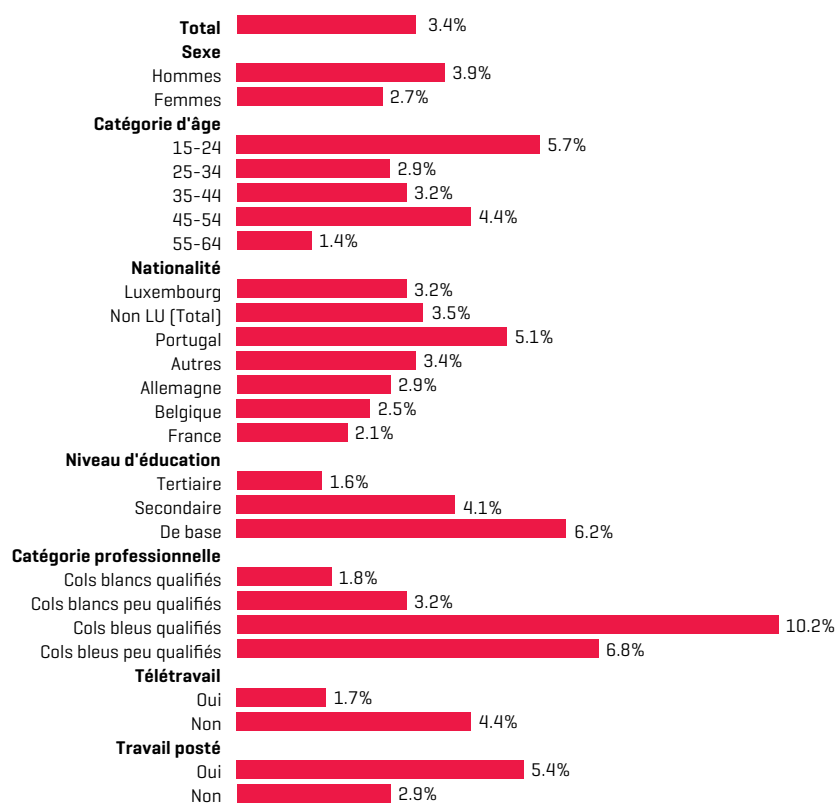
¹³ Cette baisse constatée du nombre d'accidents est confirmée par les résultats préliminaires de l'Association d'assurance accident (AAA) qui parle d'une réduction de 25% des accidents de travail pour 2020 par rapport à l'année précédente (cf. interview de M. Georges Wagner, Chargé de direction de l'AAA in "Lëtzebuerger Gemengen", n° 243, mai-juin 2021, p. 50).

Les différents taux d'incidence selon les niveaux d'éducation sont également expliqués. Les différences qui restent significatives sont celles entre les cols bleus et les cols blancs, ainsi que certaines différences entre les branches: par rapport au secteur des services¹⁴, qui a la plus faible incidence d'accidents, significativement plus de personnes ont déclaré des accidents dans la branche de la construction et le secteur parapublic [enseignement, santé, arts et autres activités de services].

Précisons que l'enquête ne couvre pas les accidents de la route survenus sur le trajet entre le domicile et le lieu de travail, mais uniquement les accidents de la route qui se sont produits dans le cadre de l'activité professionnelle. 8% de tous les accidents rapportés dans l'enquête ont été des accidents de la circulation, contre 14% en 2013.

Graphique 24 Les accidents de travail touchent surtout les cols bleus

Pourcentage des travailleurs ayant eu un ou plusieurs accidents au travail



Source: STATEC – EFT 2020

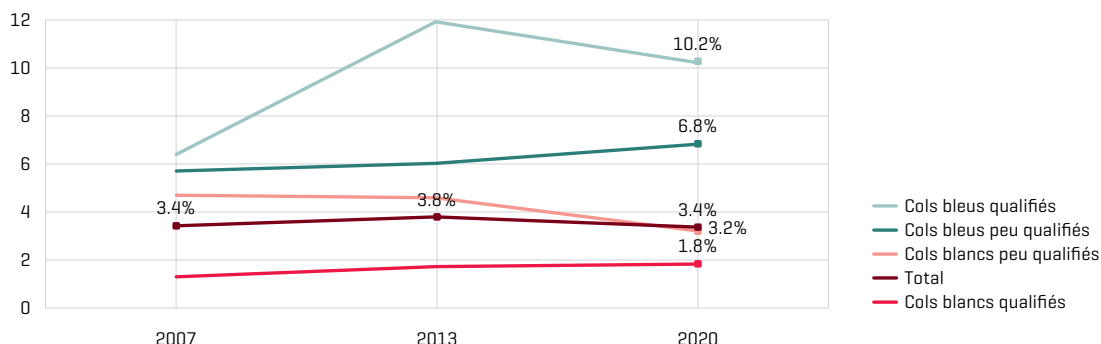
Même si au total, d'après les résultats de l'enquête, l'incidence des accidents n'a pas diminué de manière significative par rapport à l'enquête précédente (→ [Graphique 25](#)), les mesures de sensibilisation et de prévention mises en place au cours des dernières années semblent porter leurs fruits parmi les métiers qualifiés et les cols blancs peu qualifiés [vente, services directs aux particuliers, emplois de type administratif].

¹⁴ Y inclus: Information et communication; Activités financières et d'assurance; Activités immobilières; Activités spécialisées, scientifiques et techniques; Activités de services administratifs et de soutien. Plus d'info dans l'annexe de ce chapitre.

Par contre, l'incidence a continué d'augmenter parmi les cols bleus peu qualifiés [conducteurs de machines, ouvriers de l'assemblage, manœuvres et autres professions élémentaires].

Graphique 25 **Diminution des accidents parmi les cols bleus qualifiés, augmentation parmi les cols bleus peu qualifiés**

Pourcentage des travailleurs ayant eu un ou plusieurs accidents au travail - évolution par type de profession

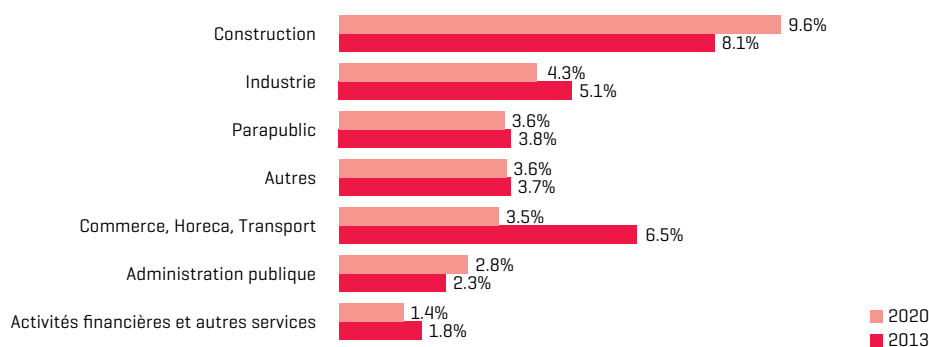


Source: STATEC - EFT 2020, 2013 et 2007

Au niveau des branches, la construction reste celle avec l'incidence d'accidents de travail la plus élevée (→ Graphique 26). Dans le commerce, l'horeca et les transports, l'incidence a fortement diminué. Il faut remarquer que ce sont le commerce et l'horeca qui ont été le plus durement touchés par un ralentissement de l'activité en 2020 suite au *lockdown* lié à la pandémie, ce qui peut expliquer une partie de la baisse.

Graphique 26 **La construction reste la branche d'activité la plus exposée au risque d'accident**

Pourcentage des travailleurs ayant eu un ou plusieurs accidents au travail - par branche

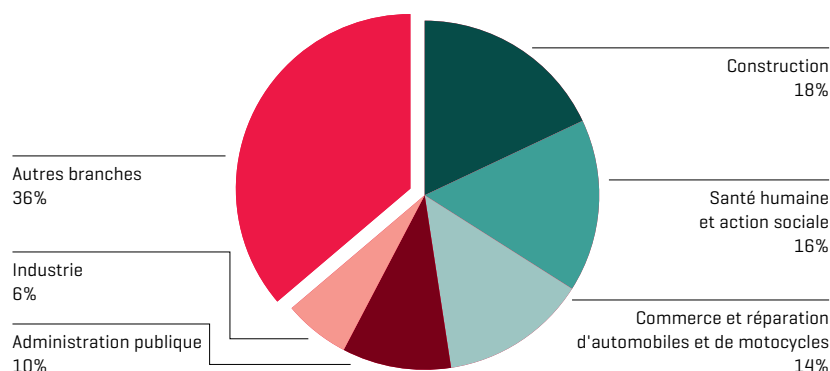


Note: pour le détail des classifications utilisées, voir annexe
Source: STATEC - EFT 2020 et 2013

18% de tous les accidents de travail ont eu lieu dans la construction, 16% dans la santé humaine et l'action sociale, 14% dans le commerce (qui inclut les garages automobiles), 10% dans l'administration publique (qui inclut les travaux publics) et 6% dans l'industrie (→ Graphique 27).

La moitié de tous les accidents ont lieu dans trois branches d'activité seulement

Répartition des accidents de travail par branche, en % du total des accidents



Source: STATEC – EFT 2020

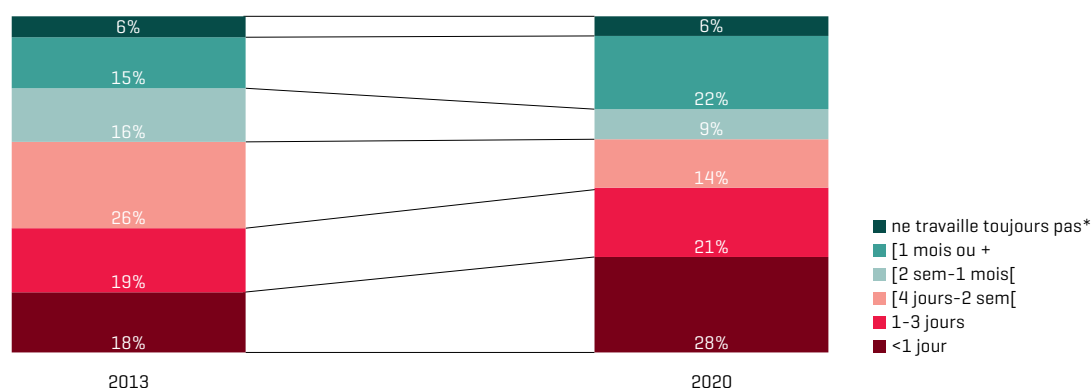
La durée d'absence des victimes permet de juger de la gravité des accidents. Notons toutefois que les accidents mortels sont exclus ici, car la source de données est une enquête par questionnaire plutôt que des données administratives¹⁵.

Près de la moitié des accidents de travail entraînent des absences d'une durée inférieure à 4 jours, alors que pour un quart, cette absence dure entre 4 jours et 1 mois (→ Graphique 28). Pour presque un autre quart des accidents, l'absence est de longue durée: un mois ou plus.

Par rapport à 2013, on observe une polarisation des durées d'absence, avec une forte augmentation des durées très courtes et très longues, au détriment des durées moyennes entre 4 jours et 1 mois.

Polarisation accrue des durées d'absences: soit entre 0 et 3 jours, soit plus d'un mois

Durée d'absence suite à l'accident au travail en 2013 et en 2020, en % des accidents



* Note: personnes qui au moment de l'interview ne travaillent toujours pas suite à un accident.

La durée de leur absence n'est donc pas encore connue au moment de l'interview.

Nombre d'observations faible.

Source: STATEC – EFT 2013 et 2020

¹⁵

Rappelons qu'il s'agit ici seulement d'accidents survenus au cours des 12 derniers mois, les conséquences des accidents du travail à long terme ne peuvent donc pas être mesurées. En d'autres termes, les chiffres présentés ici ne montrent pas combien de personnes au total souffrent actuellement des conséquences d'accidents du travail au Luxembourg.

2.4.3 Problèmes de santé causés ou aggravés par le travail: tendance à la hausse sur le long terme, mais ralentissement au cours de l'année 2020 dû à la pandémie

Sur le long terme, l'incidence des problèmes de santé causés ou aggravés par le travail a augmenté. Si en 2013, 8.1% des travailleurs étaient concernés par des problèmes de santé liés au travail, ils étaient 10.7% en 2020 (→ Graphique 29). Parmi les 10.7%, 3.8% ont même rapporté 2 ou plusieurs problèmes.

Comme pour les accidents de travail, l'incidence des problèmes de santé liés au travail a diminué entre le premier et le deuxième trimestre 2020 suite au *lockdown* et au télétravail: de 13.4% au premier trimestre, elle est redescendue à 9.9% en moyenne pour les trimestres 2 à 4.

À noter que nous n'observons pas d'augmentation des problèmes de santé potentiellement liés au COVID-19, par exemple maladies pulmonaires ou infectieuses. Cela est peut-être dû au fait que les personnes ne définissent pas ces problèmes de santé comme causés ou aggravés par leur travail.

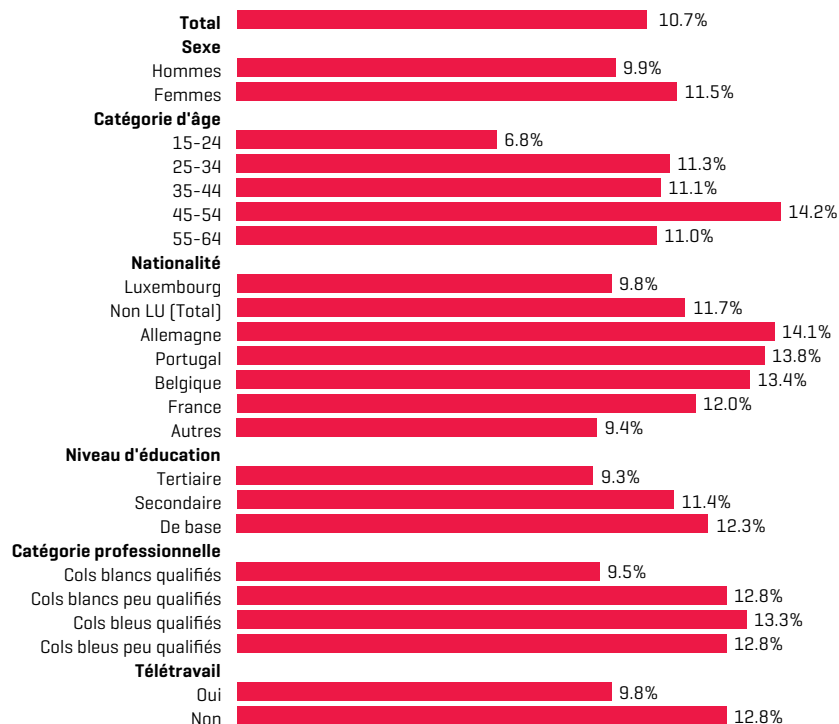
À l'inverse des accidents de travail, les femmes [11.5%] sont davantage concernées par les problèmes de santé liés au travail que les hommes [9.9%]. La catégorie d'âge la plus touchée est celle entre 45 et 54 ans.

Les personnes qui travaillent dans des professions de "cols blancs qualifiés" et les personnes de niveau d'éducation tertiaire rapportent le moins de problèmes de santé. De même, l'incidence est moins élevée parmi les personnes qui ont effectué du télétravail.

Par contre, l'augmentation la plus importante entre 2013 et 2020 a été enregistrée pour les "cols blancs peu qualifiés": de 8.0% à 12.8%.

Les femmes sont plus touchées par des problèmes de santé au travail que les hommes

Pourcentage des travailleurs ayant eu un ou plusieurs problèmes de santé lié au travail

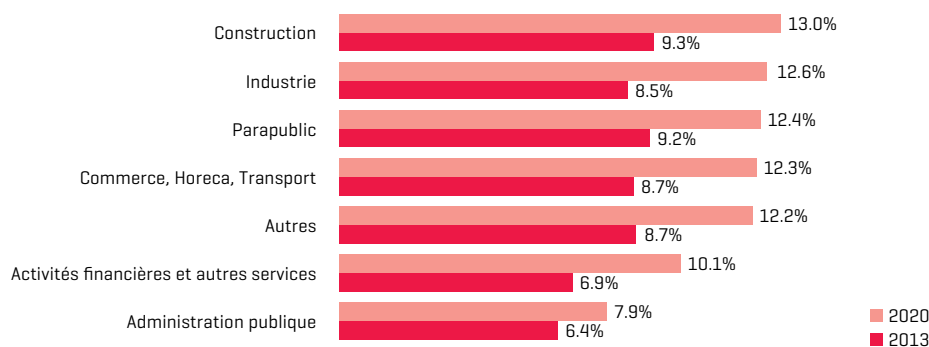


Source: STATEC – EFT 2020

Au niveau des branches d'activité ([→ Graphique 30](#)), toutes enregistrent une augmentation significative de l'incidence par rapport à 2013. Toutes les branches affichent une incidence similaire entre 12 et 13%, à l'exception de l'administration publique et des services financiers et assimilés, où l'incidence était plus faible.

L'incidence des problèmes de santé liés au travail est la moins élevée dans l'administration publique

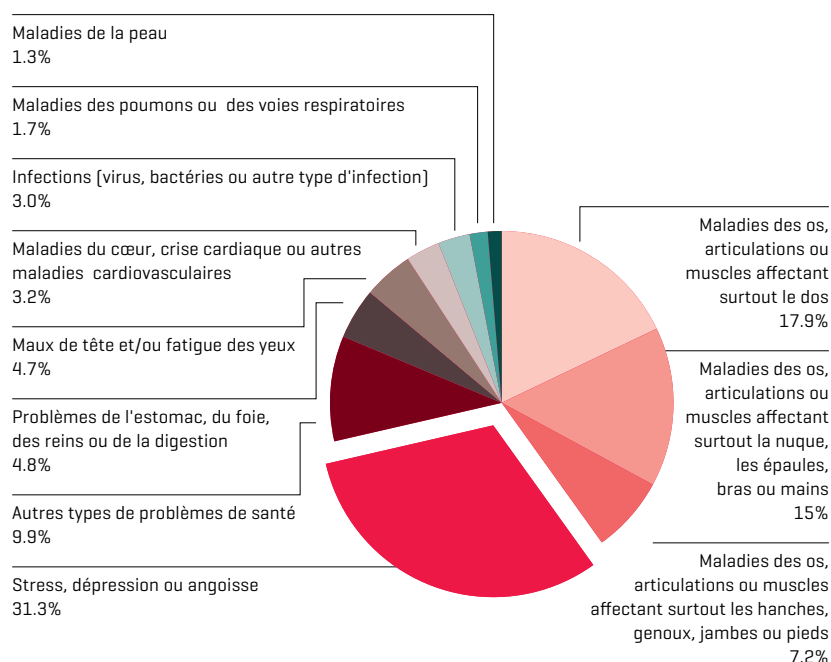
Pourcentage des travailleurs ayant eu un ou plusieurs problèmes de santé liés au travail - par branche



Source: STATEC – EFT 2020 et 2013

Les problèmes de santé liés au travail peuvent être de natures très variées [→ **Graphique 31**]. Deux types de problèmes sont toutefois les plus fréquents: les problèmes liés au système musculo-squelettique [40%] et les problèmes de stress, de dépression ou d'anxiété [31%].¹⁶

Graphique 31 **Les problèmes de santé liés au travail les plus fréquents sont soit des problèmes du système musculo-squelettique, soit des problèmes de stress, de dépression ou d'anxiété**

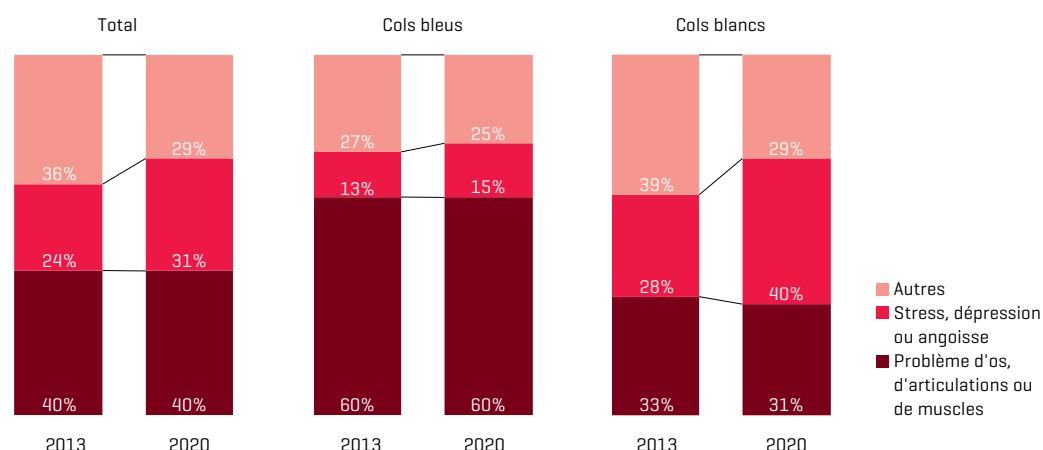


Source: STATEC – EFT 2020 et 2013

Si au niveau de l'incidence totale, les différences entre professions sont moins importantes que pour les accidents de travail, le type de problème de santé subi est néanmoins fortement lié au type de profession exercée [→ **Graphique 32**]. Pour les professions de type cols bleus, 60% des problèmes de santé liés au travail relèvent du système musculo-squelettique et 15% sont des problèmes d'ordre psychique. Pour les cols blancs au contraire, 40% des problèmes sont d'ordre psychique. À remarquer aussi que la part des problèmes psychiques a fortement augmenté parmi les cols blancs depuis 2013.

¹⁶ La note récente [N° 5, avril 2021] de la Chambre des salariés, intitulée "Améliorer la santé au travail au Luxembourg" cite d'ailleurs ces deux types de problèmes de santé parmi ceux pour lesquels il y aurait un besoin d'action urgente.

Graphique 32 **La part des problèmes de santé psychiques liés au travail a augmenté, surtout parmi les professions de type cols blancs**



Source: STATEC – EFT 2020 et 2013

Deux indicateurs permettent d'estimer la gravité des problèmes de santé causés ou aggravés par le travail:

- dans quelle mesure, ces problèmes ont-ils limité les activités quotidiennes des personnes concernées [→ Graphique 33], et:
- combien de jours d'absence ont-ils entraîné? [→ Graphique 34]

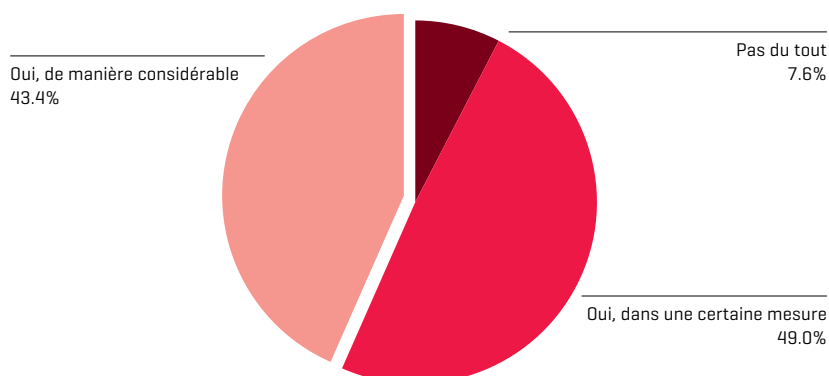
43% des personnes concernées par un problème de santé lié au travail ont jugé que celui-ci les a limités de manière considérable dans leurs activités quotidiennes. Ces problèmes de santé les plus graves ont été particulièrement élevés parmi les personnes âgées de plus de 55 ans ou encore les travailleurs de niveau d'éducation faible [52%].

Il a été plus faible parmi les très jeunes [25%], les diplômés de niveau supérieur [36%], les cols blancs [39%] ou encore les salariés de l'administration publique [35%], ce qui indique que les problèmes de santé liés au travail subis par ces catégories sont en moyenne de nature plus légère.

Graphique 33

Dans 43% des cas, le problème de santé lié au travail a considérablement limité les personnes concernées dans leurs activités quotidiennes

Dans quelle mesure le problème de santé lié au travail a-t-il limité les activités quotidiennes ?



Source: STATEC – EFT 2020

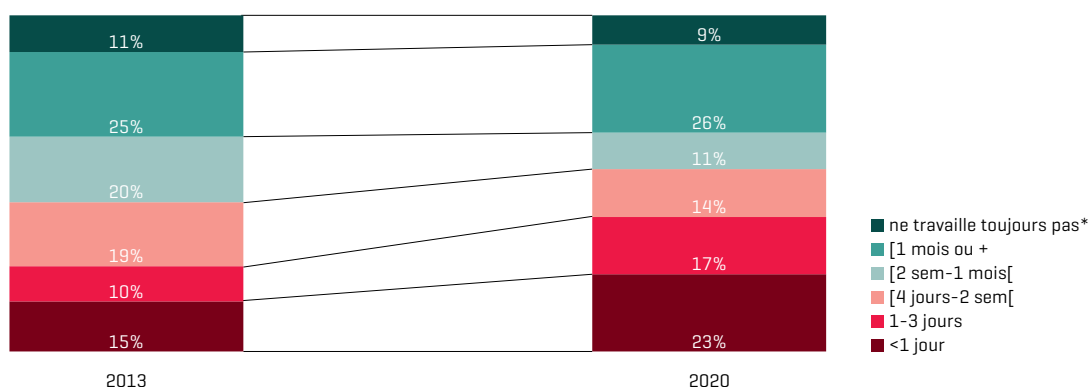
Comme pour les accidents de travail, la durée d'absence suite à un problème de santé lié au travail s'est polarisée (→ Graphique 34). La part des absences de courte durée [0 à 3 jours] a fortement augmenté depuis 2013 [de 25 à 40% des cas], alors que la part des durées moyennes [4 jours à 1 mois] a fortement diminué.

À l'autre extrême, 26% des problèmes de santé liés au travail entraînent une incapacité de travail de plus d'un mois. Parmi ceux-ci, 9% disent même qu'ils "s'attendent à ne plus jamais pouvoir travailler". Ce dernier constat est particulièrement fréquent dans la construction [22%], parmi les personnes âgées de plus de 55 ans [27%] et les travailleurs de niveau d'éducation de base [22%].

Graphique 34

La part des courtes durées d'absence suite aux problèmes de santé liés au travail a augmenté

Durée d'absence due au problème de santé lié au travail en 2013 et en 2020, en % des problèmes de santé liés au travail



* Note: personnes qui au moment de l'interview ne travaillent toujours pas suite à un problème de santé lié au travail. La durée de leur absence n'est donc pas encore connue au moment de l'interview.

Source: STATEC – EFT 2020 et 2013

2.4.4 Risques pour la santé: 3/4 des personnes se disent exposées à des risques pour leur santé physique au travail, 2/3 à des risques pour leur santé psychique

Dans les deux premiers points de ce chapitre, l'incidence des accidents et des maladies liées au travail a été présentée. Il s'agit là d'une mesure relativement objective des risques encourus sur le lieu du travail.

Dans ce dernier point, nous allons montrer les résultats d'une autre partie de l'enquête, dans laquelle les personnes interrogées devaient estimer si elles étaient exposées ou non à un certain nombre de risques pour leur santé au travail. Cette question est évidemment plus subjective parce qu'elle ne repose pas nécessairement sur des accidents ou maladies professionnelles effectivement vécues par la personne elle-même.

Le répondant peut en effet très bien avoir le sentiment d'être exposé à un certain type de risque sur base de ses observations ou d'autres sources d'information [problèmes de santé vécus par des collègues, machines jugées dangereuses, etc.].

Le sentiment d'être exposé à des risques pour la santé peut toutefois entraîner des problèmes d'anxiété ou de mal-être au travail avec des conséquences réelles sur la qualité du travail et la satisfaction personnelle et ne devrait dès lors pas être négligé.

Les chiffres rapportés dans cette partie donnent un aperçu du ressenti des travailleurs au Luxembourg en ce qui concerne les risques pour leur santé encourus au travail, et la part des personnes qui se disent exposées à des risques au travail dépasse de loin celle qui a effectivement vécu des accidents ou des problèmes de santé causés par le travail.

Concernant la situation actuelle au Luxembourg, 77.5% des personnes estiment en 2020 qu'elles sont exposées à des risques pour leur santé physique au travail.

67.2% des travailleurs estiment qu'ils y sont exposés à des risques pour leur santé psychique.

Les hommes se disent légèrement plus exposés que les femmes dans les deux cas [→ **Graphique 35**].

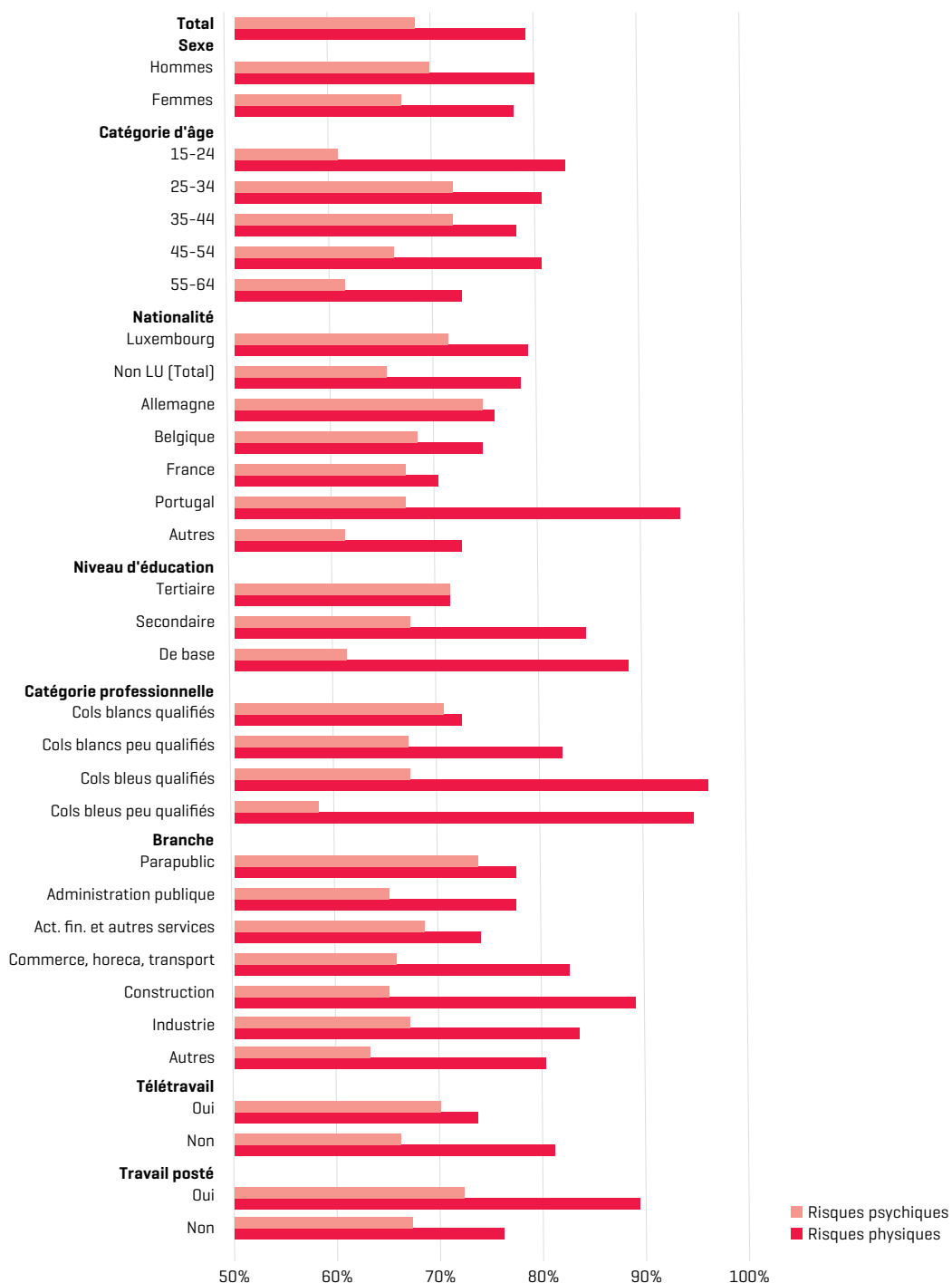
Les risques pour la santé physique touchent particulièrement les jeunes, les personnes de qualification moindre, et surtout les cols bleus non qualifiés. Les secteurs les plus concernés sont logiquement la construction, l'industrie, le commerce, l'horeca et le transport, donc en gros les secteurs à "télétravaillabilité" limitée.

Les risques psychiques touchent au contraire plus les travailleurs entre 25 et 44 ans, alors que les catégories d'âge inférieures et supérieures y sont moins exposées. Ce type de risques se retrouve davantage parmi les travailleurs de niveau d'éducation plus élevé, et surtout parmi les cols blancs qualifiés. Les secteurs les plus touchés sont les services du "parapublic" (surtout éducation, santé et action sociale) ainsi que les activités financières et d'assurance et d'autres services administratifs et de soutien.

Dans le courant de l'année 2020, le pourcentage de personnes qui se disent exposées à aucun des risques énumérés a légèrement augmenté, probablement suite à une augmentation du télétravail à partir du deuxième trimestre.

Graphique 35 **Les risques pour la santé physique diminuent avec le niveau d'éducation; pour la santé psychique, c'est l'inverse**

Exposition à des risques pour la santé physique et psychique au travail – incidence suivant différents critères

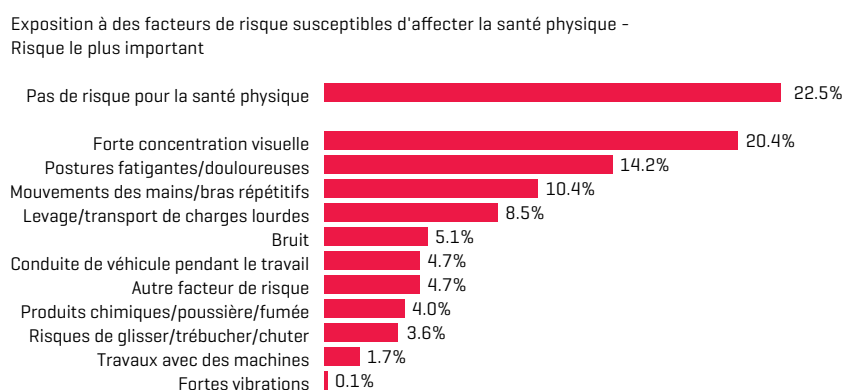


Source: STATEC – EFT 2020

Parmi les risques pour la santé physique [→ [Graphique 36](#)], certains touchent une large partie des travailleurs. Il s'agit surtout des risques pour la vue suite à une forte concentration visuelle, mais aussi des risques corporels liés à des postures fatigantes ou douloureuses, à des mouvements répétitifs des mains ou des bras ou encore au transport de charges lourdes.

22.5% des travailleurs ne sont exposés à aucun risque pour la santé physique.

Graphique 36 **Les principaux risques pour la santé physique au travail: concentration visuelle et postures fatigantes**



Note: risque jugé le plus important par la personne exposée à plusieurs risques.
Source: STATEC – EFT 2020

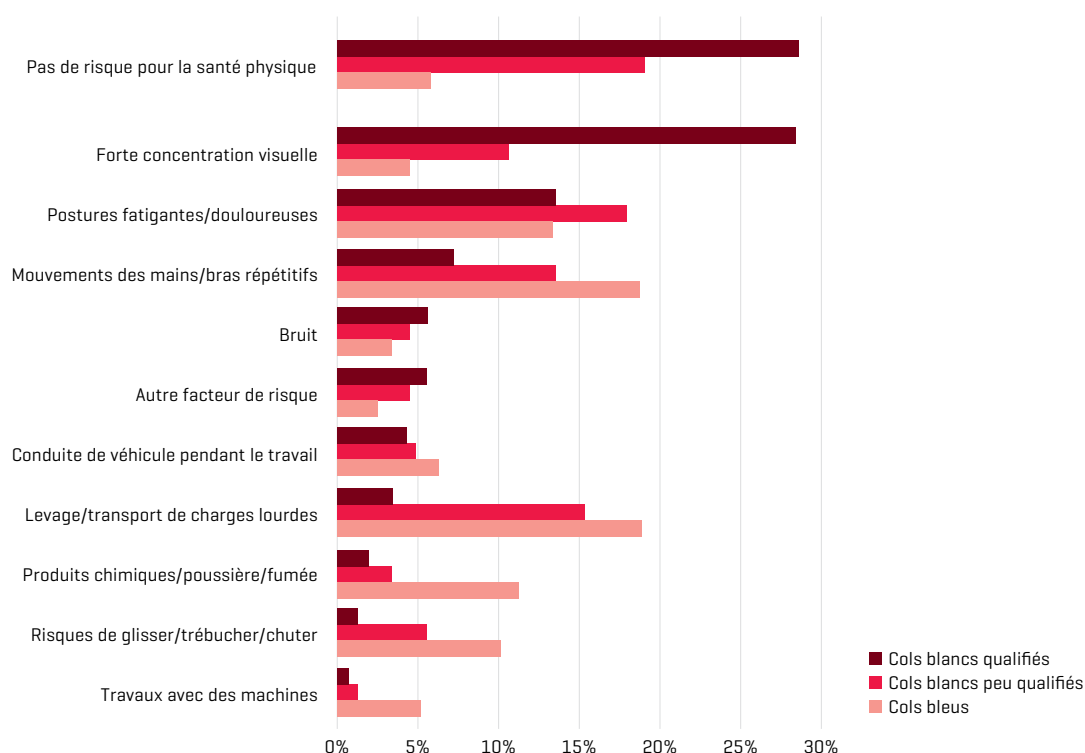
Qu'un travailleur soit exposé ou non à un risque pour sa santé physique dépend dans une très large mesure du type de profession qu'il exerce [→ [Graphique 37](#)].

Ainsi 28% des cols blancs qualifiés (directeurs et cadres, professions intellectuelles et scientifiques, professions intermédiaires) ne sont exposés à aucun risque de ce type, contre 19% des cols blancs peu qualifiés (employés de type administratif, personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs). Parmi les cols bleus (métiers et ouvriers qualifiés ou non qualifiés, conducteurs d'installations et de machines, professions élémentaires) au contraire, ce pourcentage n'est que de 6%.

De même, le type de risque encouru est fortement lié au type d'activité professionnelle exercée.

La forte concentration visuelle est surtout un risque auquel sont confrontés les cols blancs qualifiés (28%) et ne touche que peu de personnes parmi les autres catégories professionnelles. Au contraire, les risques liés à la manutention de charges et de mouvements répétitifs des mains, l'exposition à des produits chimiques, les risques de chute et ceux liés au travail avec des machines sont surtout présents parmi les cols bleus, et avant tout les cols bleus peu qualifiés.

Graphique 37 **Selon la profession, les risques pour la santé physique sont très différents**

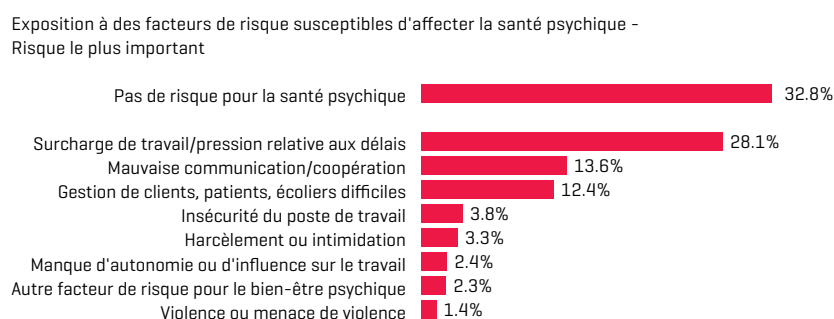


Note: risque jugé le plus important par la personne exposée à plusieurs risques.
Source: STATEC – EFT 2020

En ce qui concerne les risques pour la santé psychique, un tiers des travailleurs affirme n'être confronté à aucun risque de ce type [→ Graphique 38].

La surcharge de travail est toutefois citée par 28% des travailleurs comme étant le facteur de risque le plus important auquel ils sont confrontés. Deux autres risques pour la santé psychique ressortent du lot: d'un côté des problèmes liés à une mauvaise communication ou coopération, et d'un autre côté la gestion de clients [ou patients, élèves etc.] difficiles.

Graphique 38 **Types de risques pour la santé psychique**



Note: risque jugé le plus important par la personne exposée à plusieurs risques.
Source: STATEC – EFT 2020

Contrairement aux risques pour la santé physique, l'exposition aux risques pour la santé psychique n'est pas aussi typée en fonction des professions exercées, à quelques exceptions près [→ Graphique 39]. Ainsi, il est intéressant de voir que les différentes catégories professionnelles ont le même sentiment de subir les conséquences néfastes d'une mauvaise communication ou coopération.

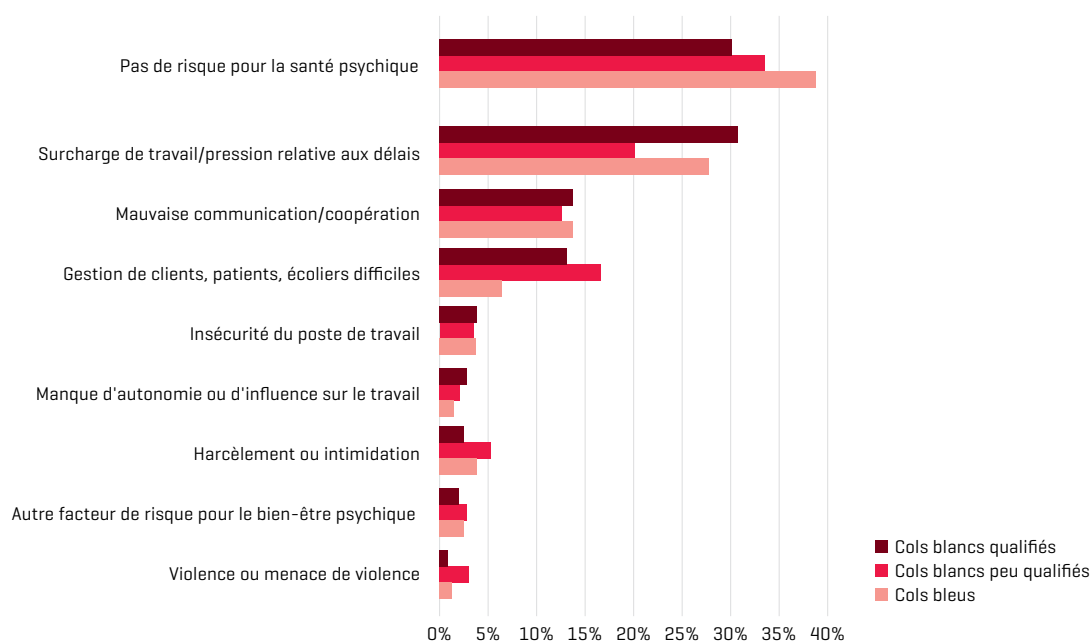
La surcharge de travail et la pression relative aux délais touche 31% des cols blancs qualifiés et 28% des cols bleus, alors que ce pourcentage est plus faible parmi les cols blancs peu qualifiés [20%].

Logiquement, les risques liés à la gestion de clients, élèves ou patients difficiles touchent le plus fortement les cols blancs étant donné que ces catégories professionnelles sont davantage en contact direct avec des tiers.

À noter que, même s'ils sont rares, les risques de harcèlement/intimidation et de violence sont rapportés significativement plus souvent par les cols blancs peu qualifiés (employés administratifs, vendeurs et autre personnel des services directs aux particuliers) que par les cols blancs qualifiés.

De manière plus générale, on constate que les problèmes liés à l'interaction sociale se posent davantage pour les cols blancs peu qualifiés que pour les autres groupes professionnels.

Graphique 39 **Types de risques pour la santé psychique – par type de profession**



Note: risque jugé le plus important par la personne exposée à plusieurs risques.
Source: STATEC – EFT 2020

Note méthodologique

Les résultats exposés dans ce chapitre proviennent d'un module de l'Enquête sur les forces de travail 2020 (EFT ou EU Labour Force Survey) gérée par le STATEC. Cette enquête est menée auprès des résidents et exclut les frontaliers. Toutes les définitions et analyses s'appliquent aux personnes âgées de 15 ans et plus vivant dans des ménages privés.

Pour les besoins de ce chapitre, les regroupements suivants ont été utilisés:

Branches d'activité (basées sur la classification NACE Rév. 2)

Regroupements	NACE Rév. 2
Industrie	B Industries extractives
	C Industrie manufacturière
	D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
	E Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution
Construction	F Construction
Commerce, horeca, transport	G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles
	H Transports et entreposage
	I Hébergement et restauration
Act. fin. et autres services	J Information et communication
	K Activités financières et d'assurance
	L Activités immobilières
	M Activités spécialisées, scientifiques et techniques
	N Activités de services administratifs et de soutien
Administration publique	O Administration publique
Parapublic	P Enseignement
	Q Santé humaine et action sociale
	R Arts, spectacles et activités récréatives
	S Autres activités de services
Autres	A Agriculture, sylviculture et pêche
	T Activités des ménages en tant qu'employeurs
	U Activités extraterritoriales

Niveaux d'éducation (basés sur la classification ISCED/CITE 2011)

Regroupements	ISCED (CITE) (niveau achevé)
Niveau de base	0 Inférieur au primaire
	1 Enseignement primaire
	2 Premier cycle de l'enseignement secondaire
Secondaire	3 Deuxième cycle de l'enseignement secondaire
	4 Enseignement post-secondaire non-supérieur
Tertiaire	5 Enseignement supérieur de cycle court
	6 Licence ou niveau équivalent
	7 Master ou niveau équivalent
	8 Doctorat ou niveau équivalent

Suite note méthodologique

Professions (basées sur la classification ISCO/CITP 2008)

Regroupements	ISCO [CITP]
Cols blancs qualifiés	1 Managers et cadres de direction
	2 Professions intellectuelles, scientifiques et artistiques
	3 Professions intermédiaires (techniciens, infirmiers, ...)
Cols blancs peu qualifiés	4 Employés de type administratif
	5 Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs
Cols bleus qualifiés	6 Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche
	7 Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat
Cols bleus peu qualifiés	8 Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage
	9 Professions élémentaires



2.5 Le travail atypique

Pour bien comprendre

Un travail est dit "atypique" s'il diverge des conditions de travail jugées "normales" ou désirables.

La notion de travail "atypique" regroupe principalement:

- le travail à temps partiel;
- le travail temporaire;
- le travail suivant des horaires atypiques (travail du soir, de nuit, du samedi, du dimanche, organisation du travail par équipe [travail posté, etc.]).

2.5.1 Le travail à temps partiel: majoritairement féminin et volontaire

La réforme du congé parental (introduisant la possibilité du congé fractionné) ainsi que la modification du système des chèques-service accueil permettent aux personnes de continuer à travailler à temps plein et d'éviter ainsi le choix du travail à temps partiel. En 2020, 18.1% des employés résidents âgés de 15-64 ans travaillent à temps partiel. Après les baisses observées pour les années 2018-2019, la tendance augmente à nouveau en 2020. D'ailleurs, avec presque 7%, la part des hommes travaillant à temps partiel atteint un record en 2020. Le taux de femmes [31%] n'atteint pas le haut niveau de 2010-2017.

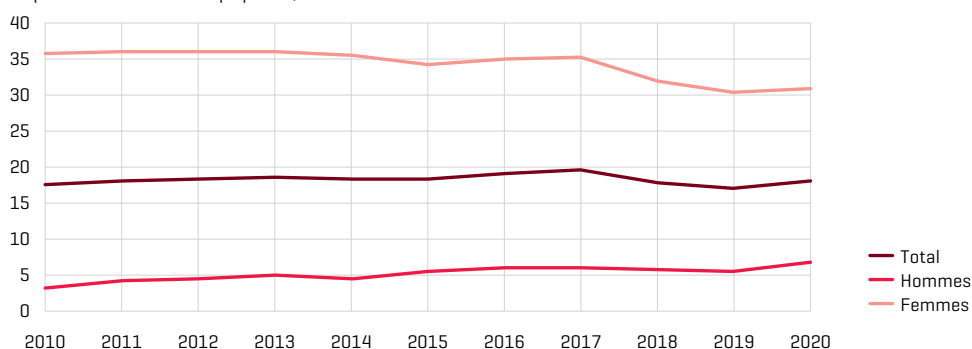
Tableau 5
Graphique 40

Le travail à temps partiel augmente à nouveau, les hommes travaillent plus que jamais à temps partiel

Proportion du travail à temps partiel des 15-64 ans au Luxembourg, en %

	Total	Hommes	Femmes
2010	17.5	3.4	35.8
2011	18.0	4.3	35.9
2012	18.5	4.7	36.1
2013	18.7	5.1	35.9
2014	18.5	4.7	35.6
2015	18.5	5.6	34.2
2016	19.2	6.2	35.1
2017	19.6	6.1	35.3
2018	17.8	5.8	31.8
2019	17.0	5.6	30.4
2020	18.1	6.8	31.0

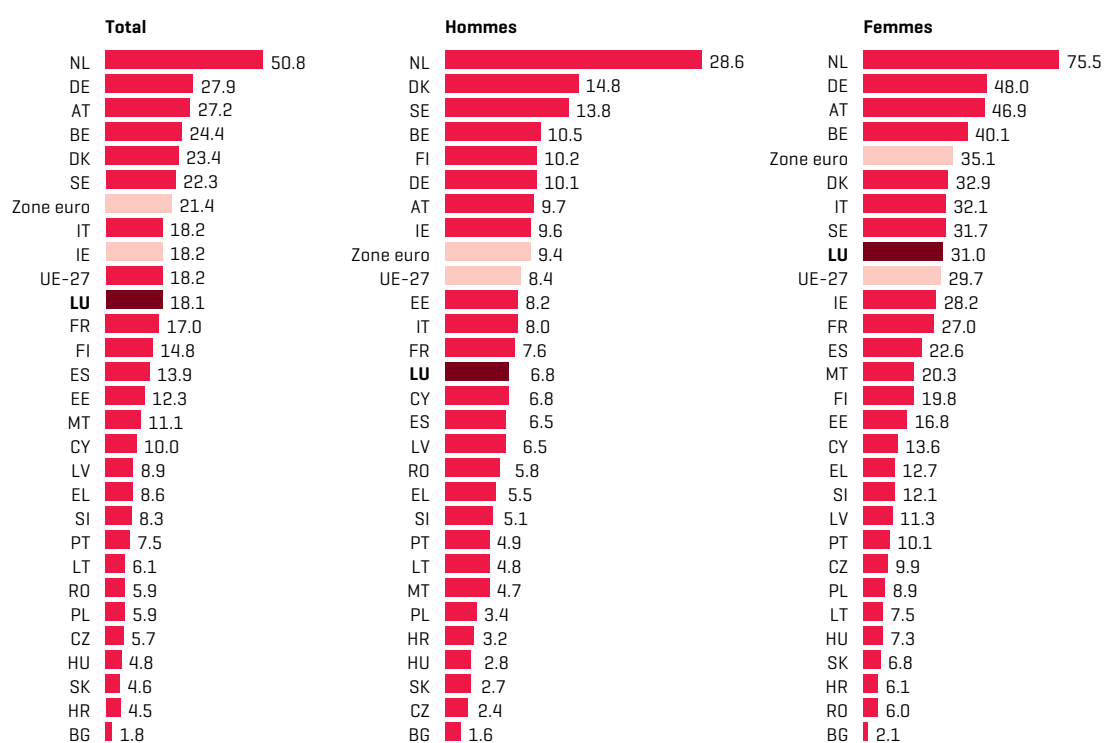
Proportion du travail à temps partiel, en %



Source: STATEC [résidents de 15 à 64 ans]

Avec 18.1% des travailleurs résidents qui travaillent à temps partiel, le Luxembourg se trouve légèrement en dessous de la moyenne européenne. Le taux de travail à temps partiel reste relativement faible parmi les hommes [6.8% au Luxembourg contre 8.4% en moyenne dans l'UE des 27]. Par contre, le travail à temps partiel des femmes est légèrement plus fréquent au Luxembourg [31.0%] que dans l'Union européenne prise dans son ensemble [29.7%].

Graphique 41 **Une femme sur 3 au Luxembourg travaille à temps partiel**



Part des personnes travaillant à temps partiel en 2020, en %

Sources: STATEC, Eurostat [résidents de 15 à 64 ans]

Au Luxembourg, sur 100 travailleurs à temps partiel, 82 sont des femmes. Dans l'Union européenne, elles représentent 78%. Le temps partiel reste donc un phénomène largement féminin.

Le travail à temps partiel est la forme la plus répandue de travail atypique. Ses formes se sont diversifiées ces dernières années. Si dans le passé un travail à temps partiel consistait la plupart du temps en un mi-temps, des contrats à durées de travail diverses sont possibles aujourd'hui, parfois même réduits à 15 ou 10 heures par semaine ["travail à temps partiel marginal"]. On voit également la multiplication de contrats de travail à horaires irréguliers ["travail à la demande" ou "contrats zéro heure"].

Au Luxembourg, 31% des femmes travaillent à temps partiel, majoritairement pour des raisons familiales.

Le nombre moyen d'heures travaillées par une personne employée à temps partiel en 2020 est de 23.3 heures au Luxembourg et de 21.2 heures dans l'UE-27. [Source: Eurostat, [Ifsa_ewhuis].]

Le travail à temps partiel peut être volontaire ou involontaire. Il peut en effet être librement choisi et aider les travailleurs à entrer ou à rester sur le marché du travail, à mieux gérer les responsabilités familiales ou à poursuivre des études à côté du travail.

Cependant, il peut aussi être le résultat d'une contrainte imposée, comme par exemple un mi-temps suite à une maladie ou en raison d'une incapacité partielle de travail. Dans certains pays, une part importante du travail à temps partiel résulte aussi d'une incapacité à trouver un emploi à temps complet.

Tableau 6 **La raison principale pour l'emploi à temps partiel reste la famille, sauf en France**

Raison principale pour l'emploi à temps partiel en 2020, en %

	Assistance d'enfants ou d'adultes dans l'incapacité de travailler	Autres responsa- bilités familiales ou personnelles	N'a pas trouvé un emploi à temps plein	Dans l'éducation ou la formation professionnelle	Maladie ou incapacité	Autres raisons
UE-27	20.7	18.4	24.4	11.3	5.1	20.1
Zone euro	22.1	19.2	24.7	10.8	4.5	18.6
BE	20.0	18.3	4.7	5.9	8.4	42.7
DE	27.7	34.9	7.5	11.7	4.1	14.1
FR	22.0	16.2	38.2	6.3	8.9	8.4
LU	25.5	22.9	11.6	8.7	6.0	25.2

Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

La famille constitue la raison principale invoquée pour le travail à temps partiel (→ [Tableau 6](#)). Au Luxembourg, 25.5% des résidents affirment que l'assistance d'enfants et d'adultes incapables de travailler est la raison principale de leur choix, auxquels s'ajoutent 22.9% qui évoquent d'autres responsabilités familiales ou personnelles. Au total, la famille constitue donc la raison principale pour 48.4% des temps partiels (53.0% des femmes, 29.4% des hommes). Dans l'UE des 27, ce taux est beaucoup plus faible (39.1% au total).

Le travail à temps partiel involontaire au Luxembourg semble beaucoup moins répandu que dans beaucoup d'autres pays européens. Dans l'UE des 27, en 2020, ce taux atteint 24.4% de l'ensemble de ceux qui travaillent à temps partiel, alors qu'il n'est que de 11.6% au Luxembourg. Dans nos pays limitrophes, la situation est très hétérogène: en France, 38.2% des temps partiels sont des temps partiels involontaires, alors que ceux-ci sont plutôt l'exception en Allemagne (7.5%) et en Belgique (4.7%). En Italie et en Grèce, plus de 60% des temps partiels sont involontaires. [Source: Eurostat, [Ifsa_eppgai].]

En 2010, le temps partiel était légèrement plus répandu parmi les Luxembourgeois (19.3%) que parmi les étrangers (15.5%). En 2020, l'écart s'est même creusé: le temps partiel a diminué parmi les étrangers et fortement augmenté parmi les Luxembourgeois. Dans d'autres pays européens toutefois (en France p.ex., ainsi qu'en moyenne européenne), le pourcentage de temps partiels est plus élevé parmi les étrangers que parmi les nationaux.

Tableau 7 **Les résidents luxembourgeois travaillent davantage à temps partiel que les résidents étrangers**

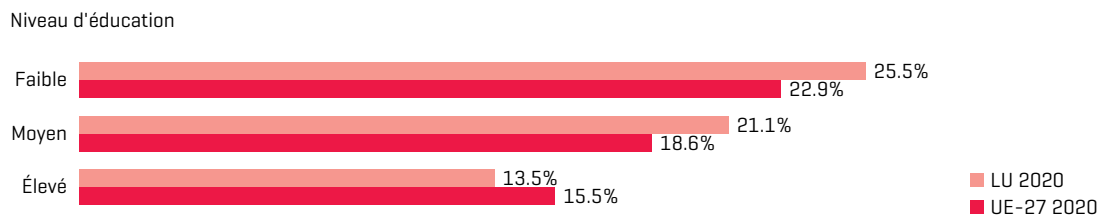
Proportion du travail à temps partiel selon la nationalité, en %				
	2010		2020	
	Étrangers	Nationaux	Étrangers	Nationaux
UE-27	23.2	17.0	23.6	17.7
Zone euro	23.2	19.4	23.8	21.1
BE	22.6	23.8	22.8	24.6
DE	31.0	25.1	26.8	28.1
FR	22.4	17.3	21.9	16.7
LU	15.5	19.3	14.5	22.1

Sources: STATEC, Eurostat [résidents de 15 à 64 ans]

Avec un taux de 25.5%, le travail à temps partiel est le plus répandu parmi les personnes de faible niveau d’éducation [secondaire inférieur achevé ou moins]. Parmi les personnes de niveau d’éducation moyen [secondaire supérieur achevé], il descend à 21.1%, alors que parmi les personnes ayant atteint un niveau d’éducation tertiaire, seulement 13.5% travaillent à temps partiel.

Le même phénomène vaut pour les deux sexes dans l’Union européenne dans son ensemble et dans la plupart de ses États membres.

Graphique 42 **Plus le niveau d’éducation des personnes est élevé, moins elles travaillent à temps partiel**



Sources: STATEC, Eurostat [résidents de 15 à 64 ans]

2.5.2 Le travail temporaire: moins de 10% de CDD au Luxembourg

Le travail temporaire est défini ici comme le travail salarié qui est presté sur la base d'un contrat de travail à durée déterminée [CDD]¹⁷. Ceci inclut les contrats d'intérimaire.

Tableau 8 **Une baisse des CDD en 2020**

Proportion des contrats à durée déterminée au Luxembourg, en %			
	Total	Hommes	Femmes
2010	7.1	6.2	8.3
2011	7.1	6.3	8.2
2012	7.6	7.2	8.2
2013	7.0	5.6	8.8
2014	8.1	7.1	9.2
2015	10.2	10.2	10.2
2016	9.0	8.9	9.1
2017	9.1	8.8	9.4
2018	9.8	9.1	10.7
2019	9.2	9.3	9.1
2020	7.7	7.1	8.3

Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

En 2020, 7.7% des salariés résidents ont un contrat à durée déterminée [CDD]. Le travail sur la base d'un contrat à durée indéterminée [CDI] reste donc la norme. Le taux de CDD est légèrement plus élevé pour les femmes que pour les hommes. Cette évolution montre l'impact de la pandémie de COVID, en raison de laquelle les entreprises hésitaient davantage à embaucher du nouveau personnel.

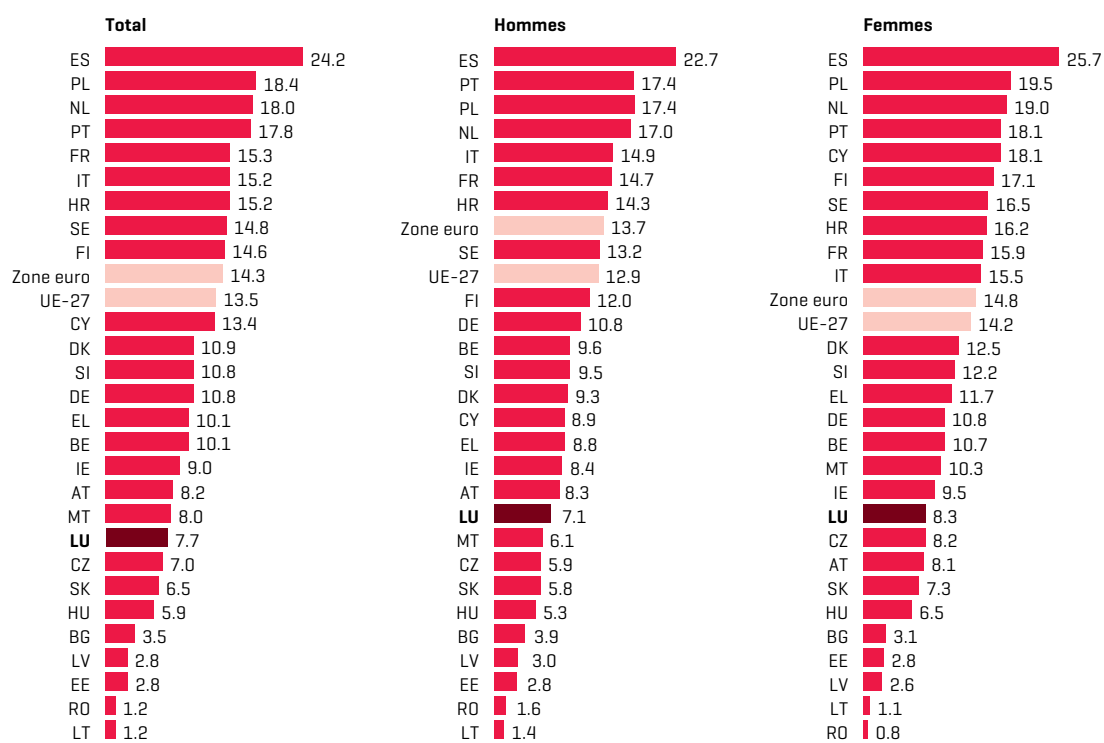
En 2020, la proportion des CDD au Luxembourg est inférieure à celle des pays voisins (7.7% au Grand-Duché contre 10.1% en Belgique, 10.8% en Allemagne et 15.3% en France).

Les CDD sont de loin les plus fréquents en Espagne et en Pologne. Le Luxembourg se retrouve en dessous de la moyenne de l'UE-27 (13.5%). 8 pays ont un taux de CDD inférieur à celui du Luxembourg. Les États baltes, la Roumanie et la Bulgarie ont les taux les plus faibles.

Tant au Luxembourg que pour l'UE-27 (ainsi que pour la plupart de ses États membres), on observe une proportion de CDD plus élevée pour les femmes que pour les hommes.

¹⁷ Le travail temporaire peut aussi revêtir d'autres formes comme p.ex. les contrats conclus pour une tâche ou un projet défini. Par souci de simplification, nous utilisons ici les termes de travail temporaire et de contrats à durée déterminée [CDD] de manière interchangeable.

Graphique 43 **Les CDD restent plus marginaux au Luxembourg qu'en moyenne européenne**

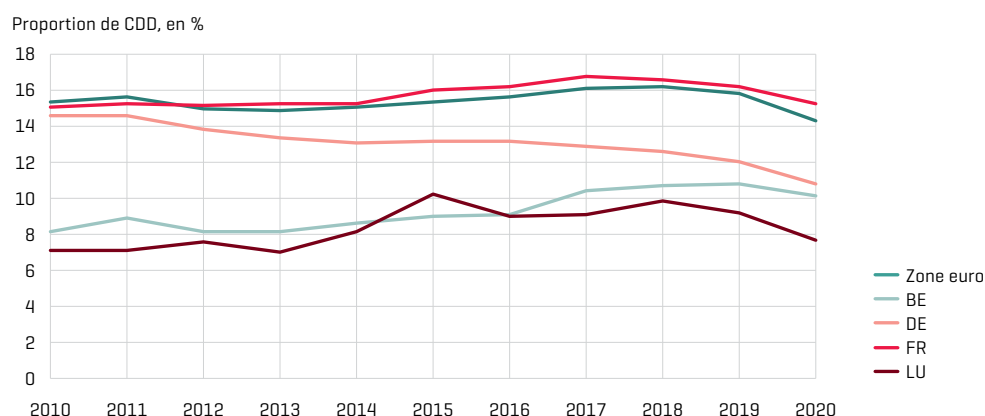


Proportion des contrats à durée déterminée en 2020, en %

Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

En 2020, les CDD représentent 13.5% pour l'UE-27, alors que leur part est de 7.7% au Luxembourg. Au Luxembourg et en Europe, la proportion de CDD a diminué ces dernières années, spécialement en Allemagne.

Graphique 44 **La part de CDD en baisse au Luxembourg et en Europe**

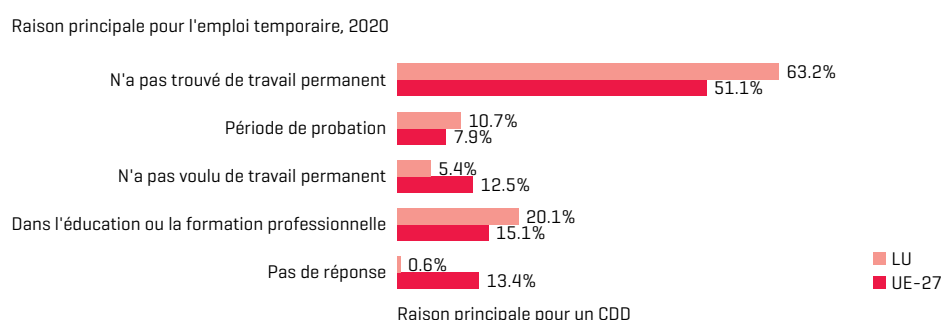


Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

Comme pour le travail à temps partiel, le travail temporaire est involontaire si le travailleur n'a pas trouvé un travail à durée indéterminée. C'est le cas pour 63.2% des CDD au Luxembourg, alors que ce taux est plus élevé que pour les pays européens. Le travail temporaire involontaire a donc fortement augmenté au cours des dernières années [45.1 en 2015] et a atteint un point culminant en 2020.

En plus, 10.7% des personnes en CDD se trouvent en période de probation au Luxembourg [7.9% seulement pour l'UE-27].

Graphique 45 **Presque 2/3 des travailleurs ayant un emploi temporaire n'ont pas trouvé de travail permanent**

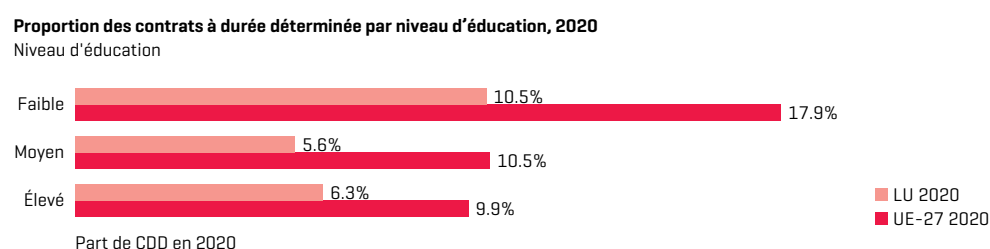


Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

Un niveau d'éducation faible (au maximum secondaire inférieur achevé) rend plus probable un contrat de travail temporaire. Dans l'Union européenne, en 2020, la proportion des CDD est de 17.9% pour les salariés ayant un niveau d'éducation faible. Au Luxembourg, ce taux est de 10.5%.

Parmi ceux qui ont un niveau d'éducation moyen (secondaire supérieur achevé) ou élevé (études tertiaires achevées), les CDD sont moins fréquents. Cette tendance est similaire dans l'UE-27.

Graphique 46 **Au Luxembourg, les personnes de niveau d'éducation faible sont les plus touchées par les CDD**

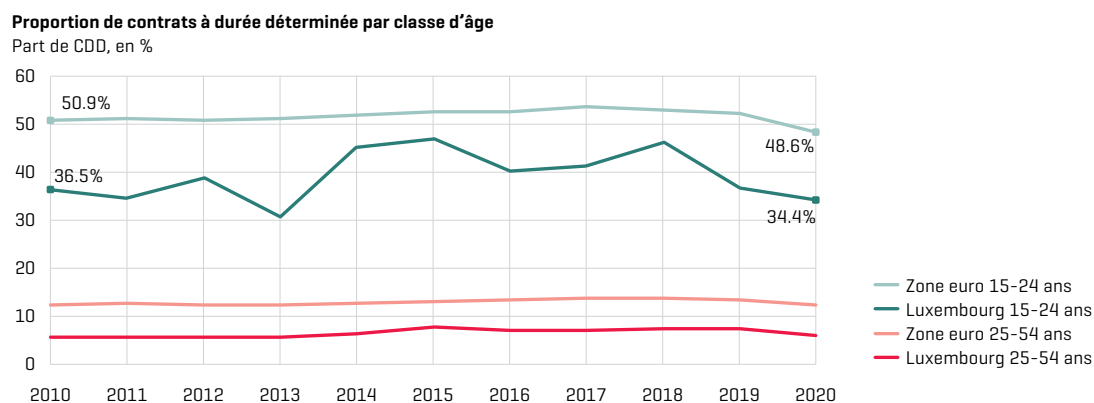


Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

Les emplois temporaires concernent avant tout les jeunes. Le pourcentage de CDD est beaucoup plus élevé dans la classe d'âge des 15-24 ans, avec une tendance à la baisse. Ce taux a baissé de 46.2% en 2018 à 34.4% en 2020. Celui de l'UE-27 cependant a baissé de 50.7% à 46.3% dans la même période.

La fréquence de CDD est moins importante parmi les personnes plus âgées et cela aussi bien en Europe qu'au Luxembourg. En 2020, la proportion de CDD chez les 25-54 ans est de 6.1% pour les résidents du Grand-Duché et de 11.5% en moyenne pour l'UE-27. Ainsi, 34 % des jeunes occupent un CDD, avec une tendance décroissante.

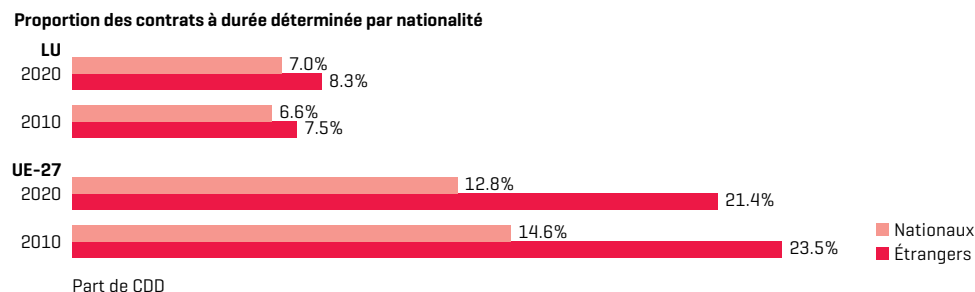
Graphique 47 **Les jeunes, plus concernés par les CDD que leurs aînés**



Sources: STATEC, Eurostat [résidents de 15 à 64 ans]

Dans l'Union européenne, les CDD sont beaucoup plus fréquents parmi les étrangers que parmi les nationaux, en 2020 comme en 2010, alors que le taux de CDD a légèrement reculé pour les nationaux, ainsi que pour les étrangers. Au Luxembourg, l'évolution est différente: le taux de CDD a légèrement augmenté, et l'écart entre les étrangers et les nationaux est relativement modeste (un peu plus qu'un point de pourcentage).

Graphique 48 **Les résidents étrangers plus touchés par les CDD que les résidents nationaux**



Sources: STATEC, Eurostat [résidents de 15 à 64 ans]

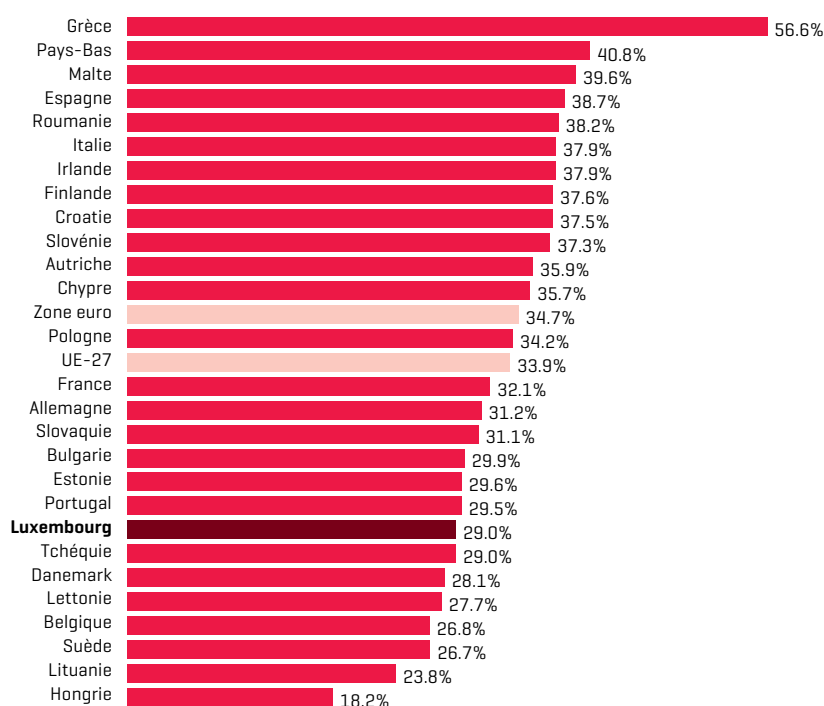
2.5.3 Le travail selon des horaires atypiques: une personne sur trois concernée

Il s'agit de la troisième forme de travail atypique: travail de nuit, travail du soir, travail du samedi ou du dimanche et travail posté ["Schichtarbeit"].

Au Luxembourg, 29% des personnes occupées travaillent habituellement d'une manière ou d'une autre selon des horaires atypiques (soir, nuit, samedi, dimanche ou par équipe).

En moyenne européenne, 33.9% sont concernés par des horaires atypiques. En Grèce, ce taux est même de 56.6%.

Graphique 49 **Moins d'une personne sur 3 travaille selon des horaires atypiques au Luxembourg**



Part des personnes travaillant habituellement selon des horaires atypiques en 2020

Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

2.5.3.1 Le travail de nuit et du soir

Selon les définitions d'Eurostat, une personne travaille de nuit si ses heures de travail contiennent la période de minuit à 5 heures du matin.

En 2020, 4.6% des salariés au Luxembourg ont travaillé habituellement pendant la nuit. Au Grand-Duché, cette proportion est restée relativement constante depuis 2010, contrairement à la moyenne de l'UE-27, où cette proportion a baissé tendanciellement de 6.8% en 2010 à 4.6% en 2020.

Aux 4.6% de personnes travaillant "habituellement" pendant la nuit au Luxembourg s'ajoutent 8.2% qui travaillent "parfois" la nuit, alors que 87.2% ne travaillent donc "jamais" la nuit.

Le travail de nuit concerne davantage les hommes que les femmes, et ceci dans tous les pays de l'Union européenne. Au Luxembourg, en 2020, 6.0% des hommes contre 3.1% des femmes ont habituellement travaillé pendant la nuit.

Tableau 9 **Au Grand-Duché, 6% des hommes et 3% des femmes travaillant habituellement pendant la nuit**

Proportion de personnes travaillant habituellement pendant la nuit, par sexe, en %						
	Total		Hommes		Femmes	
	2010	2020	2010	2020	2010	2020
UE-27	6.8	4.6	8.4	5.6	4.8	3.4
Belgique	4.4	3.0	5.6	3.9	2.8	1.9
Allemagne	8.9	4.5	11.5	5.9	6.0	3.0
France	7.2	2.7	9.6	3.3	4.5	2.0
Luxembourg	5.0	4.6	6.4	6.0	3.1	2.9

Sources: STATEC, Eurostat [résidents de 15 à 64 ans]

Le travail du soir se définit comme travail après 18 heures. Il est plus fréquent que le travail de nuit. En 2020, 13.1% des salariés ont travaillé le soir dans l'Union européenne. Avec un taux de 12.5%, le Luxembourg se situe légèrement en dessous de cette moyenne.

Ce taux diminue dans les pays voisins et dans l'Union européenne plus fortement qu'au Luxembourg.

Comme pour le travail de nuit, le travail du soir est plus répandu chez les hommes que chez les femmes. En 2020, au Grand-Duché, 13.5% des hommes et 11.3% des femmes ont travaillé le soir.

Tableau 10 **Le travail du soir diminue en Europe et au Luxembourg**

Proportion de personnes travaillant habituellement le soir, par sexe, en %						
	Total		Hommes		Femmes	
	2010	2020	2010	2020	2010	2020
UE-27	18.8	13.1	20.0	14.2	17.2	11.8
Belgique	14.0	9.9	16.3	11.6	11.2	8.0
Allemagne	26.6	16.2	28.3	18.1	24.7	14.2
France	16.9	4.2	18.5	4.8	15.1	3.6
Luxembourg	14.2	12.5	15.3	13.5	12.8	11.3

Sources: STATEC, Eurostat [résidents de 15 à 64 ans]

2.5.3.2 Le travail du samedi et du dimanche

Au Luxembourg, la proportion des personnes travaillant habituellement le samedi a légèrement diminué entre 2010 et 2020 [à 14.8%]. En 2020, les hommes travaillent légèrement davantage le samedi que les femmes.

Avec ces taux, le Luxembourg se situe en dessous de la moyenne de l'UE-27 [21.7% en 2020], s'en rapprochant de plus en plus.

Tableau 11 **Au Luxembourg, la proportion de personnes travaillant les samedis est bien moindre que dans les pays voisins**

	Proportion de personnes travaillant habituellement le samedi, par sexe, en %					
	Total		Hommes		Femmes	
	2010	2020	2010	2020	2010	2020
UE-27	27.0	21.7	26.7	21.9	27.4	21.5
Belgique	19.5	21.2	19.5	21.7	19.5	20.5
Allemagne	25.7	19.1	24.1	18.4	27.4	20.0
France	30.5	26.3	28.6	26.0	32.6	26.6
Luxembourg	16.6	14.8	16.4	15.0	16.8	14.6

Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

Quant au travail le dimanche, au Luxembourg, 9% des salariés sont concernés. Les hommes sont légèrement plus concernés par le travail le dimanche en 2020. Sur la période observée, le taux est resté stable.

Le Luxembourg se situe en dessous de la moyenne de l'Union européenne [qui est de 11.6% en 2020] et derrière ses pays voisins.

Tableau 12 **Le travail du dimanche est également moins fréquent au Luxembourg que dans les pays limitrophes**

	Proportion de personnes travaillant habituellement le dimanche, par sexe, en %					
	Total		Hommes		Femmes	
	2010	2020	2010	2020	2010	2020
UE-27	13.7	11.6	13.6	11.5	13.8	11.7
Belgique	10.3	11.3	10.5	11.0	10.1	11.6
Allemagne	13.9	9.8	13.4	9.5	14.4	10.2
France	14.6	13.4	14.0	12.8	15.4	14.1
Luxembourg	9.0	9.0	9.2	9.5	8.7	8.4

Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

2.5.3.3 Le travail posté

Le travail posté – appelé aussi travail en équipes ou travail en rotation – est la forme d'organisation du travail où des équipes se relaient au même poste les unes après les autres ["Schichtarbeit"].

Tableau 13 **Une personne sur 5 indique travailler en 2020 dans un système organisé par équipes successives**

Proportion de personnes travaillant habituellement en équipes successives, par sexe, en %						
	Total		Hommes		Femmes	
	2010	2020	2010	2020	2010	2020
UE-27	17.2	17.7	18.2	18.5	16.2	16.8
Belgique	8.3	6.7	10.1	8.4	6.4	4.9
Allemagne	17.3	15.7	18.9	16.9	15.6	14.3
France	7.4	6.1	8.8	7.5	5.9	4.8
Luxembourg	13.8	18.2	14.4	17.8	13.0	18.7

Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

En 2018, 18.2% des salariés résidant au Luxembourg ont un travail posté. Ce taux est proche de la moyenne de l'Union européenne (17.7%), mais plus élevé que les taux observés chez nos pays voisins. Les taux en France et en Belgique sont les plus bas de l'Union européenne. À l'autre extrême, en Croatie, Slovénie, et Pologne, il est supérieur à 30%.

En tendance, la part du travail posté semble être en forte progression au Luxembourg: le taux passe de 13.8% en 2010 à 18.2% en 2020. L'écart entre les hommes et les femmes reste petit.

2.5.4 Évolution des différentes formes de travail atypique

Afin de mieux visualiser l'évolution des différentes formes du travail atypique dans le temps, on peut transformer les taux en indices en choisissant une année de base [indice de base = 100 pour l'année 2010]. Les taux de l'année 2010 sont donc ramenés à 100, et pour chaque année l'évolution du taux est comparée à la valeur de base. Ainsi, par exemple, le taux du travail de nuit était de 5.0% en 2010, et de 5.3% en 2011, ce qui équivaut à une augmentation de 6%, et l'indice passe donc de 100 en 2010 à 106 en 2011.

Tableau 14 **De tous les modes de travail atypique, le travail temporaire et le travail organisé par poste affichent la progression la plus nette**

Évolution des différents modes de travail atypique, indice 2010 = 100

	temps partiel	tempo- raire	de nuit	du soir	du samedi	du dimanche	par poste	Indice moyen
2010	100	100	100	100	100	100	100	100
2011	103	100	106	99	99	101	96	101
2012	106	107	98	94	90	88	88	96
2013	107	99	98	92	92	94	93	96
2014	106	114	96	99	99	110	112	105
2015	106	144	110	110	105	113	130	117
2016	110	127	104	101	101	112	142	114
2017	112	128	106	100	97	100	147	113
2018	102	138	98	99	100	118	148	115
2019	97	130	112	98	97	112	144	113
2020	101	108	92	88	89	100	132	101

Sources: STATEC, Eurostat (résidents de 15 à 64 ans)

Au cours de la dernière décennie, nous observons des tendances différentes, selon l'indicateur ainsi que selon la période spécifique.

En général, on observe une hausse de l'indice général et de la plupart des indicateurs entre 2012 et 2015. En moyenne (indice moyen équivalent à la moyenne arithmétique des 7 indices), le travail atypique a progressé de 17% en 2015 par rapport à 2010. Cette augmentation s'est produite après 2013, alors que le travail atypique avait légèrement diminué avant cette date.

Certains modes de travail atypique sont restés relativement stables sur l'ensemble de la période. Il s'agit, en plus du temps partiel, du travail du samedi ainsi que du travail de nuit et du travail du soir.

Après quelques années de stabilité [2016-2019], la tendance générale change: on observe une baisse drastique entre 2019 et 2020, suite à la pandémie. L'indice moyen chute de 113 à 101 et retombe au niveau de 2010. Cette baisse est principalement causée par les indicateurs du travail temporaire et du travail de nuit. À moyen terme cependant, ce sont l'organisation par poste ["Schichtarbeit"] et le travail temporaire [CDD] qui ont vu les plus grandes chutes, étant donné leur hausse énorme dans les années précédentes.

Cette évolution s'explique par la baisse des activités dans le secteur horeca. Avec la fermeture des cafés, restaurants et boîtes de nuit, le travail le week-end, le soir et la nuit diminuent également. Les travailleurs temporaires ont été les premiers à subir les conséquences de l'insécurité économique due au COVID-19. Les entreprises n'ont pas prolongé les contrats temporaires et ont hésité à embaucher de nouveaux employés.

Au contraire, le travail à temps partiel a le moins changé au cours de la dernière année et a même augmenté.



Partie 3

Conditions de vie

A) Les effets du COVID-19 sur les conditions de vie

3.1 Impacts contenus sur les revenus, la pauvreté et les inégalités en 2020

Pour bien comprendre

L'enquête annuelle du STATEC sur les revenus et les conditions de vie des ménages (SILC) est la source de données de référence permettant d'estimer l'importance de la pauvreté et des inégalités de revenus au Luxembourg. C'est à partir de ces éléments que le STATEC calcule chaque année les indicateurs d'inégalité des revenus publiés dans son rapport Travail et cohésion sociale [TCS].

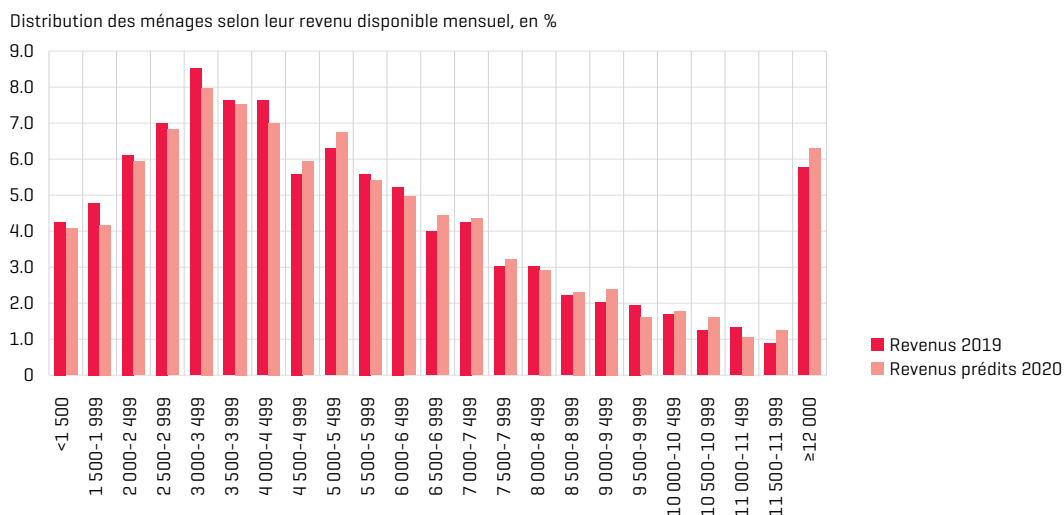
Les revenus qui ont été collectés par l'enquête SILC en 2020 se rapportaient à l'année 2019, même si par abus de langage on parle généralement des résultats de l'enquête 2020, car les caractéristiques des ménages se rapportent à l'année 2020 et les indicateurs subjectifs non monétaires portent sur l'année 2020 également. Les revenus de l'enquête présentent donc un décalage de près de 2 ans avec la date de publication des indicateurs d'inégalités et de pauvreté, comme dans la plupart des pays européens. En particulier, le STATEC n'était pas en mesure de s'appuyer sur les résultats de son enquête pour évaluer l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 sur les revenus des ménages.

Afin de remédier à ce problème, le STATEC a travaillé conjointement avec les services de l'Inspection générale de la sécurité sociale [IGSS] pour prévoir les revenus des ménages en 2020. La méthodologie consiste à calculer des taux de variation des déciles du niveau de vie entre 2019 et 2020 à partir des données administratives. Ces taux de variation sont ensuite appliqués aux niveaux de vie des ménages observés dans l'enquête EU-SILC 2020. Les revenus ainsi prédits ont permis d'estimer les principaux indicateurs de pauvreté et d'inégalité des revenus au Luxembourg pour l'année 2020 et ainsi de fournir une estimation quantifiée de l'impact de la crise sanitaire sur le niveau de vie des personnes au Grand-Duché.

3.1.1 Le revenu

À partir des valeurs prédites des revenus, il ressort que durant la crise sanitaire, le revenu disponible moyen des ménages résidant au Luxembourg était de 5 884 EUR par mois. Il s'agit d'une augmentation de 2.1% par rapport à 2019 (base 100=2019), légèrement inférieure à la hausse du Salaire social minimum [SSM] brut de 2.8% en janvier 2020, juste avant la crise. Quant au revenu disponible médian¹, il est de 5 047 EUR par mois. La crise économique consécutive à la crise sanitaire du COVID-19 n'aurait donc pas affecté le revenu moyen des ménages en 2020 par rapport à 2019. La répartition des ménages en fonction de leur revenu disponible prédit montre une grande similitude dans la distribution des revenus entre ceux de 2019 et ceux prédits de 2020, confirmant ainsi l'absence d'impact négatif majeur de la crise sanitaire sur les revenus des ménages. Par ailleurs, sur la base des valeurs prédites, 29.1% des ménages disposent d'un revenu inférieur à 3 500 EUR par mois en 2020, ce qui est 1.6 point de moins qu'en 2019, 25% ont un revenu compris entre 1 500 et 3 500 EUR et 4.1% des ménages possèdent un revenu mensuel inférieur à 1 500 EUR (→ Graphique 1). À l'autre extrémité, ce sont 6.3% des ménages qui auraient eu un revenu supérieur ou égal à 12 000 EUR par mois.

Graphique 1 **En 2020, 29.1% des ménages disposeraient de moins de 3 500 EUR mensuels contre 30.7% en 2019**



Note: les ménages dont les revenus sont au moins égaux à 12 000 EUR sont regroupés, ce qui explique le pic à droite
Sources: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2020 et IGSS 2019-2020

¹ Le revenu disponible médian est le revenu disponible qui divise la population en deux parts égales, 50% ayant moins de 5 047 EUR par mois et 50% plus.

3.1.2 La pauvreté

Le niveau de vie médian calculé à partir des revenus prédits s'élève à 3 236 EUR en 2020 et le seuil de risque de pauvreté qui est obtenu en prenant 60% du niveau de vie médian est de 1 942 EUR par mois et par adulte [→ [Tableau 1](#)].

En 2020, on estime à 102 925 le nombre de personnes qui vivaient en dessous du seuil de pauvreté monétaire. À titre de comparaison, pour une personne seule, au 1^{er} janvier 2020, la pension minimum personnelle est de 1 893 EUR et le REVIS (anciennement RMG) pour une première personne adulte est de 1 502 EUR. Le taux de risque de pauvreté monétaire est de 17.2% [→ [Tableau 1](#)]. Ce chiffre, même s'il est légèrement en baisse par rapport à ceux obtenus sur les revenus de 2019 et de 2018, n'est pas significativement différent [17.4% en 2019 et 17.5% en 2018].

Tableau 1 **Indicateurs de pauvreté durant la crise du COVID-19 en 2020 et en 2019**

Revenus	Niveau de vie médian	Seuil de pauvreté	Taux de risque de pauvreté
Revenus 2020 prédits*	3 236	1 942	17.2
Revenus 2019 collectés en 2020**	3 154	1 892	17.4

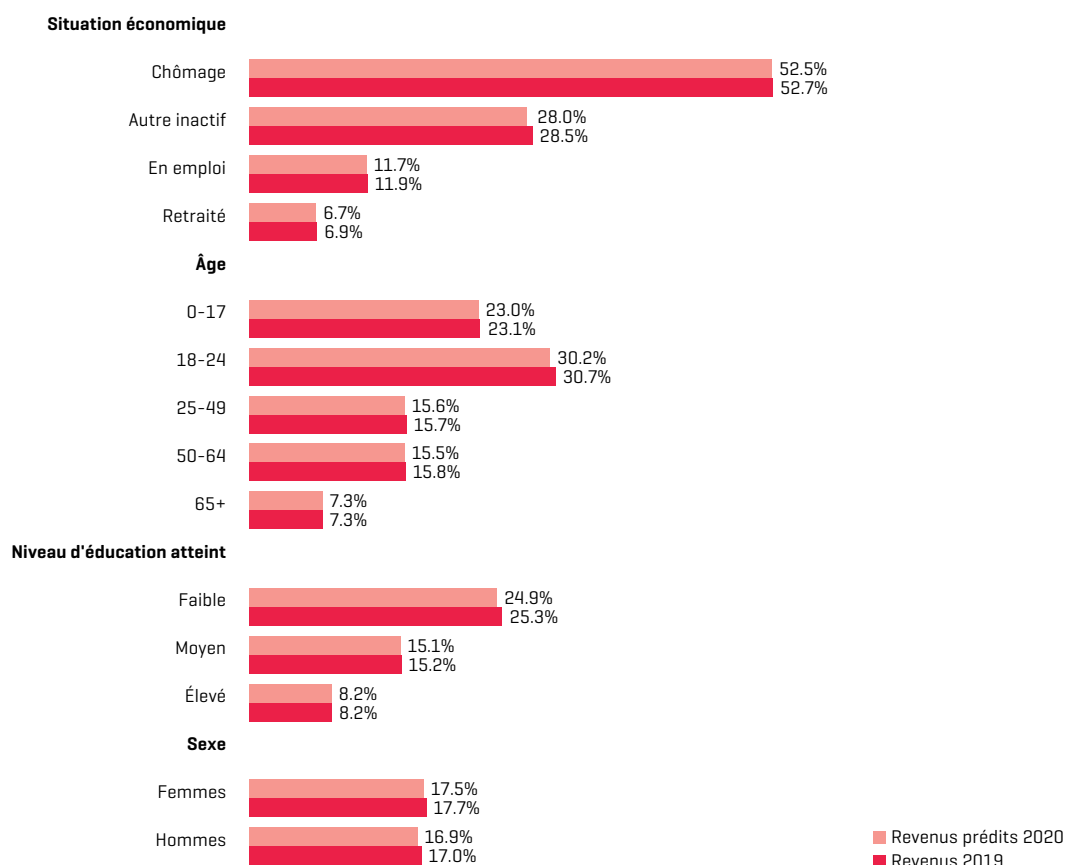
* Indicateurs prédits en combinant les revenus de 2019 collectés en 2020 avec la variation des revenus IGSS 2019-2020

** Indicateurs sur les revenus perçus par les ménages en 2019 collectés dans l'enquête SILC en 2020

Sources: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2020 et IGSS 2019-2020

On a vu précédemment que le risque de pauvreté est fortement influencé par le profil socioéconomique des personnes et la crise sanitaire ne semble pas avoir modifié ces rapports. Ainsi les écarts de pauvreté hommes et femmes sont restés identiques et le taux de risque de pauvreté des personnes les moins éduquées est toujours près de 3 fois celui des plus éduquées [24.9% contre 8.2%] [→ [Graphique 1](#)]. Avec la crise et son corollaire de chômage, on pourrait s'attendre à une hausse de la pauvreté parmi les personnes qui ont perdu leur emploi. Il n'en est rien et leur taux de risque de pauvreté devrait se situer à 52.5% contre 52.7% avec le calcul effectué avec les revenus de 2019.

Graphique 2 La crise du COVID-19 n'aurait pas paupérisé davantage les ménages



Sources: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2020 et données IGSS 2019-2020

Ces données semblent montrer qu'en 2020, la crise n'a pas impacté le revenu de la grande majorité de la population. Plusieurs explications peuvent être avancées. D'abord, les adultes inactifs et les personnes retraitées ne sont pas concernés directement par la baisse des salaires, car les pensions, les allocations et minima sociaux ont toujours été payés. Ensuite, les chômeurs indemnisés ont toujours continué à percevoir les indemnités de chômage, les personnes en chômage partiel percevaient la grande partie de leur salaire. Enfin, la majorité des salariés a continué à travailler normalement ou en télétravail surtout après le premier confinement (mi-mars à mi-mai). Toutefois, tous les travailleurs n'ont pas vu leur situation inchangée, c'est le cas des indépendants, notamment dans l'Horeca, qui ont dû arrêter leur activité et même s'il y a eu des aides de l'État, il n'est pas certain qu'elles aient permis de couvrir totalement les pertes subies. Pour les personnes en chômage partiel, surtout celles en bas de l'échelle des salaires, la perte d'une partie du salaire peut avoir de graves conséquences.

3.1.3 Les inégalités

Les valeurs des indicateurs d'inégalités tels que le coefficient de Gini, les ratios S80/S20, S90/S10 montrent durant la crise sanitaire de 2020 une stagnation voire une baisse par rapport à 2019. Sur la base des revenus prédits de 2020, le coefficient de Gini se situe à 0.306, en recul par rapport à la valeur de 2019 [0.312]. Le ratio interquintile est de 5, identique à celui d'avant la crise et le ratio interdécile est à 8.2, un niveau quasi identique à celui de 2019 [8.1]. Les 5% les plus aisés toucheraient des revenus 16.3 fois supérieurs en moyenne aux revenus des 5% les plus défavorisés, soit une baisse de 0.2 point par rapport à la situation d'avant la crise sanitaire (→ [Tableau 2](#)).

Ces résultats tendent à montrer que la crise n'a pas eu, pour le moment, des conséquences désastreuses sur les revenus des ménages comme cela avait pu être évoqué. La tendance est même plutôt à une amélioration de la situation, voire au pire à une stagnation par rapport à 2019. Cette situation n'est pas nouvelle car par le passé une augmentation des inégalités a souvent été observée lors des périodes de reprise après crise et non pas durant la crise. Toutefois, les conséquences de cette crise sanitaire sur les différentes sous-populations sont encore incertaines. D'autant que la crise n'est pas encore terminée et que l'octroi du chômage partiel aux conditions dites de "chômage partiel structurel simplifié" mis en place au mois de mars 2020, dans le but d'aider les entreprises durant la période de crise sanitaire du COVID-19 pour maintenir l'emploi, a pris fin le 30 juin 2021. Un bilan est pour le moment impossible à faire et il faudra attendre l'automne 2022 pour la publication par le STATEC des chiffres définitifs sur les revenus de l'année 2020.

Tableau 2 **Indicateurs d'inégalités durant la crise du COVID-19 en 2020 et en 2019**

Revenus	Coefficient de Gini	S80/S20	S90/S10
Revenus 2020 prédits *	0.306	5	8.2
Revenus 2019 collectés en 2020 **	0.312	5	8.1

* Indicateurs prédits en combinant les revenus de 2019 collectés en 2020 avec la variation des revenus IGSS 2019-2020

** Indicateurs sur les revenus perçus par les ménages en 2019 collectés dans l'enquête SILC en 2020

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2020 et IGSS 2019-2020

3.2 Inégalités importantes en matière de santé des résidents au Luxembourg²

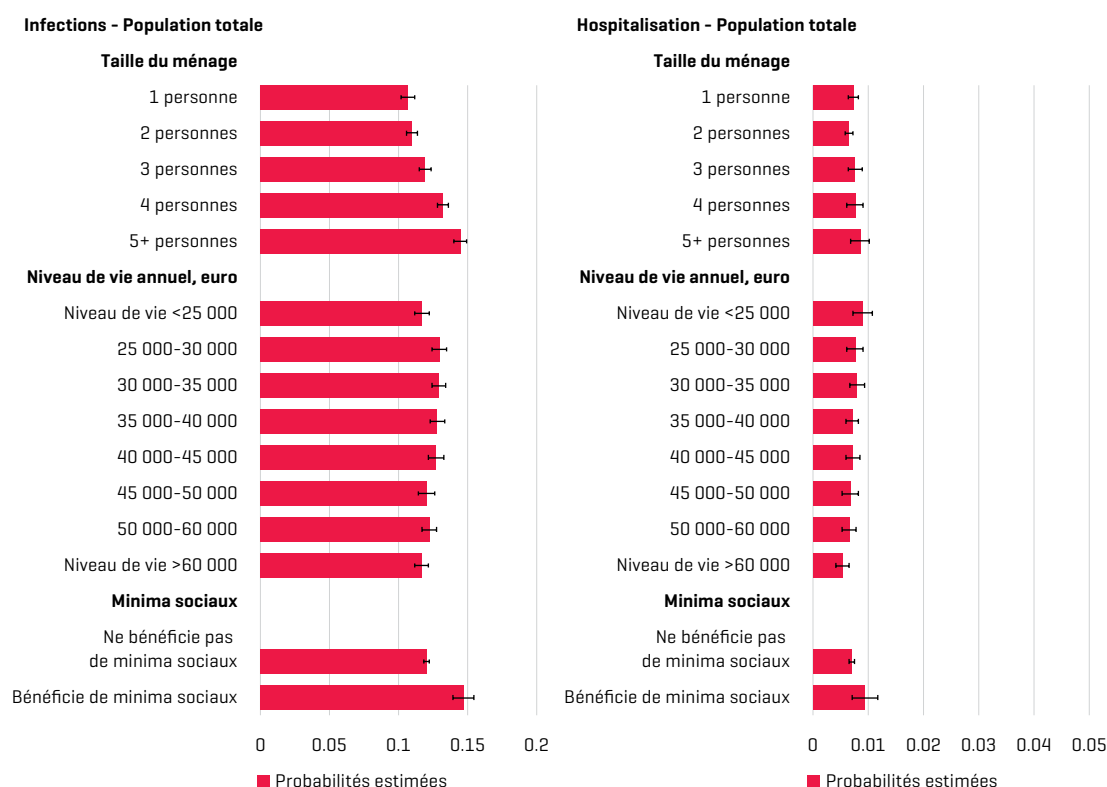
Depuis le début de l'épidémie du COVID-19 au Luxembourg il y a 18 mois, les questions sur les risques d'infection et de maladie grave font partie intégrante de notre quotidien. Le gouvernement a été contraint d'adopter des mesures exceptionnelles afin de protéger la santé de la population. Dans le domaine de la santé, les mesures prises ont été d'application universelle: consignes sanitaires (port du masque, mesures d'hygiène, etc.), invitation à participer au dépistage du COVID-19 et à se faire vacciner contre le virus SARS-CoV-2. Cela ne signifie toutefois pas que l'impact du virus sur la santé des individus ait été uniforme au sein des différents sous-groupes socioéconomiques de la population. Les caractéristiques particulières des individus, par exemple le statut d'activité sur le marché du travail, l'occupation et le secteur d'activité, ont fait que certaines personnes ont été plus exposées au virus et ont probablement été davantage infectées. Les inégalités socioéconomiques qui grevaient déjà la société luxembourgeoise avant que le SARS-CoV-2 ne frappe ont pour corollaire des inégalités de santé parmi les individus. Ainsi, les sous-groupes de la population qui avaient déjà une santé plus fragile au moment où l'épidémie a commencé ont probablement nécessité plus souvent une hospitalisation en lien avec le COVID-19 et ont pu y succomber plus fréquemment.

Afin de comprendre le rôle qu'ont joué les inégalités socioéconomiques dans le déroulement de l'épidémie et *in fine* dans l'impact qu'a eu le virus sur la santé des résidents, le ministère de la Santé, le STATEC, le Luxembourg Institute for Socio-Economic Research (LISER), et l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) ont entamé des analyses en commun. L'objectif dans un premier temps est d'analyser selon des critères tels que le niveau de vie du ménage, le type de famille, l'âge des personnes, leur statut d'activité, leur nationalité etc. l'incidence des infections, des hospitalisations, des décès en lien avec le COVID-19.

Sur base de microdonnées administratives anonymisées mises à disposition par l'IGSS à travers le "Luxembourg Microdata Platform on Labour and Social Protection", les résultats provisoires des chercheurs du STATEC et du LISER montrent que certaines catégories socioéconomiques ont en effet connu des taux d'infection et d'hospitalisation nettement plus importants que d'autres, et ce même en tenant compte des autres caractéristiques familiales et des circonstances économiques des personnes. L'ensemble des résultats feront l'objet d'un rapport détaillé, mais dès à présent trois conclusions importantes sont (i) qu'au cours de l'épidémie du COVID-19 les personnes vivant dans des ménages plus nombreux ont été infectées relativement plus souvent, (ii) que plus le niveau de vie du ménage est faible, plus la probabilité d'hospitalisation en lien avec le COVID-19 augmente et (iii) que les bénéficiaires de minima sociaux se caractérisent à la fois par des probabilités d'infection et d'hospitalisation plus élevées que les non-bénéficiaires.

² Le prof. Philippe Van Kerm (LISER et Université du Luxembourg) a collaboré à la réalisation de ces analyses dans le cadre du projet "Santé pour tous".

Graphique 3 **Un faible niveau de vie expose à un risque accru d'hospitalisation en lien avec le COVID-19**



Source: calculs des auteurs, données anonymisées de l'IGSS et de la Direction de la santé concernant la période du 1^{er} mars 2020 au 31 juillet 2021. Conférence "Santé pour tous", du 20 septembre 2021, Halle des Poches à Fonte, Belval.

Méthodologie

Champ: population des résidents affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise au 1^{er} mars 2020.

Définitions: on inclut ici uniquement les infections détectées à travers un test de type PCR. Les bénéficiaires des minima sociaux sont les personnes qui bénéficiaient du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et/ou de l'allocation de vie chère au 1^{er} mars 2020.

Note: le graphique présente sur l'axe horizontal des probabilités prédites par deux modèles de régression de type *logit* qui modélisent la probabilité d'infection (panel gauche) et la probabilité d'hospitalisation en lien avec le COVID-19 (panel droit). Chaque modèle est estimé séparément et tient compte de l'âge, du sexe, de la nationalité, du pays de naissance et du statut par rapport à l'emploi des personnes, de la taille et du niveau de vie des ménages, du nombre d'enfants âgés de moins de 15 ans vivant dans le ménage, de la perception de minima sociaux et des allocations chômage, du nombre de traitements suivis pour des maladies préexistantes, et du canton de résidence.

3.3 Le ressenti des ménages a souffert durant la pandémie

Cette partie se fonde sur les indicateurs subjectifs de l'enquête EU-SILC 2020 et repose sur les déclarations de personnes interrogées.

Pour résumer, en 2020, au Luxembourg

- 26.5% des ménages déclaraient avoir des difficultés à joindre les deux bouts, en hausse par rapport à 2019.
- On observe une remontée de cette proportion par rapport à l'année précédente dans toutes les catégories sauf pour les personnes au chômage.
- 58.7% des ménages monoparentaux avec au moins deux enfants et 44.3% des locataires ont des difficultés financières.
- Pour près de 8 ménages sur 10, la charge financière liée au logement est préoccupante et s'aggrave s'il y a des enfants à charge dans le ménage.
- 44.6% des locataires et 35.6% des propriétaires avec prêt estiment que le poids du logement dans leur budget est important, contre seulement 11.8% des propriétaires sans prêt.
- Le problème des arriérés de paiement demeure un phénomène marginal.

3.3.1 Difficultés à joindre les deux bouts

En 2020, 26.5% des ménages résidant au Luxembourg déclarent avoir des difficultés à joindre les deux bouts. C'est une hausse de près de 2 points par rapport à 2019. Plus précisément, joindre les deux bouts est "plutôt difficile" pour 15.0% des ménages, "difficile" pour 8.0%, tandis que pour 3.6% des ménages ceci est vécu comme "très difficile". Le pourcentage pour la catégorie "difficile" a progressé de 2 points en 2020 par rapport à l'année dernière. Nous ne sommes donc pas dans une situation d'extrême difficulté financière mais, comme pour la pauvreté monétaire, il pourrait s'agir de difficultés ponctuelles liées à la crise économique.

Des écarts importants existent selon les différentes catégories de ménages. Ce sont les familles monoparentales [c.-à-d. un adulte avec un ou plusieurs enfants à charge] qui sont les plus exposées aux difficultés financières, avec des proportions qui ont augmenté en 2020: 58.7% de ces ménages étaient concernés, contre 55.7% en 2019. La hausse des difficultés à joindre les deux bouts n'a pas varié dans les ménages isolés contrairement aux autres ménages avec un ou plusieurs enfants.

La situation financière ne s'améliore pas non plus quand on interroge les ménages avec deux adultes: 19.3% d'entre eux déclarent avoir des difficultés. Les choses deviennent plus difficiles si des enfants sont présents: 28.1% des ménages composés de deux adultes avec un enfant et 31.8% de ceux avec au moins deux enfants trouvent difficile de s'acquitter de leurs dépenses courantes.

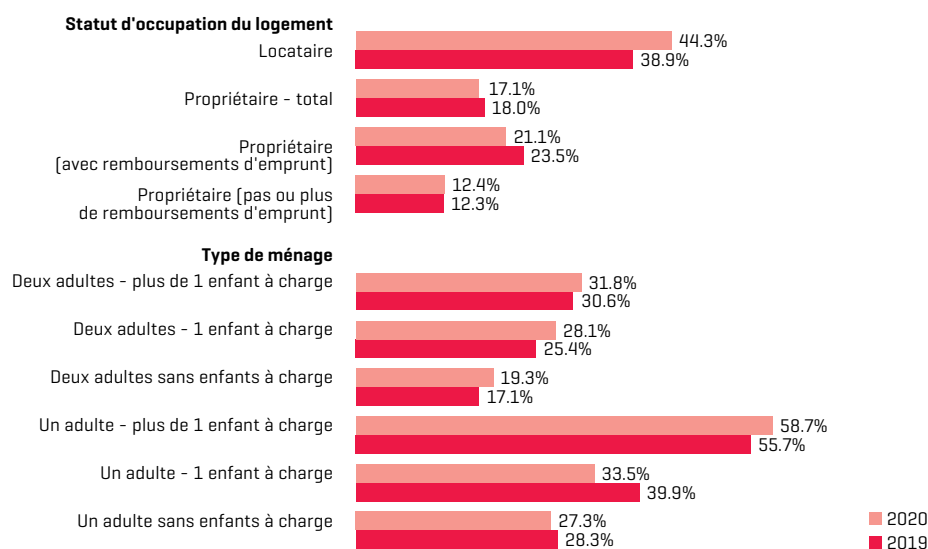
Tableau 3 **La capacité des ménages à joindre les deux bouts, en %, concerne un peu plus d'une personne sur 4 en 2021**

	Capacité du ménage à joindre les deux bouts						Difficultés à joindre les deux bouts	Pas de difficultés à joindre les deux bouts
	Très difficile	Difficile	Plutôt difficile	Plutôt facile	Facile	Très facile		
2010	2.2	6.2	14.0	31.6	36.4	9.7	22.4	77.7
2011	2.6	6.4	15.2	29.8	34.7	11.3	24.2	75.8
2012	3.4	6.1	13.5	29.7	36.6	10.8	22.9	77.1
2013	4.2	8.0	15.5	31.5	30.9	9.9	27.7	72.3
2014	3.9	6.8	15.1	30.3	32.3	11.6	25.8	74.2
2015	3.9	7.6	15.0	32.6	29.7	11.2	26.5	73.5
2016	4.2	7.5	15.7	31.6	30.3	10.7	27.4	72.6
2017	5.6	7.1	15.9	34.5	27.4	9.6	28.6	71.4
2018	5.0	7.4	15.3	34.8	27.2	10.3	27.7	72.3
2019	4.2	6.1	14.5	31.0	33.4	10.8	24.9	75.2
2020	3.6	8.0	15.0	33.8	30.7	9.1	26.5	73.5

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2010-2020

Graphique 4 **La présence d'enfants dans le ménage détériore la capacité du ménage à joindre les deux bouts**

Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts, en %



Note: rupture de séries en 2020

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2019-2020

En 2020, 44.3% des ménages locataires ont rencontré des difficultés financières. Cette proportion chute à 17% parmi les ménages propriétaires, avec cependant un écart entre les ménages qui ont encore des remboursements d'emprunt en cours et les autres: 21.1% des premiers avouent éprouver des fins de mois difficiles, alors que parmi ceux qui n'ont pas [ou plus] de remboursements d'emprunt à effectuer, ce taux baisse à 12.4%. Cela illustre le poids important que représentent les remboursements d'emprunt et les loyers dans le budget des ménages.

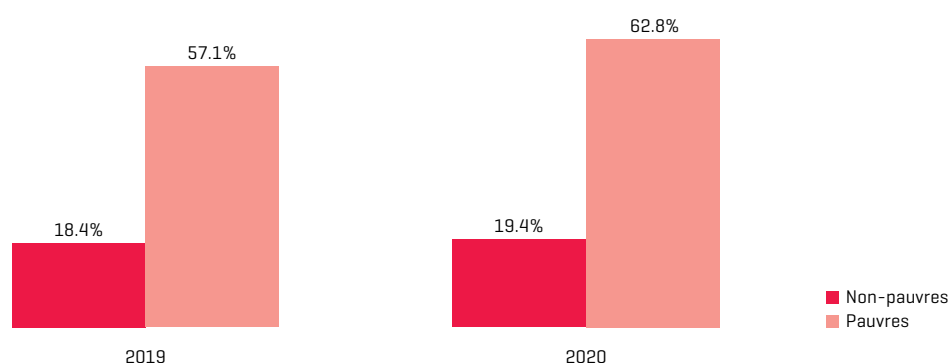
Parmi les ménages en situation de risque de pauvreté, c'est-à-dire ayant un niveau de vie inférieur à 60% du niveau de vie médian, 62.8% déclarent rencontrer des difficultés pour joindre les deux bouts, contre 19.4% de ceux qui ne sont pas en risque de pauvreté. En croisant une question subjective [difficulté à joindre les deux bouts] avec une question plus objective [risque de pauvreté], on obtient donc des résultats qui sont cohérents. Entre 2019 et 2020, la proportion de ménages pauvres déclarant avoir des fins de mois compliquées augmente de cinq points [→ Graphique 4].

Des différences de perception existent également entre les ménages selon le niveau d'éducation de la personne de référence. Ainsi, 42% des ménages dont la personne de référence a un faible niveau d'éducation [secondaire inférieur] déclarent être vulnérables financièrement, contre 29.4% des ménages dont la personne de référence a atteint un niveau moyen [secondaire supérieur] et 12.5% de ceux dont la personne de référence a atteint un niveau élevé [universitaire].

Les résultats de 2020 révèlent que ce sont les ménages dont la personne de référence est au chômage qui déclarent le plus souvent avoir des fins de mois difficiles: en moyenne, 63.1% de ces ménages le déclarent, contre 47.7% des ménages dont la personne de référence est inactive³ [autre que retraitée], 24.9% des ménages dont la personne de référence est en emploi et 14.7% de ceux dont la personne de référence est retraitée. Deux constats majeurs se dégagent: d'une part, le fait d'être en emploi ne garantit pas des fins de mois sereines et, d'autre part, les personnes au chômage sont fortement exposées [à plus de 60%] aux difficultés financières.

Graphique 5 **Une part importante des pauvres déclarent avoir des difficultés à joindre les deux bouts**

Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts

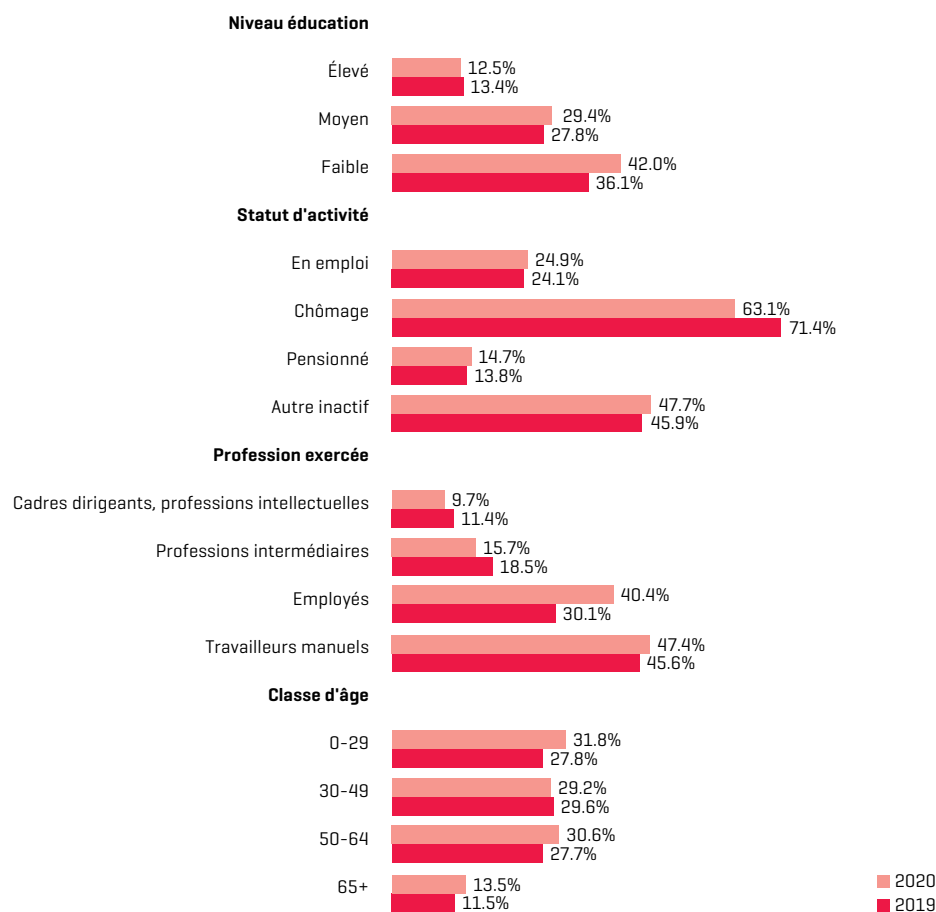


Source: STATEC [en collaboration avec le LISER], EU-SILC 2019-2020

³ Les inactifs sont par convention les personnes qui ne sont ni en emploi (BIT) ni au chômage: jeunes de moins de 15 ans, étudiants et retraités ne travaillant pas en complément de leurs études ou de leur retraite, hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler.

Graphique 6 Les personnes au chômage déclarent être plus vulnérables financièrement

Pourcentage de ménages déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts



Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2019-2020

Plus on monte dans l'échelle des professions, moins on ressent de difficultés liées à l'argent. 47.4% des ménages dont la personne de référence exerce une activité manuelle ont des soucis financiers, contre 9.7% des ménages dont la personne de référence occupe un poste de cadre dirigeant.

Pour ce qui est des classes d'âge, 13.5% des ménages dont la personne de référence est âgée de 65 ans ou plus déclarent avoir des problèmes d'argent, et pour les ménages dont la personne de référence est âgée de moins de 65 ans, les proportions oscillent entre 29% et 32%.

Les difficultés financières rencontrées par certains ménages au Luxembourg font qu'une partie de la population est exclue de certains biens et services qui sont importants pour permettre une bonne insertion dans la société. Par exemple, 35.5% des ménages qui déclarent avoir des difficultés financières n'ont pas les moyens de partir une semaine en vacances loin de leur domicile.

Par ailleurs, 22.2% des ménages ayant de très grandes difficultés financières ne peuvent pas s'offrir un repas à base de viande ou de poisson [ou équivalent végétarien] tous les deux jours. À l'inverse, la quasi-totalité des ménages qui ne doivent pas se serrer la ceinture peuvent s'offrir un repas de viande ou de poisson un jour sur deux.

En 2020, 90.8% de ceux qui déclarent ne pas avoir de difficultés financières peuvent faire face à des dépenses imprévues contre 42.7% qui admettent avoir des problèmes pour joindre les deux bouts. Cette proportion chute à 12.1% lorsqu'il est très difficile de s'en sortir à la fin du mois.

Tableau 4 **Pourcentage de ménages pouvant s'offrir une semaine de vacances loin de leur domicile, selon la capacité du ménage à joindre les deux bouts, 2018-2020: moins les ménages ont de l'argent, moins ils peuvent s'offrir une semaine de vacances loin de leur domicile**

Capacité du ménage à joindre les deux bouts	2018	2019	2020
Très difficile	35.7	32.8	29.9
Difficile	60.3	54.6	48.6
Plutôt difficile	78.7	80.2	81.1
Total - Difficultés pour joindre les deux bouts	66.2	65.9	64.5
Plutôt facile	95.9	96.3	95.5
Facile	98.0	98.3	98.8
Très facile	98.1	98.9	100.0
Total - Pas de difficultés pour joindre les deux bouts	97.0	97.6	97.4
Total	88.4	89.7	88.7

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2018-2020

Tableau 5 **Pourcentage de ménages pouvant s'offrir un repas à base de viande ou de poisson [ou équivalent végétarien] par semaine, selon la capacité du ménage à joindre les deux bouts, 2018-2020: les repas à base de viande ou de poisson [ou équivalent végétarien] sont un luxe pour les ménages aux fins de mois difficiles**

Capacité du ménage à joindre les deux bouts	2018	2019	2020
Très difficile	80.5	78.9	77.8
Difficile	93.7	87.4	93.9
Plutôt difficile	96.7	96.8	96.4
Total - Difficultés pour joindre les deux bouts	93.0	91.4	93.1
Plutôt facile	99.4	98.5	93.6
Facile	99.7	99.3	97.4
Très facile	98.3	99.5	99.7
Total - Pas de difficultés pour joindre les deux bouts	99.3	99.0	95.9
Total	97.6	97.2	95.2

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2018-2020

Tableau 6

Pourcentage de ménages pouvant faire face aux dépenses imprévues, selon la capacité du ménage à joindre les deux bouts, 2018-2020: les ménages qui ont des difficultés à joindre les deux bouts peuvent difficilement faire face aux dépenses imprévues

Capacité du ménage à joindre les deux bouts	2018	2019	2020
Très difficile	20.9	19.9	12.1
Difficile	44.2	39.0	23.1
Plutôt difficile	57.4	60.5	60.5
Total - Difficultés pour joindre les deux bouts	47.4	48.3	42.7
Plutôt facile	90.0	91.2	85.6
Facile	95.6	96.2	94.1
Très facile	97.6	99.5	98.9
Total - Pas de difficultés pour joindre les deux bouts	93.2	94.6	90.8
Total	80.4	83.1	78.1

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2018-2020

3.3.2 La charge financière du logement: une question centrale

En 2020, 31.5% des ménages résidant au Luxembourg considèrent que la charge financière de leur logement est importante, 47.4% qu'elle est moyennement importante, et 21.1% qu'elle ne l'est pas du tout. Ainsi, pour 78.9% de ménages au Luxembourg, le problème de la charge financière liée au logement est donc préoccupant. Cette proportion reste à un niveau important et augmente de 1 point par rapport à 2019.

La charge financière du logement n'est pas ressentie de la même manière par toutes les catégories de ménages. La perception s'aggrave s'il y a des enfants à charge. Pour 25.8% des ménages isolés, le poids du logement est perçu comme pas du tout important, tandis qu'il ne l'est que pour 5.2% des ménages monoparentaux avec un enfant et chute à 4.4% pour les ménages monoparentaux avec plusieurs enfants. Par ailleurs, ce sont 27% des ménages de deux adultes sans enfants qui considèrent comme pas du tout importante la charge financière de leur logement. Ce pourcentage chute à 8.1% pour les ménages de deux adultes avec un enfant et 8.8% pour ceux composés de deux adultes avec au moins deux enfants à charge. Pour seulement 12.6% des ménages locataires de leur résidence principale et 12.9% des ménages propriétaires qui ont encore des remboursements d'emprunt à effectuer, la charge financière du logement est perçue comme pas du tout importante, alors qu'elle l'est pour 40.4% des ménages propriétaires qui n'ont pas ou plus de remboursements d'emprunt. On voit encore le poids des remboursements d'emprunt et des loyers sur les finances des ménages.

Tableau 7 **Un tiers des ménages juge la charge financière de leur logement comme importante**

	Perception de la charge financière du logement		
	Importante	Moyennement importante	Pas du tout importante
2010	36.4	45.5	18.1
2011	36.4	46.9	16.7
2012	38.2	45.2	16.6
2013	35.0	45.2	19.8
2014	31.5	45.5	23.0
2015	30.1	44.0	25.9
2016	36.1	45.5	18.5
2017	33.8	46.7	19.4
2018	35.1	45.1	19.8
2019	32.0	45.9	22.1
2020	31.5	47.4	21.1

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2010-2020

Tableau 8 **Distribution (en %) des ménages selon la perception de la charge financière du logement: près des deux tiers des familles monoparentales avec plusieurs enfants perçoivent la charge financière de logement comme importante**

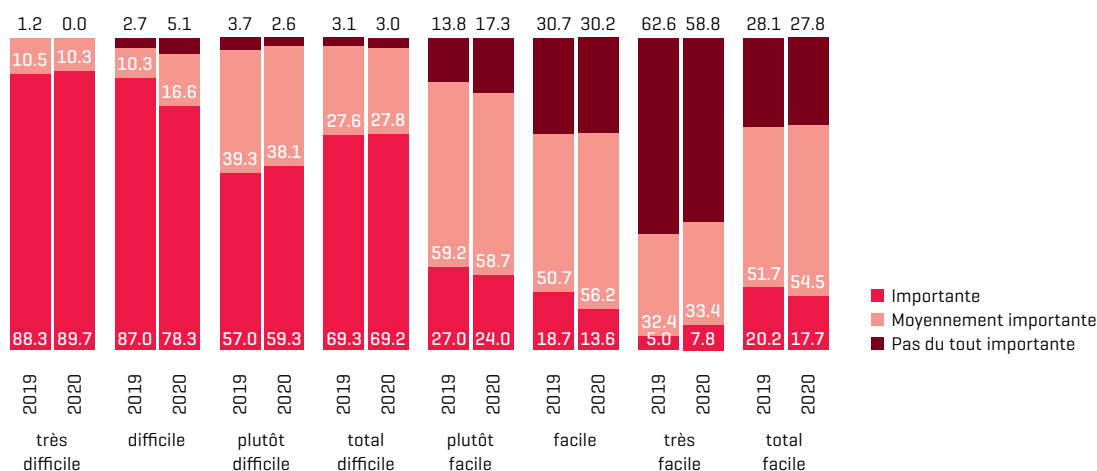
	Importante	Moyennement importante	Pas du tout importante
Un adulte sans enfants à charge	26.8	47.5	25.8
Un adulte - 1 enfant	46.2	48.6	5.2
Un adulte - plus de 1 enfant à charge	64.0	31.6	4.4
Deux adultes sans enfants à charge	26.7	46.4	27.0
Deux adultes - 1 enfant à charge	38.1	53.8	8.1
Deux adultes - plus de 1 enfant à charge	47.7	43.6	8.8
Ménages propriétaires (pas de remboursement d'emprunt en cours)	11.8	47.9	40.4
Ménages propriétaires (remboursement d'emprunt en cours)	35.6	51.5	12.9
Ménages locataires	44.6	42.8	12.6
Ménages propriétaires (total)	24.7	49.9	25.5
Ménages locataires	44.6	42.8	12.6

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2020

Graphique 7

Pour 69.2% des ménages qui déclarent avoir des difficultés à joindre les deux bouts, la charge financière du logement est perçue comme importante

Distribution des ménages selon la perception de la charge financière du logement et la capacité du ménage à joindre les deux bouts, en %



Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2019-2020

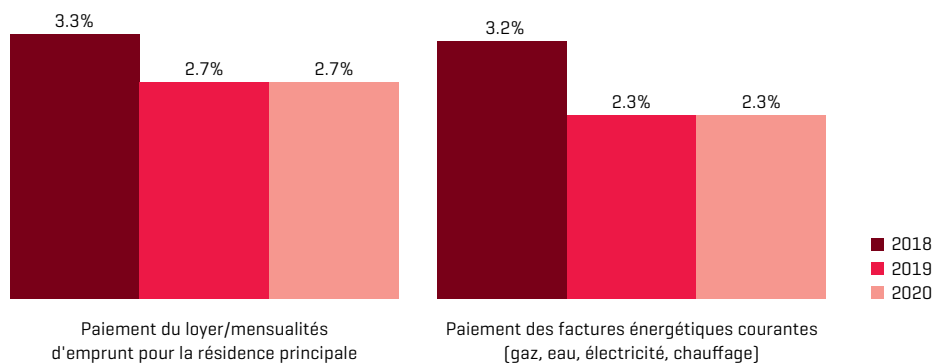
Logiquement, la charge du logement est corrélée avec la capacité financière du ménage: pour 69.2% des ménages qui déclarent avoir des difficultés à joindre les deux bouts, la charge financière du logement est perçue comme importante, alors que cela ne concerne que 17.7% des ménages qui n'ont pas de difficultés.

En 2020, 2.7% des ménages déclarent avoir eu au moins une fois au cours des douze derniers mois des arriérés sur le paiement du loyer (si le ménage est locataire) ou des mensualités d'emprunt (si le ménage est propriétaire) pour leur résidence principale et 2.3% ont payé en retard leurs factures courantes liées à la résidence principale (eau, électricité, gaz et chauffage). Le problème des arriérés de paiement reste donc un phénomène marginal et stable au Luxembourg d'après nos données.

Graphique 8

2.7% des ménages déclarent avoir des arriérés de paiement en 2020

Pourcentage de ménages déclarant avoir eu des arriérés de paiement au moins une fois pendant les douze derniers mois



Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2018-2020

B) Une vue structurelle sur les revenus, leurs inégalités et la pauvreté

Source de données

Les chiffres commentés dans cette partie proviennent de l'enquête EU-SILC [European Union Survey on Income and Living Conditions]. Il s'agit d'une enquête européenne qui est réalisée chaque année au Luxembourg par le STATEC en collaboration avec le LISER [Luxembourg Institute for Socio-Economic Research]. À côté des questions sur le revenu des ménages et des personnes [qui permettent notamment de calculer des indicateurs objectifs basés sur la distribution des revenus, comme le taux de risque de pauvreté ou le coefficient de Gini], l'enquête contient des questions subjectives sur la perception qu'ont les ménages de leur propre situation financière et matérielle.

Les résultats commentés dans les pages qui suivent ne tiennent pas compte des conséquences économiques et sociales engendrées par le COVID-19 car les indicateurs sur les revenus, les inégalités et la pauvreté (→ Chapitres 3.4 et 3.5) sont calculés à partir de l'enquête EU-SILC 2020 et portent sur les revenus perçus par les ménages en 2019.

En 2020, l'enquête sur le terrain a aussi été fortement impactée par les mesures de confinement et les restrictions sanitaires imposées. Dès lors, les résultats de la vague d'enquête 2020 ne sont pas comparables aux vagues précédentes. Il faudra attendre les vagues d'enquête suivantes pour confirmer les observations au niveau des tendances de long terme.

3.4 Les revenus et leurs inégalités en 2019

Pour résumer, en 2019, au Luxembourg

- La moitié des ménages dispose, après impôts et cotisations sociales, d'un revenu mensuel égal à 4 897 EUR.
- Le niveau de vie médian (→ Encadré) vaut 3 154 EUR mensuels pour une personne seule après impôts et prestations sociales, c'est un niveau de vie plus élevé que celui observé en 2018.
- Le revenu du travail reste la composante la plus importante, mais elle est en baisse constante. À l'inverse, les revenus de compensation augmentent, particulièrement les pensions de vieillesse. Nous notons aussi une légère hausse des revenus du capital.
- Les 10% du haut de l'échelle des revenus touchent en moyenne 8.1 fois ce que touchent les 10% en bas de la distribution après impôts et cotisations sociales. La différence entre ces deux catégories de ménage est en moyenne de 7 609 EUR, ce qui représente 3.5 fois le salaire social minimum en 2019.

Le revenu est un des éléments importants pour la qualité de vie des ménages car il leur permet d'acquérir des biens et services et de constituer un patrimoine financier. Il est un des principaux indicateurs des conditions de vie et de bien-être d'une société. La présente analyse du revenu couvre divers aspects et se divise en trois sections. La première section porte sur le revenu brut des ménages qui reflète la mise en commun des ressources et ses composantes. L'évolution du revenu selon la source est aussi examinée.

La deuxième section traite du revenu disponible du ménage, soit le revenu total brut moins les retenues fiscales et les cotisations sociales. Si ce revenu est un indicateur important, il n'est pas suffisant pour pouvoir comparer le niveau de vie des ménages qui dépend de sa composition et de sa taille. Pour comparer le niveau de vie des ménages et des personnes, il faut définir un concept de revenu qui sera appelé par la suite le niveau de vie, en divisant le revenu total disponible du ménage par son nombre d'"équivalents-adulte".

Ce concept sera développé dans la dernière section. Le niveau de vie sera présenté et analysé selon les variables comme le type de famille, l'âge de la personne de référence du ménage, le statut d'activité, la nationalité et la profession.



3.4.1 Le revenu brut

Le revenu brut des ménages provient de deux sources: les revenus privés et les revenus des transferts.

Les revenus privés sont les revenus "primaires" d'un ménage et proviennent de son travail et de son capital. Les revenus du travail sont tirés d'une activité professionnelle salariée ou indépendante, tandis que les revenus du capital proviennent essentiellement de la mise en location par les ménages de biens immobiliers (par exemple, un appartement, un garage ou un terrain) et des intérêts ou des dividendes perçus sur des placements financiers (par exemple, portefeuilles d'actions, plans d'épargne ou assurance-vie).

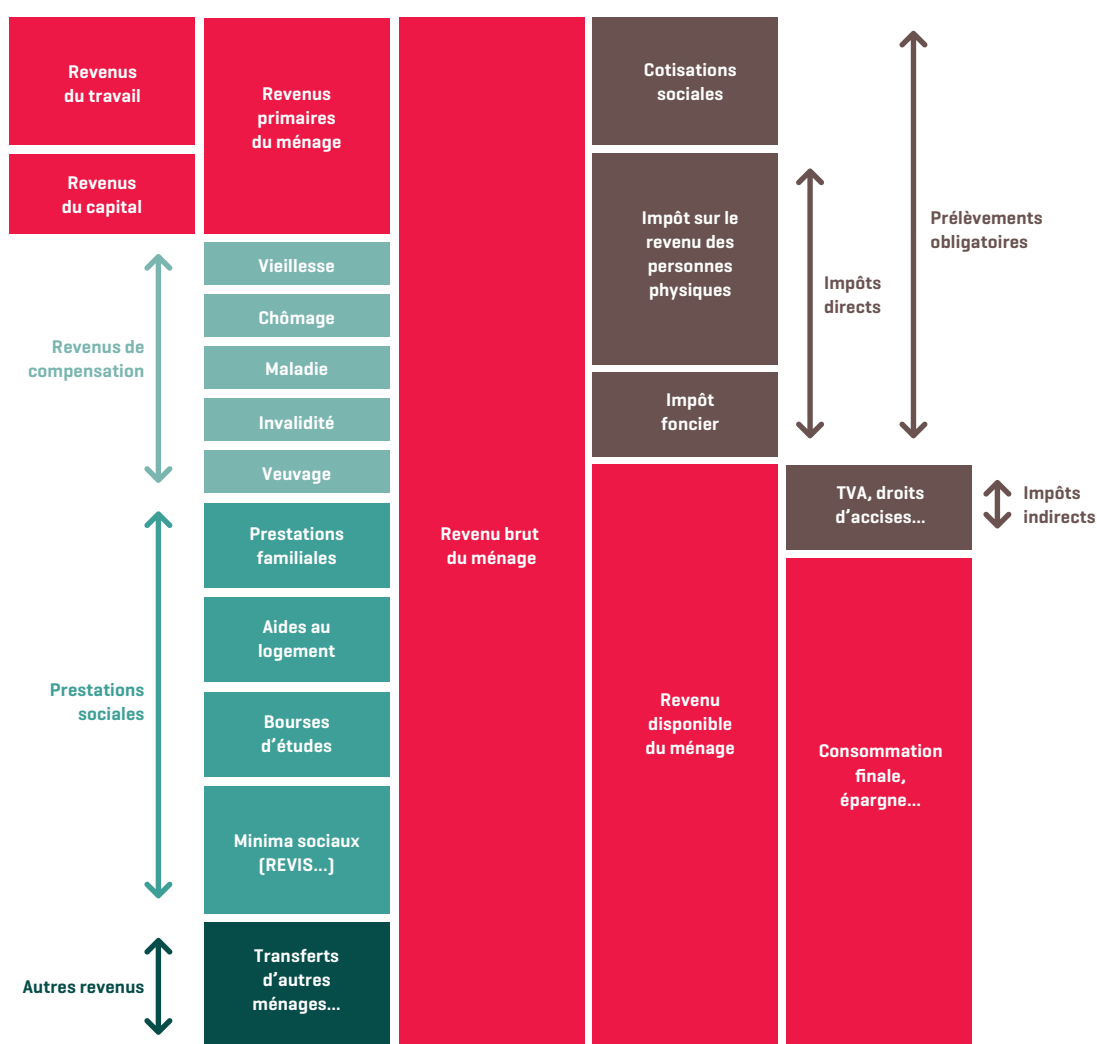
En plus des revenus primaires, les ménages touchent souvent d'autres formes de revenus, dits "secondaires", qui correspondent à des transferts réalisés par l'État vers les ménages. Ces revenus secondaires peuvent prendre la forme de revenus de compensation se substituant aux revenus d'activité lorsque les personnes ne peuvent plus exercer d'activité professionnelle (en cas de vieillesse, de chômage, de maladie, d'invalidité ou de veuvage). Les prestations sociales dont les ménages peuvent bénéficier constituent une deuxième source de revenus secondaires, par exemple:

- prestations familiales: allocations familiales, allocation de rentrée scolaire, allocation d'éducation, prestations de naissance, indemnité pour congé parental, le boni pour enfant a été supprimé en 2016;
- aides au logement, sous la forme de subvention ou de bonification des intérêts d'emprunt pour les ménages propriétaires et de subvention de loyer pour les locataires;
- bourses d'études sans charge d'intérêts;
- minima sociaux: il s'agit principalement du revenu d'inclusion sociale [REVIS] qui remplace le revenu minimum garanti [RMG] depuis le 1^{er} janvier 2019, mais aussi d'autres prestations versées par le Fonds National de Solidarité.

Si l'on ajoute à tout cela les revenus qui sont issus de transferts réguliers de la part d'autres ménages (par exemple, les pensions alimentaires) et les revenus qui sont perçus par les membres du ménage âgés de moins de 16 ans (par exemple, les salaires d'apprentissage), on aboutit au revenu brut du ménage.

La **figure 1** fait la synthèse de ces différentes sources de revenus possibles pour les ménages. Il faudrait aussi ajouter à cette liste l'ensemble des revenus en nature [production domestique, voiture de société, prestations sociales en nature comme les chèques-service accueil, les remboursements pour les médicaments ou les loyers d'habitation réduits...]. Bien que l'impact des prestations sociales en nature sur le niveau de vie des ménages soit significatif, il est difficile statistiquement de donner une valeur monétaire aux revenus qui sont perçus en nature. C'est pour cela qu'ils ne sont généralement pas pris en compte et constituent une faiblesse dans le calcul des principaux indicateurs sur la distribution des revenus. La **figure 1** montre aussi les différents impôts qui vont jouer un rôle dans le passage du revenu brut vers le revenu net.

Figure 1 **Une typologie des revenus des ménages**



Source: STATEC

Le **tableau 9** présente la part relative (en %) des différentes sources de revenu dans le revenu total brut des ménages qui résident au Luxembourg. Les sources de revenus sont regroupées en cinq catégories, à savoir les revenus du travail, les revenus du capital, les revenus de compensation, les prestations sociales et les autres revenus.

Les revenus primaires (revenus du travail et revenus du capital) constituent en moyenne 72% du revenu total brut des ménages. Parmi ces revenus, le revenu du travail est de loin la source de revenus la plus importante pour les ménages [67.9%]. Les revenus de compensation (notamment les pensions de vieillesse) sont en constante hausse et représentent maintenant près d'un quart [24.7%] du revenu brut des ménages et constituent la deuxième source de revenus, suivis très loin derrière par les prestations sociales [3.8%] et le revenu du capital [3.5%]. Les prestations sociales comprennent principalement les prestations familiales et les minima sociaux dont la part a néanmoins fortement augmenté.

Tableau 9 **Plus de deux tiers du revenu brut de l'ensemble des ménages provient des revenus du travail liés à une activité salariale**

Sources de revenu	2020	Composantes de chaque source de revenu Parts en % de la source de revenu	2020
Revenus du travail	67.9	Activité salariée	96.3
		Usage voiture de société à des fins privées	0.4
		Activité indépendante	3.3
Revenus de compensation	24.7	Pensions de vieillesse	85.5
		Chômage	5.2
		Invalidité	4.3
		Veuvage	1.7
		Maladie	3.4
Prestations sociales	3.8	Prestations familiales	61.4
		Bourses d'études	11.8
		Aides au logement	4.2
		Minima sociaux	22.6
Revenus du capital	3.5	Location de biens immobiliers	78.4
		Intérêts, dividendes, bénéfices tirés de placements financiers	20.5
		Pensions versées par des régimes complémentaires de retraite	1.1
Autres revenus	0.2	Transferts réguliers en provenance d'autres ménages	100
		Revenus des personnes de moins de 16 ans	0

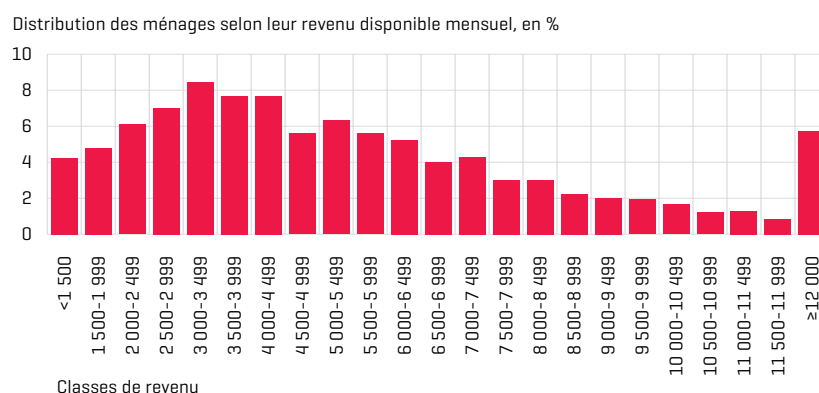
Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC

3.4.2 Le revenu disponible par ménage

Le revenu disponible est le revenu dont dispose un ménage afin de consommer ou d'épargner. Il est calculé en enlevant du revenu brut le montant des cotisations sociales (à la charge de l'employé) et des impôts directs (impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt foncier communal). Si l'imposition directe constitue la partie émergée du système fiscal, les ménages sont également soumis à une imposition indirecte à quasiment tous les stades de leur consommation courante (TVA, droits d'accises). Les impôts indirects sont acquittés par les entreprises, mais leur montant est répercuté à court terme sur les prix à la consommation. Ce sont donc les ménages qui les payent au final. Or, dans le concept de revenu disponible, les impôts indirects ne sont pas déduits du revenu brut (→ Figure 1).

Après la déduction des impôts, le revenu disponible moyen des ménages résidant au Luxembourg est de 5 716 EUR par mois. Quant au revenu disponible médian⁴, il est de 4 897 EUR par mois. La répartition des ménages en fonction de leur revenu disponible révèle que 30.7% des ménages disposent d'un revenu inférieur à 3 500 EUR par mois, dont 26.5% obtiennent un revenu compris entre 1 500 et 3 500 EUR et 4.3% des ménages possèdent un revenu mensuel inférieur à 1 500 EUR (→ Graphique 9). À l'autre extrémité, 5.7% des ménages jouissent d'un revenu supérieur ou égal à 12 000 EUR par mois.

Graphique 9 **En 2020, près du tiers des ménages dispose d'un revenu mensuel inférieur à 3 500 euros, en % du nombre total des ménages**



Note: les ménages dont les revenus sont égaux ou dépassent 12 000 EUR sont regroupés, ce qui explique le pic à droite.

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC

⁴ Le revenu disponible médian est le revenu disponible qui divise la population en deux parts égales, 50% ayant moins de 4 912 EUR et 50% plus.

Pour bien comprendre

Ce chapitre s'intéresse au revenu disponible par équivalent-adulte qui est plus communément appelé le niveau de vie. Il est clair qu'une personne seule qui dispose d'un revenu mensuel de 5 000 EUR aura un niveau de vie supérieur à celui d'un couple avec deux enfants disposant du même revenu. Afin de pouvoir comparer les niveaux de vie de ces deux ménages, une solution serait de diviser leur revenu par la taille du ménage (en nombre de têtes). Mais on admet généralement que les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes cohabitent au sein d'un même ménage, un grand nombre de biens et de services sont mutualisés: on partage, entre autres, le loyer de l'habitation, l'électricité ou le chauffage. Ce phénomène se vérifie aussi tout particulièrement avec les biens de consommation durables (voiture, machine à laver, réfrigérateur...). Les besoins d'un ménage de plusieurs personnes ne sont donc pas égaux à la somme des besoins respectifs de tous ses membres.

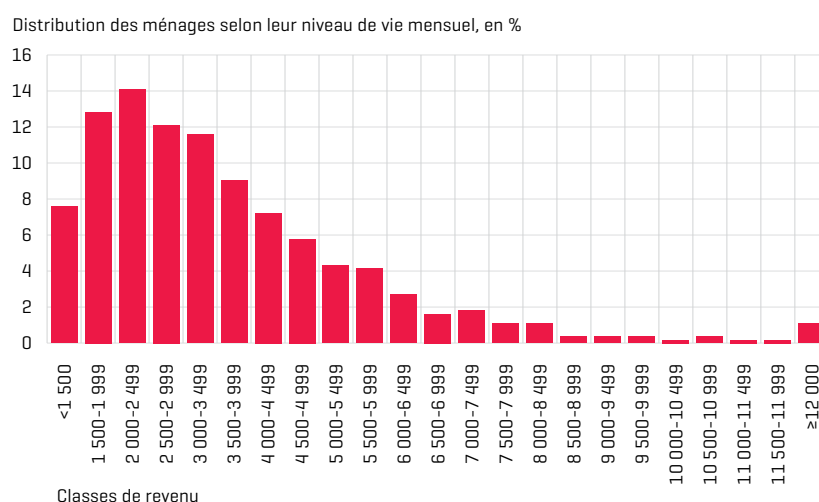
Afin de pouvoir comparer les niveaux de vie de ménages ayant des tailles et des compositions différentes, on divise généralement le revenu disponible du ménage par le nombre d'unités de consommation qui se calcule en utilisant une échelle d'équivalence. Le niveau de vie d'un ménage s'obtient alors en divisant son revenu total disponible par le nombre d'unités de consommation selon l'échelle "OCDE modifiée" qui est aussi celle utilisée par Eurostat. Selon cette échelle, la personne de référence du ménage compte pour un équivalent-adulte, chaque autre membre du ménage âgé de 14 ans ou plus pour 0.5 et chaque membre âgé de 13 ans ou moins pour 0.3.

Dans l'exemple précédent, le ménage d'une seule personne aurait donc un niveau de vie mensuel de $5\,000/1 = 5\,000$ EUR par unité de consommation, tandis que le couple avec deux enfants à charge, en supposant que ces derniers soient âgés de moins de 14 ans, aurait un niveau de vie égal à $5\,000/(1+0.5+0.3+0.3=2.1)$. Donc $5\,000:2.1=2\,381$ EUR par unité de consommation ou équivalent-adulte. Dans cet exemple, les niveaux de vie varient donc du simple au double.

En 2020, le niveau de vie moyen des personnes vivant dans un ménage au Luxembourg est de 3 641 EUR par mois. Le niveau de vie médian est de 3 154 EUR par mois. Ce montant divise la population en deux parts égales, 50% ayant moins de 3 154 EUR et 50% plus.

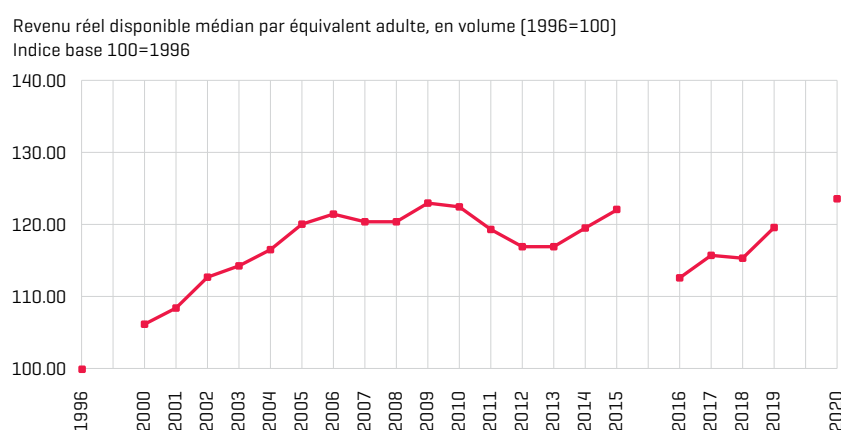
En détail, la répartition des ménages en fonction du niveau de vie par mois de ses membres indique que pour 50.6% des ménages au Luxembourg, le niveau de vie mensuel oscille entre 1 500 et 3 500 EUR. Aux extrémités, 7.6% des ménages se composent d'individus ayant un niveau de vie inférieur à 1 500 EUR, tandis que pour 5.0% des ménages, les personnes ont un niveau de vie supérieur à 7 500 EUR [→ Graphique 10].

Graphique 10 **En 2020, dans 1 ménage sur 5, le niveau de vie des individus est inférieur à 2 000 euros par mois, en % du nombre total des ménages**



Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC

Graphique 11 **Le niveau de vie augmente après quelques années de stagnation**



Note: rupture de séries en 2016 et en 2020.

Sources: LISER [d'après Population et Emploi, n° 1, janvier 2004] jusqu'en 2002. STATEC [en collaboration avec le LISER] EU-SILC 2003 - 2020

3.4.4 L'évolution du niveau de vie à long terme

Mise en garde

Concernant les évolutions temporelles des revenus, nous voudrions attirer l'attention sur l'imprécision statistique qui entoure ces chiffres, de sorte que les évolutions présentées doivent être interprétées avec prudence, même si une tendance à la stabilité ne peut être exclue. Un autre fait doit aussi inciter à la prudence dans l'analyse des évolutions sur une longue période: les chiffres du graphique suivant sont tirés de deux enquêtes et donc de deux échantillons qui sont différents: le PSELL-2 jusqu'en 2002, puis EU-SILC à partir de 2003. Par ailleurs, une rupture de série pour l'enquête EU-SILC intervient entre l'année 2015 et 2016, suite au recours à une nouvelle base d'échantillonnage. Finalement, en 2020 du fait de la pandémie, la collecte des données de l'enquête a été fortement impactée. Cette dernière a uniquement concerné les ménages déjà présents dans le panel de ménages, contrairement aux années précédentes où l'échantillon était renouvelé pour un quart chaque année. Par ailleurs, le mode de collecte a aussi changé suite à la mise en place des mesures de confinement et de la restriction des contacts interpersonnels. Dès lors, la collecte s'est déroulée via téléphone au détriment du mode face-à-face traditionnellement utilisé. Tous ces changements provoquent une rupture inévitable de la série.

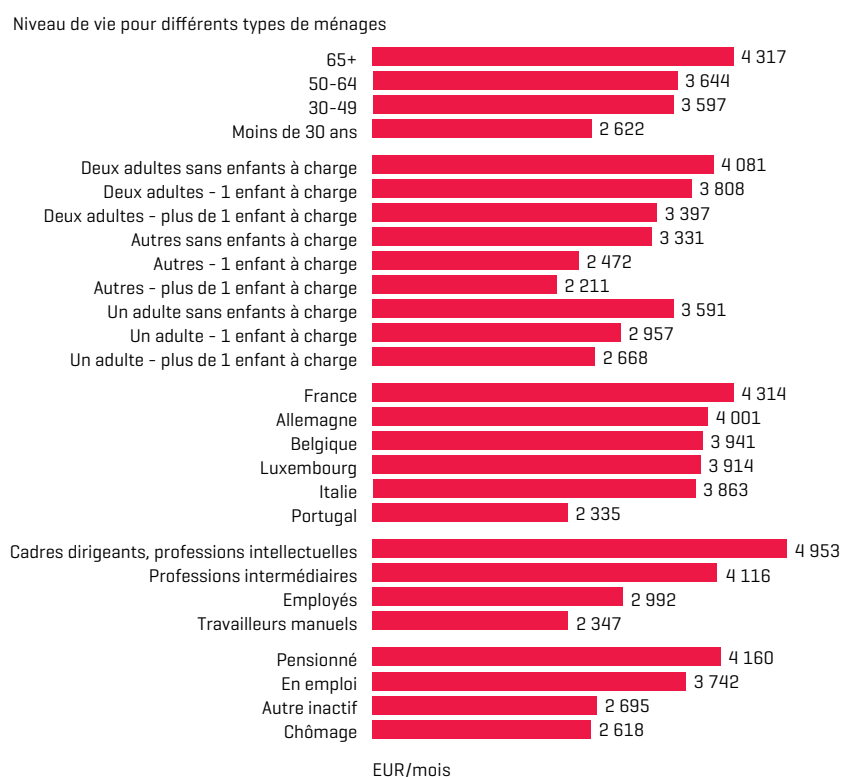
Le niveau de vie des personnes au Luxembourg s'est accru régulièrement entre 1996 et 2020. Après un léger fléchissement observé en 2016, on a retrouvé en 2017, le même niveau qu'en 2015 et cette hausse se poursuit jusqu'à 2020 qui constitue le pic de la série. Si l'on exprime ce niveau de vie en termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation, le niveau de vie médian des individus s'est accru de 23.2% entre 1996 et 2020 (→ [Graphique 11](#)).

En 2020, le niveau de vie médian augmente de 3.3% en euros constants (c'est-à-dire en neutralisant l'augmentation des prix) par rapport à 2019. Il est en constante progression depuis cinq ans (+1.93% par an en moyenne depuis 2016). Avant 2016, il augmentait à un rythme moins soutenu (+ 1% par an en moyenne entre 2000 et 2015). Entre 2019 et 2020, les niveaux de vie évoluent de façon contrastée. La progression des revenus a été un peu plus importante dans les deux premiers déciles. Le premier décile augmente nettement (+9.6%) et le deuxième décile croît de 4.4%. Au-delà du 2^e décile, les niveaux de vie sont en plus légère hausse.

3.4.5 Niveau de vie selon les caractéristiques de la personne de référence du ménage

Un écart important de niveau de vie existe entre les ménages dont la personne de référence est pensionnée et ceux dont la personne de référence est en emploi ou au chômage. Le niveau de vie des pensionnés est le plus élevé, en étant 1.1 fois plus élevé que celui des personnes en emploi, et 1.6 fois que celui des chômeurs [→ Graphique 12]. Les résultats pour les quatre grands types de professions considérés montrent que le niveau de vie augmente de façon régulière à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie professionnelle. Le niveau de vie des ménages des cadres dirigeants est le double de celui des travailleurs manuels. Les ménages dont la personne de référence est portugaise sont les moins aisés avec un niveau de vie inférieur au niveau de vie moyen, alors que ceux dont la personne de référence est française sont les plus aisés. Les ménages luxembourgeois et belges ont un niveau de vie identique qui est supérieur au niveau de vie moyen. Finalement, le niveau de vie est plus faible pour le ménage de plusieurs adultes avec enfants par rapport au ménage avec deux adultes ou plus. La présence d'un ou plusieurs enfants a aussi un impact négatif sur le niveau de vie. Par ailleurs, le niveau de vie augmente avec l'âge, et les personnes de 65 ans et plus disposent d'un niveau de vie de 4 317 EUR contre 3 597 EUR pour les 30-49 ans et 2 622 EUR pour les moins de 30 ans.

Graphique 12 **En 2020, le niveau de vie dans les ménages de cadres dirigeants est, comme depuis plusieurs années, toujours plus de 2 fois celui des ménages de travailleurs manuels**



Note: les "Autres" ménages désignent les ménages composés de plus de deux adultes avec ou sans enfants. "Autre inactif" représente les ménages où la personne de référence est soit une personne au foyer, soit une personne handicapée qui ne travaille pas, soit un apprenti ou une personne en formation.

Note de lecture: le niveau de vie dans les ménages dont la personne de référence a 65 ans ou plus est de 4 317 EUR.

Source: STATEC [en collaboration avec le LISER], EU-SILC 2020

3.4.6 Les inégalités de revenus

Pour résumer, en 2020

Le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités est en baisse de 0.1 point par rapport à l'année précédente mais en augmentation de 0.1 point par rapport à 2016. Les 10% des personnes les plus aisées ont un revenu moyen qui est 8 fois supérieur à celui des 10% les moins aisées. Les inégalités de revenus sont très sensibles aux évolutions des hauts revenus.

La distribution des revenus prenant en compte aussi bien les revenus des ménages que ceux des individus est à la base de nombreux indicateurs visant à mesurer le niveau de la pauvreté et des inégalités au sein de la population. Des indicateurs relatifs à la distribution des revenus et des niveaux de vie des personnes résidant au Luxembourg en 2020 ont déjà été présentés dans le chapitre précédent. Parmi les indicateurs traitant les inégalités, on trouve des indicateurs de dispersion des revenus comme le ratio interquintile S80/S20, le ratio interdécile S90/S10 ou le ratio intervingtile S95/S5, et des indicateurs de concentration des revenus comme le coefficient de Gini.

Sur la période 2016-2020, l'évolution du coefficient de Gini suit une tendance haussière, ce qui veut dire que concrètement, les inégalités entre les personnes continuent d'augmenter. En 2020, le coefficient de Gini se situe à 0.31, soit 0.1 point de plus depuis 2016 [→ Graphique 13].

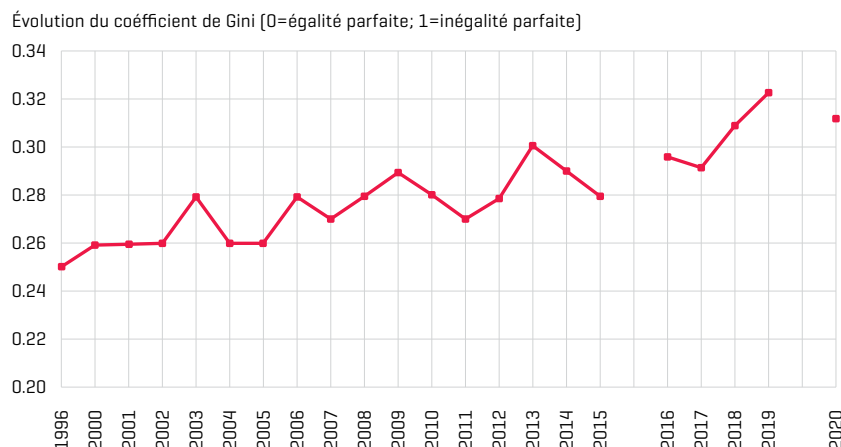
Pour bien comprendre

Le coefficient de Gini varie entre 0 et 1. Une valeur égale à 0 signifie que tous les membres de la population ont le même niveau de vie (situation d'égalité parfaite). En revanche, un coefficient de Gini égal à 1 correspond à la situation hypothétique dans laquelle un seul individu posséderait la totalité des revenus du pays, alors que tous les autres auraient un revenu égal à 0 (situation d'inégalité parfaite).

Le ratio interquintile S80/S20 est calculé en divisant la part du revenu total perçue par les 20% des individus les plus aisés par la part perçue par les 20% les moins aisés. Par exemple, un rapport interquintile de 4 va signifier que les 20% des individus les plus aisés ont un revenu qui est en moyenne 4 fois supérieur à celui des 20% les moins aisés. Une variante serait de calculer le ratio interdécile S90/S10 ou le ratio intervingtile S95/S5 en divisant la part du revenu perçue par les 10% (ou les 5% respectivement) des individus ayant les revenus les plus élevés, par celle des 10% (ou les 5% respectivement) ayant les revenus les plus bas.

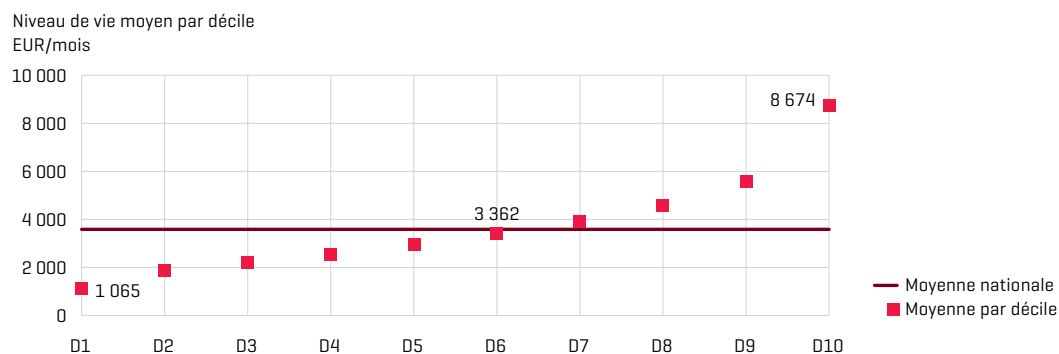
Le niveau de vie moyen par individu au Luxembourg en 2020 est de 3 651 EUR par mois. Cependant, étant donné que les revenus divergent, le niveau de vie moyen ne renseigne pas sur les inégalités entre les individus: il varie de 1 065 EUR/mois pour les 10% des individus les moins aisés à 8 674 EUR/mois pour les 10% les plus aisés [→ Graphique 14].

Graphique 13 **Le coefficient de Gini montre que les inégalités ne baissent pas depuis 2016**



Note: rupture de séries en 2016 et en 2020
Source: STATEC [en collaboration avec le LISER], EU-SILC

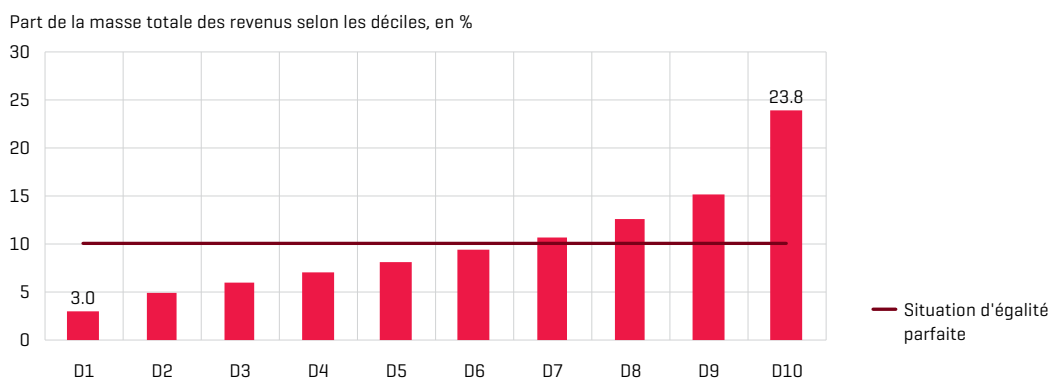
Graphique 14 **En 2020, comme lors des années précédentes, il y a un net écart entre le niveau de vie moyen des 10% d'individus les plus aisés (D10) et les autres**



Note de lecture: D1 correspond au 1^{er} décile et représente les 10% des ménages les moins aisés.
D10 correspond au 10% des ménages les plus aisés.
Source: STATEC [en collaboration avec le LISER], EU-SILC 2020

Si l'on regarde la répartition de la masse totale des revenus parmi les déciles, on remarque que la moitié la plus aisée (décile 6 à décile 10) de la population gagne 71.3% de l'ensemble des revenus des ménages [→ Graphique 15]. Il existe un écart important entre les extrêmes: les 10% des individus ayant les niveaux de vie les plus bas ne possèdent que 3% de la masse totale des revenus des ménages, contre 23.8% pour les 10% les plus aisés. Dans une situation parfaitement égalitaire, chaque décile de la population posséderait 10% du revenu total mais la réalité est bien loin de ce scénario.

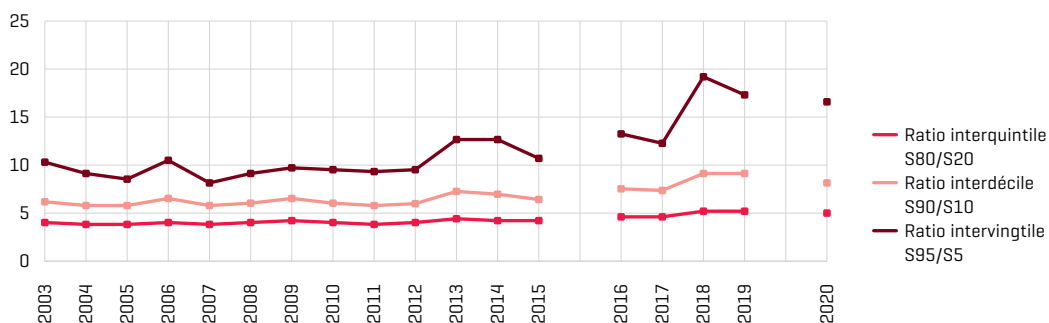
Graphique 15 **La moitié la plus aisée de la population empoche 71.3% de l'ensemble des revenus des ménages**



Note de lecture: si la masse de revenus était également distribuée, les ménages de chaque décile posséderaient exactement 10% (ligne rouge foncé sur le graphique) de la masse totale des revenus.
Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2020

Les indicateurs d'inégalités S80/S20, S90/S10 montrent une stagnation voire une baisse, alors que le coefficient de Gini est en hausse. Le ratio interquintile se situe à 5 contre 5.3 en 2019 et le ratio interdécile est de 8, en baisse d'un point par rapport à 2019. En revanche, les 5% des personnes les plus modestes disposent de 0.9% de la somme des niveaux de vie et les 5% les plus aisés de 14.6%. Le rapport entre ces deux masses s'élève à 16.5. Ceci signifie que les 5% les plus aisés touchent des revenus 16 fois supérieurs au 5% les plus défavorisés, soit aussi une baisse de 1 point par rapport à 2019 [→ Graphique 16].

Graphique 16 **Les indicateurs d'inégalités sont stables entre 2019 et 2020**

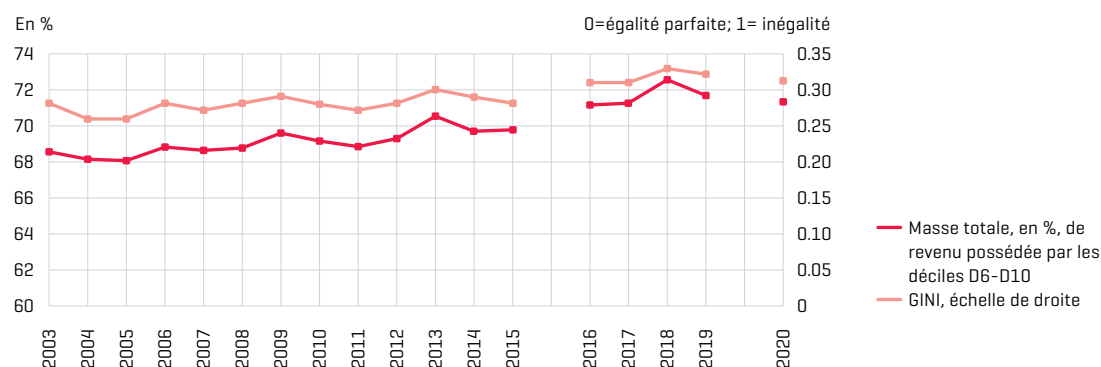


Note: rupture de séries en 2016 et en 2020
Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2003-2020

Les ratios ont un désavantage; ils peuvent rester insensibles à d'éventuelles modifications intervenant dans le milieu de la distribution des revenus, ce qui n'est en revanche pas le cas du coefficient de Gini. En général, une augmentation du niveau de vie des personnes aisées comme une chute de celui des personnes moins aisées auront une influence notable sur la valeur du coefficient de Gini.

Si l'on compare l'évolution de la part du revenu total dont disposent les personnes appartenant aux déciles supérieurs avec celle du coefficient de Gini, on voit que les deux courbes suivent la même tendance. Cela signifie que les inégalités de revenus au Luxembourg sont plutôt sensibles aux mouvements intervenant dans les déciles supérieurs de la distribution des revenus (→ Graphique 17).

Graphique 17 **Les inégalités sont très sensibles aux variations des revenus élevés**



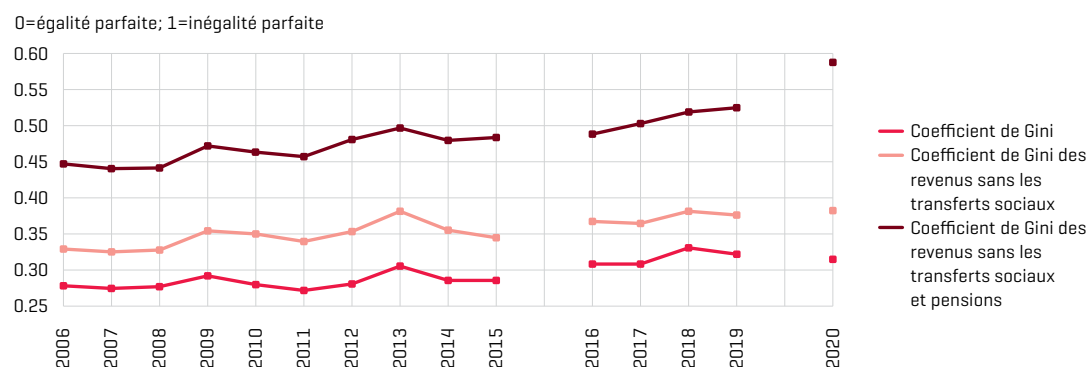
Note: rupture de séries en 2016 et en 2020

Source: STATEC [en collaboration avec le LISER], EU-SILC

On observe par ailleurs que la contribution des transferts sociaux (prestations familiales, aides au logement ou à l'éducation, minima sociaux) à l'inégalité est négative, ce qui montre leur caractère redistributif. Plus généralement, en calculant le coefficient de Gini avant et après transferts sociaux, on obtient une valeur de 0.31 en 2020 si l'on prend en compte tous les transferts sociaux (pensions de retraite incluses). Si l'on ne prend pas en compte les transferts sociaux (à l'exception des pensions de retraite), le coefficient augmente à 0.38.

L'écart entre ces deux indicateurs qui mesure la contribution des transferts sociaux était plus important au début des années 2010 avec un pic en 2013 (7.7 points) qu'en 2020, où il se situe à 5.8 points. Notons toutefois que ces indicateurs ne prennent pas en compte les transferts sociaux en nature (les chèques-service accueil, les livres scolaires gratuits, etc.) dont l'éventuel impact échappe à ces analyses.

Graphique 18 **Les transferts sociaux contribuent à la réduction des inégalités**



Note: rupture de séries en 2016 et en 2020

Source: STATEC [en collaboration avec le LISER], EU-SILC

3.5 La pauvreté et l'exclusion sociale avant le COVID-19

Pour résumer, en 2020 au Luxembourg

- Une personne seule est considérée comme pauvre quand elle vit avec moins de 1 892 EUR par mois.
- 17.4 % des individus sont en situation de risque de pauvreté, c'est à dire que leur niveau de vie mensuel est inférieur à 1 892 EUR
- Le taux de pauvreté est stable par rapport à l'année précédente.
- Les jeunes isolés, les étrangers, les personnes faiblement éduquées, les chômeurs et les familles monoparentales sont relativement plus exposés à la pauvreté.
- Le travail ne met pas toujours à l'abri de la pauvreté: 11.9% des personnes en emploi sont exposées au risque de pauvreté.
- Les transferts sociaux vers les ménages restent un outil efficace pour réduire la pauvreté.

Ce chapitre traite de la pauvreté au Luxembourg sur base de deux principaux indicateurs:

- Le taux de "risque" de pauvreté mesure la pauvreté à partir du revenu des personnes et des ménages. Il s'agit donc là d'un concept monétaire [manque de moyens monétaires] et relatif [le niveau de vie d'une personne est comparé à celui du reste de la population]. L'appellation de "risque" de pauvreté suggère que les ménages et les personnes concernés ne seraient pas obligatoirement "pauvres" au sens absolu du terme mais, vu leur position dans la distribution des revenus, ils courent le risque de ne pas pouvoir participer pleinement à la société.
- Le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (AROPE), introduit dans le cadre de la stratégie européenne "Europe 2020", considère, à côté de la pauvreté monétaire, deux dimensions supplémentaires: la privation matérielle et la faible intensité de travail au sein du ménage.

Le chapitre 3.6 s'intéressera à un indicateur synthétique de pauvreté qui prend en compte les dimensions suivantes: revenu, consommation et patrimoine.

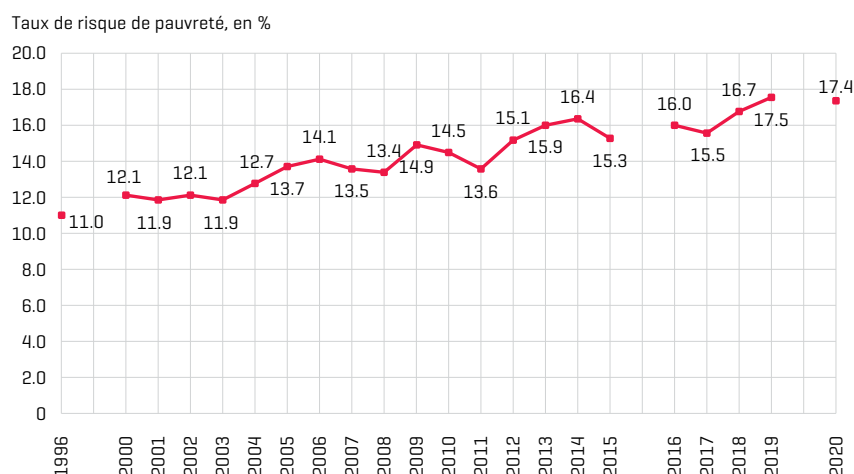
3.5.1 Le taux de risque de pauvreté

Le taux de risque de pauvreté est établi à partir de la distribution des revenus disponibles par équivalent-adulte, c'est-à-dire des niveaux de vie⁵. On calcule alors la médiane de la distribution des revenus: par définition, il s'agit de la valeur qui sépare la population en deux parties de tailles égales. Le niveau de vie médian s'élève à 3 154 EUR par mois. Les individus situés dans la première moitié de la population ont un niveau de vie mensuel inférieur à 3 154 EUR, tandis qu'il est supérieur à cette valeur pour les individus de l'autre moitié de la population. Le seuil de risque de pauvreté est finalement obtenu en prenant 60% du niveau de vie médian calculé au niveau national. Pour l'année 2020, la valeur de ce seuil est de 1 892 EUR par mois et par équivalent-adulte.

En 2020, 103 929 personnes vivent en dessous du seuil de risque de pauvreté monétaire. À titre de comparaison, pour une personne seule, au 1^{er} janvier 2019, la pension minimum personnelle s'élevait à 1 842 EUR et le REVIS (anciennement RMG) pour une première personne adulte était de 1 465 EUR. Le seuil de pauvreté monétaire est de 2 460 EUR pour un adulte vivant avec un enfant de moins de 13 ans, 2 838 EUR pour un couple sans enfant, 3 406 EUR pour un couple avec un enfant et 3 974 EUR pour un couple avec deux enfants.

Le taux de risque de pauvreté monétaire est de 17.4%, cette part représente toutes les personnes qui avaient un niveau de vie mensuel inférieur au seuil de 1 892 EUR. Ce chiffre est identique à celui de 2019 [17.5%].

Graphique 19 **Stabilité du taux de risque de pauvreté en 2019 et 2020**



Note: rupture de séries en 2016 et en 2020

Sources: LISER [d'après Population et Emploi, n° 1, janvier 2004] jusqu'en 2002.

STATEC [en collaboration avec le LISER], EU-SILC 2003 - 2020

⁵ Voir chapitre précédent, pour la détermination du niveau de vie d'un ménage.

Les évolutions du taux de risque de pauvreté doivent être interprétées avec une certaine prudence car une imprécision statistique entoure ces chiffres. Ces derniers sont tirés de deux enquêtes et donc de deux échantillons différents: le PSELL-2 jusqu'en 2002, puis EU-SILC à partir de 2003. En outre, la base de sondage a changé entre 2015 et 2016 provoquant une rupture de série. Cependant une nette tendance haussière se dessine depuis 1996.

3.5.2 Impact des caractéristiques socioéconomiques des personnes sur la pauvreté

Le risque de pauvreté est défini par rapport au niveau de vie, qui est fortement influencé par le profil socioéconomique des personnes (→ [Graphique 20](#)). On a vu précédemment que le niveau de vie dépendait de caractéristiques comme l'âge, le sexe, la nationalité, le niveau d'éducation ou encore la situation économique. Les écarts de pauvreté entre nationaux et étrangers restent toujours importants: en 2020, le taux de risque de pauvreté des étrangers vivant au Luxembourg est deux fois supérieur à celui des nationaux [23% contre 10.6%].

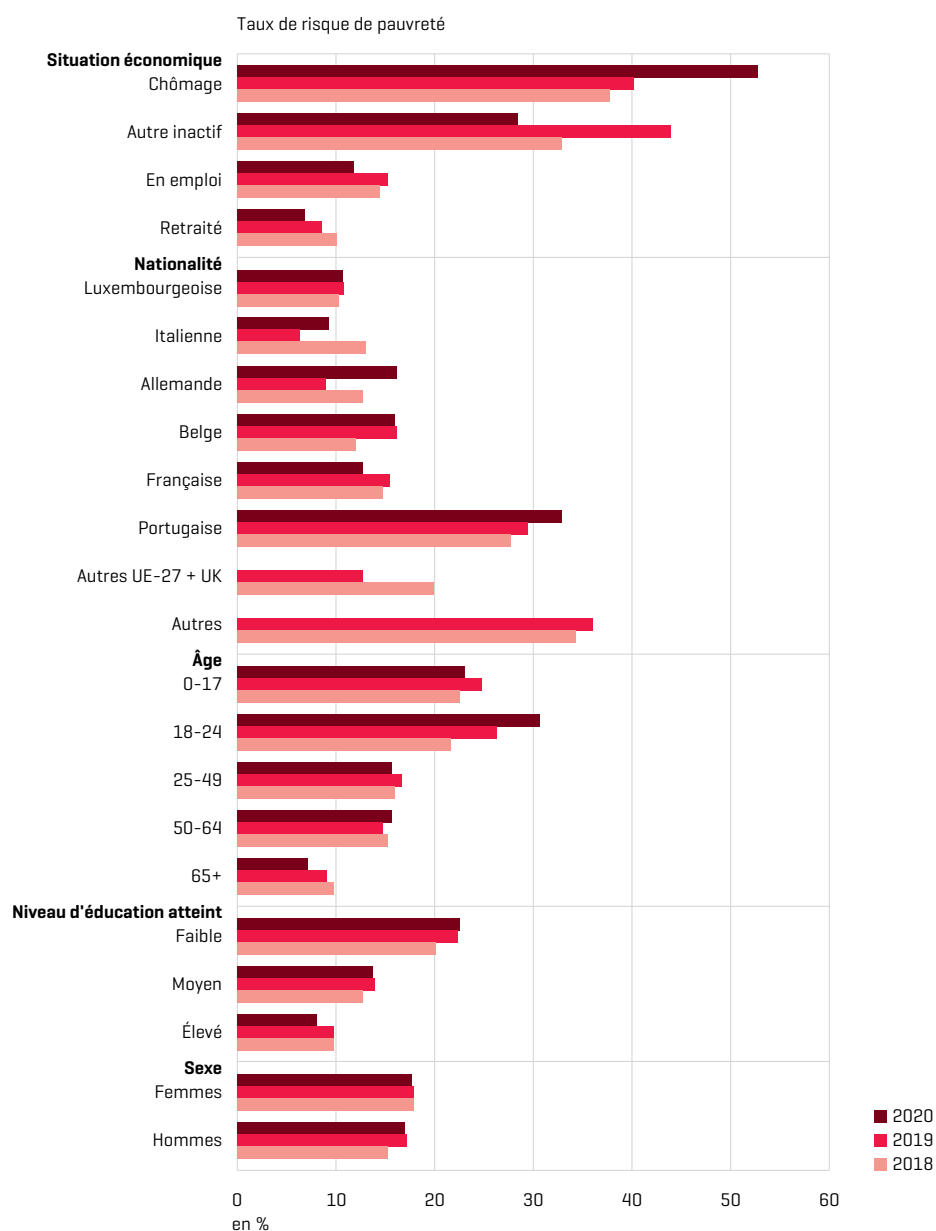
Les résultats par niveau d'éducation mettent aussi en évidence des écarts significatifs⁶. Les chiffres de 2020 confirment que le risque de pauvreté est nettement plus élevé pour les personnes faiblement qualifiées: leur taux atteint 23.5% contre 13.9% pour celles titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires et 8.1% pour les personnes ayant atteint un niveau universitaire. Un diplôme protège dès lors de la pauvreté: le taux parmi les personnes avec un niveau d'éducation supérieur étant 3 fois inférieur à celui des personnes avec un faible niveau.

Les résultats par classe d'âge et par sexe indiquent que les jeunes sont les plus exposés au risque de pauvreté, et que le risque diminue avec l'âge. En 2020, le taux de risque de pauvreté chez les 18-24 ans est de 30.7%, contre 7.3% pour les 65 ans et plus. Le taux de pauvreté des 0-17 ans atteint 23.1% et c'est ce qu'on appelle communément le "taux de pauvreté des enfants".

Les résultats selon la situation économique de la personne de référence du ménage montrent aussi des écarts très importants en termes d'exposition à la pauvreté. Le taux de risque de pauvreté des personnes au chômage se situe à 52.7% en 2020. Celui des personnes en emploi est nettement plus faible [11.9%]. Les personnes retraitées sont en fait les moins exposées, leur taux reste faible à 6.9% et il baisse au fil des années. Le taux de pauvreté des inactifs se situe, avec 28.5%, à un niveau élevé.

⁶ Dans ce cas, pour tenir compte du fait que de nombreux jeunes poursuivent des études jusqu'à un âge avancé, et que le niveau d'éducation atteint ne correspond pas forcément au niveau définitif, seules les personnes âgées de 25 ans ou plus ont été prises en considération dans nos calculs.

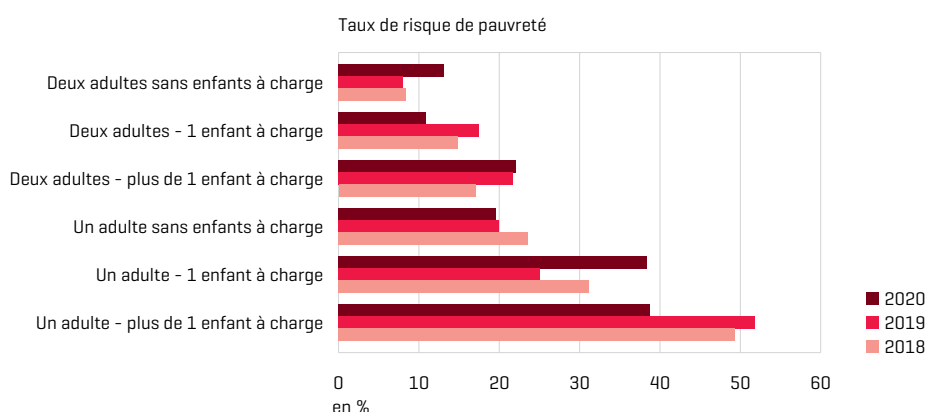
Graphique 20 **Les chômeurs sont les plus exposés à la pauvreté**



Note: rupture de séries en 2020

Source: STATEC [en collaboration avec le LISER], EU-SILC 2018-2020

Graphique 21 **Les familles monoparentales et les personnes isolées sont les plus exposées au risque de pauvreté**



Note: rupture de séries en 2020

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2018-2020

La situation des individus face à la pauvreté diffère aussi selon la composition familiale (→ Graphique 21). Ce sont les ménages avec enfants qui présentent les risques de pauvreté les plus élevés. C'est surtout le cas des familles monoparentales [c'est-à-dire un seul adulte avec un ou plusieurs enfants à charge] qui font face au risque de pauvreté le plus élevé [38% quand il y a un enfant et 39% en présence de plusieurs enfants]. Ne bénéficiant des revenus que d'un seul parent, celui de la mère dans 85% des cas, les membres de ce type de ménage sont 2 voire 3 fois plus souvent en risque de pauvreté que les personnes vivant dans les ménages composés de deux adultes avec plus d'un enfant. Cependant, les ménages monoparentaux sont très peu nombreux dans l'échantillon, de sorte que l'intervalle de confiance de ce taux de pauvreté est extrêmement large, ce qui signifie que ces chiffres sont entourés d'une grande incertitude. Parmi les ménages isolés [c'est-à-dire un adulte vivant seul sans enfants à charge], le taux de risque de pauvreté est de 19.6%.

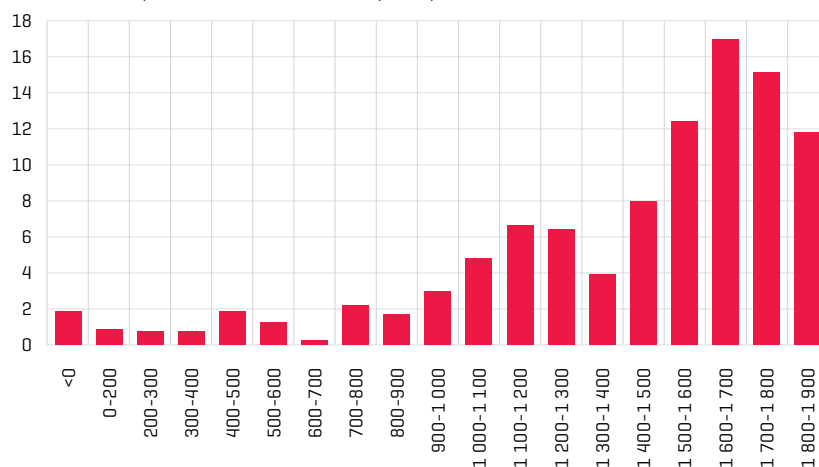
3.5.3 La gravité de la pauvreté

Le taux de risque de pauvreté ne renseigne pas sur la gravité de la pauvreté. La pauvreté est d'autant plus "grave" que les individus en situation de risque de pauvreté ont un niveau de vie qui est éloigné du seuil de pauvreté. Que le niveau de vie d'une personne soit très éloigné du seuil ou, au contraire, très proche, la valeur du taux de pauvreté reste la même. Il faut donc s'appuyer sur d'autres indicateurs afin de mesurer la gravité de la pauvreté.

Graphique 22

En 2020, le niveau de vie des personnes pauvres n'est pas très éloigné du seuil de pauvreté

Distribution des personnes en situation de risque de pauvreté selon leur niveau de vie mensuel, en %



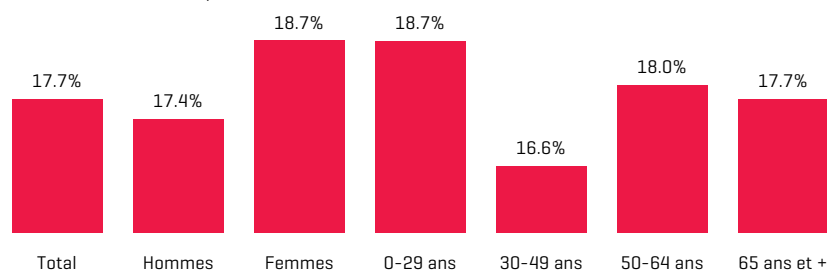
Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2020

Le quart des personnes en risque de pauvreté, c'est-à-dire ayant un niveau de vie mensuel inférieur à 1 892 EUR, ont en fait un niveau de vie supérieur à 1 700 EUR. Plus de la moitié (56.3%) des personnes sous le seuil de pauvreté ont un niveau de vie qui est supérieur à 1 500 EUR et pour les trois quarts d'entre elles le niveau de vie est supérieur à 1 200 EUR. Cela montre qu'une majorité des personnes en risque de pauvreté ont un niveau de vie qui reste finalement assez "proche" du seuil de pauvreté, même si cette perception de la distance reste bien évidemment subjective.

Graphique 23

L'intensité de la pauvreté est plus élevée pour les femmes et les personnes de moins de 30 ans

Écart médian relatif à la pauvreté



Note de lecture: le niveau de vie médian des personnes pauvres (1 557 EUR) représente 82.3% du seuil de risque de pauvreté (1 892 EUR), donc l'intensité de la pauvreté des personnes est de $100\% - 82.3\% = 17.7\%$. Une faible intensité de la pauvreté décrit une situation plus favorable, car elle signale que le niveau de vie des pauvres est proche du seuil de risque de pauvreté. Si toutes les personnes pauvres avaient un niveau de vie égal au seuil de risque de pauvreté, l'intensité de la pauvreté serait de zéro.

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2020

Un indicateur couramment utilisé pour mesurer la gravité ou l'intensité de la pauvreté est l'écart médian relatif à la pauvreté. Il consiste à calculer la différence entre le seuil de risque de pauvreté et le niveau de vie médian des personnes en risque de pauvreté [c.-à-d. dont le niveau de vie est en dessous du seuil], et à exprimer cet écart en pourcentage du seuil de pauvreté. En 2020, l'intensité de la pauvreté est de 17.7%. Cela indique que 50% de la population en risque de pauvreté dispose d'un niveau de vie inférieur à 82.3% du seuil de pauvreté, tandis que les autres 50% ont un revenu supérieur. 82.3% du seuil de pauvreté équivaut à un niveau de vie mensuel de 1 557 EUR par personne.

3.5.4 Le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale "Europe 2020"

Au-delà de la pauvreté monétaire, le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale introduit dans le cadre de la stratégie européenne "Europe 2020" est une autre mesure de la pauvreté qui prend en compte plusieurs dimensions. Cet indicateur présente l'avantage d'être harmonisé au niveau européen et d'être comparable entre les États membres. Il se chiffre pour le Luxembourg à 20.7%. Selon cette définition, environ 125 000 personnes sont en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Pour bien comprendre

Sont considérées comme en risque d'être pauvres ou exclues socialement les personnes relevant d'au moins un des 3 critères suivants:

1. les personnes en risque de pauvreté [relative] sont celles vivant dans un ménage disposant d'un revenu équivalent-adulte disponible [après transferts sociaux en espèces] inférieur au seuil de pauvreté qui est fixé à 60% du revenu médian national équivalent-adulte [après transferts sociaux];
2. les personnes en situation de privation matérielle grave ont des conditions de vie limitées par un manque de ressources et sont confrontées à la privation d'au moins 4 des 9 éléments suivants. Elles ne sont pas en mesure: 1) de payer un loyer ou des factures courantes, 2) de chauffer correctement leur domicile, 3) de faire face à des dépenses imprévues, 4) de consommer de la viande, du poisson ou un équivalent de protéines un jour sur deux, 5) de s'offrir une semaine de vacances, 6) de posséder une voiture personnelle, 7) de posséder un lave-linge, 8) de posséder un téléviseur couleur ou 9) de posséder un téléphone;
3. les personnes dans des ménages à très faible intensité de travail sont celles âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages dans lesquels en moyenne les adultes [âgés entre 18 et 59 ans] ont utilisé moins de 20% de leur potentiel total d'emploi au cours de l'année passée. Les étudiants sont exclus.

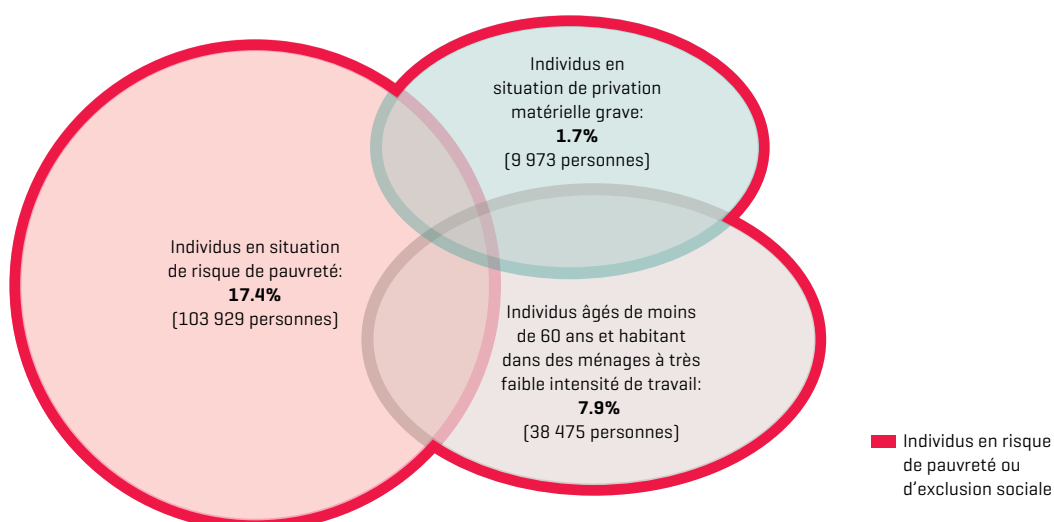
L'examen des intersections révèle que quatre personnes sur cinq en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale sont exclues selon une seule des trois dimensions [risque de pauvreté, privation matérielle grave ou habiter dans un ménage à très faible intensité de travail] (→ [Tableau 10](#)). Les personnes restantes sont en situation d'exclusion multiple, avec au moins deux des trois dimensions concernées.

Tableau 10 **Stabilité de l'indicateur "Europe 2020" pour le Luxembourg**

	Nombre d'individus concernés	%
Population en risque de pauvreté, n'étant ni en situation de privation matérielle grave ni habitant dans un ménage à très faible intensité de travail	79 023	13.2
Population n'étant pas en risque de pauvreté, étant en situation de privation matérielle grave et n'habitant pas dans un ménage à très faible intensité de travail	3 179	0.5
Population n'étant pas en risque de pauvreté ni en situation de privation matérielle grave et habitant dans un ménage à très faible intensité de travail	17 428	2.9
Total population exclue selon une seule dimension	99 630	16.6
Population en risque de pauvreté, en situation de privation matérielle grave et n'habitant pas dans un ménage à très faible intensité de travail	4 413	0.7
Population n'étant pas en risque de pauvreté, étant en situation de privation matérielle grave et habitant dans un ménage à très faible intensité de travail	555	0.09
Population en risque de pauvreté, n'étant pas en situation de privation matérielle grave et habitant dans un ménage à très faible intensité de travail	18 666	3.1
Total population exclue selon deux dimensions	23 634	3.8
Population en risque de pauvreté, en situation de privation matérielle grave et habitant dans un ménage à très faible intensité de travail	1 827	0.3
Total population exclue selon les trois dimensions	1 827	0.3
Total risque de pauvreté et d'exclusion sociale UE 2020	125 091	20.7

Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC

Figure 2 **Composition de l'indicateur "Europe 2020" de pauvreté ou d'exclusion sociale pour le Luxembourg en 2020**

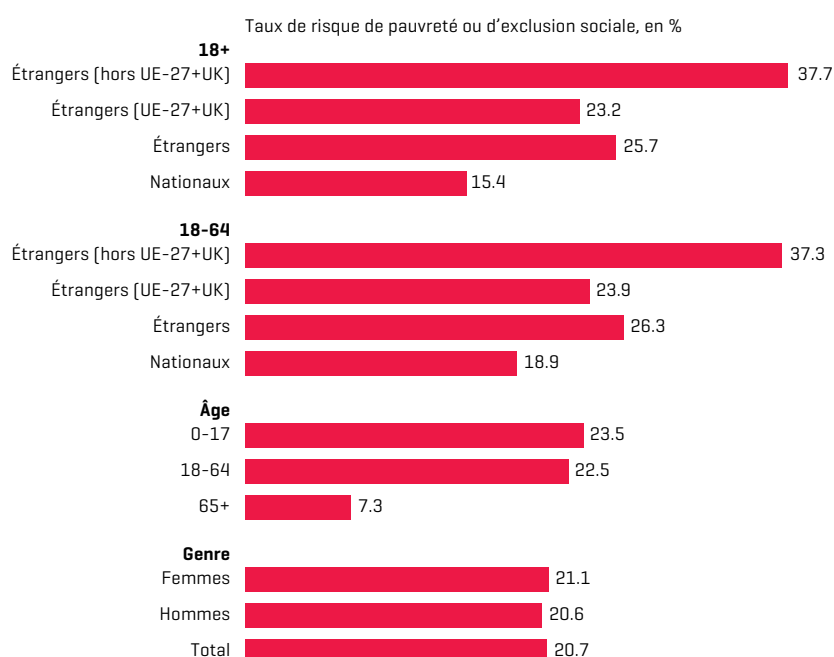


Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2020

En 2020, 17.4% de la population sont en situation de risque de pauvreté, 1.7% est en situation de privation matérielle sévère et 7.9% habitent dans des ménages à très faible intensité de travail.

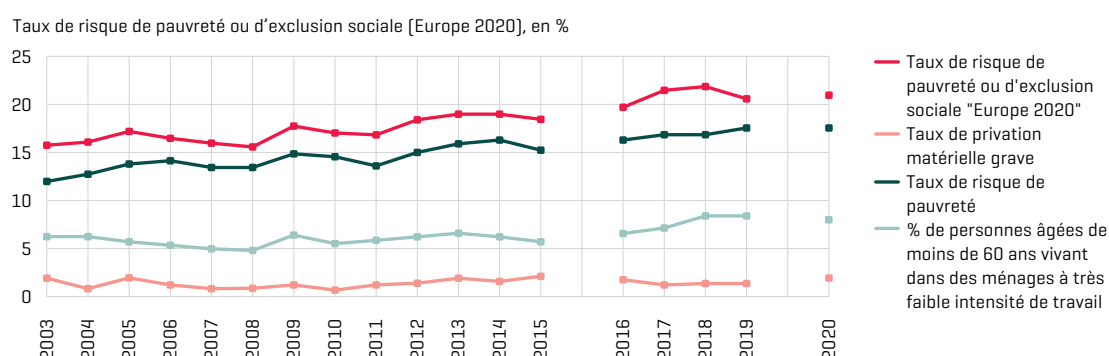
Le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale touche davantage les 0-17 ans [23.5%]. Ensuite viennent les 18-64 ans [22.5%] et enfin les 65 ans et plus, où ce risque est de 7.3%. Les étrangers et principalement les résidents non communautaires sont toujours plus touchés que les nationaux.

Graphique 24 **Le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (Europe 2020) est plus important chez les étrangers hors UE-27 + UK**



Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2020

Graphique 25 **La pauvreté ou le risque d'exclusion sociale reste stable en 2020**



Note: rupture de séries en 2016 et 2020

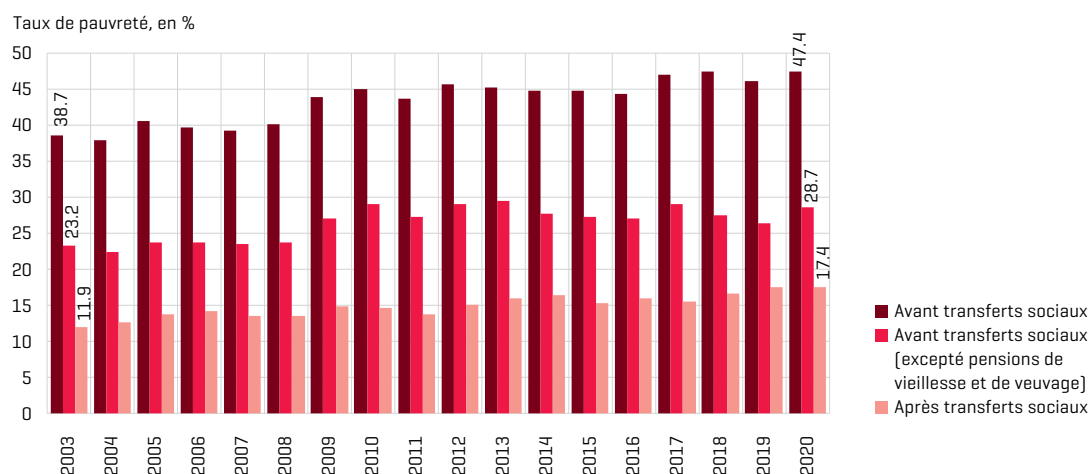
Source: STATEC (en collaboration avec le LISER), EU-SILC 2003 - 2020

3.5.5 Les transferts sociaux réduisent la pauvreté

Pour examiner l'impact des transferts sociaux sur la pauvreté et les inégalités, on doit faire la balance entre, d'un côté, la contribution des ménages via l'imposition et les cotisations et, de l'autre, ce que les ménages reçoivent en retour en termes de prestations sociales et de pensions de vieillesse. Cette décomposition reste cependant incomplète car elle ne tient pas compte des transferts sociaux en nature ainsi que d'une partie de l'imposition indirecte.

En 2020, le taux de risque de pauvreté calculé avant transferts sociaux atteint 47.4% de la population, un chiffre en augmentation de 1 point de pourcentage par rapport à 2019. Ce taux chute à 28.7% si l'on intègre les pensions de vieillesse et de veuvage dans le calcul du revenu. Si on prend en compte la totalité des transferts, le taux de pauvreté descend à 17.4%. Le taux de pauvreté avant transferts a progressé de près de 9 points depuis 2003, celui calculé après transferts de près de 6 points. Sur certaines périodes [par exemple, entre 2009 et 2011], la pauvreté après transferts a même reculé tandis que celle calculée avant transferts a progressé. Ceci montre l'importance des transferts sociaux comme moyen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Graphique 26 **Taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux**



Note: rupture de séries en 2016 et 2020

Source: STATEC [en collaboration avec le LISER], EU-SILC 2003-2020

3.6 La pauvreté multidimensionnelle

Les méthodes actuelles de calcul du taux de pauvreté au Luxembourg et en Europe se basent principalement sur le revenu disponible des ménages ajusté par le nombre d'unités de consommation du ménage. Cependant, le revenu n'est pas le seul facteur affectant le bien-être d'un ménage. La mesure de la pauvreté basée uniquement sur le revenu présente deux faiblesses principales. Premièrement, le revenu peut fluctuer dans le temps; et c'est particulièrement vrai pour les travailleurs indépendants ou les chômeurs de courte durée. [Meyer et Sullivan 2012] et [Brewer et O'Dea 2012] constatent qu'il est préférable d'utiliser la consommation des ménages plutôt que leur revenu pour mieux appréhender le niveau de vie des personnes défavorisées aux États-Unis et au Royaume-Uni.⁷ Par ailleurs, la "théorie du revenu permanent" de Friedman suggère que les comportements décisionnels des ménages sont fondés sur les attentes de revenu à long terme plutôt que sur le niveau de revenu actuel. Deuxièmement, les ménages peuvent compter sur leur épargne et leur patrimoine financier pour lisser leur consommation au cours d'une année difficile et ainsi conserver le même niveau de vie qu'auparavant. Ceux qui disposent d'un niveau élevé de patrimoine et d'épargne accumulés sont donc moins susceptibles d'être exposés au risque de pauvreté que les ménages disposant de peu de ressources. Ces limites soulignent l'importance d'un cadre multidimensionnel tenant compte à la fois du revenu, de la consommation et du patrimoine des ménages pour obtenir une meilleure évaluation du bien-être économique des ménages.

Dans cette section, on calcule un taux de pauvreté combinant trois dimensions: le revenu, la consommation et le patrimoine financier des ménages. Cependant, une telle analyse nécessiterait une source de données unique fournissant des informations conjointes sur toutes ces dimensions. Actuellement, il n'existe aucune source de données de ce type au Luxembourg. Par conséquent, nous utilisons des techniques d'appariement statistique ["Statistical Matching"] pour faire correspondre les informations sur la consommation tirée de l'enquête sur le budget des ménages [EBM] avec le niveau de patrimoine obtenu dans l'enquête sur la consommation des ménages et du patrimoine financier [HFCS] et avec le revenu tel que collecté dans l'enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie [EU-SILC]. Par ailleurs, sur la base des données appariées, nous pouvons également calculer d'autres indicateurs synthétiques, par exemple le taux d'épargne des ménages, qui est un indicateur important sur l'accumulation de richesse, et le taux de pauvreté énergétique. Nos résultats sont conformes aux lignes directrices recommandées dans les rapports de [Stiglitz, Sen et Fitoussi 2009] sur la mesure du progrès économique et social et le cadre de l'OCDE [OECD 2013].

⁷ Notez que le seuil de pauvreté américain n'est pas relatif comme au Luxembourg ou en Europe.

L'appariement statistique est une technique puissante et rentable; toutefois, nous conseillons de vérifier soigneusement l'hypothèse d'indépendance conditionnelle ["Conditional Independence Assumption" - CIA] et de réaliser une analyse de la sensibilité pour toutes les variables appariées. Pour plus de détails sur les techniques d'appariement statistique et les contrôles de sensibilité, veuillez consulter [Tran et Osier 2021]. D'une manière générale, il convient d'être prudent lors de l'utilisation des mesures synthétiques basées sur des données appariées, car elles reposent sur des estimations qui sont de nature expérimentale et doivent donc faire l'objet de tests et de validations supplémentaires.

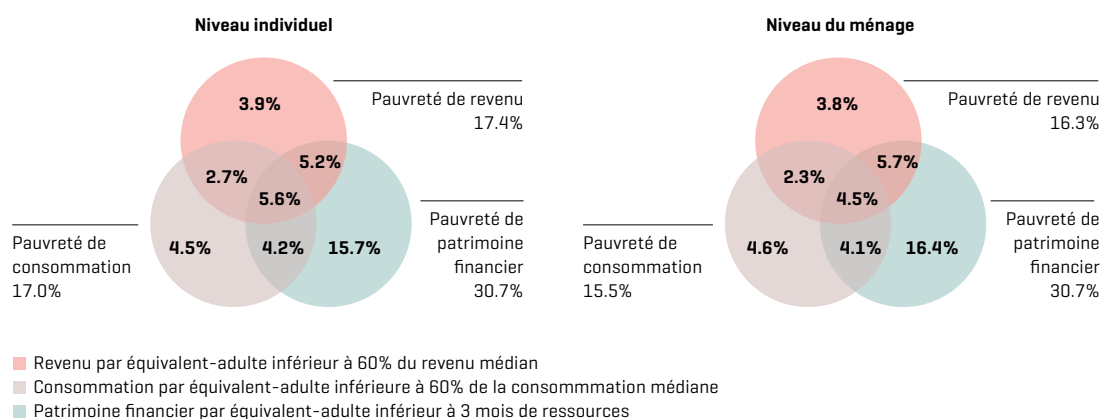
3.6.1 Le taux de risque de pauvreté basé sur le revenu, la consommation et le patrimoine

Nous suivons ici la méthodologie standard pour le calcul de la pauvreté selon le revenu, qui partage les personnes dont le revenu disponible du ménage ajusté par le nombre d'unités de consommation est inférieur à 60% de la médiane nationale. Nous utilisons une approche similaire pour calculer la pauvreté d'après le niveau de consommation des ménages: les ménages et leurs membres sont définis comme étant en risque de pauvreté en termes de consommation si leurs dépenses totales par unité de consommation sont inférieures à 60% de la dépense médiane au niveau national. Le revenu et la consommation étant toutes deux des variables de flux, il est raisonnable de suivre des approches similaires pour définir la pauvreté. Ces deux définitions sont également utilisées dans d'autres études, notamment dans [OECD 2013]. Cependant, cette approche est plus compliquée à utiliser pour définir la pauvreté en termes de patrimoine, car le patrimoine est une variable de stock, qui s'accumule au fil du temps. Par conséquent, nous suivons l'approche fondée sur les actifs de [Brandolini, Magri et Smeeding 2010], qui définit un ménage ou un individu comme "pauvre" en patrimoine si ses avoirs financiers sont insuffisants pour répondre à ses besoins sur une période donnée⁸. Dans le cadre de ce document, nous utilisons un seuil de trois mois de ressources monétaires⁹. Un tel seuil est couramment utilisé dans la littérature ([Haveman et Wolff 2004], [Brandolini, Magri et Smeeding 2010] et [OECD 2013]).

⁸ Il convient de noter que la pauvreté en patrimoine est souvent considérée comme une vulnérabilité financière, car elle signifie un manque de ressources en cas de perte soudaine de revenus ou de dépenses imprévues.

⁹ En 2020, le seuil de pauvreté monétaire par personne au Luxembourg est de 1 892 euros par mois, ce qui représente 60% du revenu médian des ménages ajustés par le nombre d'unités de consommation. Ainsi, trois mois de ressources correspondent à 5 676 euros par nombre d'unités de consommation.

Figure 3 **La pauvreté au Luxembourg chute à 5.6% si l'on tient compte à la fois du revenu, de la consommation et du patrimoine financier**



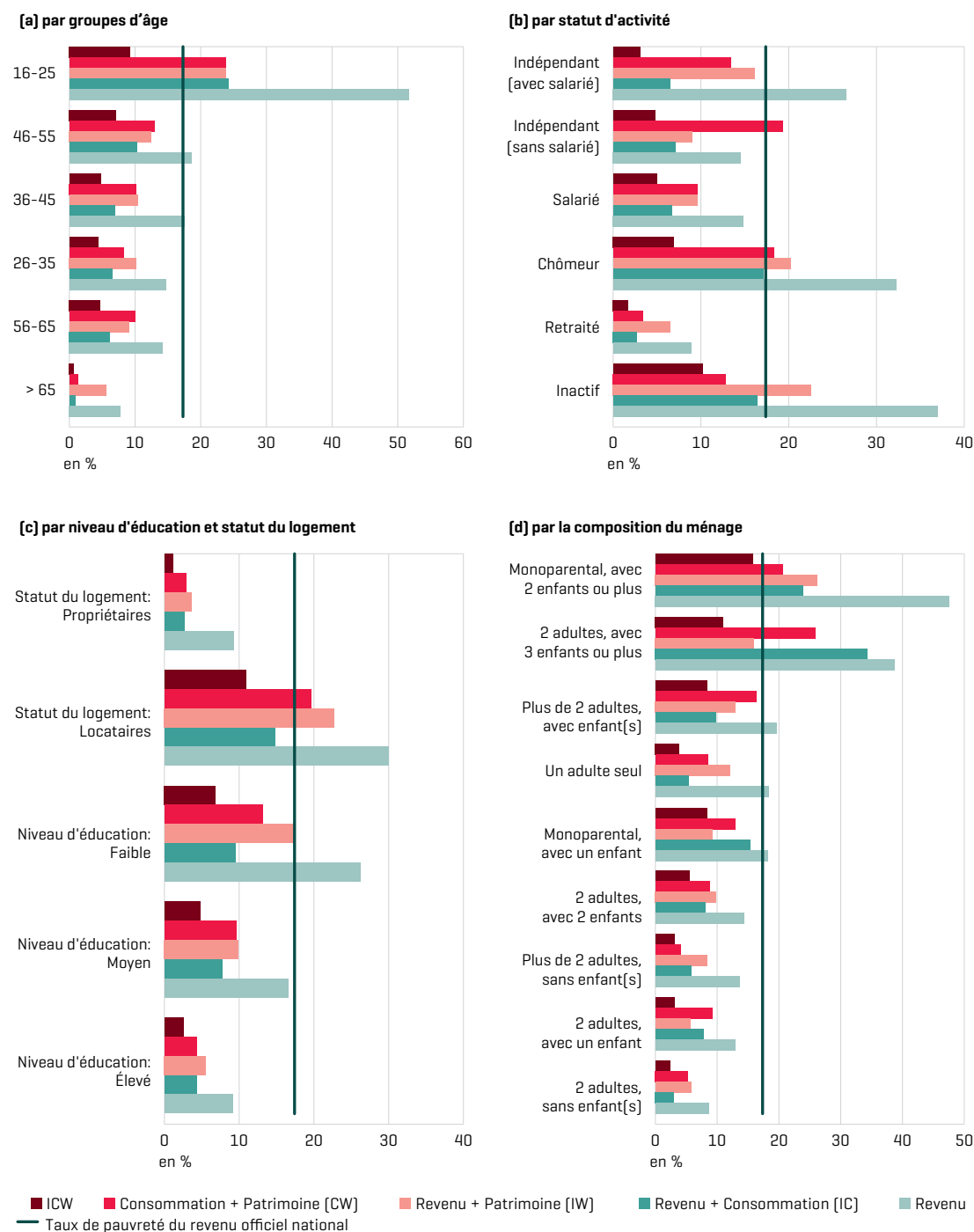
Sources: STATEC, Calcul des auteurs à partir de fichiers synthétiques obtenus par l'appariement de EU-SILC 2020 avec EBM 2020 et HFCS 3^e Vague (2018). Il convient de noter que le revenu collecté dans EU-SILC, EBM et HFCS provient d'une année antérieure.

Les résultats sont présentés dans la **figure 3**. Au niveau individuel, nous avons constaté que le taux de pauvreté selon le revenu est de 17.4%, tandis que les taux de pauvreté de consommation et de patrimoine sont respectivement de 17.0% et 30.7%. Ici, nous utilisons uniquement le patrimoine financier pour mesurer la pauvreté car celui-ci peut être facilement liquidé afin de lisser la consommation du ménage. Calculés au niveau des ménages, ces taux sont respectivement de 16.3%, 15.5% et 30.7% pour les dimensions du revenu, de la consommation et du patrimoine¹⁰. La proportion de personnes pauvres en patrimoine est nettement plus élevée que pour les deux autres dimensions. Cela reflète le phénomène selon lequel le patrimoine est beaucoup plus inégalement réparti entre les ménages que le revenu. Le chevauchement entre ces trois dimensions est indiqué dans la **figure 3**. Parmi les 17.4% d'individus à risque de pauvreté de revenu, 8.3% [soit près de la moitié d'entre eux] connaissent également un faible niveau de consommation et 10.8% disposent de moins de 3 mois de ressources sur leurs comptes bancaires ou dans leurs actifs financiers. De plus, 5.6% de la population [soit près d'un tiers de ceux qui sont pauvres en revenu] sont en risque de pauvreté dans les trois dimensions. Calculé au niveau des ménages, ce chiffre est de 4.5%¹¹. Ces deux derniers chiffres représentent une situation de pauvreté "extrême", dans laquelle les ménages touchés ne peuvent s'appuyer ni sur des niveaux de revenus suffisants ni sur des réserves monétaires ou de l'aide financière extérieure pour maintenir un niveau de vie adéquat.

¹⁰ On note que la taille ou la composition des ménages diffèrent selon leur niveau de revenu, de consommation ou de patrimoine, ce qui explique les différences de résultats entre les niveaux individuels et ménages.

¹¹ Ce chiffre reflète le fait que la taille moyenne des ménages à faible revenu est plus grande que celle des ménages à revenu élevé.

Taux de pauvreté des ménages par caractéristiques démographiques, 2020. Les jeunes, les chômeurs, les inactifs, les locataires et les personnes ayant un faible niveau d'éducation sont davantage exposés



Sources: STATEC, Calcul des auteurs à partir de fichiers synthétiques obtenus par l'appariement de EU-SILC 2020 avec EBM 2020 et HFCS 3^e Vague (2018). Les caractéristiques du ménage sont indiquées par la personne de référence.

Comme nous pouvons le constater, tous ceux qui sont pauvres en revenu ne sont pas nécessairement pauvres en actifs financiers ou en consommation et vice versa. Dans le cas des personnes pauvres en revenu ou en patrimoine, celles qui sont pauvres dans les deux dimensions sont évidemment dans une situation plus grave que celles qui sont pauvres uniquement en revenu, car elles ont un accès limité aux actifs liquides qui pourraient être utilisés pour atténuer l'impact d'un faible niveau de revenu. Les mêmes observations peuvent être faites pour les pauvres en termes de revenu et de consommation. D'une part, cela suggère que certains ménages peuvent maintenir leur niveau de vie malgré des niveaux de revenu faibles. Ces comportements peuvent être motivés par des attentes de revenus futurs (comme dans le cas des étudiants ou de l'avancement de leur carrière) ou par la détention d'un patrimoine financier qui peut être facilement transformé en revenus monétaires. D'autre part, la pauvreté de consommation en l'absence de pauvreté de revenu peut toujours être considérée comme une vulnérabilité, surtout lorsqu'elle s'accompagne d'un manque de ressources financières. Ceux qui sont pauvres dans les trois dimensions sont les plus défavorisés car ils cumulent en même temps un faible niveau de vie et un manque de ressources financières, ce qui constitue une menace pour la résilience financière de ces ménages.

La prochaine question à se poser est de savoir quels groupes de population sont les plus exposés au risque de pauvreté. Pour répondre à cette question, nous explorons la composition démographique des personnes qui sont doublement (sous deux dimensions) et triplement (sous trois dimensions: revenu, consommation et actifs financiers) exposées au risque de pauvreté. Cela donne une image plus claire de la probabilité qu'un sous-groupe de population soit confronté à plus d'un niveau de pauvreté.

La part des ménages à la fois pauvres en revenu et en actifs financiers est la plus élevée parmi les ménages jeunes (c.-à-d. ceux dont la personne de référence est âgée de moins de 25 ans → [Graphique 27](#)), et la plus faible parmi les ménages âgés (personne de référence âgée de plus de 65 ans). Des tendances similaires selon l'âge sont observées pour les ménages pauvres selon le revenu et la consommation ainsi que pour les ménages pauvres selon les trois dimensions. Cela reflète le fait que les ménages ont tendance à accumuler des richesses au cours de leur vie, et que les personnes âgées sont donc plus susceptibles d'avoir accumulé des actifs importants que les familles plus jeunes. Cela procure aux ménages âgés une protection supplémentaire par rapport au risque de pauvreté. L'âge n'est qu'un des nombreux facteurs qui sont en lien avec la pauvreté. En ce qui concerne la composition des ménages, les familles monoparentales avec deux enfants ou plus courent le plus grand risque de rester dans le piège de la pauvreté, avec un faible revenu, une faible consommation et un faible niveau de patrimoine financier.

Ces familles présentent un risque de pauvreté selon le revenu de 47.6 %, ce qui est presque trois fois plus élevé que la moyenne nationale. Si l'on considère deux dimensions, 23.8 % des familles monoparentales ont à la fois un faible revenu et un faible niveau de consommation et 26.2 % ont à la fois un faible revenu et ne disposent pas de ressources financières liquides suffisantes. Leur taux de risque de pauvreté dans les trois dimensions est également très élevé [15.8%], ce qui représente le triple de la moyenne nationale. En revanche, les ménages composés de deux adultes et sans enfant présentent le risque le plus faible de pauvreté dans les trois dimensions, avec seulement 2.4% des ménages qui sont concernés, suivis par les ménages composés de deux adultes et d'un enfant avec un risque de pauvreté sous trois dimensions à 3.1%.

Il est intéressant de noter que la mesure traditionnelle de la pauvreté basée sur le revenu disponible donne un taux de pauvreté plus élevé pour les familles dont le chef de famille exerce une activité indépendante que pour celles dont le chef est salarié. Toutefois, ces ménages indépendants sont aussi moins susceptibles d'être pauvres en termes de consommation et d'actifs financiers que le second groupe. Si l'on considère les trois dimensions, le taux de pauvreté des indépendants est également significativement plus faible que pour les salariés. Cela reflète la plus grande volatilité des revenus des travailleurs indépendants par rapport aux salariés. Concernant le niveau d'éducation, le statut d'occupation et le statut d'activité, les résultats ne sont pas vraiment surprenants. Ceux qui n'ont qu'un niveau d'éducation primaire ou secondaire sont significativement plus susceptibles d'être à la fois pauvres en revenu et en actifs que ceux qui ont atteint un niveau d'éducation supérieur. La pauvreté sous deux dimensions ou plus est également plus répandue parmi les locataires, les chômeurs et les inactifs.

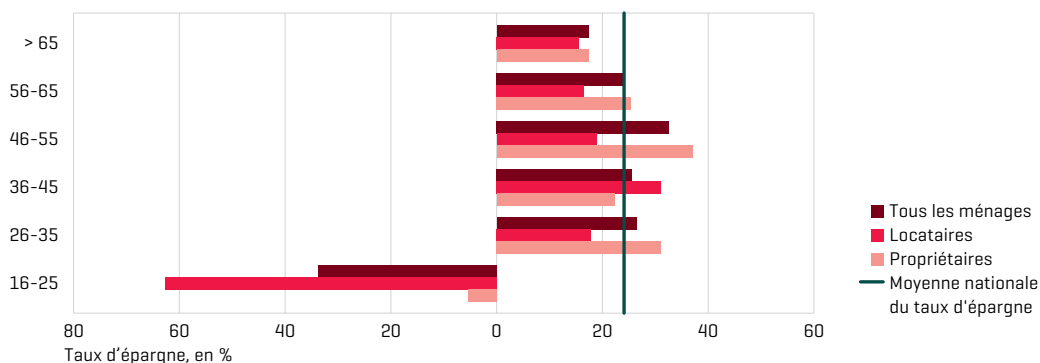
3.6.2 Le taux d'épargne des ménages

Un autre exemple d'indicateur que l'on peut produire à partir des données fusionnées est le taux d'épargne des ménages. Le taux d'épargne est un indicateur important de l'accumulation de richesse. Sur la base des données synthétiques issues de notre appariement, nous pouvons calculer le taux d'épargne des ménages au Luxembourg en 2020. Il faut noter que les données EU-SILC et EBM collectent les revenus de l'année 2019, donc les revenus ne reflètent pas l'impact de la pandémie de COVID-19. Cependant, les dépenses totales et leur structure sont de l'année en cours, ce qui reflète le changement des comportements de dépenses des ménages.

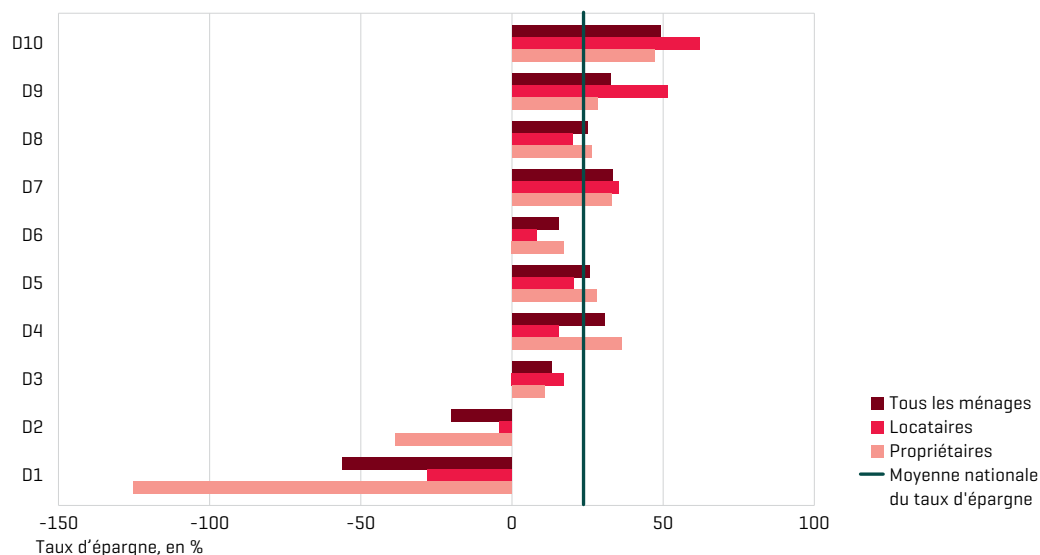
Graphique 28

Taux d'épargne moyen des ménages au Luxembourg en 2020.
Ce sont surtout les ménages aisés qui épargnent le plus, tandis
que les ménages modestes consomment plus que leur revenu

[a] Par groupe d'âge et par statut d'occupation du logement



[b] Par décile de revenu et par statut d'occupation du logement

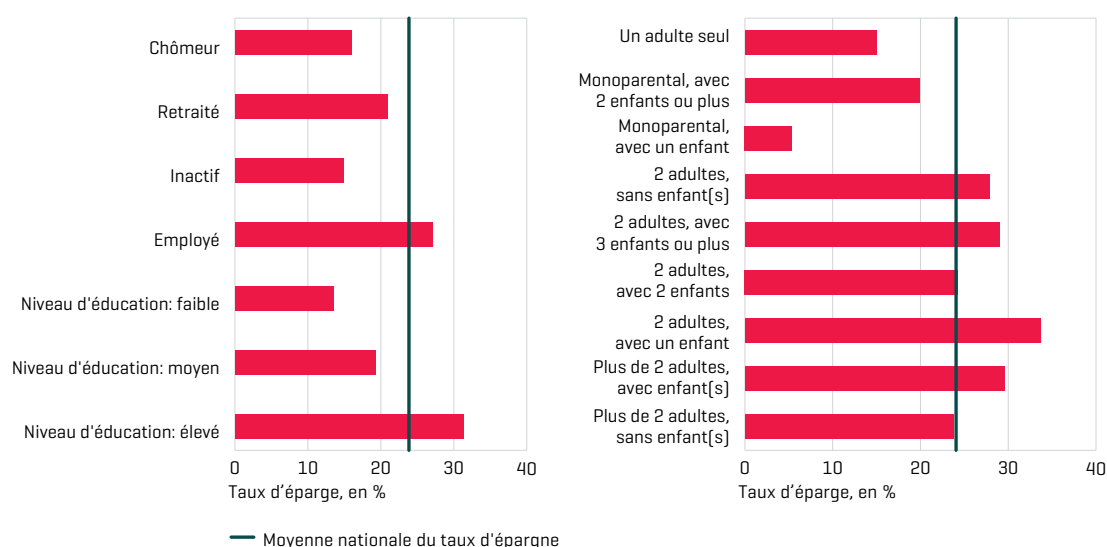


Sources: STATEC, Calcul des auteurs à partir de fichiers synthétiques obtenus par l'appariement de EU-SILC 2020 avec EBM 2020 et HFCS 3^e Vague (2018). Les caractéristiques du ménage sont indiquées par la personne de référence.

Le taux d'épargne moyen des ménages au Luxembourg est de 24.7%. Toutefois, ces taux ne sont pas homogènes selon les groupes démographiques. Sans surprise, les ménages désépargnant ou ayant un taux d'épargne négatif sont concentrés dans le groupe des ménages les plus jeunes et au bas de la distribution des revenus [→ Graphique 28]. Ces ménages à faible revenu peuvent généralement maintenir leur niveau de consommation en ayant recours à la famille et aux amis ou encore à l'endettement. En plus, le taux d'épargne est plus faible chez les ménages à revenu médian [6^e décile de revenu] pour les propriétaires en moyenne.

Les comportements d'épargne des ménages changent avec l'âge. Comme on peut le voir dans le graphique 28, l'épargne au Luxembourg suit une tendance en forme de U inversé par rapport à l'âge. Il est intéressant de noter que le taux d'épargne est maximal pour les locataires dans le groupe d'âge 36-45 ans et pour les propriétaires dans le groupe d'âge 46-55 ans. Le taux d'épargne est plus faible chez les plus de 65 ans que chez les personnes âgées entre 25 et 65 ans.

Graphique 29 **Le taux d'épargne moyen des ménages selon d'autres caractéristiques démographiques, 2020. Les ménages d'employés et ceux avec un niveau d'éducation élevé épargnent le plus**



Sources: STATEC, Calcul des auteurs à partir de fichiers synthétiques obtenus par l'appariement de EU-SILC 2020 avec EBM 2020 et HFCS 3^e Vague (2018). Les caractéristiques du ménage sont indiquées par la personne de référence.

Le taux d'épargne est également fortement influencé par d'autres variables sociodémographiques, comme la composition du ménage, le statut d'activité, le niveau d'éducation atteint ou encore le type de profession exercée [→ Graphique 29]. Les personnes ayant atteint un niveau d'éducation élevé [d'éducation tertiaire, université ou plus] ont un taux d'épargne deux fois plus élevé que celles ayant un niveau d'éducation primaire ou secondaire. Les personnes ayant un emploi [salarié ou indépendant] épargnent le plus, tandis que les chômeurs et les inactifs épargnent le moins. Les ménages composés d'un seul adulte et les ménages monoparentaux avec un enfant à charge sont parmi les moins épargnants. Sans surprise, les taux d'épargne sont plus élevés chez les propriétaires que chez les locataires, ce qui reflète le fait que le remboursement du prêt hypothécaire pour l'achat du logement peut être vu comme une sorte d'épargne forcée pour les propriétaires.

3.6.3 La précarité énergétique

La pauvreté énergétique est généralement définie différemment entre les pays en développement et les pays développés. Dans le premier cas, elle est généralement comprise comme un manque d'accès aux services énergétiques, alors que dans le second cas, elle est attribuée au poids excessif des dépenses énergétiques par rapport aux revenus des ménages. Nous suivons [Di Falco, Thunus et Zardet 2021] pour utiliser la seconde approche pour le cas du Luxembourg et nous choisissons de définir la pauvreté énergétique comme avoir des factures d'énergie élevées, avoir des revenus bas et des logements à faible efficacité énergétique. Pour mesurer quantitativement la pauvreté énergétique, nous utilisons les deux indicateurs suivants:

- Taux d'effort énergétique [TEE] élevé

$$\text{TEE} = \frac{\text{Dépenses énergétiques du ménage}}{\text{Revenu du ménage}} > 2 \times \text{Valeur médiane nationale en 2012}$$

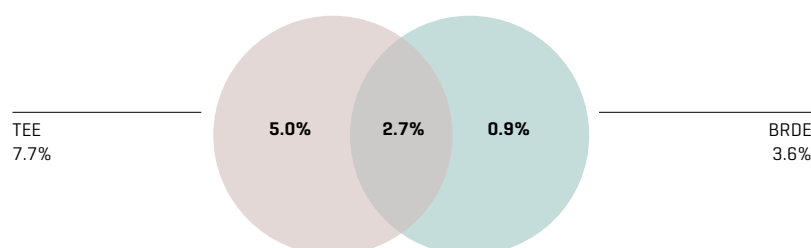
- Faible revenu, coût élevé

$$\text{BRDE} = \begin{cases} \frac{\text{Dépenses énergétiques du ménage}}{\text{par unités de consommation}} > \text{Valeur médiane nationale en 2012} \\ (\text{Revenu net du ménage} - \text{Charges du logement}) < 60\% \times \\ \text{Médian du (Revenu net du ménage} - \text{Charges du logement) en 2012} \end{cases}$$

Les mesures TEE sont fréquentes dans la littérature [voir [Legendre et Ricci 2015] et [Di Falco, Thunus et Zardet 2021]] car elles sont faciles à calculer et à expliquer. Cependant, elles ne tiennent pas compte des niveaux de revenu et pourraient alors inclure des ménages ayant un niveau de revenu élevé mais faisant un possible gaspillage d'énergie, ce qui entraînerait des dépenses énergétiques importantes. L'indicateur BRDE, quant à lui, est plus compliqué car il inclut deux conditions simultanées: un faible revenu et des dépenses énergétiques élevées. Les ménages qui se situent en dessous du seuil conventionnel de 60 % du revenu net résiduel médian après charges de logement et dont les dépenses d'énergie sont supérieures au niveau médian sont considérés comme étant en situation de précarité énergétique.

Suivant les travaux de [Di Falco, Thunus et Zardet 2021], nous choisissons l'année 2012 comme point de référence pour notre mesure de la pauvreté énergétique¹². Pour l'indicateur TEE, la valeur médiane nationale en 2012 est de 7.2%, donc tous les ménages dont la part des dépenses énergétiques par rapport au revenu est supérieure à ce seuil sont considérés comme en situation de pauvreté énergétique. Concernant l'indicateur BRDE, la dépense énergétique médiane ajustée par le nombre d'unités de consommation dans le ménage s'élevait à 1 194 euros par an en 2012. Quant au seuil défini par 60% du revenu net médian après la prise en compte des charges de logement, sa valeur était de 17 263 euros par an et par ménage en 2012, soit 1 438 euros par mois¹³.

Figure 4 **2.7% des ménages au Luxembourg sont en situation de précarité énergétique d'après les deux définitions [TEE et BRDE]**



Sources: STATEC, Calcul des auteurs à partir de fichiers synthétiques obtenus par l'appariement de EU-SILC 2020 avec EBM 2020

En plus de ces deux indicateurs objectifs, nous considérons également trois mesures subjectives de la pauvreté énergétique pour les ménages lorsque ceux-ci déclarent: [i] ne pas pouvoir se chauffer suffisamment en hiver, [ii] avoir des arriérés de paiement pour leur loyer ou le remboursement de l'emprunt sur leur logement, [iii] avoir des difficultés pour les paiements des factures énergétiques. Un avantage de l'utilisation de l'appariement entre le SILC et l'enquête EBM est que nous pouvons comparer les mesures objectives et subjectives de la pauvreté énergétique. Les résultats sont indiqués dans le [figure 4](#), les [tableaux 11 et 12](#).

¹² Cependant, étant donné que l'enquête EBM en 2020 n'a qu'une seule année (au lieu de trois années combinées comme auparavant), nous calculons le seuil pour TEE et BRDE en utilisant seulement une seule année de l'EBM 2021. [Di Falco, Thunus et Zardet 2021] utilisent l'EBM avec trois années combinées.

¹³ 60% du revenu médian en 2012 après coût du logement, calculé en utilisant EBM 2012.

Tableau 11 **Pauvreté énergétique en 2020 par statut d'occupation du logement: les locataires sont davantage concernés que les propriétaires**

	Propriétaires	Locataires
Mesures quantitatives		
TEE	7.1%	8.4%
BRDE	2.7%	5.3%
TEE & BRDE	2.1%	4.0%
Mesures subjectives		
ne pas pouvoir chauffer suffisamment son logement	3.7%	5.4%
avoir des problèmes de logement (i.e. toits fuyants, murs/sols humides, etc.)	12.8%	15.5%
arriérés sur le paiement des factures énergétiques	1.3%	4.2%

Sources: STATEC, Calcul des auteurs à partir de fichiers synthétiques obtenus par l'appariement de EU-SILC 2020 avec EBM 2020

Tableau 12 **Les ménages en situation de pauvreté énergétique sont les plus modestes en termes de revenu et habitent plus souvent dans des logements de moindre qualité**

	TEE		BRDE		TEE & BRDE	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Statistiques de base						
Proportion de la population	7.7%	92.3%	3.6%	96.4%	2.7%	97.3%
Revenu net moyen par unité de consommation [EUR/an]	17 675	47 471	15 276	46 281	12 154	46 094
Dépenses énergétiques moyennes par unité de consommation [EUR/an]	2 535	1 607	2 637	1 643	2 817	1 647
Mesures subjectives						
ne pas pouvoir chauffer suffisamment son logement	7.3%	4.0%	8.4%	4.1%	11.1%	4.1%
avoir des problèmes de logement (i.e. toits fuyants, murs/sols humides, etc.)	15.9%	13.6%	19.1%	13.6%	20.4%	13.6%
arriérés sur le paiement des factures énergétiques	3.7%	2.2%	3.4%	2.3%	2.3%	1.9%
au moins 2 mesures subjectives	5.3%	1.4%	6.7%	1.5%	7.8%	1.5%

Sources: STATEC, Calcul des auteurs à partir de fichiers synthétiques obtenus par l'appariement de EU-SILC 2020 avec EBM 2020

La **figure 4** montre l'étendue de la précarité énergétique au Luxembourg en utilisant deux mesures quantitatives différentes: TEE et BRDE. Selon l'approche TEE, 7.7% sont en situation de précarité énergétique; 3.6% sont en situation de précarité énergétique selon l'approche BRDE, tandis que 2.7% sont en situation de précarité énergétique dans les deux conditions. L'une des principales faiblesses de l'approche TEE est qu'elle ne prend pas en compte le revenu du ménage, ce qui fait que certains ménages ayant un niveau de revenu élevé peuvent se trouver en situation de pauvreté énergétique selon cette mesure. Alors que certains ménages avec un faible niveau de revenu, mais qui ne dépensent pas moins que le seuil TEE [7.2%] de leur revenu en énergie, peuvent encore être vulnérables.

Comme nous pouvons le voir dans la [figure 4](#), seul un tiers des personnes en situation de précarité énergétique selon la TEE le sont également selon la BRDE. Par ailleurs, 0.9% de la population qui est pauvre selon la BRDE [faible revenu et coût énergétique élevé] est toujours vulnérable même si elle dépense moins de 7.2% de son revenu en factures énergétiques.

Le [tableau 11](#) présente les mesures quantitatives et subjectives de la pauvreté énergétique par statut d'occupation résidentielle. Le statut d'occupation du logement est normalement une dynamique importante de la précarité énergétique car il donne aux ménages différents niveaux de contrôle sur leur logement. Les propriétaires sont plus indépendants tandis que les locataires sont plus limités dans leurs choix. Les mesures TEE ne montrent pratiquement aucune différence entre les propriétaires et les locataires, tandis que les mesures BRDE montrent un taux de précarité énergétique presque deux fois plus élevé chez les locataires. La pauvreté énergétique subjective montre également une plus grande vulnérabilité chez les locataires que chez les propriétaires.

Le [tableau 12](#) donne plus de détails sur les ménages considérés comme étant en situation de précarité énergétique sur une base quantitative et sur leurs mesures subjectives respectives. Comme on peut le voir, le revenu net annuel des ménages, ajusté par les unités de consommation, est en moyenne de 17 675 euros pour ceux qui sont en situation de précarité énergétique selon l'approche TEE, de 15 276 euros pour ceux qui sont en situation de précarité selon l'approche BRDE et de 12 154 euros pour les deux approches. Le BRDE et les deux approches convergent bien sur le critère monétaire et garantissent que seules les personnes ayant un faible revenu et des coûts énergétiques élevés sont considérées comme étant en situation de précarité énergétique. On voit qu'il y a aussi une corrélation entre le fait pour un ménage d'être en situation de précarité énergétique selon les indicateurs TEE et BRDE, et les difficultés à chauffer son logement, à payer son loyer, rembourser ses emprunts ou encore payer ses factures courantes en lien avec son logement. De ce point de vue, on peut conclure que les mesures subjectives "valident" les indicateurs objectifs de pauvreté énergétique [TEE et BRDE].

En conclusion, la distribution conjointe entre le revenu, la consommation et le patrimoine peut apporter une analyse riche sur de nombreux aspects du bien-être économique des ménages. Cela montre que la mesure de la pauvreté est plus complexe que l'approche classique qui s'appuie uniquement sur le revenu disponible des ménages. Il convient toutefois de noter que les statistiques présentées dans cette section sont expérimentales et qu'elles reposent sur des modèles statistiques dont les hypothèses sous-jacentes peuvent être discutées. Par conséquent, ces statistiques doivent être exploitées avec une certaine prudence.

Références

- Brandolini, A., S. Magri, et T.M. Smeeding. 2010. "Asset-based Measurement of Poverty." *Journal of Policy Analysis and Management* 29 [2]: 267-284.
- Brewer, M., et C. O'Dea. 2012. "Measuring living standards with income and consumption: evidence from the UK." ISER Working Paper Series No. 2012-05. Institute for Social and Economic Research [ISER], Essex.
- Di Falco, E., O. Thunus, et G. Zardet. 2021. "Analyse sur la précarité énergétique au Luxembourg." Working Paper.
- Haveman, R., et E.N. Wolff. 2004. "The concept and measurement of asset poverty: Levels, trends and composition for the U.S., 1983-2001." *Journal of Economic Inequality* 2: 145-169.
- Legendre, B., et O. Ricci. 2015. "Measuring fuel poverty in France: Which households are the most fuel vulnerable?" *Energy Economics* 49: 620-628.
- Meyer, B.D., et J. Sullivan. 2012. "Identifying the Disadvantaged: Official Poverty, Consumption Poverty, and the New Supplemental Poverty Measure." *Journal of Economic Perspective* 26 [3]: 111-136.
- OECD. 2013. "OECD Framework for Statistics on the distribution of income, consumption and wealth." OECD Publishing.
- Stiglitz, J.E., A. Sen, et J.-P. Fitoussi. 2009. "Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress." French Government and the National Statistics Agency [INSEE]. www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_anglais.pdf.
- Tran, T.T.H., et G. Osier. 2021. "Identifier les personnes défavorisées au Luxembourg – Mesure de la pauvreté multidimensionnelle par appariement statistique de plusieurs sources." Working Paper.

STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

www.statec.lu